QUARANTIÈME ANNÉE - Nº 11888 - MARDI 19 AVRIL 1983

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

**Les « grands patrons » des hôpitaux se joignent à la grève des internes et des chefs de clinique**

LIRE PAGE 11

# L'artillerie chinoise bombarde des positions vietnamiennes

## Un coup de semonce

Après des mois d'accalmie, la canonnade résonne à nouveau à la frontière sino-vietnamienne. Il ne semble pas pour autant que la Chine, qui a pris l'initiative à la fois de « riposter » en bombardant des positions vietnamiennes et de donner à ce geste une grande publicité, ait l'intention d'infliger à son remuant voisin une seconde « leçon ». Celle-ci n'aurait d'ailleurs guère plus de chances d'être retenue que celle de février 1979. Hanoï est sûr de sa force et de l'invincibilité de ses armes, et Pékin n'est pas en mesure de porter un coup fatal au régime vietnamien.

Pourquoi donc ce coup de semonce de la Chine ? Tout d'abord pour montrer sa présence sur l'échiquier indochinois et pour assurer ses alliés, cambodgiens et thaïlandais, qu'elle les soutient toujours en période difficile. Elle se doit de préserver sa crédibilité en tant que contrepoids aux ambitions vietnamiennes auprès des gouvernements et de l'opinion publique d'Asie du Sud-Est. En particulier envers la Thaïlande, que la stratégie vietnamienne vise moins à conquérir qu'à affaiblir, en tentant de déstabiliser son régime fragile par un savant usage de la carotte et du bâton.

En même temps, la Chine ne peut aller trop loin. Non seulement faute de moyens, mais parce qu'elle ne peut se permettre d'effaroucher les pays d'Asie du Sud-Est, qui la craignent au moins autant que le Vietnam ; au point que certains d'entre eux s'inquiètent que Hanoï se soit lancé dans un conflit prolongé au Cambodge qui ne peut, à long terme, que renforcer la Chine et la pousser à intervenir plus directement dans les affaires de la région.

Et aussi parce que tout nouveau conflit sino-vietnamien pourrait influer négativement sur les tentatives de normalisation des relations entre les deux « grands » du communisme mondial. Pékin souhaite ce rapprochement et constate que le Kremlin a réaffirmé son soutien au Vietnam.

Les soldats vietnamiens doivent donc à nouveau se mobiliser aux deux extrémités de « leur » Indochine, à la frontière chinoise et le long de la frontière thaïlandaise où ils poursuivent, parfois avec brutalité, leur offensive de « nettoyage » des bases de la résistance khmère. Ce ne sont pas quelques coups de canon qui forceront une armée qui se targue d'avoir défait les Américains et les Chinois à abandonner le Cambodge conquis il y a quatre ans.

Nouvelle tension ou nouvel espoir ? Il n'est pas impossible que les Chinois, qui, comme les Vietnamiens, affectionnent de « se battre tout en négociant », renforcent ainsi leur position en vue d'une éventuelle tractation. Le 1er mars, Pékin avait publié un plan de paix qui, sur certains points, se rapprochait de celui adopté une semaine auparavant par Hanoï et ses protégés indochinois. La semaine dernière, Hanoï a annoncé un second « retrait » anticipé de ses « volontaires » en mai.

Le Vietnam ne semble pas s'y être trompé qui a accueilli avec le plus grand calme la « contre-attaque » chinoise. D'autant que Pékin réaffirme son désir de renouer, sous certaines conditions, avec les Vietnamiens. Car, en dépit des tentatives de négociations entre pays de l'ASEAN et d'Indochine, qui n'ont toujours pas pris forme, et des efforts de la résistance khmère, toute solution au problème cambodgien suppose un accord entre Hanoï et Pékin.

*Le Vietnam a dénoncé dimanche 17 avril les* « provocations armées », *les* « pilonnages violents » *de son territoire par l'armée chinoise, qui* « constituent un fait grave ». *D'autre part, à Moscou, M. Gromyko a exprimé samedi aux ambassadeurs des trois pays d'Indochine la* « solidarité sans réserves » *de l'U.R.S.S.*

*Enfin, à Bangkok, le chef de la diplomatie thaïlandaise, le maréchal de l'air Sitthi Sawetsila, a déclaré que,* « si le Vietnam est vraiment sincère dans son intention de se retirer du Cambodge, il doit faire reculer ses troupes jusqu'à 30 kilomètres de la Thaïlande ».

De notre correspondant

Pékin. — La tension monte depuis quelques jours à la frontière sino-vietnamienne. Selon le *Quotidien du peuple*, l'armée chinoise a riposté, samedi 16 et dimanche 17 avril, dans les provinces du Guangxi et du Yunnan, aux *« provocations intolérables »* des troupes de Hanoï. Celles-ci, d'après l'organe du P.C. chinois, se seraient sensiblement accrues depuis le début d'avril. Une telle *« contre-attaque »* des gardes-frontières chinois est *« absolument juste et nécessaire »*, souligne le journal, qui déclare qu'elle représente *« un sérieux avertissement contre les ambitions vietnamiennes d'hégémonie régionale »*.

Dans les faits, les affrontements paraissent se limiter jusqu'à présent à des duels d'artillerie au-dessus de la ligne frontière. Il n'en reste pas moins que le calme relatif qui semblait s'être établi au début de l'année aux *points de contact* des armées des deux pays a disparu. A sa place, se sont manifestées des frictions, qui n'ont fait que croître en intensité ces dernières semaines, surtout depuis le lancement des opérations vietnamiennes contre les camps de réfugiés à la frontière thaïlando-cambodgienne.

Dans une note, remise aux autorités vietnamiennes le 10 avril, le gouvernement chinois avait fait état, pour le seul mois de mars, de soixante-dix cas de *« provocations armées frontalières »* de la part des troupes de Hanoï, et de quatorze morts parmi la population civile.

MANUEL LUCBERT.

(*Lire la suite page 4.*)

## Les faiseurs d'hommes

*Le Monde* commencera demain, dans son numéro daté 20 avril, la publication d'une série de quatre articles du docteur Escoffier-Lambiotte consacrés aux difficultés sans précédent, d'ordre éthique et juridique, que soulèvent les *applications à la reproduction humaine de progrès scientifiques récents.*



# Les signes d'agitation se multiplient en Pologne

**Les autorités polonaises ont annoncé l'arrestation, au cours de la semaine écoulée, d'une trentaine de militants de Solidarité. Cette annonce fait suite à l'appel à manifester, le 1er mai, qu'ont lancé les dirigeants clandestins du syndicat dissous, soutenus par M. Walesa.**

**C'est dans ce contexte de tension renaissante que le cardinal Glemp a eu, dimanche, un entretien de trente minutes avec le président de Solidarité, qui a été longuement acclamé, le même jour à Gdansk, par quelque vingt mille de ses partisans.**

Un cardinal primat qu'embarrassent les défis lancés par Solidarité au général Jaruzelski, un pouvoir qui fait investir par la milice l'ancien quartier du ghetto de Varsovie, une trentaine d'arrestations annoncées à grand renfort de publicité, vingt mille personnes acclamant M. Walesa à Gdansk, un ministre de l'intérieur se prévalant de son accord avec l'Église et une presse qui commence à se faire très menaçante : c'est l'image d'un pays en proie à une agitation *rampante qu'a donnée, dimanche* 17 avril, la Pologne.

Gdansk, 20 h 30 : M. Walesa, sa femme et ses collaborateurs les plus proches sortent de la cathédrale Sainte-Marie, derrière le primat qui vient de célébrer une messe à l'occasion de l'intronisation du nouvel évêque auxiliaire de la ville, Mgr Goclowski. Un tonnerre d'applaudissements éclate aussitôt, et la foule, formant une immense haie d'honneur, commence à chanter le nom de son héros sur l'air des lampions. On scande aussi : *« Pas de liberté sans Solidarité ! »*

Pressé de toutes parts, M. Walesa a toutes les peines du monde à rejoindre son minibus Wolkswagen *et à démarrer. Ses partisans se forment alors spontanément en cortège* et prennent la direction du monument érigé devant le chantier Lénine à la mémoire des victimes des émeutes ouvrières de 1970. La plupart d'entre eux, après avoir continué *à scander les mêmes slogans, se dispersent en chemin par petits* groupes.

BERNARD GUETTA.

(*Lire la suite page 3.*)

# Le Grand-Orient de France dénonce les « atermoiements » du gouvernement

**La principale obédience maçonnique française — le Grand-Orient de France (G.O.D.F.) — qui porte jusqu'à présent un jugement globalement positif sur l'action de la majorité, a entrepris, semble-t-il, d'accentuer ses pressions sur le gouvernement.**

**A l'occasion d'un colloque sur la promotion civique et sociale, organisé samedi 16 avril à Paris, le grand maître de l'ordre, M. Paul Gourdot, a regretté, en présence de trois membres du gouvernement, MM. Pierre Bérégovoy, Michel Rocard et Roger-Gérard Schwartzenberg, que la majorité ne se montre pas plus audacieuse dans ses réformes, notamment dans l'affirmation de la laïcité. Il a estimé que *« certains atermoiements n'ont aucune justification »*. Pour le Grand-Orient de France, le gouvernement tergiverse trop, notamment devant les partisans de l'enseignement libre. La manifestation de cette impatience traduit une évolution de cette obédience à l'égard du pouvoir.**

L'arrivée de la gauche au pouvoir a incontestablement entraîné un regain d'influence de la franc-maçonnerie « libérale » dont le Grand-Orient de France (G.O.D.F.) est le maillon le plus actif (1). Non que les loges aient participé directement à la victoire électorale de M. Mitterrand, qui n'est pas franc-maçon. Les obé*diences maçonniques sont loin d'être* politiquement monolithiques, et la plus socialisante de toutes, le G.O.D.F., n'avait soutenu aucun candidat à l'élection présidentielle de 1981, bien que, à l'époque, elle ait eu pour grand maître un membre du P.S. en la personne de M. Roger Leray.

Mais entre le G.O.D.F. et le parti socialiste, les convergences politiques sont nombreuses : elles touchent la défense des libertés individuelles, l'attachement à la laïcité, les mots d'ordre de progrès, d'égalité, de justice, de solidarité, ou plus simplement le goût des débats, le rejet des dogmatismes, une certaine propension à l'utopie. Cette influence spirituelle se manifeste naturellement dans l'action gouvernementale à un double niveau : par l'intermédiaire de certains membres du gouvernement et de certains membres des cabinets ministériels. Dans le troisième gouvernement de M. Pierre Mauroy, on compte à peu près autant de francs-maçons que dans le deuxième : de huit à douze (uniquement parmi les socialistes et apparentés, les communistes ayant des convictions incompatibles avec la franc-maçonnerie).

ALAIN ROLLAT.

(*Lire la suite page 8.*)

(1) Le Grand-Orient de France revendique un effectif de 29 200 membres répartis entre 576 loges en métropole et outre-mer. La Grande Loge de France, avec 15 000 membres et 348 loges, dont 149 à Paris, est la deuxième obédience française par les effectifs.

**Le conseil supérieur de la magistrature va être réformé**

(*Lire page 10 l'article de BERTRAND LE GENDRE.*)

**Le procès de la catastrophe de Seveso s'ouvre en Italie**

(*Lire page 10.*)

# Les difficultés de M. Andropov

**Cinq mois après la mort de Brejnev et l'installation de M. Andropov à la tête du P.C. soviétique, un arrêté du comité central et du gouvernement de *l'U.R.S.S. donne à penser que la campagne lancée pour la discipline du travail n'a pas donné les résultats escomptés.* Cinq ministères techniques, les *administrations du plan et des approvisionnements,* sont rappelés à l'ordre pour n'avoir *« pas respecté leurs engagements »* et pour tolérer d'importants gaspillages.**

**Par ailleurs, les mots d'ordre du 1er mai publiés dimanche *font une large place à la « lutte pour la paix »* en demandant notamment aux populations de *« ne pas laisser déployer en Europe occidentale de nouveaux missiles nucléaires américains »* et de *« sauvegarder et approfondir la détente ».***

## I. - *Blocage au sommet*

De notre envoyé spécial
MICHEL TATU

Moscou. — Tout commence par une découverte anodine devant les éventaires des librairies de Moscou. L'habitude s'était prise depuis quelques années, pour les membres du Politburo, de publier un recueil de leurs « œuvres », en fait des articles et discours que leur état-major rédige pour eux. Nombre de ces recueils sont en vente en ce mois d'avril, auxquels s'ajoutent d'innombrables textes de Brejnev, de ses divers discours aux derniers chapitres de ses *Mémoires*. Mais les écrits de M. Andropov sont quasiment introuvables : tout au plus une mince brochure reproduisant son discours du 21 décembre 1982 et la promesse (avec un bon mois de retard) de la prochaine sortie d'un tirage séparé de son article du *Kommunist consacré* à Marx. *Mais de* recueil ou de livre plus conséquent, pas de trace : *« Il n'y en a plus »*, répond-on; ou bien : *« On attend une réédition. »*

M. Tchernenko, le numéro deux du parti, est beaucoup mieux traité : *pas moins de trois recueils* et ouvrages portant son nom sont en vente, et la *Pravda* du 5 avril vient encore d'en annoncer un quatrième sous le titre : « Affirmer le style léniniste dans le travail du parti ».

Comme il n'y a pas de ruée sur ce genre de littérature et que les éditions politiques d'État n'ont jamais lésiné sur les moyens pour propager les thèses des maîtres du moment, l'explication de l'« épuisement » des ouvrages en question est un peu courte. Il est vrai que M. Andropov répugne à organiser son culte et qu'il le fait savoir. Après avoir vu à la télévision une manifestation se dérouler sous des portraits de Brejnev et de lui-même, il a, dit-on, donné l'ordre de mettre fin au *« défilé des icônes »*.

C'est peut-être à cette même modestie qu'il faut attribuer la pratique récente consistant à faire signer tous les messages officiels par le conseil des ministres, le comité central et d'autres institutions anonymes plutôt que par lui-même personnellement. D'où l'impression de grisaille redoublée que donne aujourd'hui la vie politique. Une grisaille à peine dissipée par la publication du communiqué des sessions hebdomadaires du Politburo (une innovation du nouveau règne), laquelle ne fait que confirmer que c'est bien au Politburo que tout se décide, de l'essentiel au secondaire : un peu comme s'il fallait se contenter du communiqué du conseil des ministres du mercredi pour juger de la vie politique à Paris.

Tout de même, M. Andropov ne répugne pas aux manifestations « personnalisées », comme l'ont *montré sa visite quasi solitaire, fin* janvier, à l'usine métallurgique Ordjonikidze de Moscou, ou encore la revue des télégrammes adressés au *« Cher Iouri »* par les Américains inquiets pour la paix et que la *Pravda* a déjà publiée par deux fois *dans le plus pur style khrouchtchévien.* Et puis, il n'y a pas de raison que certains soient plus en vue que d'autres, même sur le plan des éditions, ni pour que la moindre défaillance physique du secrétaire général soit promptement répercutée dans le corps diplomatique par des indiscrétions soviétiques. M. Andropov est certes en mauvaise santé, mais on s'empresse avec un peu trop de zèle, dans certains quartiers, de le faire savoir.

Aussi faut-il voir dans tout cela des signes indirects du malaise, plus précisément de l'espèce de blocage constaté dans la vie politique à partir de décembre 1982 environ, quelques semaines après l'*installation* — jugée un peu trop vite triomphale à l'Ouest — de M. Andropov dans le fauteuil de secrétaire général du P.C.

(*Lire la suite page 7.*)

## AU JOUR LE JOUR

## Déchets

*Des fûts baladeurs inquiètent l'Europe. Leur contenu a été contaminé en Italie, ils ont été transportés en France, rejetés Dieu sait où. La France s'interroge, l'Allemagne s'inquiète, l'Italie se souvient.*

*Où sont ces fûts maudits qui dansent dans nos têtes ? Où est cette terre d'Europe souillée par la dioxine, cette déjection industrielle qui paraît renfermer toutes les peurs du vieux continent ? Nulle part, partout.*

*L'Europe de la pétoche est en marche : pour un peu, elle en oublierait les SS-20, ces déchets de la détente.*

BRUNO FRAPPAT.

LA RENCONTRE EURO-ARABE DE HAMBOURG

# *Enfin le dialogue ?*

La dialogue entre les civilisations ne s'est jamais noué spontanément. Le conquérant ne s'inquiétait guère, *en effet, des états d'âme du vaincu :* il imposait sa vision du monde, quitte à y intégrer des éléments des cultures soumises, comme ce fut le cas par exemple d'Athènes pour Rome ou de l'empire d'Alexandre. La civilisation arabo-islamique et celle *de l'Europe de la Renaissance qui lui* devait tant ont-elles agi autrement ?

La différence aujourd'hui, c'est que les civilisations portent un regard sur elles-mêmes, parce qu'elles se sentent plus vulnérables devant la menace d'uniformisation que viennent encore accroître l'informatique et les satellites et qu'elles s'interrogent mutuellement. C'est dire les difficultés *mais aussi les promesses du* dialogue euro-arabe entamé, non sans mal, il y a dix ans au niveau de la Ligue arabe et de la C.E.E. et dont la première réalité concrète aura été le symposium culturel qui vient de se tenir à Hambourg (*le Monde* du 14 avril).

Cinq jours durant, au rythme de deux séances plénières quotidiennes, sans compter les travaux en atelier destinés à élaborer des propositions concrètes, des intellectuels des deux rives de la Méditerranée, mais aussi des fonctionnaires de la Ligue arabe et de la C.E.E. ont cherché à jeter des ponts entre *le Nord* et *le Sud*, le passé et l'avenir. Les pièges ne manquaient pas, les obstacles non plus, à commencer par les griefs réciproques. Les Arabes reprochent aux Européens de s'intéresser principalement à leur pétrole et à leurs marchés, et de *paraître importunés par* leurs problèmes, au cœur desquels se trouvent la question palestinienne et le conflit avec Israël, dont l'évocation est revenue à Hambourg de façon lancinante.

PAUL BALTA.

(*Lire la suite page 6.*)

Le Monde

# idées

## Le combat politique

L'opposition a retrouvé des munitions avec le plan de rigueur. Michel Pinton élargit le sujet : selon lui la passion idéologique du gouvernement ne lui permet pas de reconnaître la nature des blocages qui empêchent la société française de s'adapter. Daniel Amson se demande si la gauche n'est pas à bout de souffle. Quant à Bernard Krief, il étudie les tenants et aboutissants du marketing politique, valable aussi lorsqu'il s'agit pour le gouvernement de convaincre.

## La gauche à bout de souffle ?

par DANIEL AMSON (*)

DEPUIS le début du siècle, la gauche a été majoritaire en France à quatre reprises : en 1924, en 1932, en 1936 et en 1956. *Mais elle a perdu*, à chaque fois, le pouvoir avant son terme normal, faute d'avoir su mener longtemps la politique pour laquelle les citoyens l'avaient élue. *En particulier*, *et après avoir procédé à des* réformes sociales, les partis de gauche se sont toujours montrés incapables de donner confiance aux Français *dans le succès des mesures* qu'ils avaient prises. Et, par le jeu d'une logique inexorable, ils ont, dès lors, été contraints à des dévaluations de la monnaie — parfois inavouées — *puis à imposer tardivement* des mesures économiques rigoureuses, créant ainsi les mécontents qui leur faisaient perdre le soutien de la majorité de l'opinion.

*C'est le drame de la gauche française — contrairement* à celle des autres pays occidentaux — que d'avoir toujours perdu en quelques mois l'adhésion profonde des électeurs *dont le vote lui avait permis d'accéder au pouvoir.* Et c'est l'évolution normale des choses qu'elle renonce alors à gérer une situation qu'elle ne parvient plus à maîtriser, abandonnant le pouvoir à un homme *d'expérience qui, ayant jadis exercé* de hautes responsabilités, rassure l'opinion par sa présence, rétablit la confiance dans l'Etat — et d'abord dans sa monnaie — et crée ainsi *les conditions du redressement national.*

*Ce fut ce rôle que jouèrent parfaitement* Raymond Poincaré et le général de Gaulle, l'un et l'autre anciens chefs de l'Etat, dont le retour aux affaires, en 1926 et en 1958, redonna aussitôt confiance aux citoyens, permettant la stabilisation du franc et la conduite *d'une politique à long terme.* Ce fut ce rôle que *ne parvint pas à tenir* Gaston Doumergue en 1934, dont le retour avait été salué par une large partie de l'opinion, *mais auquel les institutions ne permirent sans doute pas de remplir sa mission* avec l'autorité et la continuité indispensables. Ce fut ce rôle, enfin, que le maréchal Pétain détourna de son objet, en 1940, *d'abord en raison des événements* dramatiques à la faveur desquels il obtint le pouvoir, puis à cause, sans doute, de son tempérament et de l'influence qu'il laissa son entourage *exercer sur son action.*

*Aujourd'hui, après deux ans* d'exercice du pouvoir, dans le cadre d'institutions qui lui donnent, il est vrai, des garanties de continuité dont elle n'avait pas bénéficié auparavant, la gauche française paraît à bout de souffle. *Minoritaire dans le pays,* menant une politique à laquelle ses électeurs traditionnels adhèrent de moins en moins, elle ne donne pas le sentiment d'être assurée de son avenir pendant les trois *années qui séparent encore* le pays des élections législatives. Sans doute peut-elle changer de politique et réussir à donner aux Français la confiance qu'ils ont perdue. Si elle n'y parvenait pas, *ne serait-il pas à craindre que, pour sortir de la situation de blocage dans* laquelle le pays pourrait se trouver, le chef de l'Etat dût procéder à la dissolution de l'Assemblée et qu'une majorité *hostile* à sa politique fût *alors désignée par la nation ?*

(*) Avocat à la cour.

## La vérité du socialisme

par MICHEL PINTON (*)

CES dernière semaines, le sottisier politique s'est enrichi de quelques perles de belle taille. Un jour, c'est Jacques Delors *qui proclame* que le coupable du dernier plan d'austérité est... Raymond Barre. Et notre ministre d'expliquer qu'il est contraint d'amputer aujourd'hui le revenu des contribuables, *parce que Barre a omis de le* faire, il y quatre ans, lors du second « choc pétrolier ». Défense de rire.

Un autre jour, c'est Pierre Mauroy qui débusque d'autres coupables : nos partenaires européens qui *s'obstinent à « mener des politiques de droite ».* Et lui qui était si fier de son *« autre logique » !* Ne nous avait-il pas dit et répété qu'elle fascinait le monde entier et que les gouvernements voisins seraient conduits, par la force de notre exemple, à nous imiter... ?

Ces stupidités mériteraient de l'indulgence si elles n'étaient que des manœuvres d'arrière-garde destinées à préparer un vaste plan gouvernemental *enfin adapté* aux réalités. Après tout, on a déjà vu des gouvernements dissimuler leur changements de cap derrière un rideau de fumée qui, en égarant les critiques, permet de retrouver une liberté d'action perdue. Mais ce qui est dit, ce qui est fait depuis un mois interdit toute illusion. Les hommes au pouvoir n'ont toujours pas compris. Vingt-deux mois de pratique *des affaires de la France,* la rude sanction de la triple chute de notre monnaie, le désaveu brutal des électeurs, ne sont pas pour eux des leçons suffisantes. Ils poursuivent les mêmes chimères, pourfendent les *mêmes adversaires imaginaires,* s'abritent derrière la même illusoire défense des faibles. Mais, me dira-t-on, *que faites-vous* des changements que chacun constate dans les projets du gouvernement Mauroy III ?

J'aimerais croire qu'ils sont l'expression d'une politique mûrement réfléchie et librement décidée. Mais il faut se rendre à l'évidence. Ce ne sont que mesures hâtives, maladroites et désordonnées, prises pour parer à une situation qu'on n'avait pas été capable de prévoir. Je ne prends pas grand risque en prédisant qu'à terme rien de bon ne sortira de ce catalogue de contraintes fiscales.

Aucun gouvernement, qu'il soit de droite, de gauche ou d'ailleurs, n'a la moindre chance de tirer la France du bourbier où elle s'enfonce *s'il ne consent à analyser la situation* de notre pays avec ce minimum de lucidité et de courage qui fait rejeter toute compromission avec les préjugés partisans. Ceux qui nous gouvernent sont trop aveuglés par la passion idéologique pour reconnaître la véritable nature des blocages qui empêchent la société française de s'adapter au monde qui nous entoure. Aussi ce qu'ils font est-il très différent de ce qu'ils affirment faire. *Ce n'est nullement une société « de justice et de liberté »* qu'ils construisent. La réalité du *« socialisme aux couleurs de la France »,* la voici : il fait passer l'intérêt des puissantes féodalités qui lui sont liées avant l'intérêt général ; il installe de nouveaux *verrous et construit des murs* encore plus épais entre sa clientèle qu'il protège des atteintes de la crise économique et le reste des Français qu'il laisse sans soutien et découragés. Il rend notre *société* plus bloquée, plus inadaptée et aussi *plus* injuste qu'elle ne l'était avant le 10 mai 1981.

### Le monstre du système éducatif

Voici un premier exemple : les esprits avertis savent qu'une des grandes faiblesses de notre pays est l'inadaptation de son système éducatif. Cet ensemble fermé, aménagé pour la *sécurité du corps des enseignants* plus que pour les besoins de nos enfants, doit être profondément transformé. N'est-il pas stupéfiant que ce système lourd et coûteux réponde si peu à sa mission naturelle que le gouvernement en soit réduit à le compléter en hâte par un autre système dit « de formation » et destiné aux dizaines de milliers de jeunes que l'éducation nationale envoie sur le marché du travail sans qualification adaptée ?

Or que font les socialistes ? Loin *de s'attaquer à ce monstre, ils n'ont* en tête que de le renforcer en lui soumettant tout l'enseignement privé. Leurs nobles prétextes ne doivent pas faire illusion. La vérité toute crue est que le gouvernement n'a pas le courage de résister à la redoutable corporation des syndicats d'enseignants publics que la concurrence du « privé » dérange. Et voilà comment on va à l'opposé de l'intérêt national pour ne pas contrarier sa « base sociale ».

*De même,* les esprits avertis savent depuis longtemps que le système financier de notre pays est incapable d'irriguer notre économie. La France possède quelques-unes des plus grandes banques du monde. Ce palmarès n'a rien de flatteur. Il traduit simplement l'existence d'instruments prodigieusement lourds et lents, *dont* la manière d'agir frôle souvent le parasitisme. Loin de briser le carcan étouffant des réglementations, des privilèges et du gigantisme, les socialistes l'ont renforcé : l'écrasant *monopole* d'État triomphe, les privilèges les moins justifiés sont confortés, l'intervention arbitraire et brouillonne du pouvoir politique est légitimée. Les « réformes » du gouvernement n'ont eu *le souci ni du goût du* public (donc l'épargne est si sollicitée) ni des besoins des entreprises (qu'on supplie tellement d'embaucher et d'exporter). Les chimères de l'idéologie marxiste et la pression de quelques groupes bien organisés ont suffi à aveugler nos gouvernants et à compromettre un des atouts de la France. J'ai parlé aussi d'injustices aggravées. Bien sûr, les socialistes vont brandir leur palmarès : cinquième semaine de congés payés, retraite à soixante ans, droits des travailleurs et autres conquêtes sociales. J'ose dire que ces facilités sont beaucoup moins belles qu'elles ne paraissent à leur énumération, parce que leur coût dans les circonstances actuelles est disproportionné aux avantages qu'elles procurent, et surtout parce que ce coût sera supporté non par les plus forts, mais par les plus faibles.

### De nouveaux avantages aux plus protégés

Observons d'un peu plus près les réalités : j'admets que ces facilités sont un agréable cadeau, par exemple pour quelques millions de fonctionnaires ou d'agents des entreprises publiques. Précisons que ceux-là sont des favorisés, puisqu'ils *ont* la garantie de leur emploi. Mais quelle signification ces facilités ont-elles pour les deux millions de Français qui sont chômeurs ? Ou pour les centaines de milliers d'ouvriers du textile que la concurrence étrangère a presque étranglés ? Ceux-là savent bien que leurs entreprises, déjà à bout de souffle, risquent de succomber sous le poids des charges. Pour eux, le chômage arrivera avant la retraite à soixante ans. La vraie solidarité nationale aurait consisté à aider les secteurs menacés comme le textile ou l'ameublement, de manière à sauver leurs emplois. C'est ainsi qu'on aurait aidé les faibles. Ce que le gouvernement fait revient à donner de nouveaux avantages aux plus protégés. *C'est cela, la justice socialiste.* Mais où trouverait-il le courage de résister à la pression de certains syndicats d'entreprises nationales et qui sont, eux aussi, la « base sociale » du régime ? Tant pis pour les faibles, les inorganisés, les sans-voix.

*Alors, il ne faut pas s'étonner si,* après deux ans de socialisme, les plaies de notre société suppurent plus que jamais. Ni le « plan textile » ni la « filière bois » n'empêchent les produits étrangers de s'engouffrer chez nous. Ni les nationalisations ni les plans de formation n'empêchent le chômage de s'étendre. L'abcès de l'immigration se fait plus douloureux. Les jeunes, les ouvriers, les femmes, ont de plus en plus de mal à trouver un emploi. Un *mauvais* diagnostic, aggravé par une faiblesse coupable à l'égard des féodalités de gauche, pouvait-il conduire les socialistes à autre chose qu'à de mauvais remèdes ?

Dès lors, faut-il s'étonner si l'« expérience » ressemble de plus en plus *à une aventure dont personne ne* peut plus prédire quand et comment elle finira ? Faut-il s'étonner de l'atonie de notre peuple, qu'on laisse sans projet et sans espoir face à ses inquiétudes et ses difficultés de vivre ? Comme il n'y a plus de grand projet gouvernemental, faut-il s'étonner que le débat politique officiel se ramène à de dérisoires querelles de sérail au sein de la *nomenklatura socialiste ?*

*C'est cela la triste vérité du socialisme* « à la française ». Et c'est une réalité encore plus grave que beaucoup de Français connaissent, mais que peu acceptent de voir en face. Le socialisme appliqué, c'est une *magnifique occasion offerte à l'appareil* communiste pour installer de précieux réseaux de contrôle et de pression dans les secteurs économiques les plus variés — et de préférence les plus importants. La puissance de la C.G.T. *n'a pas diminué* à E.D.F. ; elle s'est fortement accrue chez Citroën. Encore un peu de laxisme, et ni M. Mauroy ni M. Mitterrand, ni le pouvoir socialiste tout entier, ni même un futur gouvernement d'opposition ne seront à même d'imposer *quelque* mesure économique que ce soit sans l'accord, au moins implicite, de l'appareil communiste. Serait-ce cela la vérité du socialisme ? Lorsque les chimères se seront définitivement envolées, on verra peut-être que le socialisme ce n'est rien de juste, rien de grand, *rien de novateur,* et que *ce n'est sérieux* que par un point : c'est une antichambre du communisme.

(*) Secrétaire général de l'U.D.F.

## Ne pas confondre citoyen et consommateur

par BERNARD KRIEF (*)

AU mois de février 1981, le gentil publicitaire, responsable de la campagne de *M. Giscard d'Estaing disait, goguenard, « le marketing politique, c'est un terme dont j'ignore le sens ».* J'ai tenté de le joindre le 11 mai 1981 pour savoir s'il l'avait compris entre-temps. *Le marketing politique ne doit* pas être confondu avec la promotion électorale, même si cette dernière a vu remplacer les banquets et les « canons » au *comptoir* par des *badges, dépliants* et *affiches bien imprimés.*

Grâce à notre expérience — ancienne de vingt-cinq ans — du marketing appliqué à la vie de l'entreprise *et à celle consacrée à la politique — que nous poursuivons* depuis dix-huit ans, — nous nous croyons fondés à en marquer aussi les différences, ce qui est d'un très grand intérêt pratique.

*L'homme a un statut complexe : ses attitudes et comportements* vont varier de façon spectaculaire selon la situation vécue : est-il père (ou mère), fils, frère, soldat en opération, *conducteur de voiture ou de moto, pratiquant* dans son *église*, etc., qu'on le verra être tendre ou agressif, méditant sur la vie ou prêt à tuer.

C'est pourquoi il ne faut pas confondre dans le même homme le *citoyen et le consommateur.* Bien des échecs en marketing politique sont dus à des publicitaires ou à des hommes de marketing sans expérience politique qui n'en ont pas tenu *compte et ont fait dépenser* beaucoup d'argent en pure perte.

Ainsi, on ne consomme pas le produit X pour empêcher le produit Y de réussir : en politique on peut voter A *pour que B ne passe pas. On peut reporter* un achat au lendemain ou à la semaine suivante; il faut sortir pour voter un certain jour et pas un autre, quels que *soient ses projets par ailleurs. Si on ne trouve pas sa marque* d'essence ou de café, on passe à une autre selon des lois connues (1); en politique on ne passe pas avec indifférence *de l'un à l'autre. On fait ses* courses « machinalement »; l'implication est forte dans l'isoloir. Un acheteur de marque X n'ira pas arracher les affiches de la marque Y quelle que soit la force de sa fidélité à la *marque; en politique,* qui vote pour A se laissera aller à arracher une affiche de B.

En conséquence, traiter le citoyen en consommateur peut avoir des effets très négatifs : il peut le ressentir *comme un mépris pour son jugement,* ce qui lui donne une mauvaise image de lui-même comme citoyen : la contrepartie en est qu'il méprisera à son tour l'homme politique qui usera d'outils inadéquats.

On l'aura compris, *il ne suffit pas de savoir ce que veulent les électeurs* et de le leur restituer pour être élu (2). A plus forte raison ne faut-il pas se tromper sur ce qu'ils veulent en s'appuyant sur des études sommaires qui ont *leur* utilité mais *leurs limites.*

### Une méthodologie rigoureuse

Il convient donc de suivre une *méthodologie rigoureuse pour mettre* toutes les chances de son côté.

1) *De l'analyse primaire aux études complexes et fines. Découpage en zones de comportement homogène.*

Ce premier travail, très connu de *tous les directeurs de cabinet et des spécialistes* du ministère de l'intérieur, consiste à découper le pays, la circonscription, la ville, la région, le canton, etc., en zones géographiques *ayant un comportement homogène.*

*On va rapprocher ensuite ces renseignements* des courants d'idées ou partis politiques *représentés* par les concurrents et les candidats que l'on défend. *On essaie d'appréhender les zones dans lesquelles, en toute première analyse,* on aurait des chances et celles où l'on rencontrerait des difficultés. On additionne le tout. On procède à *une enquête qualitative* qui *n'est pas scientifique, ne nécessite* pas de grosses dépenses mais doit être faite par du personnel expérimenté (chaque spécialiste a ses recettes). *A ce stade, on peut déjà apprécier grossièrement* si des chances de réélection ou d'élection existent.

Si le but du candidat est de témoigner, peu importent les résultats : il faut foncer et dire ce qu'on a à dire ; mais si on veut faire tout son possible *pour être élu, il est bon de supputer* ses chances avant d'engager des dépenses importantes.

2) *Détermination des groupes ayant un comportement électoral homogène.*

Des entretiens non directifs (3) *conduits par des psychologues expérimentés* auprès d'un petit échantillon (15 à 60 personnes selon les cas et les moyens mis en œuvre) donnent une matière de 400 à 2 500 pages à *analyser. L'analyse, complexe,* permet de déterminer les centres d'intérêt les plus forts dans l'électorat et de les hiérarchiser. Tous les spécialistes savent que 30 entretiens de ce type *bien analysés valent pour* cet usage tous les *sondages d'opinion,* même avec 2 000 questionnaires !

Un questionnaire peut alors être mis au point, fondé sur les analyses de ces entretiens antérieurs. Il nécessite *habituellement une passation de* trente à soixante minutes par des enquêteurs bien formés. Le dépouillement exige l'usage de un ou plusieurs programmes, voire modèles. Y parviennent *notamment l'analyse factorielle,* le mapping, à base d'échelles multi-dimensionnelles métriques ou non métriques, les recherches psychographiques, etc.

*Certains chercheurs ont eu* le grand mérite de développer la *notion* de « marais ». Cette réflexion féconde a enrichi la recherche. Cependant, d'après notre expérience, cette *notion selon laquelle il y aurait des* indécis prêts à voter jusqu'au dernier moment pour X ou pour son adversaire Y est fausse, et cela entraîne des conséquences désastreuses que *de le croire.*

En effet, s'il y a un *marais* d'indécis, alors il faut absolument, si on est X, faire du chemin vers les thèses d'Y. *Ainsi cherche-t-on à obtenir en sa faveur le vote d'une partie de ces indécis. Erreur dramatique,* qui fut celle de M. Giscard d'Estaing, que ce comportement-là ! Elle se fonde sur un contresens et peut entraîner *l'échec.*

*En réalité qu'y a-t-il* dans ce « marais » ? Des *indécis du vote qui, s'ils* votaient, voteraient pour X, et en aucun cas pour Y, mais qui ne se déplaceront pas (ou ne s'inscriront pas en temps voulu) pour voter, soit qu'ils ne soient pas *suffisamment motivés pour aller voter (« cela ne me* concerne pas vraiment » ; « tout ça, c'est la même chose » ; « qu'est-ce que ça change pour moi ? » ; « le système est vicié et je ne veux pas y participer » ; « il (X ou Y) sera bien *élu sans moi* », etc.), *soit qu'ils* « boudent » leur candidat « naturel ».

*La majorité l'a compris pour le* deuxième tour des élections municipales, ce qui lui a évité une déroute totale.

Comme on le voit, le marketing *scientifique est loin de la « belle affiche » ou du bon slogan.* Il n'y a crédibilité que s'il y a adéquation entre la réalité perçue et l'image qu'on veut donner ; foin de l'astuce ou de l'esthétisme. M. Quilès est un *homme politique de qualité, mais* en raison de toutes ses déclarations antérieures, était-il raisonnable d'associer son nom à la tendresse ? Et la tendresse, est-ce ce qu'on attend *d'un leader politique ?*

### Répéter n'est pas convaincre

« La belle affiche » du parti communiste, « le nouvel élan », primé en numéro un par un *jury prestigieux de publicitaires précède* la chute du P.C., le prix de *l'affiche ringarde* attribué par le même jury va (de quel côté est la dérision ?) à la campagne du candidat R.P.R. qui remporte la ville de Carcassonne !

*Le choix de la cravate, la chemise* bleu ciel pour la T.V., et les cours de diction : billevesées que tout cela. Les électeurs ne sont pas stupides. Ce qui compte, c'est le contenu. La *question à poser en communication* doit être claire. Ça n'est pas « ai-je été bien ? », « ma photo est-elle bonne ? », « l'affiche est-elle belle ? », « le slogan va-t-il plaire *aux militants ?* », etc. *Mais elle doit être, et exclusivement « mon message est-il passé, est-il reçu, est-il crédible ? ».*

On voit bien comment, en politique comme pour *l'industrie,* c'est le *marketing qui doit déterminer* la communication si l'on veut qu'elle permette de gagner. Mais il faut dire aussi, et c'est heureux, que les électeurs jugent un comportement politique.

Le 30 *mars* 1977, *j'écrivais* dans ce journal, en conclusion d'un long article démontrant que la majorité de l'époque risquait de se disloquer, « (...cela) *coûterait au président de la République sa majorité* ». Aujourd'hui, je crois pouvoir dire qu'on fait fausse route à vouloir expliquer et réexpliquer aux citoyens qu'une politique suivie est bonne, dès *lors que ceux-ci en jugent autrement : répéter n'est pas convaincre.*

Tout le monde sait bien que le dernier scrutin des municipales qui fut un grand succès pour l'opposition eût été un véritable raz de marée si les *mesures retardées jusqu'à ces* derniers jours avaient été annoncées entre les deux tours, au nom de la vérité.

La réussite en politique, avec ou sans marketing, ne peut passer que par la crédibilité.

(*) Conseil en communication

(1) *Le brand-switch, ou changement de marque,* est une *technique d'étude* qui permet de déterminer de quels concurrents viennent vos acheteurs, quels concurrents profitent de vos *clients infidèles.*

(2) Voir *le Littératron,* de Robert Escarpit. Flammarion, 1964.

(3) *Le Marketing en action,* de Bernard Krief, Fayard, 1971.

Le Monde

# étranger

## EUROPE

# Les signes d'agitation se multiplient en Pologne

*(Suite de la première page.)*

Quelques centaines de personnes, pourtant, poursuivent jusqu'aux trois immenses croix formant le monument, chantent dans le recueillement *le cantique patriotique « Dieu sauve la Pologne »*, lèvent le bras pour le « V » de la victoire et se dispersent en courant à l'arrivée d'une longue colonne de véhicules de la milice.

Avant la messe, Mgr Glemp, dont c'était le premier voyage à Gdansk depuis l'office solennel qu'il était venu y célébrer en septembre 1981, le jour de l'ouverture du congrès de Solidarité, s'était entretenu pendant une demi-heure avec M. Walesa dans la sacristie. L'Eglise a fait savoir que la conversation avait porté sur les interrogatoires que subissent depuis mercredi dernier M. Walesa et ses proches. Après le président de Solidarité, sa femme et son « *chauffeur* » bénévole (retenu une journée au commissariat), c'est en effet *maintenant son porte-parole*, M. Adam Kinaszewski, qui a été convoqué pour ce lundi à la milice. *Dans ce contexte*, l'entretien avec le cardinal prend la valeur d'un soutien d'autant plus remarquable qu'en appuyant l'appel à manifester le 1er mai lancé par les dirigeants clandestins de Solidarité M. Walesa s'est placé en position d'opposition ouverte avec Mgr Glemp.

Cela a certainement été évoqué entre les deux hommes, mais, dans l'homélie qu'il prononce durant la messe, le primat se garde de toute allusion à l'échéance du 1er mai. Il se contente de rappeler les jours du congrès de Solidarité en disant : *« Combien d'enthousiasme y avait-il alors, tandis qu'aujourd'hui il y a tant d'amertume, de malaise, d'abattement, d'apathie, et que règne un climat de martyre. A Gdansk,* ajoute-t-il, *il y a des milliers de jeunes qui ont besoin d'une vie de dignité, de justice et de vérité. »* Parlant après lui, le nouvel évêque auxiliaire salue ses paroissiens en jouant sur le mot « *solidarité* » : *« Je viens,* dit-il, *servir cette ville qui a vu naître la solidarité humaine et ouvrière (...). Je désire me mettre au service des ouvriers de notre ville. »*

### Une homélie du primat

Le matin même à Varsovie, dans une cérémonie célébrée en plein air devant plusieurs dizaines de milliers de fidèles qui avaient envahi les abords de la vieille ville, Mgr Glemp avait affirmé que les Polonais allaient vivre *« une année décisive pour l'avenir de leur patrie »*. Sous un soleil printanier, tandis que les patrouilles de la milice, kalachnikov en bandoulière, détournent la circulation, chacun guette ses mots : va-t-il ou non condamner d'une manière ou d'une autre les appels à manifester ?

Il demande l'intercession de la Vierge pour que *« s'ouvrent les portes des prisons et celles des cœurs »*. Il dresse un constat d'échec des efforts entrepris depuis seize mois d'état de guerre pour promouvoir ce que le gouvernemnt appelle *« entente nationale »*, ce que l'Eglise désigne sous le nom de *« concorde »* et ce que Solidarité réclame sur tous les tons en demandant un compromis politique.

*« Nous avons fait des dépenses de vocabulaire,* dit-il, *pour trouver des synonymes de* « réconciliation » *et de* « concorde » *mais ni les mots ni les gestes n'ont eu les effets escomptés (...). Ce n'est,* ajoute-t-il dans un discret sous-entendu sur la nécessité de s'abstenir de violence, *que dans un large processus de dialogue confirmé dans les faits par des gestes de bonne volonté que l'on pourra rapprocher les hommes des camps opposés »*. Parlant de la prochaine visite du pape, il lance un appel à *« la sauvegarde de la dignité humaine »* qui est *« le respect de chaque personne quels que soient sa race, sa nationalité, son opinion ou son éducation »*.

Mgr Glemp est resté d'une totale prudence et, contrairement à ce qu'il avait fait à la veille de la grève générale du 10 novembre, ne s'est pas démarqué des mots d'ordre de la clandestinité — cette fois-ci soutenu, il est vrai, par M. Walesa. Dans le cœur de Varsovie, une forêt de bras se dresse alors dans ce « V » de la victoire qui est le signe de ralliement, depuis l'instauration de l'état de guerre, des partisans de Solidarité. Longuement, la foule chante : *« Dieu, rends-nous la Pologne libre. »* Ces dizaines de milliers de personnes seront-elles dans les rues le 1er mai ? Impossible de le dire, car une messe n'est pas une manifestation.

### La cérémonie dans le quartier de l'ancien ghetto

Pendant que le cardinal prend la *route de Gdansk, en début* d'après-midi, un millier de personnes se rassemblent à Varsovie, dans le quartier *de l'ancien ghetto, dont il ne reste* plus le moindre vestige. Les manifestants, dont la marche est ouverte par un prêtre, entendent commémorer, loin des cérémonies officielles, l'insurrection d'il y a quarante ans. Une vingtaine de véhicules de la milice plus deux autocars de fonctionnaires de la police politique ont pris position et déversé leurs troupes. Les manifestants tentent de s'approcher de la plaque désignant l'endroit d'où les habitants du ghetto partaient vers les camps de la mort. L'ancien président de l'association (dissoute) des journalistes, M. Bratkowski et son homologue pour Varsovie, M. Kabinski, sont refoulés avant d'avoir pu déposer leur gerbe de fleurs.

*« Quittez les lieux, il n'y a pas de cérémonie »*, leur lance un officier de police. Choquée, une vieille dame traite un milicien de « nazi » et n'échappe à l'arrestation qu'en se perdant dans la foule au premier rang de laquelle on reconnaît une célèbre actrice membre du KOR Mme Mikolajska, l'écrivain Marian Brandys et le professeur Klemens Szaniawski, un universitaire très respecté. Malgré tout, les manifestants se regroupent devant le monument aux héros du ghetto, distant de 500 mètres. Les camions de la milice leur barrent la *route*, on interpelle à tour de bras mais comme si de rien n'était des hymnes chantés dans un yiddish maladroit *se font entendre, entrecoupés* du très catholique *« Dieu sauve la Pologne »*.

M. Ziman, un collaborateur de l'Académie des sciences, lit une lettre du commandant en second de l'insurrection, M. Edelman, empêché de venir par une assignation à résidence à Lodz. La lettre dit : (les insurgés) *« n'avaient pas de chance réelle de réussir mais avaient un espoir et j'espère que cet espoir vit toujours, dans nos cœurs aussi. Ce peuple (...) combattait (...) pour le respect des droits de l'homme. J'espère voir un jour un monde (...) où les droits des hommes et la vérité seront respectés. J'espère également qu'un jour vous trouverez le bon chemin menant vers ces idéaux »*.

C'est ensuite, dans un symbole voulu et parlant, l'ancien porte-parole de Solidarité, M. Onyszkiewcz qui prend la parole : *« Nous célébrons la mémoire de ceux qui, dans une période d'humiliation, se sont soulevés contre des gens bien plus forts qu'eux-mêmes pour lutter en faveur de leurs idéaux : la dignité humaine, la liberté, la vérité, les mêmes idéaux qui se trouvaient à l'origine du soulèvement du mois d'août 1980. »*

Rendant hommage à l'apport des juifs à la culture polonaise, l'orateur rappelle la motion votée au congrès de Solidarité en faveur des droits des minorités, juive notamment. M. Valesa, qui devait être présent, a fait savoir qu'il a été retenu à Gdansk par l'arrestation de son chauffeur, en *fait, par son entrevue avec le cardinal*. La police achève de disperser la manifestation et interpelle entre autres M. Onyszkiewicz.

### Trente arrestations

La veille, la télévision avait annoncé à grand bruit l'arrestation d'une trentaine de personnes dont un ancien membre de la commission nationale du syndicat, M. Jastrzebowski, et un ancien membre de la commission de contrôle financier, M. Belz, qui aurait récemment pris la tête de la clandestinité dans la région nord-ouest du pays. Ont également été arrêtés dix sympathisants de la Confédération de la Pologne indépendante et des animateurs d'imprimeries clandestines chez lesquels aurait été saisi du matériel fourni par les *« centres spéciaux de diversion de l'Ouest »*. *Selon la télévision*, M. Jastrzebowski aurait été l'un des responsables de Radio-Solidarité, qui a pourtant émis vendredi soir dans la capitale, malgré cette arrestation datant de mercredi.

Dans une interview publiée ce lundi par le *Figaro*, le ministre de l'intérieur, *le général Kiszczak*, estime que la visite du pape doit servir *« la poursuite de la normalisation »* et que les autorités et l'Église *« sont décidées à tout faire »* pour qu'elle *« se déroule dignement, dans une atmosphère appropriée »*. Samedi, le quotidien de l'armée, *Zolnierz Wolnosci*, accusait les militants clandestins de Solidarité de *« continuer à s'agiter dans l'impasse de leur hostilité »* tandis que leur *« influence faiblit de jour en jour »*. Citant le général Jaruzelski, le journal ajoutait : *« Il n'y a souvent qu'un pas entre ceux qui se parent du plumage de l'opposition et ceux qui se trouvent au bord de la trahison. »*

Questionné dimanche par les journalistes, M. Walesa répondait, lui : *« Je n'ai pas peur. »*

BERNARD GUETTA.

## R.F.A.

### DE RETOUR DE WASHINGTON

# M. Kohl espère pouvoir se rendre à Moscou en juillet

Bonn *(A.F.P. Reuter)*. – Le chancelier Helmut Kohl, de retour de Washington où il s'était entretenu notamment avec le président Reagan, a déclaré, samedi 16 avril, qu'il espérait pouvoir se rendre à Moscou prochainement. Le chancelier avait accepté le 4 avril une invitation de Moscou, en même temps que celle de Washington. La date de ce voyage en *U.R.S.S.* n'a pas encore été fixée, mais M. Kohl a précisé, dans un entretien télévisé, qu'elle se situerait probablement en juillet. Le chef du gouvernement ouest-allemand doit poursuivre dès cette semaine sa tournée des grandes capitales en se rendant à Londres le 22 avril.

Commentant ses entretiens de la semaine dernière avec les dirigeants américains, le chancelier Kohl a confirmé que les États-Unis ne tenteraient pas, lors du prochain sommet des pays industrialisés à Williamsburg, d'obtenir de nouvelles restrictions du commerce européen avec l'Est. Le même optimisme ne semble pas prévaloir, en revanche, en ce qui concerne les négociations de Genève, et le désir exprimé par M. Kohl de rencontrer M. Youri Andropov est interprété en R.F.A. comme un signe de l'inquiétude grandissante de Bonn devant l'impasse des conversations *Est-Ouest* sur la réduction des armements nucléaires en Europe.

*Le chancelier a exclu* de jouer un rôle d'arbitre entre Washington et Moscou et déclaré qu'il ne porterait *aucun message* du président Reagan à M. Andropov. Dans une interview à l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*, il a dénoncé la menace *« des centaines de fusées de l'Est dirigées contre nous, alors que notre réarmement n'existe que sur le papier (...). Il dépend maintenant des Soviétiques que l'on parvienne à un accord à l'automne. Nous attendons de l'U.R.S.S. qu'elle parle à la table des négociations un langage autre que celui du refus. C'est ce que l'U.R.S.S. doit à la cause de la paix »*.

Inquiet quant à l'issue des négociations de Genève, le gouvernement de Bonn s'efforce ostensiblement de resserrer les liens avec les États-Unis. *« Il sera déjà assez difficile de déployer les fusées américaines en R.F.A. face aux pacifistes si les négociations de Genève échouent, sans avoir en plus à résoudre une nouvelle crise transatlantique du type de celle du gazoduc eurosibérien l'an dernier »*, indiquait, dimanche, à l'A.F.P., une source proche de la *chancellerie*. Les divergences entre les États-Unis, qui insistent pour obtenir des Européens un renforcement des contrôles sur les exportations de haute technologie vers l'Est, et les Allemands de l'Ouest qui refusent de se servir du commerce comme d'une arme politique, ne sont pourtant pas dissipées. La présence, lundi, à Bonn, de M. Mittag, membre du bureau politique du parti est-allemand, qui doit s'entretenir avec le ministre de l'économie, en témoigne.

## R.D.A.

### BONN DEMANDE DES EXPLICATIONS A BERLIN-EST SUR LA MORT D'UN DE SES RESSORTISSANTS AU COURS D'UN INTERROGATOIRE

Bonn *(A.F.P.)*. – Le ministère ouest-allemand des relations avec la R.D.A. a mis en garde les autorités de Berlin-Est contre toute tentative de masquer la vérité sur la mort d'un chauffeur routier ouest-allemand alors qu'il était interrogé par des garde-frontières est-allemands. M. Rudolf Burkert, âgé de quarante-trois ans, a, en effet, trouvé la mort le 10 avril au poste de contrôle de Berlin-Drewitz. Le certificat de décès communiqué par la R.D.A. affirme que la victime a succombé à un arrêt du cœur. Le parquet de Hambourg confirme la cause du décès, mais relève que le corps portait à la tête des blessures dont l'origine n'a pas *été déterminée*.

Le ministère a demandé à la R.D.A. de fournir rapidement une explication sur l'incident. Selon la presse, qui l'avait révélé samedi, le chauffeur est mort des coups reçus. Il avait *été* arrêté en infraction à la réglementation est-allemande : il avait remis des friandises à un parent sur l'autoroute entre Berlin-Ouest et la R.F.A., toujours selon les journaux ouest-allemands.

L'agence de presse est-allemande A.D.N. a qualifié de *« tissu de mensonges »* les informations publiées à l'Ouest sur l'interrogatoire du routier et ses conséquences, mais n'a *fourni aucune précision* quant aux circonstances de sa mort.

## Hongrie

# Le parti a decidé de continuer la réforme économique engagée en 1968

Le comité central élargi du parti socialiste ouvrier hongrois, qui s'est tenu les 12 et 13 avril à Budapest, n'a, contrairement aux rumeurs, procédé à aucun changement de personne. Dans une résolution de trente-cinq pages publiée par la presse, samedi 16 avril, le parti manifeste sa volonté de poursuivre de façon pragmatique la réforme économique engagée en 1968. Mais il critique vivement l'opposition qui se manifeste *« dans une infime partie »* de la population.

Ainsi, par exemple, la résolution condamne fermement les *« manifestations de nationalisme bourgeois »*, c'est-à-dire les protestations publiques qui se sont multipliées à Budapest en faveur des minorités hongroises en Roumanie et en Tchécoslovaquie. De telles manifestations ne peuvent qu'*« affaiblir l'unité des pays socialistes »* et *« infliger des torts à notre peuple »*. *« Seul le développement du socialisme pourra assurer une solution durable aux problèmes des nationalités, particulièrement compliqués dans l'est de l'Europe »*, ajoute la résolution.

La résolution souligne le rôle actif dans l'économie socialiste du plan, du marché et de la nécessaire indépendance des entreprises, laissant ouvertes toutes les portes à de futures réformes. Elle réaffirme les objectifs de l'économie pour *1985* : le maintien de la solvabilité du pays et la réduction de la dette extérieure (environ 8 milliards de dollars).

Se penchant sur les conséquences sociales du développement du secteur privé, le comité central estime qu'une *« plus grande disparité des revenus doit être plus largement acceptée par la population »*. Car, dit-il, *« nous continuons à soutenir ceux qui font montre d'esprit d'entreprise, qui œuvrent pour satisfaire la demande, ainsi que les petites entreprises et les associations de travail qui exploitent le potentiel de production non utilisé »*.

Toutefois, le comité central a procédé à une autocritique : *« La pratique n'a pas justifié nos prévisions »*, souligne la résolution, faisant référence à la productivité, aux estimations du comportement du marché financier international et au retard de la mise en activité de la centrale nucléaire hongroise.

## A PARIS

# Recueillement et émotion pour le quarantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie

**Mille cinq cents personnes ont participé, dimanche 17 avril, au *Mémorial du martyr juif inconnu*, à Paris, à la cérémonie du quarantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie (*le Monde* daté 17-18 avril).**

**De nombreuses personnalités, parmi lesquelles Mme Simone Veil, M. Meïr Rosenne, ambassadeur d'Israël en France, le grand rabbin René-Samuel Sirat, M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, représentant le gouvernement, M. Lionel Jospin (P.S.) et M. Bernard Pons (R.P.R.), etc., assistaient à cette cérémonie.**

Il était 10 heures quand le cortège, drapeaux tricolores en tête, a quitté, sous une pluie fine, cette école communale de la rue des Hospitalières-Saint-Gervais, dans le quatrième arrondissement, où cent soixante-sept enfants juifs furent arrêtés en juillet 1942, puis déportés.

Après une halte devant le restaurant Goldenberg, rue des Rosiers, où fut commis un attentat meurtrier en août 1982, puis une encore à la porte de la synagogue de la rue Pavée, qui avait servi de cible, dans les premiers mois de l'occupation, à une bombe fasciste, le défilé silencieux atteignait vers 11 heures le Mémorial de la rue Geoffroy-l'Asnier.

### Des chants yiddish

Si la police s'était faite d'une rare discrétion, en revanche, le service d'ordre interne, assuré par de nombreux jeunes militants, a fait montre d'une extrême vigilance.

La foule, composée en grande majorité d'hommes et de femmes âgés, dont on devinait, à voir leur recueillement et leur émotion, que nombre d'entre eux avaient vécu l'horreur, allait écouter successivement M. Henry Bulawko, président de la commission du souvenir, évoquant l'enfer du ghetto polonais et sa résistance exemplaire ; le grand rabbin Jacob Kaplan, rappelant l'intrépidité d'une population tout entière dressée contre l'ennemi ; M. Claude Kelman, président du Mémorial, parlant des *« avions et des tanks s'acharnant sur des ombres faméliques »* ; M. Théo Klein, président du CRIF (Consistoire représentatif des institutions juives en France), qui allait être vivement applaudi lorsqu'il déclara : *« Nous ne comprendrions pas que ce gouvernement puisse laisser se réunir à Paris une conférence sur la Palestine »*, demandant *« à tous les partis politiques français »* d'intervenir *« pour que les juifs de France ne commémorent pas le premier anniversaire de la tuerie de la rue des Rosiers à côté de ceux dont les mains et les cœurs ne sont pas innocents (1) »*.

Moments d'émotion, soulignés, s'il en était besoin, par l'audition de chants yiddish jadis chantés dans le ghetto et par le souvenir de ceux, *« martyrisés et massacrés / pour n'avoir pas accepté l'ombre »* (Paul Eluard), devant la haute façade grise frappée de l'étoile à six branches.

J.-M. D.-S.

(1) M. Klein faisait allusion à la décision, en date du 19 août 1982, de l'Assemblée *générale* de l'ONU, *de* réunir une conférence sur la Palestine, au siège de l'UNESCO, à Paris, du 16 au 27 août prochain.

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, avait pour sa part, qualifié de *« mauvais coup porté à la France »* le choix de Paris pour une telle réunion, et un porte-parole du Quai d'Orsay avait déclaré, le 17 mars, que *« la France était choquée par cette décision »*, prise par les Nations unies sans l'accord de la France (*le Monde* du 19 mars).






# ASIE

## Chine

### Des chiffres accablants sur les infanticides

De notre correspondante

Pékin. — Cause principale des décès : la noyade. Victimes : les bébés de sexe féminin. Ces pratiques étaient connues en Chine. Mais, jusqu'à présent, on en ignorait l'ampleur. Depuis quelques jours, la presse chinoise lève un coin du voile et ne se contente plus de dénoncer ces crimes sous de larges titres stigmatisant « l'idée selon laquelle les hommes sont supérieurs aux femmes » ou réclamant « la défense des droits et des intérêts des femmes et des enfants ».

C'est ainsi que, dans son édition du 7 avril, le *Quotidien du peuple* a révélé non seulement des éléments précis, mais a rapporté également les résultats accablants d'une enquête menée dans la province de l'Anhui. Un fait d'abord, le plus éloquent : sur cinq filles et trois garçons nés en 1982 dans la brigade de Meizhuan (commune populaire de Junwan), trois des filles ont été noyées, les deux autres abandonnées dans un champ ou au bord d'une route.

Quant aux chiffres, ils montrent que, dans cette province, le district de Huaiyuan y détient une triste palme d'honneur : en 1980, parmi les 13 487 enfants qui y sont nés et qui ont « survécu », ceux du sexe mâle comptent pour 56,3 % et ceux du sexe féminin pour 43,7 %. En 1981, l'écart entre le nombre de filles et le nombre de garçons « survivants » s'est encore accentué, puisque sur un total de 10 768 nouveau-nés vivants, 58,2 % sont des garçons et 41,8 % des filles. Bien que le *Quotidien du peuple* ne donne aucune explication détaillée sur ces résultats globaux, l'information qu'il y ajoute suffit à les éclairer. Il précise, en effet, que dans une seule brigade de production de ce district « plus de quarante petites filles ont été noyées entre 1980 et 1981 ».

La situation semble être à peu près aussi grave dans d'autres districts de l'Anhui comme ceux de Mengcheng, Shouxian, Feidong et Xiuning. Par ailleurs, le *Quotidien du peuple* révèle que, dans les zones rurales de Xiaogan, on dénombre un peu plus de cinq cents garçons de moins de cinq ans pour cent filles du même âge.

Jusqu'à une date récente, la presse s'était montrée très discrète sur les sanctions infligées aux auteurs d'infanticide. Le *Jingji Ribao* (quotidien économique) a fait état, le 5 avril, du jugement d'un tribunal du Jiangxi condamnant l'oncle et le père d'un bébé de sexe féminin pour avoir provoqué sa mort par étouffement. Les peines prononcées sont faibles : quatre et trois ans de prison. Mais elles marquent peut-être un changement d'attitude des autorités envers ce phénomène. Dans un discours devant l'Assemblée populaire, en novembre dernier, M. Zhao Ziyang, chef du gouvernement, avait appelé les organes judiciaires à « sanctionner résolument » les coupables de meurtres de nourrissons de sexe féminin.

ANITA RIND.

## Les bombardements chinois

*(Suite de la première page.)*

Pékin avait dénoncé aussi à cette occasion trois incursions vietnamiennes en territoire chinois. La note prévenait énergiquement Hanoï que, s'il n'était pas mis promptement fin à de tels agissements, le Vietnam devrait être tenu pour « *responsable des graves conséquences qui en découleraient* ».

En comparaison, le commentaire publié dimanche par le *Quotidien du peuple* paraît sensiblement plus conciliant, dans la mesure où il rappelle que la Chine est favorable à l'établissement de relations amicales avec tous les pays sur la base de la coexistence pacifique et que « *le Vietnam ne fait pas exception* ». Le journal rappelle toutefois que la condition d'une amélioration des rapports entre les deux pays est que le Vietnam abandonne sa politique « *d'agression et d'expansion* », et qu'il mette fin à ses « *activités antichinoises* ».

En dépit de la nervosité ambiante, qui se traduit tant en actes qu'en paroles, on ne pense généralement pas à Pékin être à la veille d'une nouvelle opération punitive de la Chine contre le Vietnam, dans le genre de celle lancée en février 1979. Compte tenu des autres données de sa politique étrangère, on estime ici, dans les milieux diplomatiques, que Pékin y réfléchira à deux fois avant de se décider à donner une « *seconde leçon* » à Hanoï. Une telle escalade militaire n'aurait-elle pas pour effet immédiat de ruiner les délicates manœuvres d'approche menées depuis l'an dernier envers Moscou et que Pékin, selon toute apparence, tient à poursuivre ?

MANUEL LUCBERT.

### « L'HUMANITÉ » EST DE NOUVEAU REPRÉSENTÉE A PÉKIN

*(De notre correspondant.)*

Pékin. — Après une interruption d'une vingtaine d'années, *l'Humanité* est de nouveau représentée en Chine. La réouverture du bureau de l'organe central du P.C. français, décidée dans son principe lors de la visite de M. Marchais en octobre dernier, a été marquée officiellement, le samedi 16 avril à Pékin, par une réception à laquelle assistait M. Roland Leroy, membre du bureau politique et directeur du journal.

Comme ses confrères des autres partis communistes fidèles à l'U.R.S.S., *l'Humanité* avait interrompu ses activités en République populaire à la suite de l'éclatement, au début des années 60, de la querelle sinosoviétique. Le nouveau correspondant du journal à Pékin est M. Laurent Ballouhez.

Dans une brève allocution, M. Leroy s'est dit « *heureux que la période des excommunications soit révolue* ». « *Tout plaide*, a-t-il ajouté, *pour le développement de rapports de coopération et d'amitié entre la France et la Chine.* » Le directeur de *l'Humanité* devait être reçu, ce lundi, par M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C. chinois.

M. L.



## Birmanie

### L'armée de Rangoun a relancé l'offensive contre les trafiquants de drogue, les communistes et les minorités ethniques

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Les troupes birmanes, au cours d'une offensive lancée contre l'Armée révolutionnaire unie shan (SURA) début avril à proximité de la frontière thaïlandaise, à hauteur de Mae-Hong-Song, ont réussi à détruire six raffineries clandestines d'opium et à saisir 10,8 kilos d'héroïne et 74,5 kilos de morphine-base. Ces combats, auxquels les autoriés de Rangoun ont donné une publicité inhabituelle dans un pays où presque tout est secret d'État, ont coûté la vie au moins à trente-six trafiquants de drogue et à sept soldats gouvernementaux.

Trente-huit mille drogués sont répertoriés en Birmanie ; un chiffre probablement très inférieur à la réalité. « *Leur nombre s'accroît de 30 à 40 % par an* », assure-t-on, avec quelque exagération, dans les cercles gouvernementaux, qui se plaignent de « *l'absence de coopération du public* ». Et de citer, pour frapper les imaginations, l'exemple d'individus qui, sous l'emprise des stupéfiants, « *en arrivent même à découper leurs parents à la hache* ».

L'Assemblée nationale, lors de sa session de mars, a renforcé les dispositions de la loi sur la prévention des narcotiques votée en 1975. Les drogués, qui dépensent en moyenne 2,5 millions de dollars par an, seront désormais passibles de peines de trois à cinq ans d'emprisonnement, au lieu de six mois à trois ans auparavant, s'ils omettent de se faire enregistrer.

Entre 1974 et 1981, l'armée régulière a détruit 22 000 hectares de pavot et 136 000 plans de marijuana, précise-t-on de source officielle. Mais les saisies d'opium ne dépassent pas 5 tonnes par an, alors que la production annuelle tourne en moyenne autour de 400 tonnes et qu'elle pourrait même atteindre 700 tonnes en 1983 pour l'ensemble du Triangle d'or, situé au confins de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande.

Au cours d'une manifestation populaire, qui réunissait, autour du colonel Bo Ni, ministre de l'intérieur et des affaires religieuses, plus de quarante mille paysans, en février dernier à Taunggyi, dans l'Etat Shan, les autorités locales s'en sont prises, avec une rare violence, à tous les « *éléments destructifs insurgés* » qui forcent les populations des régions frontalières à intensifier la culture du pavot. Elles ont nommément cité le parti communiste birman (B.C.P.), prochinois, qui, fort d'au moins dix mille maquisards, contrôle une partie du nord-est du pays. « *Lorsque les laquais de l'étranger qui composent* (ce) *parti ont commencé à subir une réduction de l'aide fournie par leurs maîtres étrangers, ils se sont lancés dans des trafics de drogue sur une vaste échelle* », ont-elles déclaré, au risque de froisser Pékin.

Ne craignant pas de donner à leur discours une coloration franchement xénophobe, ces mêmes autorités ont dénoncé l'activité de « *centaines de milliers, voire d'un million d'immigrants illégaux* » qui, dans les zones urbaines, commercialisent l'héroïne. A leur avis, ces Chinois et ces Indiens — pour ne pas les nommer — « *se sont glissés furtivement dans le pays et n'ont aucune tradition historique d'attachement à la Birmanie et à sa population* ».

#### La main tendue du B.C.P.

Cette attaque en règle contre tous les ennemis du régime, cibles d'« *un seul et même combat* », a été faite au moment même où le B.C.P. et certaines minorités ethniques paraissent manifester davantage d'ardeur à défier les autorités de Rangoun. Quelques centaines de soldats de l'Armée de libération nationale karen (K.L.N.A.) ont ainsi réussi, à la mi-février, à s'infiltrer en Birmanie centrale, dans les montagnes de Pegu-Yoma qui commandent le passage entre le nord et le sud du pays, à attaquer des postes militaires et à faire sauter des ponts routiers avant de se replier vers leurs bases, contre lesquelles les troupes gouvernementales ont, depuis lors, lancé plusieurs offensives.

Le plus inquiétant pour le gouvernement, dans ce coup d'audace serait la possible présence, aux côtés des guérilleros karen, d'éléments du B.C.P., trop heureux de remettre pied dans un bastion stratégique dont il avait été chassé en 1975. Soucieux de ne pas rester confiné dans les zones périphériques et de se mettre en bonne position de marchandage envers le pouvoir central, le B.C.P. pratique, à l'égard de minorités ethniques, dont l'Armée de l'indépendance kachin (KIA), l'Armée de l'Etat shan (S.S.A.) et surtout de certains éléments de l'Union nationale karen (K.N.U.), la mieux structurée de toutes ces « *forces* », la politique de la main tendue.

Les responsables birmans ne font plus mystère des opérations qu'ils conduisent contre cette guérilla. Ils viennent de préciser que, du 4 janvier au 6 avril, il y avait eu, entre militaires gouvernementaux et insurgés divers — surtout communistes — quinze batailles et deux cent trente accrochages au cours desquels quatre-vingt-dix-neuf soldats réguliers et deux cent quatre-vingt-six « rebelles » avaient trouvé la mort. On estime, de source digne de foi, que l'armée de Rangoun perd ainsi, chaque année, de cinq cents à six cents hommes, un combat qui finit par miner le moral des troupes.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Celle-ci est fortement anticommuniste, et son secrétaire général a nié toute collusion avec le B.C.P.

# A TRAVERS LE MONDE

## Bolivie

• LE RESSORTISSANT FRANÇAIS JACQUES LECLERC, arrêté au début du mois d'avril en Bolivie et soupçonné d'avoir participé à des activités paramilitaires et au trafic de stupéfiants, a mis en cause des officiers boliviens dans des activités de répression. Jacques Leclerc a affirmé avoir travaillé sous les ordres du colonel Shiriqui, ancien commandant d'un régiment de Santa-Cruz en 1979 et en 1980. Après le coup d'Etat du général Garcia Meza, en juillet 1980, il a été sous les ordres du commandant Javier Hinojosa qu'il accuse d'avoir organisé l'assassinat de huit dirigeants du mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), le 15 janvier 1981. — *(A.F.P.)*

## Chine

• LES AVIONS DE LA COMPAGNIE AÉRIENNE NÉERLANDAISE K.L.M. n'auront plus le droit de se poser à Canton en cas de détresse. La Chine populaire a en effet pris cette mesure de rétorsion contre la K.L.M. à la suite de la décision des Pays-Bas d'accorder un droit d'escale, à Amsterdam, à la compagnie de Taïwan China Airlines (CAL). — *(A.F.P.)*

## Gibraltar

• LE SYSTÈME DE DÉFENSE BRITANNIQUE de Gibraltar aurait été récemment renforcé afin de « *prévenir toute tentative, de la part de l'Espagne, de lancement d'une opération comparable à celle qui a eu lieu aux Malouines pour reprendre le rocher* », écrit dimanche 17 avril l'hebdomadaire conservateur *Sunday Telegraph*, qui assure tirer cette information de sources haut placées dans les affaires étrangères britanniques. A Londres, le ministère de la défense a démenti cette affirmation, se contentant de signaler que des unités étaient déployées de temps à autre à Gibraltar pour leur entraînement. — *(A.F.P.)*

## Kenya

• ARRESTATION DU FILS DE L'ANCIEN VICE-PRESIDENT ODINGA. — Le fils de l'ancien premier vice-président Odinga ainsi qu'un journaliste et un professeur d'université ont été officiellement placés, vendredi 15 avril, en détention administrative. Cette mesure, prise en vertu de la réglementation sur la sécurité publique, porte à douze le nombre de personnes officiellement détenues sans procès. — *(Reuter.)*

## Niger

• VISITE DE M. GUY PENNE. — M. Guy Penne, conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines, est arrivé vendredi 15 avril à Niamey, venant de Brazzaville. M. Penne est accompagné notamment de son adjoint, M. Jean-Christophe Mitterrand, et du général Saulnier, chef de l'état-major particulier du chef de l'État. — *(A.F.P.)*

## Nigéria

• DÉCÈS D'UN CANDIDAT A LA PRÉSIDENCE. — Malam Aminu Kano, candidat à la présidence de la République à l'élection d'août prochain, leader du parti pour la rédemption du peuple (P.R.P., opposition), est décédé dimanche 17 avril à Kano, dans le nord du Nigéria, où il a été enterré dans l'après-midi. Malam Aminu Kano, soixante-trois ans, musulman, fut l'un des fondateurs en 1950 de l'Union des partis progressistes du Nord (NEPU) et l'un des politiciens nigérians qui avait participé à la révision de la Constitution juste avant l'indépendance de 1960. Par ailleurs, le fils d'un autre candidat à la présidence de la République, présenté par le Nigeria Advance Party (NAP), a été interpellé à l'aéroport international de Lagos alors qu'il transportait 2 kilos de chanvre indien, a indiqué, vendredi 15 avril, son propre père, M. Tunji Braithwaite. — *(A.F.P.)*

## République Sud-Africaine

• LES PREMIÈRES DE « GANDHI » OUVERTES A TOUS. — Les premières du film *Gandhi*, de Sir Richard Attenborough, organisées dans les grandes villes sud-africaines (*le Monde* du 15 avril), seront finalement ouvertes à tous les publics sans distinction de race. Le ministre sud-africain du développement communautaire, M. Pen Kotze, a expliqué, vendredi 15 avril, que, « *en raison de l'intérêt international exceptionnel suscité par le film, celui-ci pourrait être projeté devant des publics mixtes dans les véritables premières* ». *(A.F.P.)*

# PROCHE-ORIENT

DANS UN MESSAGE AU PRÉSIDENT HAFEZ EL ASSAD

## M. Reagan estime que la résolution 242 s'applique aussi au Golan

A l'occasion du trente-septième anniversaire de l'indépendance de la Syrie, le président Reagan a adressé un message au président Hafez El Assad, dans lequel il l'invite à participer à *« des négociations élargies au Proche-Orient sur la base de la résolution 242 des Nations unies »*.

Selon la presse de Damas qui fait état de ce message, le président Reagan souligne que *« la résolution 242 du Conseil de sécurité s'applique à la Cisjordanie, à la bande de Gaza et aux hauteurs du Golan »*. *« Nous pensons que le meilleur moyen de servir l'avenir de votre pays et le bien-être de votre peuple est de parvenir à une solution pacifique et juste des problèmes de la région. Nous pensons que les événements de l'année dernière ont accru plus que jamais notre détermination à agir sans défaillance pour déployer nos efforts dans ce but »*, ajoute le président américain.

Le message conciliant du président Reagan au chef de l'Etat syrien intervient à un moment où l'on note à Damas un net durcissement de ton à l'égard d'Israël à propos du Liban. M. Hamid Kholi, rédacteur en chef du quotidien pro-gouvernemental syrien *Tichrine*, considéré comme un proche du président Hafez El Assad, estimait samedi dans un éditorial que la Syrie pourrait être amenée à ne pas retirer ses troupes du Liban si des avantages – en matière de sécurité notamment – étaient consentis à Israël en échange de son retrait du Liban. L'éditorialiste syrien rejette l'idée d'un retrait simultané des forces syriennes et israéliennes du territoire libanais. Il estime qu'Israël doit payer *« le prix de son agression et non obtenir des engagements, des garanties, des arrangements qui portent atteinte à la sécurité du Liban, de la Syrie et de la nation arabe (...). La ville de Chtaura, dans la Bekaa libanaise, est plus proche de Damas que toute ville syrienne. Il est par conséquent impossible de séparer la sécurité du Liban de celle de la Syrie, dans l'état de guerre qui prévaut entre la Syrie et Israël »*.

***

Entre-temps, M. Philip Habib poursuit ses efforts pour relancer les négociations libano-israéliennes. De passage samedi au Caire, il a déclaré, à l'issue d'un entretien avec le président Moubarak, qu'il *« ne voyait pas d'issue prochaine aux pourparlers sur le Liban »* et ne *« partageait pas les vues optimistes exprimées récemment par différentes parties »*. L'agence libanaise d'information *Al Markazyia* avait annoncé, jeudi, qu'un accord global israélo-libanais sur le retrait du Liban serait signé dans deux semaines. Pour sa part, M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'État américain, avait affirmé, jeudi, au Caire, que *« le retrait des troupes étrangères du Liban commencera dans les prochaines semaines, avant l'été »*.

A Beyrouth, un attentat à la bombe a eu lieu, dimanche soir, contre le contingent français de la force multinationale sans faire toutefois de victimes. Les occupants d'une Mercedes blanche ont lancé une charge explosive contre le mur d'un poste du contingent français dans le camp de réfugiés palestiniens à Chatila. C'est le troisième attentat contre des soldats français depuis le 24 septembre 1982. Le 29 janvier dernier, un attentat à la grenade contre une jeep, près du centre-ville, avait fait un blessé parmi les militaires. Trois jours plus tard, deux soldats français étaient blessés, dont un grièvement, par les tirs d'armes automatiques dans le secteur ouest de Beyrouth.

A Jérusalem, M. Begin, dans son message au pays à l'occasion du Jour de l'indépendance de l'État hébreu, a déclaré que *« les implantations israéliennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza étaient légales et justifiées »* et que *« tout arrêt des implantations mettrait en danger non seulement la sécurité de ceux qui se sont déjà installés* (en Cisjordanie) *mais celle de tous les citoyens de l'État »*. Le porte-parole du ministre israélien de la défense a, pour sa part, annoncé que Washington avait autorisé des sociétés américaines à participer à l'installation en Israël de trois unités industrielles permettant le développement et la production de l'avion de combat israélien à géométrie variable « Lavie ». – *(A.F.P., A.P.)*

## L'Irak annonce l'échec de la dernière offensive iranienne

L'Irak a annoncé, samedi soir 16 avril, l'échec de la dernière offensive iranienne lancée, le 10 avril, contre une brigade irakienne opérant sur un front de 10 kilomètres dans le secteur de Missan, sur le front sud. Selon le général Hicham al-Fakhri, les forces iraniennes ont réussi à franchir la frontière irakienne au cours de leur dernière offensive, mais seulement sur quelques centaines de mètres, et elles ont ensuite été repoussées. L'hodjatoleslam Rafsandjani avait annoncé, jeudi 14, que les forces iraniennes occupaient 30 kilomètres carrés en territoire irakien, à proximité de la localité de Fakkeh.

La radio de Téhéran a indiqué samedi, pour sa part, que le front de la dernière offensive s'était stabilisé et que les forces iraniennes s'employaient *« à renforcer leurs positions, à récupérer le matériel capturé et à enterrer les corps des agresseurs irakiens »*.

Prenant la parole samedi devant une assemblée d'*oulémas* venus de quarante pays islamiques, le président Saddam Hussein avait déclaré qu'il était prêt à recevoir, en Irak, le chef de la révolution iranienne, l'imam Khomeiny, et qu'il espérait qu'un tel geste ouvrirait la voie à la paix entre les deux pays. En réponse à cette invitation, le premier ministre iranien, M. Hussein Moussavi, a déclaré que l'Iran accepterait l'offre d'envoyer une délégation à la conférence de Bagdad, à condition que le régime irakien identifie *« les meurtriers de l'ayatollah Bagher Sadr »* et *« condamne cet assassinat »*. L'ayatollah Bagher Sadr était un dirigeant chiite irakien, mort dans une prison irakienne avec sa sœur il y a environ trois ans. L'Iran soutient que tous deux sont morts sous la torture.

Le Conseil de coopération du Golfe (C.C.G.), réuni samedi à Dharan en Arabie Saoudite au niveau des ministres des affaire étrangères des pays membres (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Émirats arabes unis, Oman, Bahrein), a décidé de laisser à l'organisation régionale pour la protection de l'environnement marin (ROPME) le soin de trouver une solution à la pollution créée par les fuites de pétrole dans le Golfe. Vendredi, la réunion informelle ministérielle du ROPME de Koweït avait été reportée *sine die* devant l'intransigeance de l'Irak et de l'Iran, qui s'opposent sur les modalités et les conditions d'une trêve permettant d'envoyer sans danger des techniciens colmater les puits des champs iraniens offshore de Nowrouz, dont les fuites sont à l'origine de la pollution. – *(A.F.P)*




# AFRIQUE

### Angola

## Jean-Paul II lance un appel pour la libération des otages de l'UNITA

Jean-Paul II a lancé, dimanche 17 avril, un appel pour la libération des soixante-quatre Tchécoslovaques et des vingt Portugais enlevés il y a plus d'un mois en Angola (*le Monde* du 18 mars). Le souverain pontife, après avoir prié avec plusieurs milliers de fidèles rassemblés pour l'Angélus sur la place Saint-Pierre, a rappelé que l'archevêque de Prague, le cardinal Frantizek Tomasek, s'est déjà fait l'interprète de l'angoise des parents des personnes enlevées. Il s'est adressé *« à ceux qui les gardent prisonniers »*, afin qu'ils fassent preuve d'*« humanité en les libérant »*. *« Que Dieu touche leurs cœurs*, a-t-il ajouté, *afin que la libération des prisonniers constitue non seulement la fin de leurs peines, mais soit aussi un premier pas vers la paix souhaitée dans cette région déchirée du monde. »*

*Rude Bravo*, organe du parti communiste tchécoslovaque, s'était indigné il y a trois semaines du silence du pape.

D'autre part, M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, s'est déclaré, jeudi 14 avril, *« gravement préoccupé par les informations concernant la dégradation de l'état de santé »* des otages détenus par les rebelles de l'UNITA. – *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

### Zimbabwe

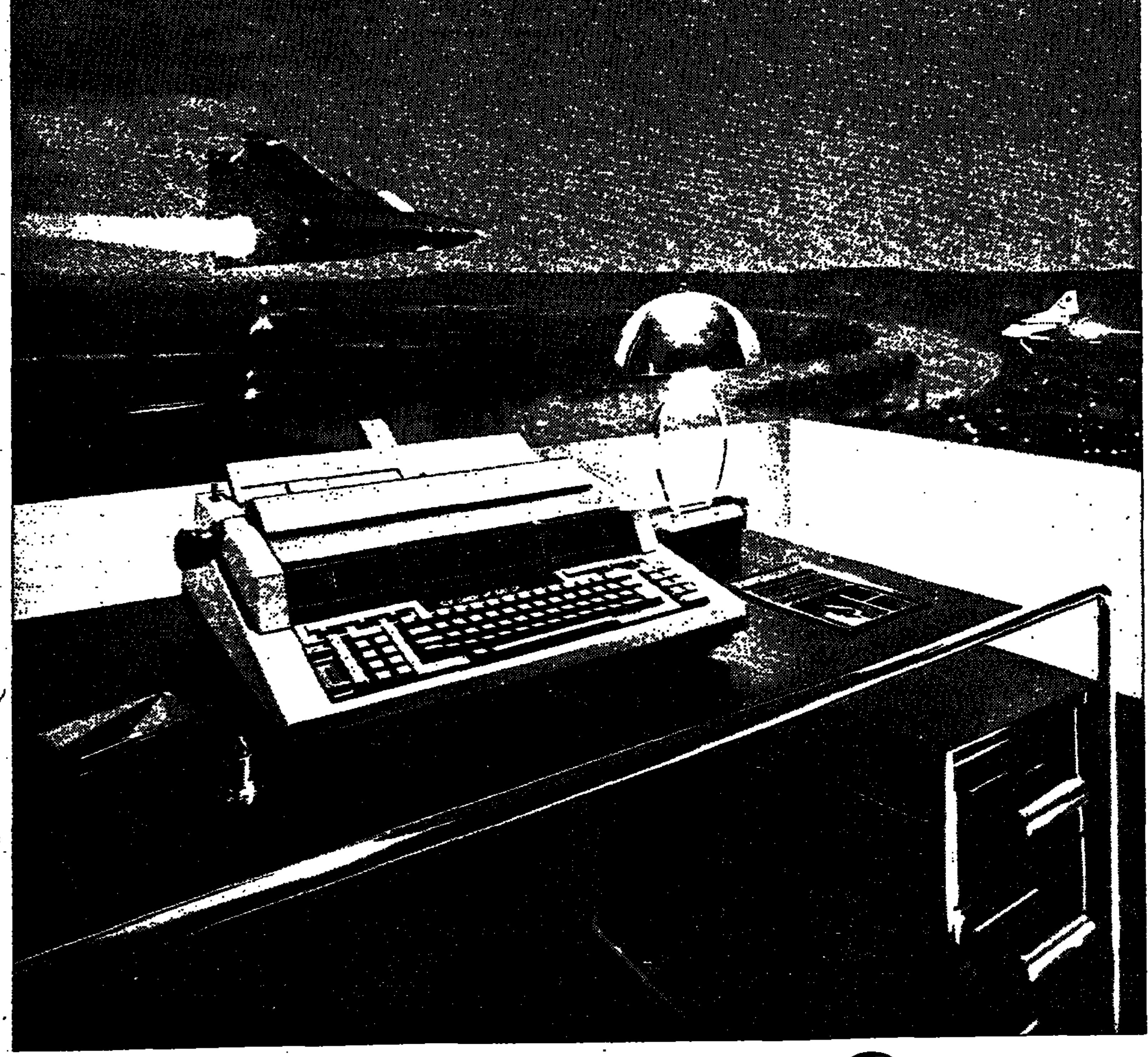
## M. MUGABE A ANNONCÉ DE NOUVELLES NATIONALISATIONS

*Dans un discours prononcé* à l'occasion du troisième anniversaire de l'indépendance, M. Mugabe a dénoncé les *« tendances bourgeoises »* de certains ministres qui *« accumulent des richesses sous couvert de fausses convictions socialistes »*. La veille, le premier ministre avait annoncé l'intention de son gouvernement d'étendre son contrôle à plusieurs secteurs (approvisionnement en hydrocarbures, meunerie et transports en commun).

D'autre part, dans un entretien diffusé dimanche par l'hebdomadaire américain *Newsweeek*, M. Nkomo, chef de l'opposition, exilé à Londres, a accusé M. Mugabe de recourir au *« terrorisme »* pour supprimer toute opposition à son projet de parti unique.

De son côté, la conférence épiscopale, qui avait dénoncé les exactions commises par l'armée au Matabeleland (*le Monde* du 31 mars), a estimé jeudi 14 avril que la situation dans cette région s'était améliorée ces derniers temps. Enfin, les trains qui traversent cette région pour gagner le Botswana et l'Afrique du Sud bénéficieront désormais d'une protection militaire, l'un d'entre eux ayant été attaqué il y a huit jours. – *(A.F.P., Reuter.)*





# DIPLOMATIE

## La rencontre euro-arabe de Hambourg

*(Suite de la première page.)*

De leur côté, les Européens estiment que les Arabes mettent trop facilement leurs difficultés *« sur le dos du colonialisme »*, en feignant d'oublier que leur *civilisation* était entrée en hibernation dès le quinzième siècle. Les fondamentalistes musulmans du dix-neuvième siècle considéraient que la Nahda (Renaissance) reprenait le flambeau transmis à l'Europe par les Arabes. Mais que penser aujourd'hui lorsque leurs successeurs intégristes contestent cette même *Nahda en observant que les chrétiens arabes y ont joué un rôle déterminant* et qu'elle s'est produite au contact de l'Occident ?

Au colloque de Hambourg, il a fallu compter aussi avec les petites ruses dialectiques, comme celle qui consiste à mettre les Européens sur la défensive en les accusant de *« ne pouvoir ou vouloir se séparer des Etats-Unis »*, alors que nombre de pays arabes, et non des moindres, sont eux-mêmes à la remorque de l'Amérique. Les Européens *notaient pour leur part que leurs interlocuteurs ne cessent de dénoncer « la crise de la civilisation occidentale »*, à laquelle la technique aurait fait perdre son âme, tout en réclamant avec insistance un transfert de technologie en leur direction.

Autre contradiction relevée, cette fois par un Arabe chrétien, le jésuite Gabriel Malik : à l'exception du Liban, tous les pays musulmans, qui pourtant mettent l'accent sur la tolérance de l'Islam, ont refusé de ratifier l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 précisant notamment que *« toute personne aura droit à la liberté de penser, de conscience et de religion »*. Aussi l'auditoire a-t-il salué les communications courageuses de MM. Antoine Maqdisi, Mohamed Arkoun, Ezzedine Madani, Ahmad Kamal Aboul Magd, qui, parmi les participants arabes, ont posé les vrais problèmes et permis l'amorce d'un débat qui devra se poursuivre pour devenir réellement un dialogue.

En analysant avec une précision pleine de tact l'évolution de la sécularisation en Europe, M. Antoine Vergotte, de l'université catholique de Louvain, a soulevé un des problèmes qui rendent difficile l'échange avec le monde arabe, où le courant intégriste *terrorise les esprits libres, alors que le Coran exalte* la science qui suppose *précisément* l'esprit critique. Pour sa part, M. André Miquel, du Collège de France, a estimé que *« liberté et raisonnement ne sont pas en contradiction avec le texte sacré, à condition de considérer le Coran comme un révélateur et non comme un fixateur »*, ce qui fut le cas pendant l'âge d'or de la civilisation arabe, lequel – tout comme les créations des « modernistes » contemporains – mériterait d'être mieux connu, puisqu'il contribuerait à modifier l'image négative que trop d'Européens se font des Arabes.

Par-delà les monologues et les malentendus, voire les surenchères, le premier symposium culturel euro-arabe, organisé à un niveau institutionnel à la suite d'une décision politique – *mais il a été préparé* par les multiples colloques universitaires qui, de Florence à Tunis, de Louvain à Alger, d'Avignon à Koweït ont déblayé le terrain depuis quinze ans, – aura permis de préciser les grandes lignes du dialogue entre les deux rives de la Méditerranée.

PAUL BALTA.

### LA COOPÉRATION CULTURELLE

L'atelier nº 1 un, consacré à la coopération culturelle, recommande de :

– *Conclure* un accord général *entre* la Ligue arabe et la C.E.E. pour délimiter le champ de la coopération culturelle :

– Créer un petit comité mixte permanent qui examinerait les futurs projets et veillerait à leur exécution. A cet effet, il nommerait des experts *et des sous-comités* ;

– *Publier un journal* semestriel euro-arabe et un bulletin qui dresserait la liste des principales manifestations culturelles (créations théâtrales, publications, débats, films, etc.) dans le monde arabe ;

– Inviter les unions professionnelles arabes et européennes (écrivains, *journalistes, cinéastes, etc.*) à *conclure* des accords d'échange et de coopération. L'Union des écrivains arabes s'est déclarée prête à promouvoir la traduction de cinquante ouvrages européens majeurs et invite les Européens à engager un programme analogue pour les œuvres arabes. Cinéastes *et* réalisateurs de télévision sont invités à faire des coproductions ;

– Tenir des séminaires, spécialement dans les domaines religieux, historique, bibliographique, etc. Un symposium plus vaste (comme celui de Hambourg) *devrait se tenir tous les trois ans* ;

– Publier d'urgence le catalogue des institutions culturelles et scientifiques euro-arabes, mises en chantier depuis plusieurs années sous les auspices du dialogue euro-arabe ;

– Promouvoir les échanges de catalogues de manuscrits et de *microfilms, encourager les recherches* en commun.

∴

L'atelier nº 3, traitant de l'enseignement des langues, recommande de :

– Adopter un programme échelonné *sur cinq ans* et *prévoyant* la première année une étude des besoins arabes en Europe et européens dans le monde arabe concernant l'enseignement, les dictionnaires, les manuels et la formation des professeurs. *Les conclusions seront* appliquées dès la deuxième année, tandis que sera entreprise la création dans les capitales de la C.E.E. de centres culturels euro-arabes destinés à promouvoir la langue et la culture arabes.

## Washington souhaite « modérer » la politique de Mexico en Amérique centrale

**La tension continue de monter en Amérique centrale, tandis que trois membres de l'équipe Reagan, dont le secrétaire d'Etat, M. Shultz, sont arrivés ce lundi 18 avril à Mexico pour des entretiens sur les conflits dans la région et sur la crise économique et financière du Mexique. *Cinq mille personnes ont manifesté samedi à Mexico contre l'arrivée de la délégation américaine.***

**Le Honduras a rejeté les conditions posées par le Nicaragua pour engager un dialogue, cependant que le gouvernement de Managua dénonce la violation de ses eaux territoriales par deux garde-côtes honduriens. A Tegucigalpa, des porte-parole des rebelles *antisandinistes ont fait état dimanche* 17 avril de succès importants et, à Managua, les autorités ont pour la première fois admis que les rebelles avaient occupé une ville proche de la frontière du Honduras. D'autre part, les amis de M. Eden Pastora, ancien vice-ministre de la défense du Nicaragua ayant rallié l'opposition, affirment qu'il se trouve au Nicaragua. Dans les milieux politiques du Costa-Rica, on indique en revanche que M. Pastora entraînerait actuellement ses hommes dans le nord-est du Costa-Rica.**

**Au Salvador, où douze soldats ont été tués au cours d'une embuscade, Mgr Rivera y Damas, archevêque de la capitale, a vivement dénoncé les meurtres que continuent à commettre des membres des forces de sécurité.**

De notre correspondant

Washington. – Trois membres du cabinet Reagan sont arrivés à Mexico le dimanche 17 avril pour une visite de quarante-huit heures : le secrétaire d'Etat, M. Shultz, le secrétaire au Trésor, M. Regan, et le secrétaire au commerce, M. Baldridge. La composition de la délégation américaine reflète l'importance qu'on attache, de part *et* d'autre, à ces entretiens. *Ils étaient prévus depuis un certain temps, mais le débat en cours à Washington sur* l'Amérique centrale leur donne un relief particulier.

Chacun des collaborateurs de M. Reagan a un dossier à éclaircir. Le secrétaire au Trésor veut prendre le pouls de l'économie mexicaine et observer l'évolution du programme d'assainissement financier. Les Etats-Unis y sont directement intéressés, puisque leurs banques supportent une grosse partie de la dette extérieure mexicaine : plus de 25 milliards de dollars sur un total de 80 milliards.

*Le secrétaire* au commerce *se* penche, *quant à lui, sur l'évolution* préoccupante des échanges *entre* les deux pays. L'an dernier, pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis ont eu une balance commerciale déficitaire avec le Mexique. Ce pays, qui est leur troisième client, n'a acheté que pour 11,8 milliards de dollars de biens américains, contre 18 milliards en 1981. Ses difficultés économiques, jointes à un nouveaux taux de change dollar-peso, ont eu un autre effet négatif : une accentuation de l'immigration illégale aux *Etats-Unis, le long d'une frontière de* 3 500 kilomètres, *virtuellement* impossible à contrôler.

Les conversations du secrétaire d'Etat, M. Shultz, sont consacrées à l'Amérique centrale. Le Mexique vient d'entreprendre avec trois autres pays (*Colombie*, Panama *et* Venezuela) une nouvelle démarche diplomatique pour régler les conflits en cours. Les Etats-Unis ne sont pas ravis de cette initiative mais ne peuvent s'en désintéresser. Et il n'est d'ailleurs pas question de les tenir à l'écart d'une quelconque tentative de règlement.

Les deux capitales voient les choses d'un œil très différent. Mexico a de bonnes relations avec le régime sandiniste et vient de le souligner publiquement en expulsant un des leaders de l'opposition nicaraguayenne, M. Alfonso Robelo. Mais ses difficultés économiques et financières l'obligent à *ménager* son riche voisin, qui a absorbé à lui *seul* la moitié de ses ventes de pétrole et les deux tiers de l'ensemble de ses exportations.

Malgré des démentis officiels, les Etats-Unis se servent des difficultés économiques du Mexique pour chercher à « *modérer* » la politique de ce pays. On constate que le nouveau président, M. *Miguel* de la Madrid, est plus *prudent que ses prédécesseurs*. Mais la dépendance est à double sens : si le Mexique ne peut se rétablir sans les Etats-Unis, ceux-ci ont absolument besoin d'un voisin stable et en bonne santé.

Dans la théorie des dominos – selon laquelle un Etat gagné au communisme entraîne ses voisins sur la même voie, – le Mexique est présenté à Washington comme la pièce ultime et la *plus importante*. Certains responsables américains en sont sincèrement convaincus. D'autres se servent de cette menace présumée pour justifier leur politique au Salvador.

Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à un effondrement économique du Mexique, accompagné de troubles sociaux, puis politiques. Ils s'accommodent des relations actuelles avec leur voisin du Sud : cordiales en apparence, mais profondément méfiantes. Quitte à faire pression *sur lui*, voire à tenter de *« l'isoler sur les problèmes d'Amérique centrale »* comme le suggérait un document interne de l'administration Reagan, révélé par le *New York Times*.

### Un envoyé spécial au Salvador ?

A Washington, c'est l'administration Reagan elle-même qui subit des pressions de plus en plus insistantes : le Congrès met des conditions pour accorder une aide militaire supplémentaire au gouvernement salvadorien.

La sous-commission des approbations de la Chambre des représentants vient d'exiger la *nomination* d'un *envoyé spécial* des Etats-Unis au Salvador, *chargé* d'organiser des élections générales avec la participation de la gauche. Selon son président, M. Clarence Long, la Maison Blanche aurait donné *« un accord de principe »*. Il ne resterait plus qu'à s'entendre sur la mission exacte de cette personnalité.

*« Nous voulons quelqu'un de la stature de M. Philip Habib* (l'envoyé spécial au Proche-Orient), a affirmé M. Long. *Pour favoriser une élection à laquelle tout le monde participerait, y compris la guérilla, il aurait carte blanche, sauf d'accepter par avance un partage du pouvoir »* (entre le gouvernement et les mouvements révolutionnaires).

La sous-commission de M. Long n'accordera au président Reagan les 60 millions de dollars supplémentaires pour le Salvador qu'à trois autres conditions : exiger la libération de tous les détenus politiques, ouvrir les *prisons* à des *enquêteurs* de la Croix-Rouge *et* faire avancer l'enquête sur le meurtre de quatre religieuses américaines en décembre 1980.

D'autres organismes du Congrès ont formulé des exigences semblables. La commission des affaires étrangères du Sénat a réduit de moitié la somme demandée, en souhaitant l'ouverture d'un « dialogue sans conditions » au Salvador entre les parties en présence.

ROBERT SOLÉ.

# AMÉRIQUES

### Argentine

## Huit mille personnes ont manifesté à Buenos-Aires en faveur des droits de l'homme

**Quelque huit mille personnes ont défilé vendredi 15 avril dans le centre de Buenos-Aires et se sont rassemblées sur la place de Mai à l'appel des organisations de défense des droits de l'homme. *Les manifestants n'ont cependant pas pu déposer au palais présidentiel la pétition, signée par plus de deux cent cinquante mille personnes, demandant notamment « l'apparition en vie des détenus-disparus, la restitution des enfants disparus à leur famille légitime, la liberté des prisonniers politiques et le jugement des responsables des disparitions, des tortures et des assassinats »*. Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues.**

**Les manifestants scandaient : *« Fernandez vous a eus »*, un slogan dirigé contre les militaires et faisant allusion aux récentes révélations d'un ancien inspecteur de police.**

### *Les révélations d'un ancien policier sur les enlèvements et la torture*

Correspondance

Buenos-Aires. – Les journaux de la capitale ont reproduit partiellement les déclarations effectuées par un ancien inspecteur de la police fédérale, M. Rodolfo Peregrino Fernandez, devant la commission argentine *des droits de l'homme, dont le siège se trouve* à Madrid. M. Fernandez, qui s'est réfugié aux Pays-Bas, grâce à Amnesty International, décrit avec un grand luxe de détails et de noms ce qu'il appelle *« la structure de la répression illégale en Argentine »*.

Si les révélations de M. Fernandez ne font en général que confirmer ce que l'on sait à l'extérieur et l'on soupçonne ici en particulier le caractère systématique et parfaitement organisé de la lutte contre la « subversion », leur publication en Argentine constitue un fait d'importance.

L'ancien officier de police affirme que la doctrine de guerre élaborée par les auteurs du coup d'Etat de mars 1976 prévoyait *« l'élimination physique des subversifs apatrides »* au nom de la défense *« de la tradition, de la famille et de la propriété »*.

Les agents au service de l'Etat (SIDE) rédigeaient un rapport *« secret et confidentiel »*, auquel seuls avaient accès la haute hiérarchie militaire, le président de la nation et le ministre de l'intérieur. Le rapport faisait le point des enlèvements et des détentions, en précisant les circonstances dans lesquelles ils avaient été effectués.

M. Fernandez révèle que le général Harguindeguy avait constitué ses propres « brigades d'intervention » pour séquestrer les personnes *« dont l'activité politique intéressait personnellement le ministre »*. Les membres de ces brigades utilisaient pour leurs opérations des véhicules volés et disposaient d'un armement *sophistiqué*. M. Fernandez *affirme* que le *général* Harguindeguy était au courant dès le début de l'enlèvement de deux dirigeants radicaux, MM. Hipolito Solari Yrigoyen et Mario Amaya. L'un de ses principaux collaborateurs était le commissaire Lapouyole dit « le Français », considéré par M. Fernandez comme *« le principal responsable des assassinats, des tortures et des enlèvements durant la période la plus cruelle de la répression »*.

Les forces de sécurité étaient organisées en groupes d'action, composés d'officiers des trois armes, de membres de la police et de civils. Ces « G.T. » dépendaient directement des plus hautes autorités.

C'est ainsi que le groupe de travail numéro deux dépendait du commandant en chef de l'aviation, le brigadier Agosti, et le numéro trois du commandant en chef de la marine, l'amiral Massera, dit « el Negro » (le Noir). Son centre d'opérations était l'école de mécanique de la marine. Enfin le « G.T. 4 » était placé sous l'autorité du chef de la police fédérale. Tous ces groupes collaboraient de façon étroite. Selon M. Fernandez, *l'armée de terre* s'était « spécialisée » dans l'élimination des membres de l'E.R.P. (Armée révolutionnaire du peuple), la marine et la police fédérale dans la chasse aux Montoneros, tandis que l'armée de l'air se réservait la lutte contre les autres groupements de guérilleros, tels que les FAL (Forces argentines de libération) et les FAR (Forces argentines révolutionnaires). Il *révèle que le général* Harguindeguy avait *infiltré* le *« G.T. 3 » afin d'être au courant des opérations* de *répression menées* par l'amiral Massera qu'il considérait comme *« un type dangereux »*.

Selon M. Fernandez, les officiers étaient liés entre eux par un *« pacte de sang »*. Chaque officier supérieur devait en effet procéder personnellement à l'exécution des prisonniers. M. Fernandez affirme que c'est le général Luciano Benjamin Menendez, commandant du troisième corps d'armée qui, le premier, imposa cette règle.

### Vers la réhabilitation de Mme Isabel Peron ?

La junte a d'autre part levé l'interdiction d'activité politique frappant dix-neuf personnalités péronistes, parmi lesquelles l'ancienne présidente Isabel Peron, renversée par le coup d'Etat de 1976. Cette dernière ne peut cependant briguer de fonctions électives, restant sous le coup de la sentence prononcée par la justice ordinaire dans l'affaire de la « croisade de la solidarité ». L'ancienne présidente est toujours frappée *« d'incapacité à perpétuité pour administration frauduleuse et malversation de fonds publics »*. La plupart des observateurs *considèrent* cependant que, malgré leur répugnance, les militaires accepteront finalement de réhabiliter la veuve de Peron.

JACQUES DESPRÉS.

# Les difficultés de M. Andropov

*(Suite de la première page.)*

M. Zagladine, premier chef adjoint du département international du comité central, qui nous reçoit dans son vaste bureau de la Vieille-Place sous une photographie du bistrot de Lille où fut composée *l'Internationale* (*« un cadeau du camarade Mauroy »*, précise-t-il), veut bien aller au-delà de la mort de Brejnev pour expliquer ce qui s'est produit au sommet de l'appareil du parti depuis un an. Selon lui, ce n'est pas une mais trois têtes qui ont disparu en 1982 : Brejnev, bien sûr, mais aussi Souslov et Kirilenko (écarté en principe pour des raisons de santé en novembre), qui siégeaient tous trois à la fois au politburo et au secrétariat. Leurs remplaçants sont respectivement MM. Andropov, Tchernenko et Gorbatchev, qui exercent, toujours selon lui, les mêmes fonctions : la direction générale pour le premier, l'idéologie pour le second, l'économie pour le troisième. C'est déjà une nouveauté, car les activités politiques de M. Gorbatchev relevaient jusqu'à présent de la seule agriculture, tandis que la direction de l'industrie semble être partagée entre MM. Dolguikh et Ryjkov, deux secrétaires du parti dont le second, promu en novembre, a pris la direction du « service économique » du comité central nouvellement créé (il est vrai que l'un et l'autre ne siègent pas de plein de droit au politburo, comme M. Gorbatchev).

Mais la présentation de M. Tchernenko comme *« nouveau Souslov »* ne fait pas l'unanimité, même parmi les personnes travaillant dans l'orbite du comité central. Pour les uns, l'homme que Brejnev avait désigné comme son successeur n'a hérité que de la direction de la propagande, de l'idéologie et de la culture, ce qui lui permet par exemple de contrôler les éditions et de soigner, comme nous l'avons vu, la diffusion de ses propres « pensées ». Pour les autres, il dirige aussi la « diplomatie » du parti, comme le faisait Souslov, et contrôle en plus le département d'organisation, comme *il le faisait* déjà avant 1982. Pour les uns et les autres, cependant, il aura bien du mal à passer pour un « idéologue » et encore plus pour le « faiseur de rois », l'arbitre quasiment incontesté qu'était devenu Souslov. Ne dit-on pas qu'il a commencé sa carrière comme chauffeur de Brejnev dans les années 30 et l'a poursuivie jusqu'au dernier moment comme factotum du secrétaire général, l'homme *qui portait ses documents* et ouvrait pour lui les bouteilles d'eau minérale ?

## Le « cas Tchernenko »

Et pourtant c'est bien autour du « cas Tchernenko » que la vie politique soviétique est condamnée à tourner dans les mois qui viennent, car c'est de lui que dépendent l'autorité et peut-être même l'avenir de M. Andropov. Selon les sources les plus sérieuses, celui-ci n'a été désigné comme secrétaire général par le politburo, le 10 novembre dernier, que par une très courte majorité. Les deux principaux artisans de cette décision ont été le maréchal Oustinov, ministre de la défense – qui s'est élevé contre la candidature Tchernenko, présentée par M. Tikhonov, chef du gouvernement et brejnévien fidèle, – puis M. Gromyko, qui a appuyé son collègue de la défense. Mais cela ne veut pas dire que la même majorité, déjà faible, se retrouve pour appuyer tous les projets du secrétaire général. Bien au contraire, le « *clan* Tchernenko », vers lequel convergent tous les brejnéviens inquiets et une bonne partie de l'appareil traditionnel du parti, a depuis lors regroupé ses forces, à tel point que M. Andropov, comme l'affirment aujourd'hui les meilleurs analystes, n'a plus de majorité « à lui » au politburo.

Le blocage qui en résulte au sommet se manifeste sous différentes formes :

1) M. Tchernenko, *comme nous* l'avons vu, tient en main un nombre suffisant de leviers pour exercer un « effet nocif » substantiel, mais il est lui-même bloqué par M. Andropov, *qui limite sévèrement ses activités.* Ainsi la conférence des secrétaires des partis frères en charge de l'idéologie et des relations internationales, tenue en mars, apparemment sous l'égide de M. Tchernenko, n'a pas mis ce dernier spécialement en valeur – bien qu'il ait reçu les chefs de délégation – car ce n'est pas lui, mais M. Ponomarev, qui a dirigé la délégation soviétique. C'est encore M. Ponomarev qui a lu le rapport sur l'anniversaire de Marx au début d'avril (alors que le nouvel « idéologue en chef » autoproclamé aurait pu prétendre à ce rôle) et c'est M. Zimianine, secrétaire « junior » *chargé de l'idéologie, qui a présenté* un exposé sur le même thème à une récente conférence organisée à Berlin. Au total le « numéro 2 » du parti a droit de recevoir un ambassadeur de-ci de-là, il accueille parfois une délégation étrangère à l'aéroport (comme M. Samora Machel, président du Mozambique, qu'il a salué toutefois après M. Gromyko), mais il ne participe à aucune négociation et reste le dirigeant que l'on voit le moins.

## Peu de changements en province

2) Les changements de personnel, qui semblaient s'annoncer nombreux au début du nouveau règne, sont restés limités, au moins géographiquement. Plusieurs ministres ont été remplacés, avec blâme pour certains (*comme pour le ministre* des voies ferrées, M. Pavlovski), les autres sans explication. Mais à part quelques exceptions peu remarquées (ainsi du remplacement annoncé le 9 avril du ministre des « constructions mécaniques générales », l'*homme qui s'occupe en fait de tous* les programmes de missiles militaires), il s'est agi essentiellement de changements techniques. Il y a eu aussi plusieurs mutations à la tête *de* l'appareil *de* propagande (le chef du service du même nom du comité central, les responsables des *Izvestia*, de l'agence Novosti et des Jeunesses communistes), sans qu'il soit possible de déterminer la part qu'y a prise M. Tchernenko.

Mais les changements ont été beaucoup moins nombreux dans les provinces, notamment à la tête des *obkoms*, ces comités régionaux du parti qui exercent sur le terrain l'essentiel du pouvoir. Comme, d'autre part, les rares premiers secrétaires remplacés l'ont été, dans la grande majorité des cas, par des personnes recrutées sur place (le deuxième secrétaire, ou le président du soviet régional) et non par des « envoyés spéciaux » de Moscou, l'impression s'impose que ces appareils restent plus que jamais les « fiefs », pour ne pas dire les forteresses, qu'ils étaient devenus sous Brejnev. Or non seulement ils échappent au contrôle de M. Andropov, qui n'a pas pu se constituer une base de pouvoir dans le parti, mais ils semblent avoir trouvé en M. Tchernenko leur « parrain » naturel, l'homme qui les rassure le mieux sur le maintien de la continuité brejnévienne.

*Cet* ancrage des brejnéviens au cœur de la machine est attesté par le maintien, partiel il est vrai, des membres les plus visibles du « clan » : ainsi le fils du défunt secrétaire *général, M. Iouri Brejnev*, est toujours premier vice-ministre du commerce extérieur, nous ont confirmé ses subordonnés ; son gendre, M. Tchourbanov, ancien premier vice-ministre de l'intérieur, serait aujourd'hui chef du K.G.B. à *Mourmansk. Il n'en va pas de même* pour l'ancien patron de ce dernier, le ministre de l'intérieur Chtcholokov, qui n'a pas trouvé de nouvelles fonctions après son limogeage en décembre, et dont l'épouse s'est suicidée à la fin de mars, en raison des en*quêtes sur des affaires de corruption* touchant son entourage.

3) La paralysie sensible au niveau du secrétariat du parti du fait de la rivalité Andropov-Tchernenko explique peut-être le regain de faveur dont semble bénéficier l'appareil gouvernemental. Un peu *comme en* 1953 après la mort de Staline, c'est là, et non au secrétariat, que l'on trouve les « grosses têtes » du régime, notamment quatre membres *du politburo* : M. Tikhonov, *chef du* gouvernement, MM. Oustinov, Gromyko et Aliev, ces deux derniers étant premiers vice-présidents du conseil.

*Mais* un reclassement s'est opéré dans ce groupe ces derniers mois. M. Aliev, l'ancien chef du K.G.B. puis du parti en Azerbaïdjan, était, en novembre, « l'homme qui monte » ; il serait plutôt en perte de vitesse aujourd'hui. Des diplomates auxquels M. Aliev était présenté naguère comme assumant des responsabilités universelles s'entendent dire maintenant qu'il s'occupe surtout... des chemins de fer. On ra*conte encore que* lorsque M. Andropov fit décider la remise à l'Etat, par chacun des membres du politburo, de tous les cadeaux officiels reçus dans les diverses régions et qu'une *liste fut établie, la* République *qui* venait en tête parmi les donatrices était l'Azerbaïdjan, et son chef d'alors M. Aliev... Un mauvais point pour celui qui se veut un champion du combat contre la corruption. En outre, l'allégeance « andropovienne » de M. Aliev est sujette à caution : on raconte qu'il a été, en mai 1982, le candidat proposé par Brejnev pour prendre la direction du K.G.B. contre M. Fedortchouk, sou*tenu par M. Andropov et qui fut fi*nalement désigné.

En revanche, l'homme qui monte aujourd'hui est M. Gromyko, comme l'ont montré successivement sa promotion au rang de premier vice-président du gouvernement (alors que son collègue de la défense, M. Oustinov, ne bénéficiait *d'aucun galon supplémentaire) et* l'intense publicité faite dans les médias à sa spectaculaire conférence de presse du 2 avril.

Selon une version entendue à bonne source, ce n'est pas lui, mais M. Dolguikh, secrétaire du parti et spécialiste des questions industrielles, que M. Andropov voulait promouvoir dans l'échelle gouvernementale. Le « clan Tchernenko » a préféré soutenir M. Gromyko afin de flatter un *« indépendant »*, un homme qui, tout en ayant soutenu la candidature de M. Andropov à la tête du parti, ne doit rien à ce dernier et est le mieux à même de limi*ter son autorité dans* un domaine essentiel, celui de la politique extérieure. D'où les critiques voilées adressées par certains fonctionnaires du parti au ministre des affaires étrangères, jugé *parfois* excessivement rigide. Comme en tout cas deux autres principaux membres du gouvernement, M. Tikhonov et M. Arkhipov, un autre premier vice-*président du conseil, chargé* des relations économiques extérieures, sont des membres notoires du clan « Brejnev-Tchernenko », il faut bien admettre que le glissement du pouvoir vers l'Etat *ne s'accompagne* d'aucun avantage pour M. Andropov, toujours en quête d'une majorité « à lui ».

Le blocage est tel que, selon les meilleurs analystes, il devra prendre fin d'une manière ou d'une autre. La prochaine session plénière du comité central, annoncée officieusement pour le 14 juin, sera-t-elle l'occasion d'une salutaire explication ? Cette *session sera consacrée à l'idéologie* et, selon M. Zagladine, le rapport introductif sera présenté par M. Tchernenko lui-même – qui aura ainsi l'occasion de faire son premier *grand discours public* depuis sa défaite de novembre. Mais l'on sait aussi qu'une autre équipe travaille déjà à préparer le « discours de conclusion » de M. Andropov, autrement dit *une sorte de* contrepoids. On sait aussi qu'une session du Soviet suprême sera convoquée aussitôt après et qu'elle devra élire un président à son présidium, autrement *dit ce chef d'Etat* qui, contre toute attente, n'a pas été désigné en décembre : M. Andropov aurait lui-même donné cette assurance en réponse à une question – *non publiée – d'un ouvrier lors de sa* visite à l'usine Ordjonikidze, fin janvier.

On peut donc s'attendre à des changements, encore qu'il soit impossible d'en évaluer l'importance. Peut-être ne procédera-t-on qu'à un remaniement limité, la prudence manœuvrière de M. Andropov ne le portant pas à forcer les barrages. C'est bien pourquoi il ne saurait être question, à ce stade, de réformer en profondeur le système.

**MICHEL TATU.**

**Prochain article :**

**« UNE RÉFORME ? QUELLE RÉFORME ? »**



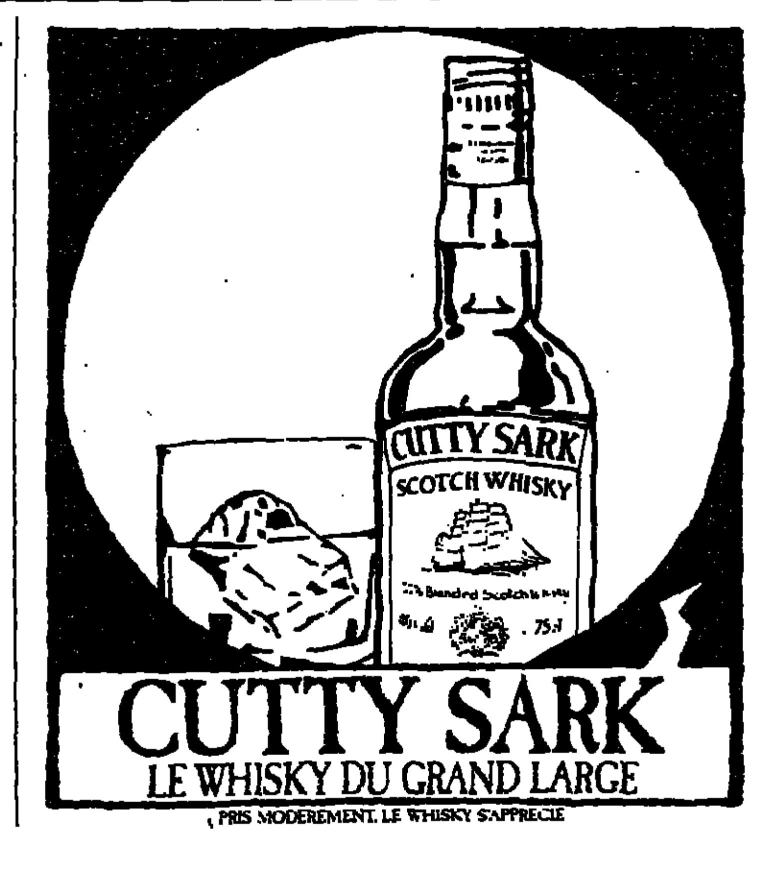










Le Monde

# politique

## UN COLLOQUE DU GRAND-ORIENT DE FRANCE

# Les « atermoiements » du gouvernement

*(Suite de la première page.)*

Cette incertitude quant au nombre tient au fait que l'appartenance à la franc-maçonnerie étant du domaine de la vie privée, l'affiliation à une loge n'est pas toujours de notoriété publique. Par exemple, si M. Charles Hernu, ministre de la défense nationale, ne fait pas mystère de son appartenance au G.O.D.F. puis à la G.L.D.F. (la double appartenance est possible) d'autres membres du gouvernement préfèrent ne pas exposer publiquement leur affiliation. Il en est de même dans les cabinets ministériels, où les francs-maçons sont présents. C'est le cas notamment à l'hôtel Matignon où leur chef de file auprès du premier ministre est M. Roger Fajardie, membre du bureau exécutif du P.S., conseiller officieux de M. Mauroy pour les affaires électorales et internes, et animateur du Cercle Paul-Ramadier, réunissant de temps en temps les francs-maçons du P.S.

Plusieurs des décisions politiques prises depuis le printemps 1981 correspondent aux orientations du G.O.D.F. qui a approuvé la mise en œuvre de la décentralisation, les nouvelles mesures sociales, l'abrogation de la peine de mort, la suppression des juridictions d'exception. L'intérêt du gouvernement pour l'économie sociale traduit aussi une convergence. En mai 1982, le G.O.D.F. organisait un colloque sur l'économie sociale. En novembre 1981, M. Pierre Roussel, franc-maçon, alors conseiller technique de M. Mauroy, avait été nommé délégué interministériel à l'économie sociale, fonction nouvellement créée. C'est d'ailleurs en se référant à cette initiative que le G.O.D.F. demande aujourd'hui l'institution d'une délégation interministérielle chargée de la promotion de l'instruction civique.

De fréquentes similitudes apparaissent tout simplement dans les thèmes des discours officiels. Ainsi le thème de la « *nouvelle citoyenneté* », évoqué par M. Mauroy dès le printemps 1981 renvoie-t-il directement au vocabulaire maçonnique, ainsi que l'a souligné le colloque du G.O.D.F. organisé samedi à Paris. Ainsi en est-il aussi du thème analogue de la « *nouvelle naissance* », évoqué par le premier ministre, dimanche 17 avril, à la Foire internationale de Lille (2).

Toutefois, il serait simpliste et erroné de croire que, dans beaucoup de domaines, la politique socialiste est dictée secrètement par la franc-maçonnerie. Les orientations maçonniques ont elles-mêmes été imprégnées, au cours de la décennie écoulée, par les apports du parti socialiste. Il existe plutôt, sur certains plans, un phénomène d'osmose.

Il n'est pas surprenant que le gouvernement et la G.O.D.F. se rencontrent à nouveau, aujourd'hui, pour en appeler au sens civique de la collectivité nationale contre la montée des égoïsmes catégoriels au détriment de l'intérêt général et que trois membres du gouvernement, et non des moindres, MM. Pierre Bérégovoy, Michel Rocard et Roger-Gérard Schwartzenberg, aient pris la peine d'intervenir à ce sujet, samedi, au colloque du G.O.D.F. En la circonstance, les impératifs de la majorité rejoignent le souci d'éthique de la franc-maçonnerie « libérale ».

Bien que son influence intellectuelle et morale paraisse ainsi atteindre dans la vie gouvernementale un degré sans équivalent sous la Ve République, le G.O.D.F. n'entend pas relâcher sa pression sur le pouvoir. Son grand-maître actuel, M. Paul Gourdot — dont l'élection avait bénéficié, en septembre 1981 du soutien de M. Leray — insiste sur l'indépendance de son obédience à l'égard de tout parti, mais il incite vivement le gouvernement à se montrer plus entreprenant dans trois domaines, qu'il juge prioritaires : « *La préservation de la paix mondiale, la restitution du caractère laïque de l'Etat et le retour à des institutions démocratiques de la République.* » M. Gourdot avait écrit à M. Miterrand, le 22 décembre dernier, lui demandant, notamment, de prendre « *l'initiative d'une conférence mondiale sur la paix* », d'arrêter rapidement « *les mesures destinées à la construction d'un grand service unifié et laïque d'éducation* » excluant « *toute possibilité de dualisme au sein du service public* », et d'engager une réforme constitutionnelle pour « *construire une République basée sur la démocratie rénovée et effective que réclament les francs-maçons depuis des temps les plus reculés de leur histoire* ». Le G.O.D.F. consacrera d'ailleurs un colloque aux institutions de la République le samedi 11 juin.

S'adressant à MM. Bérégovoy et Rocard, samedi, le grand-maître du Grand Orient a estimé sur « *certains atermoiements n'ont aucune justification* ». Les deux ministres ont préféré insister sur les vertus du réalisme. Le ministre des affaires sociales a souligné que l'ampleur des difficultés économiques à surmonter exige la mobilisation des forces de progrès : « *La principale menace aujourd'hui pour la cohésion nationale, ce serait incontestablement le repli sur soi*, a-t-il dit, *mais une autre menace serait de ne pas prendre conscience des enjeux économiques de la crise, de la nécessité d'un sursaut national.* » Le ministre de l'agriculture a évoqué les vertus du monde paysan ; « *On ne pas gouverner, et, dans le contexte actuel, appeler à l'effort, à la mobilisation, si l'on avance d'un pas trop rapide par rapport à la société dont a la charge. (...) Nous avons, de temps à autre, à apprendre des travailleurs de la terre : il en est des hommes et des choses comme du temps ou de la loi de la pesanteur ; on ne leur commande bien qu'en leur obéissant.* »

Ce double appel à la patience n'a guère eu d'effet, semble-t-il, sur le grand maître du G.O.D.F. Dans sa conclusion M. Gourdot a recommandé aux membres de son obédience d'« *inviter, voire obliger* » les responsables de la vie publique de se souvenir « *de l'esprit de consensus qui les a portés aux responsabilités* ». « *Rien ne justifie le recul pris avec les fondements mêmes de la vie civique et sociale*, a-t-il déclaré, *même pas les opportunités, même pas les question urgentes et immédiates, quelle que soit leur importance. (...) Si l'on se donne le droit de conduire des hommes on se crée le devoir de mener de front l'immédiat, le conjoncturel, et le lendemain, l'avenir.* » Voilà le gouvernement prévenu : alliés ou pas, les francs-maçons du Grand Orient ne sont pas des adeptes de la pause dans les réformes.

ALAIN ROLLAT.

(2) M. Pierre Mauroy a notamment déclaré, dimanche, à Lille, avant de lancer un nouvel appel au « *civisme* » et au « *sens des responsabilités* » des Français : « *La crise n'est pas comme une maladie dont on ne sort pas, elle est comme une nouvelle forme de naissance. Ceux qui ne feront pas l'effort pour assainir leurs économies seront balayés, et lorsque la crise se dissipera, on refera le tableau des pays et des nations, et vous verrez comment l'ordre des pays et des nations aura changé. La France a non seulement un message à lancer au monde, mais un message à lancer à elle-même, vis-à-vis d'elle-même, celui de rester forte et compétitive.* »

## Des canaux influents en Afrique

Quand l'agence Tass accuse les services secrets français de recourir aux « *liens de solidarité maçonnique* » dans leur activités en Afrique — comme elle l'a fait *le 10 avril, à la suite de l'expulsion* des quarante-sept membres de l'ambassade soviétique devenus indésirables à Paris (*le Monde* du 12 avril), — elle enfonce une porte ouverte.

*Dans* tous les domaines de l'action politique et diplomatique de la France en Afrique, la franc-maçonnerie a toujours tenu un rôle important pour la simple raison que sa présence y est soigneusement entretenue depuis le commencement de l'époque coloniale. Sous la Troisième République, qu'ils considéraient comme l'incarnation de leurs *idéaux progressistes*, les membres des loges maçonniques furent nombreux, en effet, parmi les artisans de la politique « émancipatrice » mise en œuvre dans les colonies, sous la présidence de Jules Ferry, lui-même franc-maçon.

Le corps des administrateurs de l'outre-mer devint, très vite, à la fois un relais et un vivier pour les libres penseurs des différentes obédiences qui se posèrent en missionnaires laïcs face aux missions religieuses. L'action culturelle des loges à travers l'empire de l'Afrique occidentale et équatoriale fut d'autant plus influente que la société coloniale comptait moins de centres d'éducation et de contre-pouvoirs qu'en métropole. Ces loges contribuèrent ainsi à la formation d'élites locales qui fournirent ensuite bon nombre de cadres supérieurs aux Etats devenus indépendants.

La décolonisation n'a pas mis fin à cette influence. Les deux principales obédiences françaises — le Grand Orient de France (G.O.D.F.) et la Grande Loge de France (G.L.D.F.) — sont aujourd'hui représentées dans la plupart des pays francophones, principalement au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, au Togo ; elles entretiennent des relations suivies avec des sociétés sœurs du Gabon, du Zaïre, de Madagascar. *Certes, la vocation africaine* de la franc-maçonnerie a changé. Les loges ne prétendent plus imposer *aux populations une culture* d'origine étrangère, mais elles continuent de répandre, au-delà des clivages politiques auxquels elles n'échappent pas, une éthique qui s'accommode mal des totalitarismes.

Si l'Union soviétique prend souvent la franc-maçonnerie *pour cible, c'est bien parce* qu'elle y voit, à juste titre, un courant de résistance aux *dogmes marxistes*. A l'inverse, si le gouvernement français s'est presque toujours montré favorable au maintien de ces liens historiques, c'est bien parce que les loges constituaient des carrefours privilégiés pour perpétuer l'influence de l'ancienne puissance colonisatrice par l'intermédiaire des conseillers des chefs d'Etat ou des chefs d'Etat eux-mêmes.

La politique africaine du général de Gaulle, animée par M. Jacques Foccart, n'a pas négligé ces canaux. Celle de M. François Mitterrand ne les néglige pas non plus. Ce n'est pas un hasard si le conseiller du président de la République pour les affaires africaines, M. Guy Penne, ancien président de l'UNEF, est membre du G.O.D.F., au sein duquel il assure jusqu'à présent, avec d'autres, les contacts de M. Mitterrand avec la franc-maçonnerie. Il n'est pas étonnant non plus que M. Jean-Pierre Cot ait rencontré des difficultés particulières à intégrer son action de ministre de la coopération et du développement dans un domaine qui apparaissait ainsi doublement « réservé » à l'Elysée. Les arcanes de la franc-maçonnerie ont été d'autant moins étrangers à son départ du gouvernement que le G.O.D.F. accorde une attention très soutenue aux dossiers relatifs au développement du tiers-monde.

A. R.

## La promotion de l'éducation civique : entre la réalité et l'utopie...

Entre la réalité et l'utopie : ainsi pourrait-on résumer les réflexions échangées, samedi 16 avril, à Paris, au cours du colloque sur la promotion de l'éducation civique et sociale organisé par le Grand-Orient de France,

Réalité, parce qu'il est vrai que « *les égoïsmes s'exacerbent de plus en plus aux dépens de l'intérêt général* », parce qu'il est vrai que « *la notion du bien public est trop souvent subordonnée à la recherche du profit privé* », parce qu'il est vrai, enfin, que « *l'idéalisme se perd* ».

Pour remédier à cette réalité, il fallait un peu rêver, faire prendre corps à « *cette citoyenneté nouvelle dont la France et la République ont un besoin urgent* ».

Durant toute la journée, les orateurs se sont succédé : des responsables politiques parmi lesquels trois membres du gouvernement, MM. Bérégovoy, Rocard, Schwartzenberg, mais aussi des hauts fonctionnaires et des responsables de l'enseignement.

Pourtant, il n'y a pas eu véritablement de « débat ». Les intervenants étant d'accord sur l'objectif et sur les moyens, ils ont tour à tour enfoncé le même clou. Il en est résulté, à quelques exceptions près, une répétition du même style de discours sur des thèmes que l'on croyait, à l'origine, différents.

Partant de la définition selon laquelle le « civisme » est « *la vertu du bon citoyen, la qualité de celui qui se dévoue au bien de l'Etat* », les orateurs ont évoqué la « *solidarité* » dont « *l'esprit* », a souligné M. Bérégovoy, *prend toute sa signification face à la crise* ». On n'a pas manqué aussi de « *récuser les sociétés fondées sur des privilèges socio-économiques, sur la prééminence d'une minorité à vocation dirigeante pré-établie.* »

« *Enseignement de la liberté* », « *droits de l'homme* », « *démocratie* »..., personne n'a reculé devant la force des mots pour démontrer les vertus de l'éducation civique et sociale, dont le complément indispensable paraît être la laïcité. Celle-ci traduit, pour les francs-maçons du Grand-Orient de France, l'attachement à « *l'indépendance absolue de l'enseignement et de la formation vis-à-vis des dogmes, des doctrines et des influences partisanes* ». « *Le dualisme scolaire*, a expliqué M. Bouchareissas, secrétaire général du Comité national d'action laïque, *perpétue la notion de supériorité, d'antagonisme et de différence.* »

Partant de ces principes, on pouvait s'interroger avec M. Marangé, président du comité Solidarité Laïque : « *Quel homme pour quelle société ?* » « *Chez tous les enfants*, dit-il, *il faut éveiller, avec l'intelligence, le sentiment de la dignité personnelle joint à celui de la responsabilité morale, les disposer à penser librement.* » Enfin, l'école doit former « *des hommes au sens plein du terme qui se sentent comptables de leur avenir au sein d'une nation unie, cohérente et solidaire* ».

Le Grand-Orient de France a souhaité que cette définition écourtée de ce que devrait être l'homme responsable et actif dans la société soit davantage traduite dans la réalité. Aussi préconise-t-il de réinstituer l'éducation civique dans l'enseignement « *par le moyen d'une matière spécifique et d'un horaire régulier* ».

Cette possibilité d'apprendre le civisme aux enfants existe déjà, a rappelé M. Mouchoux, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, en reprochant à la loi Haby d'avoir été à l'origine d'une dégradation de l'enseignement civique.

*L'éducation des citoyens, oui...,* maisdes citoyennes ? Mme Roudy, ministre des droits de la femme, *était attendue*. Empêchée, elle a été remplacéeau dernier moment par Mme Cécile Goldet, sénateur socialiste de Paris, dont l'intervention courte, mais vigoureuse, a tranché sur la monotonie générale. Elle a rappelé le rôle essentiel des femmes dont l'enfant — le futur citoyen — dépend entièrement. Ces femmes qui ont été, pour une grande part, à l'origine du changement politique de 1981. Ces femmes auxquelles les auteurs des Droits de l'homme n'avaient pas pensé quand il les ont rédigés, « *sinon*, dit Mme Goldet, *le texte en serait assurément différent !*

Faisant, pour conclure, la synthèse des échanges de vues, M. Pion, conseiller de l'ordre, a présenté plusieurs suggestions. Il a souhaité d'abord que soit créé dans chaque ministère concerné un centre de réflexion sur les questions relatives à l'éducation civique. Il a proposé l'institution d'une délégation interministérielle pour la promotion de l'éducation civique. Il a suggéré enfin que les mouvements associatifs les plus dynamiques contribuent à la création d'une fondation pour la promotion du civisme. Et que tous réunis organisent des journées d'études sur ce thème.

Conformément à la vocation humaniste de la franc-maçonnerie « libérale », ce colloque du Grand-Orient a permis non pas d'ouvrir une voie nouvelle, mais de rappeler une voie quelque peu oubliée, celle qui mène tout simplement à « l'honnête homme ».

J.-N. F.

## LA RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU P.C.F.

# Mme Thorez-Vermeersch et ses amis dressent un nouveau réquisitoire contre la direction

**Le comité central du parti communiste se réunit, mardi 19 et mercredi 20 avril, avec l'ordre du jour suivant : « *Examen de la situation politique, analyse des résultats des élections municipales, enseignements utiles à l'activité du parti dans la mise en œuvre de la politique du vingt-quatrième congrès.* » Le rapport introductif doit être présenté par M. Georges Marchais.**

**La réunion du comité central aura été précédée d'une discussion aux différents niveaux d'organisation du parti. Les dernières réunions de comités fédéraux devaient avoir lieu lundi soir, dans la région parisienne. Mme Jeannette Thorez-Vermeersch, ancien membre du bureau politique, et huit autres militants ayant exercé des responsabilités au P.C.F. (1), ont décidé d'intervenir dans le débat en déposant, au siège du parti, le 11 avril, puis en communiquant à la presse « *une deuxième lettre au comité central* ». La veuve de l'ancien secrétaire général du P.C.F. et ses amis avaient accompli une démarche identique en novembre 1981, trois mois avant la réunion du vingt-quatrième congrès du parti.**

Le document de cinquante-sept pages, rédigé par Mme Thorez-Vermeersch et ses amis, prolonge les critiques qu'ils avaient formulées, il y a un an et demi, contre l'« *opportunisme* » de la direction du parti, rendu responsable du recul électoral de celui-ci. Cette fois, les neuf signataires du document concentrent leurs attaques sur la politique économique et sociale du gouvernement et sur sa politique étrangère.

Soulignant que la crise économique a « *par nature (comme le capital lui-même) un caractère international* », Mme Thorez-Vermeersch et ses amis estiment que le gouvernement pratique « *une pure et simple gestion social-démocrate* » de cette crise. Chômage, récession et austérité caractérisent la situation française comme celle de l'ensemble du monde capitaliste. La politique de la gauche est alignée sur celle des gouvernements les plus conservateurs, notamment par le renoncement à l'indexation des salaires sur les prix, qui était « *un acquis historique de la classe ouvrière* ». Le prélèvement opéré sur les salaires « *est sans doute le plus important depuis vingt-cinq ans (...) Jamais un gouvernement de droite n'aurait osé ni n'aurait pu aller si loin, si fort !* » Selon les auteurs du texte, les dirigeants de la gauche, en dépit de leurs affirmations contraires, ont accompli un « *retournement complet* » par rapport à leurs engagements, et leur politique « *laisse présager un retour en force de la droite au pouvoir* ».

### La « surenchère atlantiste »

Sur le plan international, Mme Thorez-Vermeersch et ses amis soulignent le rôle positif, à leurs yeux, de l'Union soviétique et des pays socialistes, qui « *connaissent un progrès économique et social continu* », tandis que s'accumulent, à l'Ouest, des « *préparatifs de guerre* ». Ils dénoncent la « *surenchère atlantiste* » de M. Mitterrand et du gouvernement, et ils critiquent tout particulièrement le discours que le président de la République avait prononcé, en janvier dernier, devant le Bundestag.

Estimant que l'indépendance de la France est « *compromise* », les auteurs du texte somment la direction du P.C.F. de se démarquer de cette politique et de s'employer à développer en France un mouvement pacifiste comparable à celui que connaissent les pays voisins. La France, estiment-ils, doit « *quitter l'alliance atlantique* ».

(1) MM. Georges Bouvard, Marcel Frydman, Pierre Hentgès, Jean Mérot, Jean Salem, Paul Tireux, Louis Turpin et Jean Zaffagni.

# Le cabinet du premier ministre est réduit à trente-trois personnes

*Le nouveau cabinet du premier ministre, dont la composition a été publiée au* Journal officiel *du 17 avril, se caractérise par un resserrement des effectifs, à l'image du nouveau gouvernement. L'équipe des collaborateurs officiels de M. Pierre Mauroy ne compte plus que trente-trois membres, contre cinquante-quatre dans le cabinet précédent. Cette nouvelle équipe, qui demeure dirigée par M. Michel Delebarre et au sein de laquelle M. Thierry Pfister prend le titre de chargé de mission auprès du premier ministre en restant le « numéro deux », ne comporte que deux nouveaux noms : celui de M. Pascal Lamy, ancien directeur adjoint du cabinet de M. Jacques Delors, qui devient directeur adjoint du cabinet du chef du gouvernement et qui supervisera les affaires économiques en remplacement de M. Jean Peyrelevade, nommé président de la Compagnie financière de Suez ; celui de M. Gilles Johannet, ancien directeur de cabinet de Mme Georgina Dufoix au secrétariat d'Etat chargé de la famille, qui est nommé chargé de mission pour les dossiers relatifs à la santé et à la Sécurité sociale.*

*Le nombre des conseillers techniques augmente : il passe de onze à treize. Celui des chargés de mission diminue : il passe de dix-neuf à huit. Au service de presse, le poste de chef de service, qui était occupé par M. Didier Willot, est supprimé.*

Le cabinet de M. Mauroy a désormais la composition suivante :

— *Chef du secrétariat particulier* : Mme Marie-Josèphe Pontillon.

— *Chargé de mission auprès du premier ministre* : M. Thierry Pfister.

— *Conseillers auprès du premier ministre* : MM. Jean-Claude Casadessus, François Gros, Henri Guillaume.

— *Directeur de cabinet* : M. Michel Delebarre.

— *Directeur adjoint* : M. Pascal Lamy.

— *Chef du cabinet militaire* : général Simon.

— *Chef de cabinet* : M. Michel Pelissier.

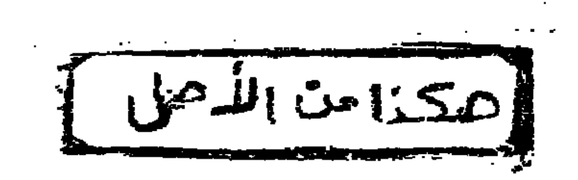
— *Conseillers techniques* : MM. Claude Blondel (éducation nationale) ; Jérôme Clément (culture, communication) ; René Cessieux (travail, emploi) ; Bernard Garcia (relations extérieures) ; Richard Gradel (relations avec le Parlement) ; Hervé Hannoun (économie, finances et budget) ; Louis Joinet (justice) ; Yves Lyon-Caen (agriculture, commerce, artisanat) ; Paul Mengasson (transports, aménagement du territoire) ; Pierre Rodier (industrie) ; Christian Rollet (fonction publique, politique salariale) ; Jacques Séval (intérieur) ; Jacques Warin (tourisme, jeunesse et sports).

— *Chargés de mission* : Mme Marie-Ange Lemonier (droits de la femme) ; MM. Jean-Claude Derian (recherche) ; Pierre-Henri Gourgeon (entreprises en difficulté) ; Gilles Johannet (santé, Sécurité sociale) ; Patrick Lefas (commerce extérieur) ; François Monier (questions économiques) ; Raymond Vaillant (sans attribution) ; Pierre-Jean Vandorne (relations extérieures).

— *Attachés de presse* : Mme Brigitte Douay, M. Jean-Michel Rosenfeld.

— *Aide de camp* : commandant Emmanuel de Richoufftz de Manin.





# POLITIQUE

## SIX ÉLECTIONS CANTONALES PARTIELLES

# Le P.S. perd deux sièges

*Le recul de la gauche enregistré lors des élections municipales de mars dernier se confirme, au niveau cantonal, d'un dimanche à l'autre. Six élections cantonales partielles étaient organisées dimanche 17 avril. Sur les cinq sièges qui ont été pourvus, la gauche régresse dans trois cantons. Elle perd deux sièges, à Dampierre (Jura) et à Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), qui passent du P.S. à l'U.D.F., dans le premier cas, et à un candidat modéré, proche du R.P.R., dans le second.*

*A Oloron-Ouest (Pyrénées-Atlantiques), le candidat socialiste est élu aisément, mais le P.S. enregistre un recul de 2,16 points. Les scrutins qui se sont déroulés à Labastide-de-Sérou (Ariège) et Barenton (Manche) sont moins significatifs, en raison d'une implantation traditionnellement forte des prédécesseurs des candidats élus.*

**JURA : canton de Dampierre (2e tour).**

Inscr., 3 861 ; vot., 2 731 ; suffr. expr., 2 703. MM. Jean-Paul Giraud, U.D.F., 1 058 voix, *ÉLU* ; Pierre Reynaud, P.S., 947 ; René Bey, div. dr., 698.

**[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Yves Cuny (P.S.), qui s'était démis de son mandat pour entrer, en février dernier, au cabinet de M. Hubert Dubedout (P.S.), alors maire de Grenoble. Au second tour des élections cantonales de mars 1979, M. Cuny avait été élu avec 53,60 % des suffrages exprimés. Le candidat du P.S., M. Reynaud, tout en ayant bénéficié d'un bon report des voix, qui s'étaient portées sur le candidat communiste au premier tour, ne recueille que 35,03 % des suffrages. De mars 1979 à avril 1983, la gauche perd donc 18,57 points dans ce canton.**

**Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 3 861 ; vot., 2 358 ; suffr. expr., 2 338. MM. Giraud, 729 voix ; Bey, 629 ; Reynaud, 548 ; Daniel Bourgeois (P.C.), 216 ; Pierre Racine (div. dr.), 208.]**

**PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : canton d'Oloron-Ouest (2e tour).**

Inscr., 8 170 ; vot., 6 022 ; suffr. expr., 5 789. MM. Henri Grechez, P.S., 3 124 voix, *ÉLU* ; Michel Lacaze, R.P.R., 2 665.

**[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Henri Laclau (P.S.), conseiller général et maire d'Oloron, décédé en janvier dernier. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 8 170 ; vot., 5 458 ; suffr. expr., 5 284. MM. Lacaze, 2 152 voix ; Grechez, 1 682 ; Michel Martin, P.C., 1 450. Au second tour des élections cantonales de mars 1982, Henri Laclau avait été réélu avec 3 548 voix contre 2 774 à M. Lacaze, sur 6 322 suffrages exprimés, 6 490 votants et 8 160 inscrits. Henri Laclau avait obtenu alors 56,12 % des suffrages. Par rapport à ce score, M. Grechez, qui totalise 53,96 % des suffrages, perd 2,16 points, ce qui correspond à la progression de M. Lacaze d'un scrutin à l'autre.]**

**ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : canton de Forcalquier (1er tour).**

Inscr., 6 963 ; vot., 4 728 ; suffr. expr., 4 638. MM. Michel Capelle, P.C., 703 voix ; Pierre Aillaud, P.S., 1 544 ; Pierre Delmar, modéré, 2 391, *ÉLU*.

**[Il s'agissait de pourvoir le siège laissé vacant à la suite du décès, en janvier dernier, de Claude Delorme (P.S.), ancien député, président du conseil général des Alpes-de-Haute-Provence. L'élection, dès le premier tour, avec 41,55 % des suffrages exprimés, de M. Delmar, qui est proche du R.P.R., modifie la composition du conseil général qui est désormais la suivante : 4 P.C., 11 P.S., 1 M.R.G., 4 U.D.F., R.P.R., 5 modérés, 1 soc. ind. Le conseil général se réunira, le 28 avril, pour procéder à cette élection. Rappelons que M. Pierre Delmar avait enlevé la mairie de Forcalquier aux socialistes lors du second tour des élections municipales, le 13 mars dernier. En mars 1979, au second tour des élections cantonales, les résultats avaient été les suivants : inscr., 5 940 ; vot., 4 620 ; suffr. expr., 4 365. MM. Delorme (P.S.), 2 227 voix, élu ; Pierre Delmar, mod. maj., 2 138.]**

**MANCHE : canton de Barenton (1er tour).**

Inscr, 2 931 ; vot., 2 169 ; suffr. expr., 2 109. MM. Hubert Guesdon, div. dr., 1 103 voix, *ÉLU* ; Roger Le Monnier, U.D.F., 944 ; Louis Jehan, P.C., 62.

**[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Emile Bizet, app. R.P.R., ancien député et maire de Barenton, décédé en février dernier. Elu dès le premier tour avec 52,29 % des suffrages exprimés, le docteur Hubert Guesdon a déjà succédé à Emile Bizet à la mairie de Barenton, lors des élections municipales de mars dernier. Il est conseiller municipal depuis 1977. Il se présentait sans étiquette (Défense des intérêts du canton) et comme l'héritier d'Emile Bizet. En mars 1982, lors du premier tour des élections cantonales, les résultats avaient été les suivants : inscr., 2 936 ; vot, 2 263 ; suffr. expr., 2 113. MM. Bizet, app. R.P.R., 1 533 voix, élu ; Louis Jehan, 51 ; Georges Bruno, P.S., 529.]**

**ARIÈGE : canton de Labastide-de-Sérou (1er tour).**

Inscr., 1 674 ; vot., 1 276 ; suffr. expr., 1 201. MM. Henri Nayrou, P.S., 915 voix, *ÉLU* ; Paul Begou, P.C., 207 ; Jean-Michel Boineau, *sans étiq.*, 79.

**[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Nayrou (père de M. Henri Nayrou), sénateur socialiste, décédé en février dernier. En mars 1982, Jean Nayrou avait été élu au premier tour avec 929 voix contre 162 pour M. Begou et 73 pour M. Boineau, sur 1 164 suffrages exprimés et 1 701 inscrits. M. Henri Nayrou obtient 76,18 % des suffrages exprimés ; son père, en mars 1982, avait obtenu 79,81 %. Le candidat du P.C., M. Begou, améliore son score de 3,32 points.]**

**PUY-DE-DOME : Chateldon (1er tour).**

Inscr., 4 482 : vot., 3 047 ; suffr. expr., 2 990. MM. Claude Deborne, P.R., 1 263 voix ; Genest Fradin, P.S., 1 221 : André Reole, P.C., 506. *Il y a ballottage.*

Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès, en décembre dernier, de Michel Citerne, socialiste indépendant. M. Fradin, maire socialiste de Châteldon, paraît en mesure de l'emporter au second tour. La gauche totalise en effet 57,75 % des suffrages exprimés. En mars 1982, au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 4 395 ; vot.,3 442 ; suffr. expr., 3 336. MM. Citerne, 1 204 voix ; aire U.D.F. 1155 ; Jaillot, P.S., 600 ; Ayme, P.C., 407. Au second tour, Michel Citerne l'avait emporté avec 2 077 voix contre 1 393 pour M. Maire, sur 3 470 suffrages exprimés et 4 393 inscrits.

## M. Le Pensec (P.S.) va tenter de retrouver son siège de député

M. Louis Le Pensec, ancien ministre de la mer, a été désigné, samedi 16 avril, par les instances fédérales du parti socialiste, pour être le candidat de son parti à l'élection législative partielle qui se déroulera le 8 mai prochain dans la huitième circonscription du Finistère. Après le remaniement ministériel du 24 mars, M. Gilbert Le Bris, député socialiste, avait démissionné pour permettre à M. Le Pensec de retrouver son siège à l'Assemblée nationale. M. Le Bris se présente comme suppléant de l'ancien ministre.

Des primaires se dérouleront à la fois dans la majorité et dans l'opposition. Le parti communiste a en effet désigné M. Claude Stephan, adjoint au maire de Concarneau, comme candidat. M. Guy Lozachmeur se présente au nom du R.P.R. et M. Christian Chartrain au nom de l'U.D.F. Enfin, M. Guy Flegeo a fait acte de candidature sous l'étiquette « fédéraliste ».

## Le parti républicain n'est pas pressé de négocier une « plate-forme » commune avec le R.P.R.

**Malentendu sémantique ou divergence de fond ? Le R.P.R. et le P.R. ne parlent pas ou affectent de ne pas parler le même langage. Alors qu'après M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., M. Jacques Toubon, député R.P.R. de Paris, propose à l'ensemble de l'opposition de préparer *« l'élaboration d'une plate-forme commune »*, M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain, assure que *« l'opposition n'a pas besoin de programme commun »*.**

**Il est vrai que les deux formations n'ont pas les mêmes préoccupations. Le R.P.R., qui se considère comme le principal vainqueur des élections municipales, veut apparaître comme le champion de l'union de l'opposition. En revanche, le parti républicain préfère utiliser le temps qui reste avant les élections législatives de 1986 à renouveler et renforcer son implantation et son audience. Mais en exprimant ses réticences à l'égard des offres du R.P.R., le parti républicain court le risque d'apparaître moins unitaire que son allié. Il est vrai qu'à l'U.D.F. on assure que, pour le moment, rien ne presse, voyant surtout dans le comportement du R.P.R. une attitude tactique. – A.P.**

Dans une interview accordée au *Journal du Dimanche* du 17 avril, M. François Léotard, député U.D.F. du Var, secrétaire général du P.R., estime notamment : *« L'opposition n'a vraiment pas besoin de programme commun, mais plutôt d'un projet d'une société pluraliste. Celui-ci doit se reposer sur deux documents de fond, celui du R.P.R. et celui que nous sommes en train d'élaborer à l'U.D.F., avec la volonté de travailler ensemble. »*

M. Jacques Toubon, député R.P.R. de Paris, maire du XIIIe arrondissement, a déclaré le même jour au « Club de la presse » d'Europe 1 : *« Entre une plate-forme commune, c'est-à-dire des principes d'actions communs, des valeurs sur lesquelles nous nous battons en commun et un programme de gouvernement commun, il existe une grande différence. Il faut que nous nous battions le jour des échéances sur des idées d'ensemble que nous avons en commun et pour lesquelles nous sommes prêts à nous battre tous ensemble, ce qui nous différencie essentiellement de la majorité actuelle socialiste et communiste. Nous ne disons pas que nous devons nous mettre d'accord sur le détail des mesures. On verra lorsque nous serons dans la majorité et au gouvernement.*

*» A propos de cette discussion sur une plate-forme, il ne faut pas confondre avec un programme commun de gouvernement. Pour ma part, je crois que dans l'opposition, tout ce qui unit doit être priviligié et tout ce qui divise doit être écarté. C'est ce que demandent les Français. L'opinion publique a besoin d'unité, de concertation, de collaboration et de travail en commun au sein de l'opposition. Nous sommes, me semble-t-il, complètement dans cette ligne et, à mon avis, nous irons à des principes communs, à une plate-forme commune. »*

A propos des élections européennes, prévues pour 1984, M. Toubon a déclaré :

*« Nous sommes ouverts à toute formule, à tous contacts, à toute discussion. On verra bien ! Le R.P.R. est prêt à faire une liste unique, à faire une liste du R.P.R. élargie à d'autres concours. Il y aura peut-être une liste, il y en aura peut-être deux ou trois. »*

Il a ajouté : *« Il est clair aujourd'hui que le débat, en ce qui concerne l'Europe, se pose en termes de renforcement de la solidarité européenne, et nous ferons campagne, sur ce plan, dans quelque configuration que ce soit, pour plus d'Europe. Nous considérons qu'il faut une coordination plus grande des politiques à la fois sur le plan économique, sur le plan monétaire et sur le plan diplomatique. Il faut plus de coopération sur des projets plus précis. En matière de défense, il faut certainement réfléchir à renforcer nos solidarités, naturellement dans le cadre de l'alliance atlantique, mais aussi entre les pays de la Communauté. Nous ferons des propositions. »*

De son côté, M. Léotard a pris position en faveur de deux listes, l'une R.P.R., l'autre U.D.F. Il a souhaité que la liste U.D.F. soit conduite par Mme Simone Veil.

Le Monde

# société

## ENVIRONNEMENT

### Cinq personnes sont jugées à Monza pour la catastrophe écologique de Seveso

**C'est ce lundi 18 avril que s'est ouvert à Monza, dans la banlieue de Milan, le procès des cinq personnes inculpées en octobre 1982 pour la catastrophe de Seveso, survenue six ans plus tôt. Il s'agit de MM. Guy Waldvogel, président suisse d'ICMESA, la société chimique italienne contrôlée par la firme suisse Givaudan, elle-même filiale du groupe Hoffmann-La Roche ; Herwig von Zwehl, directeur général (allemand) d'ICMESA ; Jörg Anton Sambeth, directeur technique (allemand) du groupe Givaudan ; Giovanni Radice, directeur technique (italien) d'ICMESA ; Fritz Moeri, responsable (suisse) de projets industriels chez Givaudan.**

Le 10 juillet 1976, dans la torpeur estivale d'un samedi après-midi, un nuage de vapeurs toxiques chargées de dioxine s'abat sur Seveso, une ville de la banlieue industrielle de Milan comptant alors quatorze mille habitants. Le nuage toxique émane d'une usine de produits chimiques située dans la localité voisine de Meda. Cette usine, construite après la guerre à la suite du bombardement de Naples qui a détruit les premières installations d'ICMESA, fabrique des produits pour la parfumerie, les cosmétiques et l'industrie pharmaceutique. Depuis 1970, une unité est spécialement conçue pour la production de trichlorophénol (T.C.P.) et d'hexachlorophène (G 11), l'agent bactéricide que le groupe Givaudan a mis au point en 1941 dans ses laboratoires de Clifton (Etats-Unis).

Mais, ce 10 juillet, un disque de sécurité cède dans le réacteur chimique qui produit le T.C.P., *« sous l'effet d'une pression excessive résultant d'une réaction exothermique »*, et dont la cause est encore inconnue. Aussitôt s'échappent dans l'atmosphère toutes sortes de composants chimiques, dont le T.C.P. et environ 150 grammes de dioxine. On mettra dix jours à identifier le produit toxique, après la mort de nombreux petits animaux et la multiplication des « brûlures » et lésions cutanées diverses dans la population.

Au total, on enregistrera cent quatre vingt-treize cas de chloracné, une lésion de la peau proche de l'acné juvénile qui se déclenche au contact de la dioxine. Trois ans après, presque toutes les victimes de chloracné étaient guéries, mais certaines, semble-t-il brûlées par des émanations de soude caustique, en gardent encore les traces.

Quelque trente-six mille habitants se sont retrouvés dans la zone *« potentiellement contaminée »*. En zone centrale, sept cent trente-six personnes ont dû être évacuées. Cinq cents d'entre elles ont pu regagner leur foyer à la fin de 1977. Les deux cent trente-six autres, soit quarante familles, ont été indemnisées par Givaudan. La firme suisse a versé 68 milliards de lires (338 millions de francs) pour dédommager les victimes — particuliers et collectivités locales. Elle finance en outre tous les travaux de décontamination menés depuis lors sur le site.

La catastrophe a de plus coûté — indirectement — des vies humaines car plusieurs femmes ont demandé l'avortement de crainte de donner naissance à des enfants handicapés, ce qui n'a jamais été le cas.

Le nuage toxique a entraîné la mort de trois mille trois cents petits animaux, principalement de basse-cour. Il a en outre contraint les autorités à abattre tout le bétail, soit soixante-dix-sept mille animaux.

ROGER CANS.

### DEJA EN 1963 PRES DE PARIS...

Le groupe Hoffmann-La Roche n'est est pas à sa première « affaire » avec les déchets de Seveso. Lorsque, en 1963, une de ses sociétés, La Quinoléine, qui fabrique des produits fongicides, déménage de Vernou-sur-Seine (Seine-et-Marne) à Oissel (Seine-Maritime), elle doit abandonner sur place plusieurs tonnes de déchets chimiques liquides, non pas toxiques mais hautement polluants. La Quinoléine trouve un transporteur qui prend en charge plusieurs centaines de fûts et les dépose dans une carrière de la commune d'Amponville, à quelques kilomètres de la forêt de Fontainebleau.

Les fûts, dont l'étanchéité laisse à désirer, ne tardent pas à dégager des odeurs nauséabondes et, plus grave, laissent filtrer dans la nappe phréatique des produits fortement phénolés. Des exploitants agricoles du voisinage voient leurs récoltes devenir impropres à la consommation. Le préfet ordonne l'enlèvement des fûts. Peine perdue. Les responsables de La Quinoléine, qui ont abandonné leurs déchets à 200 kilomètres de leur nouvelle usine, font la sourde oreille.

En 1965, l'administration fait procéder à des sondages pour évaluer l'étendue de l'infiltration des produits polluants. Et elle envoie la note au pollueur, qui est légalement tenu de payer les frais. Il faut attendre... 1975 pour que le tribunal administratif de Versailles confirme la décision préfectorale, et 1978 pour que le Conseil d'Etat confirme à son tour !

La Quinoléine refuse toujours d'obtempérer, alors même que la nappe phréatique d'Amponville, régulièrement analysée depuis 1974, reste polluée par des produits phénolés. Le préfet de Seine-et-Marne, en 1981, ordonne à la société chimique de procéder elle-même aux analyses indispensables et d'installer des dispositifs de contrôle sur le site de décharge. Non seulement La Quinoléine ne le fait pas, mais elle introduit un recours devant le tribunal administratif, recours rejeté le 29 janvier 1982. La société chimique est contrainte de verser au Trésor une consignation de 180 000 francs, remboursable en cas d'exécution des travaux, et, le 7 février 1983, le tribunal d'instance de Fontainebleau condamne le directeur de La Quinoléine à... 2 000 francs d'amende pour ne pas avoir respecté l'arrêté préfectoral lui enjoignant de mettre en place une surveillance du site.

C'est seulement le 10 mars dernier que le tribunal administratif de Versailles a confirmé les arrêtés du commissaire de la République de Seine-et-Marne. Mais, apparemment, la société du groupe Hoffmann-La Roche n'en a cure...

R.C.



### De la dioxine « douce » en Charente

*De notre correspondant*

Angoulême. — Il y a bien de la dioxine dans la décharge de Roumazières (Charente), mais ce n'est pas celle de Seveso. Vendredi 15 avril, la société Rhône-Poulenc a reconnu y avoir entreposé, en 1981, 550 tonnes de déchets contenant de la dioxine.

L'affaire des déchets de Seveso a bouleversé Roumazières, un gros bourg du nord de la Charente voué à la production de briques et de tuiles (*le Monde* du 31 mars). C'est là, dans une carrière d'argile désaffectée qu'une entreprise marseillaise, l'Agence pour le conditionnement des déchets (ACODEC), gère une décharge contrôlée.

Au fil des ans, des milliers de fûts amenés par des camions néerlandais, belges, italiens et français ont été entassés dans cette carrière. Or, M. Bernard Paringaux, aujourd'hui écroué à Saint-Quentin, a été l'un des responsables de l'ACODEC avant de fonder sa propre société, la Spelidec.

La dioxine de Seveso était-elle à Roumazières ? Le maire, M. Rioux, demanda, en effet, la fermeture provisoire de la décharge, tandis que le consreil général décidait la formation d'une commission d'enquête. De son côté, l'administration s'efforça surtout de rassurer la population, allant jusdsqu'àfaire mesurer la radioactivité de la décharge pour démontrer que l'on n'y avait pas enfoui clandestinement des déchets d'origine nucléaire...

Cependant, il ne semble pas que le contenu des fûts ait été analysé. C'était de toute façon, impossible pour ceux des fûts qui, entre mai et novembre 1981, ont été noyés dans le béton. En fin de semaine dernière, Jacqueline Denis-Lempereur, journaliste à *« Science et Vie »* a donné à *« Sud-Ouest »* la clé du mystère : ces fûts contenaient 550 tonnes de déchets parmi lesquels de las dioxine « douce » (hexa-octochlorodibenzodioxine) en provenance des usines de l'Isère du groupe Rhône-Poulenc, ainsi que 250 tonnes de résidus de produits phytosanitaires.

Au cours d'une réunion publique, le 15 avril à Roumazières, M. Salamiton, délégué de l'environnement de la société Rhône-Poulenc, a confirmé les faits, tout en expliquant qu'il n'y avait rien de commun entre cette dioxine, comprenant six, sept ou huit atomes de chlore, et la dioxine de Seveso comprenant, elle, quatre atomes de chlore : *« Il faut un gramme de dioxine de Roumanzières pour tuer un rat, alors qu'il suffirait de 0,002 milligrammes de celle de Seveso pour obtenir le même résultat »*, a-t-il précisé.

La société Rhône-Poulenc a souligné que la mention *« contenant de la dioxine »* figurait sur les fiches remises au gérant de la carrière et, donc, à l'administration, ce qui contredit la version officielle du directeur régional des Mines, selon lequel ses services n'auraient appris la présence de dioxine à Roumanzières que depuis quelques jours...

M. Barral, conseiller général, a été acclamé vendredi par les habitants de Roumanzières lorsqu'il a annoncé son intention de demander au conseil général une subvention pour casser le béton sous lequel reposent les fûts, ceux de Rhône-Poulenc et les autres, même s'il ne peut pas s'agir de la dioxine de Seveso, puisque l'on ne bétonne plus à Roumanzières depuis novembre 1981.

L'activité a cessé dans la décharge depuis le 11 avril et plus personne ne pompe l'eau de pluie qui envahit peu à peu le fond de la carrière et baigne les fûts de déchets. Déchets dont personne ne sait s'ils sont, ou non, solubles dans l'eau, puisque personne ne sait réellement ce que contiennent ces milliers de fûts...

JEAN-PIERRE DUFRENNE.

#### Le souvenir du talc

Beaucoup plus grave que l'accident de Seveso a été l'affaire du talc Morhange, fabriqué par Givaudan-France — qui, comme l'usine italienne ICMESA appartenait à la société suisse Givaudan, elle-même filiale du groupe Hoffmann-La Roche. En 1972, trente-six bébés sont morts et quelque deux cents autres ont été plus ou moins gravement lésés parce qu'ils ont été intoxiqués par du talc contenant une trop forte dose d'hexachlorophène (600 kilos de talc, à la suite d'une erreur de manipulation, contenaient un taux de 6,35 % d'hexachlorophène, alors que le seuil tolérable pour ce bactéricide est de 0,5 %).

Huit ans après, en février 1980, cinq personnes ont été condamnées à des peines de prison avec sursis, ramenées ensuite en appel à des peines inférieures à douze mois et, de ce fait, amnistiées après à l'élection présidentielle de 1981...

● *Le groupe pharmaceutique Roche proteste contre les menaces de boycottage.* — La société Roche-France, filiale du groupe suisse Hoffmann-La Roche, s'élève dans un communiqué diffusé le 17 avril contre les menaces de boycottage lancées par plusieurs organsisations (Greenpeace, les Amis de la Terre, l'Union fédérale des consommateurs).

Le communiqué affirme que *« le groupe Roche n'a jamais exigé le secret quant au lieu du stockage (...). Ce secret lui a été imposé »*. Il ajoute : *« Il n'a jamais eu connaissance du lieu de stockage (...). Il regrette aujourd'hui amèrement de se trouver dans l'impossibilité de répondre à l'attente de l'opinion publique et des autorités. »*

● *INCIDENT A L'ÉMISSION « DROIT DE RÉPONSE ».* — Au cours de l'émission « Droit de réponse » diffusée le 16 avril par TF 1, la responsable de Greenpeace, Mme Katia Kanas, a tenté de passer symboliquement les menottes à un invité de l'émission, M. Luigi Noe, le sénateur italien qui a escorté les déchets de Seveso jusqu'à la frontière française, à Vintimille, le 10 septembre 1982. *« Vous escortez les déchets chez vous, mais cela vous devient complètement égal après »*, lui a dit M. Alain Bombard, député socialiste au Parlement européen, qui participait aussi à l'émission.

● *Le Monde* publiera dans ses éditions datées mercredi 20 avril un dossier sur le stockage et l'élimination des déchets industriels en France.

## JUSTICE

### Le Conseil supérieur de la magistrature va être réformé

**Comme M. Mitterrand s'y était engagé au cours de la campagne présidentielle, le Conseil supérieur de la magistrature (C.S.M.) va être réformé. Ce projet vient de franchir une étape décisive avec le point final apporté au rapport demandé à quatorze « sages » par M. Robert Badinter, garde des sceaux. Ce rapport, qui doit lui être bientôt remis officiellement, envisage deux hypothèses : une révision constitutionnelle et, dans le cas où celle-ci se révélerait impossible, une série de réformes qui démocratiserait le mode de désignation des membres de ce Conseil. Cette réforme du C.S.M., clé de voûte de l'institution judiciaire, irait de pair avec une refonte du statut de la magistrature destinée à garantir l'indépendance de celle-ci. La remise de ce rapport ouvre une période de concertation et, sans doute, de controverses, déjà marquée par le refus de deux des membres de la commission, MM. Gilbert Azibert et André Braunschweig, de signer le rapport final. Comme M. Azibert, M. Braunschweig, qui fut directeur de cabinet de M. Badinter et président de l'Union syndicale des magistrats, estime qu'une réforme digne de ce nom passe par une révision de la Constitution.**

Cinq mille six cents magistrats attendent avec anxiété la réforme qui se prépare. Cinq mille six cents citoyens dont les préoccupations de carrière et de statut dépassent l'importance numérique. De cette réforme dépend, en effet, la liberté laissée à l'autorité judiciaire, liberté jusqu'ici malmenée.

Elle le fut, pourrait-on dire, délibérément. Le général de Gaulle ne faisait-il pas dépendre l'autorité « indivisible » de l'Etat, y compris l'autorité judiciaire, du seul président de la République ? De cette conception découle le statut accordé en 1958 à la magistrature. Clé de voûte de ce statut, le Conseil supérieur est composé de neuf membres, tous nommés par le chef de l'Etat, même s'il le fait pour six d'entre eux sur une liste de noms proposés par le bureau de la Cour de cassation.

Organe disciplinaire des magistrats du siège — la dernière révocation prononcée par lui remonte au mois de février 1981, — le Conseil supérieur de la magistrature, dont la composition est ainsi laissée à la discrétion du président de la République, joue un rôle-clé dans les nominations des hauts magistrats. C'est lui, en effet qui propose au chef de l'Etat le nom des candidats appelés à siéger à la Cour de cassation ou à devenir premier président de cour d'appel.

#### Sujétion

Cette sujétion du corps judiciaire est, depuis longtemps, critiquée par la gauche. De là l'une des « cent dix propositions pour la France », faites par M. Mitterrand au cours de la campagne présidentielle : *« L'indépendance des magistrats sera assurée par la réforme du Conseil supérieur de la magistrature. »* Cet engagement, M. Mitterrand devait le renouveler sous une forme voisine lors de la première réunion, sous sa présidence, du Conseil supérieur le 25 juin 1981, signifiant qu'une réforme de cet organisme ne passe pas nécessairement par une révision constitutionnelle.

Au cours de la campagne présidentielle, M. Mitterrand a cependant été beaucoup plus précis. *« Je propose,* lit-on dans une lettre adressée par lui à cette époque aux syndicats de magistrats, *de modifier la composition et les règles de désignation des membres du Conseil supérieur de la magistrature, afin qu'y siègent pour moitié des membres élus par les juges et, pour moitié, des personnalités non parlementaires désignées à la proportionnelle. »*

A l'opposé des autres déclarations de M. Mitterrand, cette réforme-là suppose une révision de la Constitution, à laquelle M. Badinter est lui aussi favorable, mais qui est une entreprise aléatoire dans laquelle on voit mal le gouvernement se lancer pour l'instant.

Tel est le dilemme devant lequel s'est trouvée la commission nommée par le garde des sceaux : soit proposer une réforme idéale, supposant une révision constitutionnelle, soit avancer des propositions de rechange, au cas où cette révision s'avèrerait impossible. Pour éviter le choisir, la majorité des membres de la commission a finalement retenu les deux hypotèses.

● *Une révision de la Constitution.* — Dans ce cas, le C.S.M. comprendrait treize membres en plus du président de la République et du garde des sceaux. Leur désignation se ferait de la manière suivante : six seraient des magistrats élus directement à la proportionnelle par les membres du siège et du parquet ; deux membres seraient désignés par le président de l'Assemblée nationale et deux par le président du Sénat ; deux personnalités seraient nommées par le président de la République et un conseiller d'État serait désigné par l'Assemblée générale du Conseil d'État. Le nouveau Conseil supérieur donnerait son avis sur les nominations des magistrats du parquet, ce qui n'est pas le cas actuellement. Il deviendrait l'organe disciplinaire de ces magistrats du parquet et aurait pour les nominations des juges du siège un droit de proposition qui n'existe aujourd'hui que pour les postes supérieurs de la hiérarchie.

#### LES ALÉAS D'UNE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

*Faut-il réviser la Constitution* pour réformer le Conseil supérieur de la magistrature ? Si l'on veut procéder à une vraie réforme, oui. L'article 65 de la Constitution précise en effet que, en plus du président de la République et du garde des sceaux, *« le Conseil supérieur de la magistrature comprend (...) neuf membres désignés par le président de la République »*. Cette disposition exclut notamment que l'on augmente le nombre des membres du conseil et que certains soient désignés par les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

La révision de la Constitution est une procédure assez lourde puisque le projet de révision doit être d'abord voté par l'Assemblée nationale et le Sénat en termes identiques, puis, si l'on exclut le recours au référendum, adopté par le Parlement réuni en congrès à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

*Pas de révision de la Constitution.* — En ce cas la loi organique, qui régit la désignation des membres du Conseil supérieur, serait seule modifiée. Cette modification permettrait de faire élire directement à la proportionnelle les six magistrats qui sont actuellement désignés par le président de la République sur proposition du bureau de la Cour de cassation. Limitée, cette réforme aurait néanmoins l'avantage de démocratiser quelque peu l'institution.

Entre cette hypotèse basse et l'hypotèse haute, M. Badinter devra bientôt trancher. Dans le même temps, il lui faudra opter pour une réforme du statut de la magistrature qui, sans être liée à celle du Conseil supérieur, en est le complément logique.

L'un des inconvénients du statut actuel est de transformer la carrière du magistrat en une course d'obstacles à cinq paliers : quatre groupes répartis en deux grades, auxquels s'ajoute un échelon hors hiérarchie. Pour progresser dans leur carrière, les magistrats du siège doivent franchir ces cinq étapes, cinq examens qui les placent de fait sous la dépendance de la hiérarchie et du pouvoir politique, seuls maîtres du choix. La réforme envisagée par la commission consisterait à remplacer ces cinq barrages par deux échelons seulement, dissociant ainsi partiellement le grade du magistrat de l'emploi qu'il occupe effectivement.

Au lieu d'avoir à grimper dans la hiérarchie pour avancer dans leur carrière, les magistrats progresseraient dans un premier temps à l'ancienneté à l'intérieur d'un grade unique, leur changement d'affectation n'ayant pas d'incidence sur cette progression. Ce grade unique dit « grade normal », engloberait la quasi-totalité des magistrats des tribunaux de grande instance, ainsi que les conseillers des cours d'appel de province, à l'exception des cours de Versailles et des DOM-TOM. Seraient également inclus dans ce grade normal les emplois du parquet correspondant au même niveau hiérarchique.

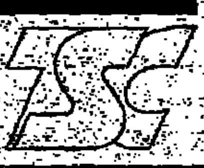
Il y aurait un second grade dit « grade supérieur », auquel on accéderait après dix ou quinze ans de fonctions minimum, sur proposition du Conseil de la magistrature en cas de révision constitutionnelle, soit, si cette révision s'avérait impossible, sur décision préalable de l'actuelle commission d'avancement, dont le mode de désignation serait démocratisé. Les grades de la magistrature étant ainsi ramenés de cinq à deux, les possibilités d'avancement seraient réduites d'autant. Du même coup, seraient limitées les occasions de porter atteinte à l'indépendance des juges du siège, dont le système actuel favorise la docilité.

La semaine qui s'ouvre permettra de mesurer les réactions des principaux intéressés. Le Syndicat de la magistrature (gauche), réunit en effet jeudi une conférence de presse sur ce thème, à la veille de l'ouverture à Paris du congrès annuel de l'Union syndicale des magistrats (modérée).

Ces deux organisations n'étaient pas représentées en tant que telles au sein de la commission de réforme mais elles y avaient chacune deux porte-parole : MM. Claude Parodi et Maurice Zavaro pour le syndicat de la magistrature et MM. Azibert et Braunschweig pour l'U.S.M. Si l'on se réfère aux positions antérieures des deux organisations, les propositions retenues constituent pour chacune un compromis. Il existe en effet des partisans convaincus du grade unique intégral au syndicat de la magistrature, alors que la commission en a finalement retenu deux. Quant à l'Union syndicale, elle souhaite depuis toujours une réforme constitutionnelle hors de laquelle elle ne voit point de salut, alors que la commission proposé une solution de repli. Pour le syndicat de la magistrature, cette révision serait un « mieux », mais il estime qu'en modifiant la loi organique, il est quand même possible de démocratiser l'institution judiciaire, son souci principal.

BERTRAND LE GENDRE.






هكذا من الأصل

## MÉDECINE

# Les « grands patrons » des hôpitaux se joignent à la grève des internes et des chefs de clinique

**Le Syndicat national des médecins, chirurgiens spécialistes et biologistes des hôpitaux publics, que préside le professeur Michel Garbay (hôpital Boucicaut, Paris), a déposé un préavis de grève « universitaire et hospitalière » à partir du vendredi 22 avril. Le syndicat souhaite ainsi obtenir le retrait de l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale du projet de loi d'enseignement supérieur et la mise en place d'une *« structure technique de concertation sous la présidence du premier ministre dans les plus brefs délais, avec les syndicats hospitaliers représentatifs »*. L'organisation souligne que la prise en charge des urgences et le traitement des malades hospitalisés seront assurés. Le mouvement se joindra ainsi à la grève annoncée par les adhérents du Syndicat autonome des enseignants de médecine pour les 21 et 22 avril.**

**Cette décision contribuera bien évidemment à aggraver la situation qui prévaut dans les centres hospitalo-universitaires, dont le fonctionnement est déjà très ralenti par la grève des internes et des chefs de clinique.**

***Ce mouvement entre à présent dans sa cinquième semaine.* Depuis deux jours, aucun élément nouveau n'est intervenu pour apaiser les grévistes, qui *semblent* plus déterminés que jamais, à Paris comme en province. Des contacts informels ont été pris par les pouvoirs publics avec les représentants des grévistes au cours de ces deux derniers jours, mais aucun rendez-vous officiel, ce lundi 18 avril, n'était arrêté.**

**Au cours de l'assemblée générale qui *doit* les réunir le mardi 19 après-midi, internes et chefs de clinique décideront des suites à donner *à leur mouvement en fonction des informations* nouvelles que le gouvernement, d'ici là, pourra leur avoir apportées.**

**Réactions et prises de position se multiplient dans les milieux politiques et syndicaux à propos de ce conflit. De leur côté, les étudiants en médecine seront reçus le mardi 19 avril, à 11 heures, par M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale.**

## A la Pitié-Salpêtrière comme un 15 août

De multiples affichettes représentant un stéthoscope noué et versant une larme ont fleuri sur les murs de Paris. A l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière s'y sont jointes de petites pancartes multicolores *« S.O.S. Santé »* que les grévistes en blouse blanche ont activement placardées depuis deux jours pour avertir les passants, les malades, leurs familles, d'un mouvement dont plus personne ne voit l'issue.

A la Pitié-Sapêtrière, ce dimanche 16 avril, règne une atmosphère comparable à celle d'un 15 août. Le va-et-vient habituel des ambulances se dirige vers le service des urgences où arrive, comme à l'accoutumée, le contingent classique des rescapés du samedi soir, des égarés sans domicile fixe, des traumatisés, des suicidaires, des rages de dents. Du plus grave au plus bénin. Seul, le service des urgences, où travaillent à un rythme soutenu les grévistes chargés de la « permanence », a conservé une activité normale. Un interne et un chef de clinique ont bien conscience d'y assurer une mission essentielle, celle-là même, qui permet à la grève de durer.

Les infirmières considèrent-elles le mouvement des grévistes comme l'action d'une poignée de privilégiés ? *« Ils ont raison,* nous dit la surveillante du service d'urgence. *Ceux qui soutiennent qu'ils n'ont pas à se plaindre ne connaissent pas la lourdeur des charges qu'assument internes et chefs de clinique pour un salaire qui est faible et une couverture sociale dérisoire. »* – *« C'est vrai, ils ont raison,* renchérit l'une de ses collègues. *Ils n'ont plus de débouchés hospitaliers et se retrouvent, à trente-cinq ans, exclus de l'hôpital, devant l'évidence que leurs titres ne servent à rien. »*

Mais pourquoi cette grève a-t-elle éclaté maintenant ?

Pourquoi maintenant ? Le professeur Pierre Godeau, chef du service de médecine interne, a son franc-parler et une explication. *« C'est simple, dit-il, depuis deux ans, les médecins sont soumis à une incertitude absolue sur le statut qu'on leur prépare. » « D'habitude,* ajoute-t-il, *je suis contre les grèves. »* Toutes les grèves ? *« Toutes les grèves, y compris dans l'industrie. Mais quand il n'y a pas d'autre moyen de discuter... » « C'est le cas. Je me sens totalement solidaire de ce mouvement,* conclut-il. *C'est pour cela que je suis ici, ce matin. »* Ce dimanche, comme un certain nombre de ses collègues chefs de service, il a assumé lui-même la visite et rempli la tâche des internes et chefs de clinique. Le professeur Yves Grosgojeat également, qui, à la tête du service de cardiologie, a dû ralentir considérablement l'activité de l'unité et fermer un tiers de ses soixante-seize lits. L'une des salles du service est entièrement vide.

### Guerre des nerfs

*« L'hôpital universitaire, dans ces conditions,* souligne-t-il, *ne remplit pas sa mission, qui est d'abord de soigner, certes, mais aussi d'enseigner. Nous avons dû différer quantité d'admissions devant l'impossibilité de réaliser des explorations ou des traitements complexes. »* N'y a-t-il pas là un risque d'accidents ? *« Si,* répond le professeur Grosgojeat. *C'est bien pour cette raison qu'un tel mouvement ne peut pas durer. La situation est tellement bloquée de part et d'autre, que le gouvernement devrait nommer un médiateur. C'est la seule issue possible. Quant à nous, professeurs et chefs de service, nous sommes bien sûr prêts à manifester notre solidarité. »*

Cette solidarité de la hiérarchie, les grévistes ne souhaitent pas la voir s'exprimer trop officiellement. Ils tiennent à conserver à leur mouvement sa spontanéité. Convaincus que l'épreuve de force est engagée, ils savent aussi que le capital de sympathie dont ils disposent n'est pas inépuisable. D'ailleurs, nous disait l'un d'eux, *« pour nous, ce mouvement est vécu comme un drame. Nous perdons le contact avec les malades, avec leurs familles, avec tout ce qui fait le sens de notre vie à l'hôpital »*.

Un hôpital qui depuis trois semaines s'enfonce aussi dans les difficultés financières. A la Pitié-Salpêtrière, un des plus grands hôpitaux d'Europe – deux mille trois cent cinquante lits – travaillent quelque cinq mille personnes dont les salaires sont évidemment des charges fixes pour l'établissement, quel que soit le flux des malades. Depuis le début du mouvement, l'activité a déjà baissé de plus de 12 %. Certains services, en chirurgie notamment, ne fonctionnent plus qu'à 50 % de leur capacité. De toute évidence, la crise financière jouera aussi sur la guerre des nerfs.

CLAIRE BRISSET.

## Inquiétudes, préoccupations et protestations

### Dans les milieux médicaux...

Les réactions au mouvement de grève des internes et des chefs de clinique des centres hospitalo-universitaires se font chaque jour plus nombreuses.

● **La Conférence des doyens des facultés de médecine,** que préside le professeur André Gouazé (Tours), attire l'attention sur *« l'extrême urgence des solutions à apporter aux conflits en cours »*. Rappelant qu'ils comprennent les *« inquiétudes profondes »* des grévistes, les doyens demandent *« solennellement aux chefs de clinique et aux internes, d'une part, de mettre fin à l'action engagée »* ; d'autre part, la Conférence *« appelle solennellement les étudiants à reprendre leur formation »*.

● **La Confédération des syndicats médicaux français** (C.S.M.F.) se dit *« extrêmement préoccupée »* par le conflit qui résulte, notamment, estime-t-elle, d'un *« statut dépassé »*, qui a fait l'objet de *« revendications anciennes mais ignorées »* ; des craintes qui pèsent sur la réforme des études médicales ; des *« avant-projets de réforme hospitalière à la fois incertains et inquiétants »* ; des débouchés restreints tant à l'hôpital qu'en ville. La C.S.M.F. *« dénonce cette situation qui met en cause le secteur public hospitalier et aussi l'avenir de la médecine française. Elle demande, comme elle l'a fait pour les études médicales, qu'une véritable négociation soit enfin engagée au plus haut niveau, portant sur l'ensemble des projets concernant le monde hospitalier, appuyée sur des mesures d'apaisement urgentes, et prévoyant un calendrier de discussion raisonnable »*.

*« Toute réforme, y compris celle des enseignements supérieurs,* conclut la C.S.M.F., *ne devra être envisagée qu'à la suite d'une étude soigneuse avec les représentants responsables des catégories mises en cause, selon des délais appropriés et avec les mesures transitoires nécessaires »*.

● **La Fédération des médecins de France** estime que *« les événements actuels constituent une menace grave pour l'ensemble du système hospitalier français »*. Elle appelle de ses vœux des consultations rapides pour tenter de mettre fin à cette *« crise inévitable »* qui *« était prévisible, en particulier devant la montée excessive de la démographie médicale »*.

● **La Fédération intersyndicale des établissements hospitaliers privés** (F.I.E.H.P.) rappelle que ses établissements sont *« le lieu privilégié des soins prodigués par les anciens chefs de clinique »*. Elle s'inquiète de voir prôner ici ou là une *« hégémonie du secteur public »*. Mais elle soutient *« les revendications légitimes quant à l'amélioration de la compétence des médecins »* et *« se déclare prête à ouvrir une bourse des emplois pour les chefs de clinique et les assistants qui, normalement, devraient faire carrière dans le secteur privé »*.

### ... et dans les syndicats

● **La Fédération santé C.G.T.** déclare qu'elle *« comprend syndicalement les revendications »*, mais estime disproportionnées les modalités d'action destinées à les faire aboutir, d'autant que le gouvernement *« a fourni certaines réponses positives et que la concertation se poursuit »*. La C.G.T. santé s'inquiète *« des faits graves pour la sécurité des malades »* et déclare *« intolérable »* la situation actuelle. Elle demande aux directeurs d'hôpitaux de *« faire preuve de responsabilité et de fermeté pour assurer la continuité du service public... et de décider de toutes les mesures qui assureront le potentiel de soins »*.

● **M. André Bergeron,** le secrétaire général de Force ouvrière, a déclaré au *Quotidien de Paris* qu'il était *« préoccupé »*. *« Je ne suis pas sûr,* ajoute-t-il, *qu'ils ont aussi tort que certains le disent. »*

● **La Fédération santé C.F.D.T.** *« s'étonne de la prolongation de la grève »* alors que *« les ministères concernés ont mis en place une concertation approfondie, d'où sont sortis des propositions et des engagements non négligeables »*.

Cette fédération proteste aussi vigoureusement *« contre certaines modalités des mouvements de grève actuels : urgences refusées ou mal prises en charge, incitation délibérée de transfert des malades vers les cliniques privées »*. Pour la C.F.D.T. *« aussi douloureux soient-ils, les états d'âme du corps médical ne peuvent s'exprimer au mépris des besoins essentiels des usagers du service public »*.

● **La C.F.T.C. santé** demande *« que des mesures soient prises d'urgence pour rétablir la sérénité dans le milieu hospitalier ». Elle prend acte des revendications des étudiants et des médecins hospitaliers. Mais elle met en garde ceux-ci contre des modalités de grève qui mettraient en cause les soins aux malades (...). La grève est un droit qui impose des devoirs de responsabilité, de conscience professionnelle. La sauvegarde de l'outil de travail, la réputation de l'hôpital font partie de ces devoirs. La C.F.T.C. santé n'admettrait pas que les personnels non médicaux soient contraints, pour pallier les absences de médecins, à exercer des actes pour lesquels ils ne sont pas habilités »*.

● *Le Syndicat autonome des enseignants de médecine* annonce une *« grève d'avertissement »* pour les 21 et 22 avril, afin de *« soutenir les revendications des internes et des chefs de clinique actuellement en grève »*. Le Syndicat précise qu'il a demandé à ses adhérents de ne pas faire passer les examens de juin aux étudiants en médecine.

## Les maires s'inquiètent des incidences du mouvement

Quasiment tous les groupes du Sénat ont été contactés par des représentants des internes et chefs de clinique en grève... les sénateurs qui les ont reçus ont vu dans cette démarche plus un souci d'information que la sollicitation d'un quelconque soutien. Suivi à 80 %, un tel mouvement ne dépasse-t-il pas les clivages partisans ?

Il n'empêche que M. Pierre-Christian Taittinger (R.I., Paris) attend du gouvernement qu'il *« renonce »* purement et simplement à la réforme préparée par M. Ralite. Pour le vice-président du Sénat, l'organisation au Parlement d'un débat préalable sur les orientations qui pourraient être retenues dans un projet différent est *« indispensable »*.

Jugeant de la démarche des grévistes, M. François Dubanchet (C.D.S.), qui vient de prendre à M. Joseph Sanguedolce (P.C.) la mairie de Saint-Etienne, constate que ses concitoyens voient dans cette grève une nouvelle marque d'*« hostilité »* au gouvernement, ce qui, comprend-il, la leur rend *« sympathique »*.

Cette *« sympathie »*, explique M. Marc Becam (ratt. adm. au R.P.R.), dont l'un des fils est étudiant en médecine, correspond à l'*« auréole »* des médecins. *« Les malades s'inquiètent, mais comprennent »*, note-t-il non sans s'étonner. *« Il faut que ce soit la gauche au pouvoir, pour qu'un mouvement d'une telle ampleur ne fasse pas la révolution. »*

Quant à Maurice Schumann (R.P.R., Nord), *il se soucie surtout* de la réforme des études médicales. Non sans franchise, il avoue que sa nomination à la tête du Quai d'Orsay l'avait empêché en 1969 de résoudre le problème de la sélection auquel il se heurtait comme ministre d'État chargé des affaires sociales. Il n'empêche que la solution envisagée ne recueille pas son assentiment.

Une inquiétude pourtant se fait jour. L'association des maires des grandes villes, qui vient de porter à sa présidence le maire C.D.S. de Metz, M. Rausch, décide de demander une audience au premier ministre. Les maires, qui sont de droit présidents des conseils d'administration des C.H.U., voient dans la grève un manque à gagner en raison de la chute brutale du coefficient d'occupation des lits.

A. Ch.

## JEUNESSE

### LE SOIXANTE-QUINZIÈME ANNIVERSAIRE DU SCOUTISME

# Toujours là

Après l'anonymat du métro, l'explosion de la jeunesse. Des drapeaux, banderoles, emblèmes, émergent de cette foule éclatante de vie. Des enfants se bousculent en riant. On court en tous sens. Il y a comme un grand souffle ce dimanche 17 avril sur l'esplanade du château de Vincennes. Le soleil a oublié d'être de la partie, mais personne ne s'en soucie.

A l'occasion du soixante-quinzième anniversaire du scoutisme, ils sont venus des milliers de Paris et de sa région. Il y a là des scouts et des guides de France (catholiques), des éclaireurs (laïcs), des unionistes (protestants) et des éclaireurs israélites. Toutes croyances condondues, ils sont venus fêter Baden-Powell, le fondateur du scoutisme ; ce général anglais serait peut-être un peu surpris d'entendre Patrice, vingt et un ans, attaché de recherche, expliquer pourquoi, grâce au scoutisme qui lui a permis de vivre sa foi, il est devenu objecteur de conscience ! Mais c'est ainsi. L'image du scout en short avec son grand chapeau à larges bords, criant *« Toujours prêt ! »* n'existe plus.

*« Nous savons nous adapter »,* explique Isabelle, vingt ans, cheftaine. Pour ceux qui en douteraient encore, Vincennes aura été une leçon. Ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui font le scoutisme. Les adultes qui les encadrent et dont l'esprit n'a pas changé, même si leurs cheveux grisonnent, se contentent de suivre le mouvement. Mais alors que vient-on chercher ici qu'on ne puisse trouver ailleurs ? *« Mais du bonheur ! »*, lance Béatrice, seize ans. Et c'est vrai. Il se dégage de ces milliers de jeunes et moins jeunes une véritable joie de vivre. Elle est inscrite sur les visages, elle est dans le ton des voix, dans l'éclat des rires.

Laurence a huit ans. Elle est jeannette. Quand on lui demande comment elle a choisi cette activité, elle répond : *« Parce que je ne faisais rien à la maison* et *que je m'ennuyais. »* Dans l'immeuble où elle habite à Créteil (Val-de-Marne), il y avait une copine qui lui a dit : *« Viens, tu verras, on s'amuse bien ! »* Depuis, Laurence est ravie : *« On a des tas d'activités,* raconte-t-elle, *on n'arrête pas de faire des balades, des animations. »* L'histoire est banale, mais on pourrait la raconter à des milliers d'exemplaires.

Regroupés autour de leurs fanions, sous les arbres du bois de Vincennes, les enfants se sont installés en cercle pour déjeuner. Leurs chemises d'uniforme aux tons vifs créent des taches de couleur. Certains se sont déguisés, d'autres se sont peint des visages de clown. Plus loin, on n'a pas faim. Ce sont des courses en sac, des marionnettes, des guitares.

*« Connaître »*, *« parler avec les autres »*, *« partager le même idéal »*, *« vivre ensemble »*, Ariane, dix-huit ans, un feutre rétro sur la tête, explique que le scoutisme lui aura permis de *« jeter un regard nouveau sur le monde qui l'entourait »*, et d' *« être moins égoïste »*.

### Une réflexion commune

Il y a aussi les plus vieux, Yves, quarante-six ans, ingénieur, chef de groupe, ou Anne-Marie, la quarantaine, commissaire départemental. Ils sont revenus au scoutisme par leurs enfants et ont été repris par la même ardeur qu'autrefois. Simplement, ils ont des responsabilités d'adultes. Souvent vient aussi se greffer la croyance religieuse.

Dimanche soir, après avoir repris en chœur les chansons de Jacky Gallou et de Mannick, et avant de se séparer, il y a eu ce qu'on appelle un temps spirituel. *Une réflexion commune. « Ce n'est pas un problème,* nous a confié Jeannine, cinquante-quatre ans, institutrice et laïque. *Nous avons le même idéal. Celui de Baden-Powell. »* Derrière, sur une grande pancarte laissée là par les enfants, étaient tracés ces quelques mots signés du fondateur du scoutisme : *« La véritable voie du bonheur est de donner celui-ci aux autres. »*

J.-N. F.

## SCIENCES

# L'Inde a lancé avec succès son troisième satellite

De notre correspondant

New-Delhi. – Lancée dimanche matin 17 avril, de la base de Sriharikota, non loin de Madras (Andhra-Pradesh), en présence du premier ministre, Mme Indira Gandhi, la fusée indienne SLV-3 (23 mètres, 17 tonnes) a placé sur orbite le satellite météorologique Rohini. Troisième de cette série, ce dernier, qui pèse 41,5 kilogrammes, devrait fonctionner pendant environ trois ans.

C'est en juillet 1980 que l'Inde a fait son entrée dans le club des pays ayant la capacité de placer des satellites en orbite. Moins d'un an plus tard, en mai 1981, elle récidive, mais le satellite lancé alors ne restera dans l'espace que neuf jours. Après avoir ainsi mené à bien le programme des SLV (il en aura coûté 200 millions de roupies sur sept années), l'Inde entend maintenant construire des lanceurs capables de mettre sur orbite des charges plus lourdes. Ainsi a-t-il été annoncé que l'Inde devrait être en mesure de lancer une charge de 150 kilogrammes en 1984-1985, et de 1 000 kilogrammes en 1987-1988.

*Pour* Mme Gandhi, l'événement de dimanche est une source de fierté, non seulement pour les scientifiques qui ont contribué à la réussite de ce programme mais pour tous les Indiens. Estimant prématuré de déduire de ce succès que l'Inde est désormais capable d'envoyer des fusées balistiques intercontinentales (1), le premier ministre a reconnu que les informations recueillies par Rohini, sur la région et ses alentours, seraient utiles pour la défense du pays. *Justifiant* les dépenses engagées dans le programme spatial indien, elle les a comparées aux sommes investies dans l'éducation des enfants, soulignant qu'elles contribueraient, à terme, à accroître le bien-être de la population, ne serait-ce qu'en offrant une meilleure connaissance du phénomène de la mousson. – P. F.

(1) La presse n'en insiste pas moins sur le fait que le succès enregistré dimanche met à la portée de l'Inde la construction de missiles I.R.B.M. (Intermediate Range Ballistic Missile) capables d'emporter une ogive nucléaire de 400 kilogrammes à plus de 5 000 kilomètres, moyennant cependant quelques perfectionnements.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## TROISIÈME AGE

### La retraite des cadres

*« Quand on entre dans une société, on ne choisit pas sa caisse de retraite complémentaire. On vous rattache automatiquement à la caisse des cadres de l'entreprise ! »* Vrai. *« Or il y a de bonnes caisses et d'autres moins bonnes ».* Erreur : la valeur du point de retraite pour les cadres est unique. *« Et puis, on n'a aucun contrôle sur le fonctionnement des caisses ».* Mi-vrai, mi-faux. Les salariés ne contrôlent pas directement, mais ils sont représentés au conseil d'administration par l'intermédiaire de leurs syndicats.

Quoi qu'il en soit, ces réflexions, extraites d'un montage vidéo réalisé à partir d'une réunion à laquelle une quinzaine de cadres avaient été conviés pour s'exprimer sur ce qu'ils pensaient de leurs institutions de retraite, démontre leur méconnaissance, parfois liée à un certain désintérêt, du système de retraite. Réactions qu'ils résument ainsi : *« Je pénètre dans un monde inconnu peuplé de dépliants fastidieux ! »*

En effet, les retraités sont relativement bien informés des actions et des possibilités offertes par leurs caisses. Il n'en va pas toujours de même des actifs, qui ne retiennent que l'aspect « prélèvement mensuel » sur leur salaire et à qui le relevé annuel de points acquis pour le futur ne parle guère. D'autant que les caisses gèrent, souvent plus ou moins directement, des services de prévoyance associés à ceux de la retraite ; le salarié amalgame alors pension et complément maladie ou remboursement dentaire, et met le tout sous la même rubrique « cotisations ».

L'AGIRC (1), qui groupe cinquante-huit caisses de retraite complémentaire des cadres, soupçonnait cet état de fait. Presque 2 millions de cadres versent de 8 % à 16 % de leurs salaires à une caisse AGIRC pour une somme de 18 378 millions de francs et 372 000 « participants retraités » perçoivent 15 694 millions de francs. Les propos alarmistes sur l'avenir des retraites, réactivés par les nouvelles modalités de pension à soixante ans, l'ont incitée à engager une campagne d'information et d'explication. Un budget de 1 million de francs a été dégagé, et l'agence de publicité OSCAR a enlevé le marché.

C'est OSCAR qui, pour mieux connaître l'avis des cadres et cerner leurs impressions, a organisé cette réunion et les a fait débattre de leurs insatisfactions et de leurs souhaits.

La campagne va donc se dérouler en trois phases. Dans la première, il est question de l'âge de la retraite, et bien sûr, de la cessation d'activité du cadre : *« Votre caisse AGIRC vous aide à y voir clair. »*

Vient ensuite le nerf de la guerre et le point douloureux : *« Vous donnez de l'argent à l'AGIRC, pourquoi ? ».* On explique alors le principe de la répartition, et on précise que le cadre *« marque des points chaque mois ».* Enfin, c'est l'essence du régime, ses bases associatives et paritaires, qui termine la vague d'informations.

**CHRISTIANE GROLIER.**

(1) AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres), 4, rue Leroux, 75116 Paris. Tél. : (1) 501-53-20.

## PARIS EN VISITES

**MERCREDI 20 AVRIL**

« Le potager du Roy et le jardin de la comtesse de Balbi », 14 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre à Versailles, M. I. Balandre.

« La basilique Saint-Denis racontée aux jeunes », 14 h 30, devant, Mme Colin.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Guillier (Caisse nationale des monuments historiques).

« Hôtel d'Aumont », 15 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Atelier d'un relieur doreur », 10 h 15, église Saint-Germain-des-Prés (La France et son passé).

« Jardins et passages de Clignancourt », 14 h 30, métro Jules-Joffrin (Paris pittoresque et insolite).

## CONFÉRENCES

16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Bouquet des Chaux : « Le Mexique : les Incas, les Mayas et l'art baroque » (Projections).

17 h 30, 6, rue Ferrus, P. Neville-Jones : « Les relations franco-britanniques et la Communauté européenne » (IFRI).

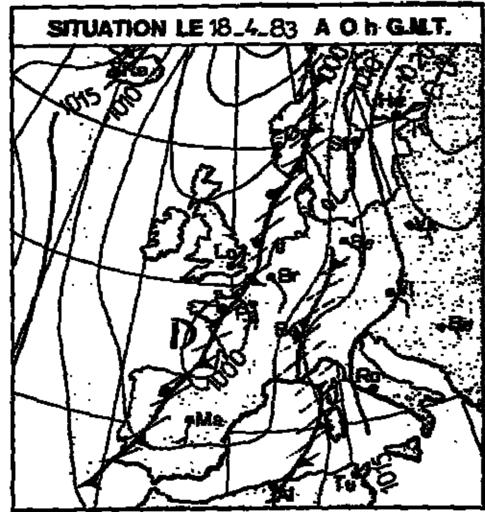
19 h 30, boulevard de Port-Royal, H.V. Sephiha : « Salonique sous l'occupation allemande » (Centre Rachi).

20 h 30, 16, rue Cadet, P. Boccara, C. Goux, N. Chouraqui, L. Stoléru : « Le partage du travail peut-il résoudre le problème du chômage ? » (Grand-Orient de France, tribune publique).



## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18.4.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 19.04.83 DÉBUT DE MATINÉE

PRÉVISIONS POUR LE 19 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)

**Évolution probable du temps en France entre le lundi 18 avril à 0 heure et le mardi 19 avril à minuit.**

La France restera dans une vaste zone dépressionnaire complexe. Sur la plus grande partie du pays, toujours des vents de sud-ouest apportant de l'air *maritime humide et doux.*

*Mardi, en toutes régions,* le temps sera nuageux une bonne partie de la journée. On distinguera tout de même deux bandes de temps plus mauvais avec des pluies souvent abondantes. La principale s'étirera des Ardennes et des Vosges à la Champagne et à la Bourgogne, au Massif Central et aux régions pyrénéennes. Par place, des orages et de violentes ondées. L'après-midi il fera environ 16 degrés. La deuxième zone, en voie de disparition, sur la Corse, la Provence et le sud des Alpes avec toujours des menaces de pluies assez sérieuses.

Entre ces deux zones : de la Méditerranée à la vallée du Rhône et aux Alpes, ciel assez chargé, rares éclaircies, mais toujours des températures de 20 degrés environ l'après-midi. Sur le Nord-Ouest et l'Ouest, temps plus variable et plus frais, quelques éclaircies se développeront au cours de l'après-midi, il fera 13 à 14 degrés.

Le matin, les températures seront de l'ordre de 5 degrés au nord de la Loire, ailleurs il fera entre 10 et 13 degrés.

Dans l'ensemble, les vents seront irréguliers, à dominante sud-ouest sur une grande partie du pays, seules les régions au nord de la Loire verront les vents passer au nord-ouest.

La pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris, le 18 avril, à 8 heures, de 998 millibars, soit 748,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours *de la journée du 17 avril* ; le second le minimum de la nuit du 17 au 18 avril) :

Ajaccio, 18 et 13 degrés ; Biarritz, 23 et 12 ; Bordeaux, 19 et 11 ; Bourges, 16 et 8 ; Brest, 8 et 4 ; Caen, 13 et 6 ; Cherbourg, 9 et 4 ; Clermont-Ferrand, 17 et 11 ; Dijon, 16 et 5 ; Grenoble, 16 et 9 ; Lille, 14 et 9 ; Lyon, 16 et 11 ; Marseille-Marignane, 18 et 14 ; Nancy, 18 et 6 ; Nantes, 18 et 5 ; Nice-Côte d'Azur, 16 et 13 ; Paris-Le Bourget, 17 et 8 ; Pau, 19 et 11 ; Perpignan, 16 et 12 ; Rennes, 11 et 4 ; Strasbourg, 21 et 9 ; Tours, 17 et 9 ; Toulouse, 16 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 9 degrés ; Amsterdam, 13 et 10 ; Athènes, 16 et 6 ; Berlin, 18 et 10 ; Bonn, 19 et 10 ; Bruxelles, 15 et 11 ; Le Caire, 22 et 11 ; îles Canaries, 23 et 16 ; Copenhague, 12 et 7 ; Dakar, 25 et 18 ; Djerba, 24 et 14 ; Genève, 18 et 7 ; Jérusalem, 13 et 6 ; Lisbonne, 18 et 9 ; Londres, 10 et 5 ; Luxembourg, 16 et 8 ; Madrid, 20 et 11 ; Moscou, 5 et 1 ; Nairobi, 29 et 17 ; New-York, 13 et 11 ; Palma-de-Majorque, 22 et 12 ; Rome, 18 et 11 ; Stockholm, 11 et 6 ; Tozeur, 26 et 17 ; Tunis, 21 et 14.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## VIE QUOTIDIENNE

### DEUX GUIDES POUR LES FEMMES SEULES

Deux guides destinés aux femmes seules viennent d'être publiés : le *Guide pratique des droits des femmes seules,* rédigé par le ministère des droits de la femme (Documentation française), distribué gratuitement dans les centres d'information des droits des femmes (C.I.D.F.) et les préfectures, et *Vivre sans mari,* de Julie Montagard et Michel Picar (M.A. Editions, collection Femmes actives 58 F).

Ces ouvrages, complémentaires, devraient pouvoir aider efficacement les femmes à connaître leurs droits ainsi qu'à s'y retrouver dans le dédale administratif auquel elles sont confrontées. Présenté comme l'était le *Guide des droits des femmes* (dont une édition 1983 a été réalisée), la brochure du ministère répond à deux cent quarante-trois questions que peuvent se poser les femmes, que ce soit dans les domaines de l'état civil, de l'emploi, des droits sociaux, du logement ou au sujet de l'avortement, en cas de viol et sur les droits successoraux.

L'ouvrage de Julie Montagard et Michel Picar à une plus grande prétention puisqu'il cherche à guider les femmes dans les décisions qu'elles peuvent prendre tout au long de leur vie, au moment de l'adolescence (émancipation, fugue, sexualité), puis plus tard, que l'on soit célibataire ou non, mariée ou pas, face à une rupture, ou devant la maternité.

Le livre, bien structuré, offre une bonne approche des droits des femmes. Les différents témoignages, volontairement contradictoires, qui émaillent le livre permettent de montrer les limites de ceux-ci ou plus simplement d'éclairer les choix. Autre qualité du livre : il comporte une liste d'adresses utiles... On peut d'ailleurs déplorer que le ministère des droits de la femme se soit trop limité dans ce domaine. – Ch. Ch.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 17 avril :

UN DÉCRET

- Portant attribution de commandements.

DES ARRÊTÉS

- Relatifs aux concours d'admission à l'école de l'air et à l'école militaire de l'air.
- Fixant la répartition par discipline des candidats qui pourront être admis aux concours ouverts en 1983 pour le recrutement de professeurs agrégés.

## LOISIRS

**TROIS PARCOURS PÉDESTRES A PARIS.** – L'Association régionale de cardiologie Ile-de-France, avec le concours de la direction départementale [illegible] jeunesse et sports, sous le patronage de la préfecture de Paris, la « parcours du cœur » qui aura lieu le dimanche 24 avril de 8 heures à 12 heures.

Trois parcours pédestres sont proposés : Bois de Boulogne (pelouse de la Muette par la place de Colombie), bois de Vincennes (pelouse de Reuilly), Buttes-Chaumont (entrée par la mairie du 19e arrondissement).

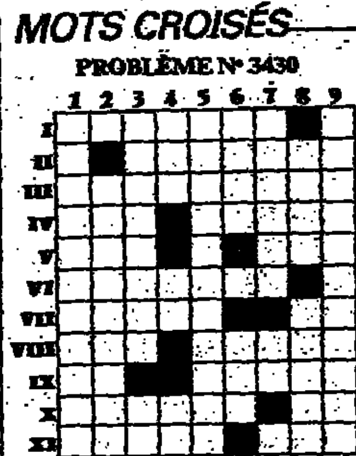
★ Direction départementale Temps libre, jeunesse et sports, tél. : 359-01-69 et Association régionale de cardiologie, tél. : 522-59-30.

**LES VOLCANS ET LES SCIENCES DE LA TERRE.** – La Maison des volcans organise pendant l'été des stages destinés aux personnes intéressées aux sciences de la nature et de la terre. La limite d'âge est de dix-huit ans minimum.

Pour obtenir le calendrier des stages, écrire à la Maison des volcans (joindre 5 F en timbres pour la réponse), Château-Saint-Etienne, 15000 Aurillac.

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 3430**



**HORIZONTALEMENT**

I. Passage réservé aux enfants. – II. Est donc très au fait ou pas très à la fête. – III. Plus elles sont belles et moins on a envie de les perdre. – IV. Se coucher avec les poules ou se lever avec le coq. Sont assez secs dans certains régimes. – V. Fait progresser la race chevaline. Général en retraite. – VI. Comme un drôle de phénomène. – VII. Font taire les *enfants* et parler les grands. Symbole chimique. – VIII. Prend l'eau de toutes parts. Coup de corne. – IX. Note. Avoir l'eau à la bouche. – X. Maison qui ne manque pas d'ordres. Personnel. – XI. Ne peut que donner en pâture. Nouveaux venus.

**VERTICALEMENT**

1. Auteur et adaptateur de pièces. – 2. *Toujours partant* pour un coup de canif dans le contrat. – 3. Petite bête. Sont collés dans une samba. – 4. Alliée de la dernière heure à Adolph Hitler. On entend sonner sa dernière heure avec joie. Forme de pouvoir. – 5. Ne se lave donc pas les mains. – 6. Mit à l'écart. Conteur fantastique. – 7. Métamorphose de rat. Grecque. – 8. Fait donc partie des dons en nature. Maison de la culture. – 9. Sont donc en état de marche.

**Solution du problème n° 3429**

*Horizontalement*

I. Interrupteur. Pi. – II. Nausée. Air. Eson. – III. Stationnement. – IV. Tan. TP. Eristale. – V. Attirés. Sternum. – VI. Li. Néron. Eden. – VII. Long. Eloi. Dé. Te. – VIII. Adier. Oudry. Ut. – IX. Néo. [illegible] OC. – X. Intimidant. Ou. – XI. Roulette. Unir. – XII. Noise. Isocèle. – XIII. Ici. Turf. CH. En. – XIV. Béotien. Ivres. – XV. Us[illegible]rme

*Verticalement*

1. Installation. Bu. – 2. Natation. Ois[illegible] – 3. Tuant. Ni. Tricot. – 4. [illegible] Ingéniosité. – 5. Reître. Remue. [illegible] – 6. Réopéré. Oil. Tes. – 7. Solé. Désuni. – 8. Pane. Nougat. – 9. Tiers. Identifié. – 10. Ermite. Ratés. – 11. Esc. Dyn. Ocre. – 12. Rentrée. Toucher. – 13. Stand. Une. Si. – 14. Pô. Luette. Ile. – 15. Indemne. Carence.

**GUY BROUTY.**

## REVUES

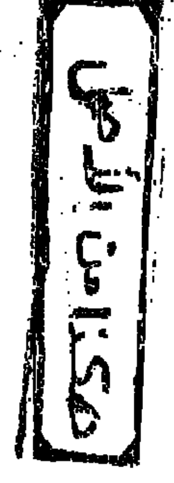
**LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE EN PHOTOS.** – Le dernier numéro de la revue *Double Page* est consacré au cimetière du Père-Lachaise à *Paris, créé* le 1er mai 1804. Ce numéro présente de nombreuses photos artistiques de ce cimetière prises par Michel Maliarevski, accompagnées de textes de plusieurs écrivains qui *ont en commun de reposer ensemble* au Père-Lachaise (Villiers de l'Isle-Adam, Proust, Balzac, notamment). Le prochain numéro de *Double Page* sera consacré aux Indiens d'Amérique du Nord.

★ *Double page.* Editions SNEP, 24, place des Vosges, 75003 Paris, tél. : 271.33.33.

## ENVIRONNEMENT

**UNE JOURNÉE D'ÉTUDES A DUNKERQUE.** – *Afin de confronter* les diverses expériences d'initiation et de découverte réalisées dans différents domaines de l'environnement, le Centre de recherche d'initiation-vulgarisation active pour la gestion de l'environnement (RIVAGE) et la Sheffield City Polytechnic (G.B.) organisent un séminaire du 21 au 24 avril à Dunkerque sur le thème « Lieux et acteurs quotidiens de l'éducation à l'environnement ».

★ RIVAGE, Ferme Nord de Zuydcoote, 59123 Bray-Dunes, tél. : (28) 29-56-10.


هكذا من الأصل

## MUSIQUE

### «ROMÉO ET JULIETTE», à Strasbourg

# *Fragments inédits*

*« Je viens de faire mon humiliant métier de* décompositeur *de musique »,* écrivait *Gounod à un ami à* propos des modifications qu'il avait été contraint d'apporter à *Mireille pour la création londonienne,* afin de satisfaire aux exigences du directeur. On sait que les changements ne s'arrêtèrent pas là, allant jusqu'à faire ressusciter l'héroïne, et que c'est au patient travail de Guy Ferrant et d'Henry Busser qu'après soixante-quinze ans d'errements et de remaniements successifs l'ouvrage a retrouvé sa forme originale.

*C'était* en 1839 et, bien que le travail de « décomposition » n'y ait pas été poussé si loin, il *serait temps* de restituer à *Roméo et Juliette* sa forme primitive. Quatre versions se sont *succédé entre* 1867 et 1888, lorsque l'ouvrage passa du Théâtre lyrique à l'Opéra-Comique, puis à l'Opéra, et une excellente étude de Joël-Marie Fauquet (parue dans le numéro 41 de *l'Avant-scène Opéra* consacré à cet ouvrage) constitue un précieux point de départ. Cependant, *en effectuant des recherches pour* la mise en scène qu'il vient de réaliser à l'Opéra du Rhin, René Terrasson a eu la *chance* de découvrir une première édition antérieure aux quatre connues jusqu'ici et, se fondant sur cet exemplaire annoté de la main du compositeur ainsi que sur le manuscrit original, il *présente actuellement* à Strasbourg une *« version de la création reconstituée, augmentée d'un fragment inédit de la scène de la chambre »* (au moment où Juliette hésite à boire le philtre).

*Sont rétablies également* certaines coupures, allant de quelques phrases du rôle de Capulet au premier acte jusqu'à des pages entières, tels un monologue préliminaire de Frère Laurent avant *que Roméo vienne le trouver* ainsi que la petite scène qui ouvre le dernier acte entre Frère Laurent et Frère Jean, *où l'on apprend* que le page n'a pas pu avertir Roméo. Enfin, le final du troisième acte avec les duels a été remodelé *« en utilisant les éléments forts de la version originale »* et partiellement *réorchestré* (comme l'air de Frère Laurent) par Paul Waeckel.

Fort de ces restitutions, *René* Terrasson a pris le parti de resserrer un peu la mazurka avec chœurs qui ouvre *le premier acte, et l'on ne saurait* lui reprocher d'avoir allégé un morceau dont le style fait tache *après le prologue; par ailleurs,* pour ne pas l'allonger démesurément par l'introduction du fragment inédit, le monologue de Juliette, au quatrième acte, a été amputé d'une soixantaine de mesures, en sorte *que* cela *revenait* à remplacer une partie d'un air (généralement supprimé dans les théâtres) *par une autre que l'auteur* n'avait pas cru devoir faire imprimer. Dans ce dernier cas on ne saurait dire que Gounod se soit beaucoup trompé : *sans être* de la meilleure veine, ce qui figure dans la partition semble préférable à ce qui a été abandonné dès avant la toute première édition.

### Le piège de l'original

*En revanche, dans la scène finale,* l'explosion *« Dieu de bonté, Dieu de clémence »,* primitivement rayée par le *compositeur,* aurait pu être coupée par René Terrasson; enfin, la célèbre valse écrite, comme celle de *Mireille,* pour satisfaire aux exigences de la créatrice, aurait dû disparaître avec elle. *On a eu peur, sans doute, de* choquer le public strasbourgeois, mais n'aurait-il pas dû alors protester *contre* l'absence du ballet ou du cortège nuptial qui furent, eux aussi, à l'origine, des concessions au grand opéra ?

Compte tenu du regain, que suscite actuellement *Roméo et Juliette,* il serait temps d'envisager la publication d'une partition intégrale, comportant les variantes *en appendice,* indiquant aussi clairement les coupures que les ajouts (en mentionnant *ce qui les a justifiés) et* suggérant le découpage le plus conforme aux intentions vraisemblables du compositeur. Il faudrait naturellement se méfier des pièges du prétendu retour à *l'original, qui rend contestable une* partie du travail de Fritz Oeser sur *Carmen,* car un compositeur ne se *fourvoie pas nécessairement* en modifiant sa partition au fil des répétitions ou des représentations.

*L'intérêt musicologique de* la *réalisation* strasbourgeoise fait passer au second plan les mérites de cette pro*duction représentative* de la qualité constante qui a fait la réputation de l'Opéra du Rhin. Sous la direction de Gabriel Chmura l'Orchestre philharmonique et les chœurs ont montré ce que la musique de *Gounod gagne* à être exécutée avec intelligence. La distribution réunissait Anne-Marie Blanzat, *beaucoup plus à l'aise dans* le rôle de Juliette qu'elle ne l'était à Nantes, en 1976, mais qui devrait *sortir un* peu de sa *réserve* dans les récitatifs, John Sandor (Roméo), qui met à rude épreuve des moyens évidents, ainsi que Bruce Kelly (Mercurio), Michel Lecocq (Tybalt) et Gérard Serkoyan (Frère Laurent), *tous trois* excellents.

On pourrait faire quelques réserves *sur les autres rôles,* ainsi que sur certains aspects un peu appuyés de la mise en scène de René Terrasson, *destinés à accentuer* la vitalité de Juliette et le sérieux « grotesque » de son entourage, ou *s'interroger sur* les vertus dramatiques du rideau de tulle, cependant le travail sérieux a des incidences positives qu'il ne faut pas mésestimer.

GÉRARD CONDÉ.

★ Prochaines représentations les 24, 26 et 30 avril à Strasbourg, les 6, 8 et 10 mai à Mulhouse, puis le 13 mai à Colmar.

■ **L'Orchestre philharmonique de Los Angeles ne viendra pas à Paris en mai pour le Festival Brahms, Carlo Maria Giulini y renonçant pour raisons de santé.**



### DANS ONZE VILLES D'ILE-DE-FRANCE

## « LA CLÉMENCE DE TITUS » ou une audace mal récompensée

Comment ne pas applaudir au groupement de douze établissements culturels dans l'Action lyrique d'Ile-de-France pour créer des opéras dans la région parisienne, qui en est *fort dépourvue,* et à l'audace de présenter *la Clémence de Titus,* dernier chef-d'œuvre de Mozart, dans onze villes différentes (1) ?

Les premières représentations à Créteil ont prouvé que le projet n'était pas chimérique : salle pleine (avec, il est vrai, le Tout-Paris musi*cal, le 16 avril*), *auditoire* captivé, grand succès public et une interprétation musicale d'une qualité qui dépasse l'attente. Malgré des moyens limités, Mozart est présenté dans une juste lumière.

Jacques Mercier a fait avec l'Orchestre de l'Ile-de-France un admirable travail, les sonorités *sont* belles, moelleuses, le style nerveux, les phrasés d'une courbe très pure, à *l'image* de cette musique translucide, et la distribution presque exclusivement française chante dans un excellent style, à défaut de vedettes : Danielle Galland, Vitellia de noble stature, mais voix un peu *blanche* et serrée, durcie par sa révolte et son ambition ; Cecilia Norick (Sextus), *un timbre d'une large* étoffe, vaillante malgré quelques difficultés dans les vocalises et une *expression parfois monocorde ;* Anna-Maria Holroyd (Annius), dont la voix assez charmante se raidit dans l'aigu ; Monique Pouradier-Duteil (Servilia), rayon de soleil de ce sombre drame, qui chante avec tant de souplesse et de grâce. Côté hommes, Robert Dumé donne une *réelle* présence à *un* Titus curieusement misérable et désespéré, qui convient à sa voix au timbre grison*nant, et* Pierre-Yves Le Maigat compose un Publius sarcastique, vrai *deus ex machina* dans son costume d'huissier ou de sacristain supérieur. Bon travail également du Chœur national.

Malheureusement, la réalisation d'Erik Krüger semble aberrante. Avant tout jugement, comment avoir pu imaginer une mise en scène « d'avant-garde » pour une œuvre inconnue de la majorité des spectateurs, qui, le plus souvent, n'ont jamais vu d'opéra et auront déjà bien *du mal* à débrouiller cette intrigue psychologique où s'entre-déchirent quatre femmes, dont deux (Sextus et Annius) incarnent des hommes ?

Le dispositif scénique d'Alain Abitbol, sans être beau, s'adapte du moins très habilement aux conditions problématiques de onze salles *différentes* : sous un chapiteau à claire-voie doté d'impressionnants éclairages, une structure métallique recrée un petit théâtre à la scène étroite surélevée, complétée par deux galeries circulaires servant de coulisses et participant par moments à l'action ; l'orchestre se trouve sous le *plateau.*

Mais on ne comprend pas pourquoi *la Clémence de Titus* se déroule *dans l'enfer* de Dante, *revu par* Gustave Doré, avec des damnés dans les placards, des bras s'enroulant autour des colonnes, la foule romaine, et Titus lui-même, en haillons, rampant comme de misérables larves autour de la cuirasse vide de l'empereur, jouant le rôle de la statue du *Commandeur, image* sans doute de *« l'ultime réapparition coercitive de Léopold Mozart ». Comment* d'une musique aussi parfaite, jusqu'à l'abstraction lumineuse, un bric-à-brac de visions aussi bizarres a-t-il pu surgir ?

N'est-ce point pousser à l'extrême l'amitié que Titus portait à Sextus que de les montrer dans un corps à corps frénétique, l'empereur enfouissant sa *tête* dans le ventre de celui qui, quelques instants auparavant, a tenté de le tuer (rondo de Sextus, « *De per questo* ») ?

Une belle occasion a été manquée, et c'est grand dommage pour les artisans de ce *spectacle* minutieusement réglé, où ils ont visiblement tant donné d'eux-mêmes.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Choisy-le-Roi (le 19 avril), le Vésinet (le 20), Saint-Quentin-en-Yvelines (le 22), puis Poissy, Villeparisis, Versailles, Aulnay-sous-bois, Chelles, Bezons, Cergy-Pontoise. Ces représentations sont subventionnées par le Conseil régional de l'Ile-de-France et la direction de la musique du ministère de la culture.

### Le Xe Salon international

Au CNIT, à la Défense, sur 30 000 mètres carrés, le Salon de la musique a connu, du 10 au 17 avril, une affluence record. A sa dixième édition, la manifestation organisée par Bernard Becker a pris une ampleur et se revêt d'*ambitions qu'on* ne lui connaissait pas les années passées au Parc floral de Vincennes.

*Deux cent trente exposants* étaient là : marchands derrière leurs stands, disposés à laisser les intéressés essayer *pianos,* flûtes à bec, batteries, boîtes à rythmes électroniques et autres synthétiseurs de sons, au total neuf mille instruments. A côté d'eux, des éditeurs de musique, des conservateurs de la phonothèque nationale... Des professionnels en tout genre capables de donner adresses d'écoles, coordonnées de festivals ou tuyaux sur la composition électro-acoustique, proposaient pour certains des ateliers d'initiation. A l'intention des enfants étaient projetés des dessins animés musicaux, et des concerts tous azimuts ont eu lieu presque à chaque heure. — M. L. B.



## THÉATRE

### «ERENDIRA», au TEP

La jeune Erendira est l'esclave de sa grand-mère, belle et grosse comme une « baleine blanche », et qui l'emmène sur les routes, la prostitue, ramasse les sous, sera tuée par Ulysse, beau garçon amoureux de l'adolescente. Non sans peine, d'ailleurs, car elle résiste, la monstresse, et elle revivra dans Erendira.

L'histoire fait partie d'un recueil de Gabriel Garcia Marquez. Augusto Boal l'a adaptée pour le théâtre, l'a découpée en tableaux et y a intercalé des *fragments* d'autres nouvelles. Ce faisant, il brise le flux puissant des phrases bariolées, le mouvement *qui fait* naître des visions fantasques, épicées de cruauté. Refusant le folklore frénético-tropical, Augusto Boal traduit l'innocence plutôt que l'exubérance. Il choisit la simplicité des mouvements, des gestes rudimentaires — avec solos d'improvisations très scolaires. *Tournant* en rond sur une piste de cirque, les acteurs crient en prenant des temps ; on dirait qu'ils *s'appellent* de loin. Tout le spectacle paraît engoncé, sur le modèle de Marina Vlady dans sa carcasse de « baleine blanche » d'où sortent son joli visage, sa voix douce.

Décidément, le théâtre est un dieux pervers, et, de l'innocence, il ne fait qu'une bouchée.

COLETTE GODARD.

★ TEP — 20 h 30.

## EN BREF

■ **Le réalisateur américain Steve Gordon est mort à New-York des suites d'une crise cardiaque le dimanche 10 avril. Il était âgé de quarante-quatre ans.**

[Steve Gordon avait commencé sa carrière dans les années 60 en écrivant de nombreux scénarios pour la télévision, puis pour le cinéma. En 1980, il avait écrit *et mis en scène Arthur,* avec Dudley Moore et Liza Minelli, succès commercial qui obtint un « Academy Award » du meilleur film.]

■ **Le premier Festival du film d'animation et les cinquièmes Rencontres internationales du cinéma d'animation (les RICA jusque-là organisées à Annecy) qui devaient se dérouler à Marseille, au Palais des congrès, du 12 au 16 avril, auront finalement lieu du 28 juin au 2 juillet inclus (toujours à Marseille). Le report des manifestations est dû au retard apporté à l'examen des dossiers de financement du nouveau festival.**

**Renseignements : AFCA, 21, rue de La Tour d'Auvergne, 75009 Paris. Tél. : 878-59-88.**

■ **Le Grand Prix du deuxième Festival international du film policier de Cognac a été remporté le 17 avril par « quarante-huit heures », de Walter Hill (Etats-Unis).**

■ **Les troisièmes « Provinciales du théâtre » organisées par la Rose des Vents à Villeneuve-d'Ascq (Nord) auront lieu du 7 mai au 7 juin : douze spectacles français et étrangers seront présentés. Renseignements : 20-91-38-35.**



*Lu*

### « ANNÉES D'ENFANCE », de Jona Oberski

## Le voyage en enfer

Il faudrait lire *Années d'enfance* comme l'auteur l'a écrit : dans l'innocence des impressions, en deçà des opinions préconçues. Il faudrait aussi éviter la référence au *Journal d'Anne Frank.* Né à Amsterdam en 1938, Jona Oberski n'avait que cinq ans lorsque a *commencé ce qui est ici raconté :* le voyage d'un enfant dans l'enfer de la déportation.

Le récit est *découpé en* séquences nues, *désignées* par des éléments qui renvoient à une *réalité perçue abstraitement,* dans la pure vision de l'immédiat et du sensible : «Erreur», «Rassemblement», «Ombre», «Soupe», «Soldats». L'art est celui, tenu, retenu, de la litote : *dire le moins* pour faire entendre le plus.

La dénégation initiale de la mère : *« N'aie pas peur, tout va bien, je suis avec toi »,* et l'affirmation récurrente du narrateur : *« J'ai dit* (ou : *J'ai crié) que je n'étais plus un petit enfant »* font sourdre l'horreur sous le signe de l'inconscience.

*Les stations de l'enfer,* il nous faut les imaginer à nouveau : l'angoisse de l'attente, la brutalité de l'arrestation, la douceur de certains gestes, le passage de l'*obscène* au banal. *Les* épreuves se résument en deux noms : ceux des camps, hollandais, de *Westerbork* et, allemand, de Bergen-Belsen.

### « Je cherchais mon père »

Le père et la mère, voyageurs sans retour, espèrent que leur fils leur survivra pour témoigner : *« Et elle disait constamment que je devais m'en souvenir. »* On a beau connaître cela, tant de fois rapporté, l'émotion monte et revient parce que nommer l'innommable demeure un scandale qui fait déferler la honte.

Honte lors de la scène où les parents tentent, sous les regards inexpressifs et obstinés de l'enfant, une impossible, ultime étreinte. *Honte* au moment où le narrateur libéré cède à l'incontinence urinaire à côté de Trude, la compagne protectrice : *« Je sentais mes jambes et mon ventre devenir chauds et humides. Je souhaitais que tout mon corps le devienne aussi. »*

Phrases courtes et closes, à la syntaxe réduite ; lexique obsédant : « mon père », « ma mère », « gamelles », « baraques », « pommes de terre », « Boches », « mirador », « corps » ; style en proie au double *effet du choc et de l'anesthésie,* comme dans la séquence de l'ossuaire : *« Alors, j'ai vu les morts. Il y avait des ballots par terre. De certains dépassaient des membres. Il y avait des corps humains nus. (...) Je me suis retourné du côté des corps. Je cherchais mon père. »*

SERGE KOSTER.

★ Traduit du néerlandais par Philippe Noble. Mercure de France, 162 pages, 54 F.

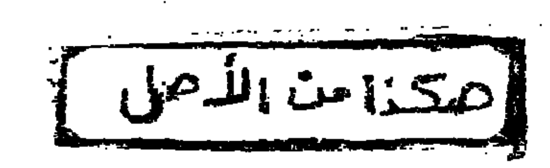












# SPECTACLES

## CINÉMA

### QUATRE FESTIVALS A PARIS

## Toutes les sensibilités

Le printemps et l'approche du Festival de Cannes contribuent davantage chaque année à accélérer les pulsations de la vie cinématographique parisienne, comme si chacun menait un ultime combat pour mieux rassembler ses troupes avant le *grand jamboree* de la Croisette. Chacun y reconnaîtra les siens, pour autant que le public suive, s'intéresse, pose et se pose des questions. Quatre manifestations se font ainsi concurrence en cette seconde moitié d'avril, ouvertes sur toutes les cultures, toutes les sensibilités.

*Images d'Asie du Sud-Est,* au musée Guimet, coïncide avec la *réouverture* de la grande salle de culture khmère. La trentaine de films retenus, une bonne partie d'origine française, visent à *« donner un aperçu, forcément très limité, de la richesse et de la diversité des patrimoines culturels de l'Asie du Sud-Est, que le point de vue soit celui de l'ethnologue ou de l'historien d'art, qu'il s'agisse d'archéologie ou de la représentation plastique de grands sujets de littérature ancienne, traditionnelle ou moderne. »* La tâche est immense, les cinéastes souvent peu connus (sauf Frédéric Rossif ou Charles Brabant), le septième art se met au service de disciplines consacrées. Souhaitons que les projections, contrairement à ce qui s'est produit il y a peu de temps avec des films japonais, aient lieu sans trop de problèmes techniques.

Le plus massif, le plus englobant, le Festival international de la culture juive prend la *suite* du premier Festival international du cinéma juif de 1982. Le propos s'est élargi jusqu'à inclure tout film *qui* relève, de quelque manière, de la culture juive, soit par le sujet traité, soit par la personnalité de l'auteur, ou les deux. Des œuvres hollywoodiennes anciennes et récentes (D.W. Griffith, Frank Capra, Charles Chaplin, Mel Brooks, Jerry Lewis, les Marx Brothers), un classique tchèque comme *Transport au paradis,* de Zbynek Brynych, *le Procès,* d'Orson Welles, *les Guichets du Louvre,* de Michel Mitrani, côtoient les documentaires progressistes israéliens d'Edna Politi. Trois soirées, centrées sur le thème *« Développer l'exigence éthique du judaïsme : le dialogue avec l'autre »,* sont consacrées aux peuples arménien, palestinien et tzigane, avec des films d'Elia Kazan, de Michel Khleifi, de Tony Gatlif et Jean Schmidt.

*Plus modeste* mais non moins indispensable, le Festival du film arabe de l'ancien Action République *« estime le moment venu de faire découvrir à la critique et au public français l'existence d'un jeune cinéma arabe de qualité ».* Une vingtaine d'œuvres de cinéastes peu connus ou inconnus en France ont été sélectionnées. Un hommage était rendu, samedi 16 avril, en sa présence, à Shadi Abdessalam, qui a lui-même retenu des films d'Egyptiens comme Kalim Selim, Salah Abou Seif et Tewfik Salah, cependant que l'Association pour le film arabe montre cinq classiques : *Traces* (Maroc), *Sejnane* (Tunisie), *la Mer cruelle* (Koweït), *les Poules* (Syrie) et *les Assoiffés* (Irak).

Plus effacée, mais la plus riche de sens peut-être dans les circonstances actuelles, la Semaine du cinéma iranien propose un choix de films tournés entre 1971 et 1980, *« c'est-à-dire dans une période qui va de l'époque du shah à la « révolution islamique »... La plupart des réalisateurs (Darioush Mehrdjoui, Shahid Saless, Parviz Kimiavi) vivent aujourd'hui en exil. De ceux qui sont restés, on ne sait plus grand-chose, sauf qu'ils ont cessé de tourner ».*

Ces projections, toutes ces projections, n'ont de sens que si quelques-*uns des meilleurs films — nous ne parlons pas des productions hollywoodiennes; bien introduites sur notre marché —* se voient enfin offrir la chance réelle d'atteindre un plus large public, sur le grand ou le petit écran. Nous sommes loin du compte.

**LOUIS MARCORELLES.**

★ Images d'Asie du Sud-Est (jusqu'au 26 avril), Musée Guimet.

★ Festival international de la culture juive, cinémas Les Acacias et Studio-Etoile (jusqu'au 26 avril) ; Cinémathèque Chaillot (du 27 avril au 3 mai).

★ Festival du film arabe, Républic Cinémas (jusqu'au 26 avril).

★ Semaine du cinéma iranien, Rivoli-Beaubourg (du 20 au 26 avril).

### « BALLES PERDUES », de Jean-Louis Comolli

## Elle lisait trop de romans policiers

Andréa Ferreol, qui s'appelle Maryvonne, est employée de maison chez un diamantaire. Lorsque son service lui en laisse le loisir (mais, au besoin, elle le prend), Maryvonne se plonge dans des romans de la Série noire en dégustant des chocolats. Un soir, elle trouve son patron assassiné dans son bureau. Une pochette d'allumettes portant le nom et le téléphone d'un détective privé, Sam Witchner, lui donne l'idée de faire appel à celui-ci. Or ce Sam n'est pas détective privé. Il va le devenir à cause de Maryvonne.

Le nouveau film de Jean-Louis Comolli *n'est pas* — inutile de lui en faire reproche, il tente autre chose, c'est bien son droit — politique comme les précédents, *la Cécilia* et *l'Ombre rouge.* C'est un film burlesque, loufoque, tiré d'un roman de la Série noire déjà ancien de Clarence Weff, pseudonyme de Claude Valletti, écrivain, scénariste, dialoguiste et père de Serge Valletti, qui joue le rôle de Sam.

*« A force d'écrire des choses horribles, les choses horribles finissent par arriver »,* disait Michel Simon dans *Drôle de drame,* de Carné, et Prévert, où il était lui-même un auteur de romans criminel, sous un pseudonyme. La référence s'impose. Comolli reprend, dans l'époque contemporaine, le non-sens de *Drôle de drame.* Andréa Ferreol remplace en somme Michel Simon, car, à force de *lire* des choses horribles, *elle les voit arriver,* elle s'en délecte, elle vit, à côté du réel, dans un monde de cadavres et de tueurs, d'aventures où *elle s'engage* avec la propre logique de sa mythomanie. Dès lors, Maryvonne se comporte comme elle l'aurait fait dans un roman policier.

*On se délecte à voir Andréa Ferreol* interpréter, avec un naturel stupéfiant, cette brave fille réalisant l'imaginaire dont elle se nourrit quotidiennement. L'humour ne vient pas d'elle, mais de la mise ne scène, enregistrant les conséquences de ses actes, créant, à partir d'elle, un univers façon bandes dessinées, où passent des personnages bizarres, inquiétants, où le faux détective, hurluberlu à la Prévert, apporte à Maryvonne tout le comique involontaire de son amateurisme et, à la longue, son amitié.

Comolli entretient jusqu'au bout ce décalage, même si l'enquête aboutit à la découverte de l'auteur du crime. Ce travail de mise en scène, relevé par l'aspect surréaliste des décors, des couleurs, s'oppose, évidemment, aux méthodes de fabrication actuelles du « cinépolar » français. Les autres interprètes, tels Capucine, André Dupont, Micky Sebastien, sont des figures apparaissant et disparaissant selon le jeu mené par le couple de détectives improvisés. Seule, Maria Schneider, très subtilement utilisée, fascinante d'ambiguïté, échappe à ce jeu. Elle est le vrai secret du film, la « dame de pique » du destin, l'héroïne de film noir qui, à la fin, semble s'envoler *dans un costume blanc de rêve,* au milieu d'une gare de triage.

**JACQUES SICLIER.**

★ Voir les films nouveaux.



# théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

OUTRAGE AUX BONNES MŒURS - Hébertot (387-23-23), 21 h.
CREPUSCULE - JTN (271-51-00), 20 h 30.
L'UNE ET L'AUTRE - Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30.
VITTORIO GASSMAN - Mogador (258-45-30), 20 h 30.
HUIS CLOS - Ennatt (874-44-30), 20 h 30.

### *Les salles subventionnées et municipales*

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Erzsebet/Paillasse.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Médecin volant/Amphitryon.
TEP décentralisé : le Rouge aux lèvres, 21 h.
BEAUBOURG (277-12-33). Débats : de 14 h à 19 h : carte blanche à la revue « Sud » ; à 21 h : « Tranlowry » et « Après une légère indisposition de Jean Paris » - Cinéma/vidéo : 14 h à 19 h : carte blanche aux Editions Fata Morgana.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). Concerts : à 18 h 30 : F. Clidat/L. Sabitch (soprano) (Schubert, Wagner, Liszt, Duparc) : à 20 h 30 : Orchestre symphonique de Radio-Luxembourg, Direction L. Hager (Mendelssohn, Berlioz, Schumann).

### *Les autres salles*

AMERICAN CENTER (321-42-20), 21 h : l'Exil des cantons Pisans.
ARC (723-61-27), 20 h 30 : Journal intime.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : Monsieur Milord.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 18 h 30 : Si Guitry m'était chanté.
FONTAINE (874-74-40), 20 h 15 : Vive les femmes.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.
MARIGNY, Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.
POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Sol, je m'égalomane à moi-même.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : Six heures plus tard.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Lettres de guerre ; 22 h : les Emigrés.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Merci Appoline.

### *Les cafés-théâtres*

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Service non compris.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. — II. 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. — II. 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 21 h 30 : De la fantaisie dans l'orangeade ; 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le berceau du gamin.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : Attendons la fanfare ; 21 h 15 : L'Amant.
PATACHON (606-90-20), 20 h 30 : Un sifflet dans la tête.
POINT-VIRGULE (278-67-03) 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Elle voit des géants partout.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 18 h 30 : J'ai peur chéri ; 20 h 30 : Si Marilyn... ; 21 h 30 : Soirées bourgeoises ; 22 h 30 : S. Bancara.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**
**281-26-20 +**
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

## *Lundi 18 avril*

### *Les chansonniers*

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la courte-paye.
THÉATRE DES DEUX ANES (606-10-26), 21 h. A vos ronds... Fisc.

### *Le music-hall*

BOBINO (322-74-84), 20 h 45, hommage à E. Piaf.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h 30, M. Carta, M. Sosa, B. Wootton.
THÉATRE DU JARDIN (745-23-72), 20 h 45 : J. Douai.
THÉATRE DE PARIS (280-09-30), 18 h 30 : Toulai.
TROTTOIRS DE BUENOS AIRES (260-44-41), 21 h 30 : Josefina.

### *Les concerts*

CITÉ INTERNATIONALE, Grand théâtre, 20 h 30 : E. Kotzia (Giulliani, Bach, Albeniz...).
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : R. Oleg, G. Robbins (mozart, Janacek, Debussy...).
RANELAGH, 18 h 30 : T. Ozkan (musiques traditionnelles de Turquie).
LUCERNAIRE, 19 h 45 : G. et L. Conte (Satie, Ravel, Poulenc...).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : A.-S. Mutter, A. Weissenberg (Brahms).
CENTRE GEORGES-POMPIDOU, 20 h 30 : Ensemble 2e2m (Finissy, Risset, Monnet, Dusapin, Clementi).
FIAP, 20 h 30 : K. Koleva (Bach, Beethoven, Brahms...).
ESPACE CARDIN, 20 h 30 : J. Rodhes.
ÉGLISE SAINT-LOUIS EN L'ILE, 20 h 15 : Newton South High School Orchestra, dir. G. Duckel et D. Levenson (Bach, Barber, Bartok...).
THÉATRE DE LA PLAINE, 20 h 30 : Strangnas Kammarensemble (Telemann, Hakansson, J.-Ch. Bach...).
SALLE CORTOT, 20 h 45 : E. Erlendsdottir (Schönberg, Hallgrimsson, Berg...).
THÉATRE LA BRUYÈRE, 20 h 30 : Ensemble Instrumental La Bruyère (Wolf, Reicha, Wagner, Spohr).

### *Jazz, pop, rock, folk*

ARC (723-61-27), 20 h 30 : M. Solal.
CASINO DE PARIS (285-00-39), 21 h : Dexis Midnight Runners.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : R. Franc.
ELDORADO (208-45-42), 21 h : A. Andersen.
FORUM (297-53-39), 21 h : Ch. Lete/A. Nozati, M. Ali/Billy Bang/P. Kowald/F. Lowe.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h : C. Anconina.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Tania Maria.
PALAIS DES SPORTS DE SAINT-OUEN, 20 h : Santana.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : M. Perez, O. Hutman, D. Di Piazza, M. Sabiani.

### *En région parisienne*

BOUSSY ST-ANTOINE, la Ferme (900-98-37), à 21 h : le Maître d'Epreuve.
LE KREMLIN-BICÊTRE, Hôpital (rens. : 271-51-00), 20 h 45 : Climats tempérés.
MEUDON, CCM (626-41-20), 20 h 30 : J. Berrichon, G. Langoureau.
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), Combat de nègre et de chiens.
VINCENNES, Th. D. Sorano (374-73-74), 21 h, Gru-Gru.

# cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

### *La Cinémathèque*

CHAILLOT (704-24-24)

21 h, Panorama du cinéma australien 1919/1982 : Newsfront, de P. Noyce.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h : le Monstre, de V. Guest ; 19 h, Rétrospective « Berlin et le cinéma » (Valence, 1983) : Libération, de Y. Ozerov.

### *Les exclusivités*

L'AFRICAIN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).
ALL BY MYSELF (A., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) (H. spéc.).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54).
L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
BANZAI (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (828-42-27) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) ;
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12).
BERLIN HARLEM (All.) (**) (v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
BEYROUTH LA RENCONTRE (v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. spéc.).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Montparnasse, 8e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Cinoche, 6e (633-10-82).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-25-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Mayfair, 16e (527-27-06) ; Wepler, 18e (522-46-01).
DANTON (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. spéc.).

# SPECTACLES

**DARK CRYSTAL** (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) - V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

**LE DÉMON DANS L'ÎLE** (Fr.) (**) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

**LE DERNIER COMBAT** (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

**LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE** (Bots. - A., v.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

**DIVA** (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

**L'ÉCRAN MAGIQUE** (It., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

**EFFRACTION** (Fr.) (*) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

**E.T. L'EXTRA-TERRESTRE** (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; V.f. : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

**FANNY ET ALEXANDRE** (Suéd., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Murats, 16e (651-99-75) - V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97).

**LA FEMME DE CAUCHEMAR** (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

**FUCKING CITY** (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).

**GANDHI** (Ang., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) - V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Victor Hugo Pathé, 16e (727-49-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

**LA GUERRE DU FEU** (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

**HYSTERICAL** (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) - V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

**IDENTIFICATION D'UNE FEMME** (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

**L'IMPÉRATIF** (All., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

**L'INDIC** (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-42-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Magic, 15e (828-20-64) ; Murats, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

**J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE** (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

**MAYA L'ABEILLE** (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

**MERRY GO ROUND** (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Petite Salle, 14e (542-67-42).

**LES MISÉRABLES** (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

**MONSIGNORE** (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ermitage, 8e (359-15-71) - V.f. : U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).

**MORTELLE RANDONNÉE** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

**MY DINNER WITH ANDRE** (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

**OFFICIER ET GENTLEMAN** (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

**L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III** (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

**PAULINE À LA PLAGE** (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

**LA PETITE BANDE** (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

**PROSTITUTE** (Ang., v.o.) (**) : Movies, 1er (260-43-99) ; Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

**RAMBO** (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

**REVIENS JIMMY DEAN REVIENS** (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

**LES SACRIFIÉS** (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic, 14e (542-67-42). (H.spéc.)

**SANS RETOUR** (*) (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; v.f. : Gaîté Boulevards, 2e (233-67-06).

**SANS SOLEIL** (Fr.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

**SI ELLE DIT OUI... JE NE DIS PAS NON** (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

**SUPERVIXENS** (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevards, 9e (770-10-41).

**THE VERDICT** (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

**TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL ?** (You., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

## LES FILMS NOUVEAUX

**ATOMIC CAFÉ**, film américain de Kevin et Pierre Rafferty et Jayne Loader, v.o. : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepot, 14e (542-67-42).

**BALLES PERDUES**, film français de Jean-Louis Comolli : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

**ÉDITH ET MARCEL**, film français de Claude Lelouch : Forum, 1er (297-53-74) ; Grand-Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; U.G.G.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

**LE MONDE SELON GARP**, film américain de Georges Roy Hill, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70 ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

**T'ES FOU JERRY**, (Smorgasbord), film américain de Jerry Lewis, v.o. : Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) , Ambassade, 8e (359-19-08) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85) ; v.f. : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).

**TOOTSIE** (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) - V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Nation, 12e (243-04-67) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

**TRAVAIL AU NOIR** (Ang., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

**LA TRAVIATA** (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

**TRON** (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

**TYGRA, LA GLACE ET LE FEU** (A., v.o.) : Forum, 1er (287-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

**LA ULTIMA CENA** (Cub.) : Épée-de-Bois, 5e (337-57-47).

**UN DIMANCHE DE FLIC** (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

**LES UNS ET LES AUTRES** (Fr.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

**VICTOR, VICTORIA** (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

**Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ?** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount City, 8e (562-45-76) - V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

**YOL** (Turc, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

## *Les grandes reprises*

**AGUIRRE LA COLÈRE DE DIEU** (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

**ALLEZ COUCHER AILLEURS !** (A., v.o.) : Action Écoles, 5e (325-72-07).

**ALLEMAGNE MÈRE BLAFARDE** (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

**ANTONIETA** (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

**APOCALYPSE NOW** (A., v.o.) (*) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

**LES ARISTOCHATS** (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

**ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES** (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (354-47-62).

**BAS LES MASQUES** (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

**LA BÊTE** (Fr.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).

**CABARET** (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

**DEEP END** (Ang., vo.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

**DELIVRANCE** (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

**LE DÉMON S'ÉVEILLE LA NUIT** (All., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).

**LE DERNIER MÉTRO** (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

**EMMANUELLE** (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

**L'ÉPOUVANTAIL** (A., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

**L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE** (A., v.o.) : Danton, 6e (329-42-62) ; V.F. Arcades, 2e (233-54-58) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

**ET TOUT LE MONDE RIAIT** (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

**ERASERHEAD** (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

**FITZCARRALDO** (All., v.o.) : Lucernaire, 6e ((544-57-34).

**FRANKENSTEIN JR** (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

**GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR** (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

**HELLZAPOPPIN** (A. v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

**L'ÎLE SUR LE TOIT DU MONDE** (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

**JEREMIAH JOHNSON** (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

**JÉSUS DE NAZARETH** (It., v.f.) : (1re partie), (2e partie), Grand Pavois, 15e (554-46-85).

**LE LAURÉAT** (A., v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-25).

**MACADAM COW BOY** (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

**MA FEMME EST UNE SORCIÈRE** (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

**MIDNIGHT EXPRESS** (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

**LE MOUCHARD** (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

**MOURIR A TRENTE ANS** (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

**LE MYSTÈRE PICASSO** (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

**LA NUIT DE VARENNES** (Hsp) : Denfert, 14e (321-41-01).

**ORFEU NEGRO** (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04).

**PANIQUE A NEEDLE PARK** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

**PINOCCHIO** (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

**PORTIER DE NUIT** (It.,vo.) (**) : Parnassiens, 14e (320-30-19) ; (V.f.) Arcades, 2e (233-54-58).

**POSSESSION** (A., v.o) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

**LES RUELLES DU MALHEUR** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

**SATYRICON** (It., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

**SAYAT NOVA** (Sov. v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

**LE SHÉRIF EST EN PRISON** (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

**LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND** (Ang., v.o.) : Logos, 5e (354-26-42).

**SUNSET BOULEVARD** (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).

**TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER** (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).

**LE VIOLENT** (A., v.o.) : Action Lafayette, 9e (878-80-50).

## *Les festivals*

**BUSTER KEATON** : Marais, 4e (278-47-86) : la Croisière du Navigator.

**MARX BROTHERS** (v.o.) : Action-Écoles, 5e (325-72-07) : la Soupe au canard.

**HUMPHREY BOGART** (v.o.) : Action-Lafayette, 9e (878-80-50) : le Port de l'angoisse.

**CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE** : la Péniche des arts, 16e (527-77-55).

**FILMS D'AMOUR** (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : la Valse dans l'ombre.

**DUSTIN HOFFMAN** (v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 20 h 30 : John and Mary ; 22 h 15 : Alfredo, Alfredo.

**ROBERT ALTMAN** (v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 17 h 30 : John Mac Cabe ; 20 h 15 : Un mariage.

**INGMAR BERGMAN** (v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11) : 16 h : la Source ; 18 h : l'Heure du loup ; 20 h : Sonate d'automne ; 22 h : Persona.

**FRED ASTAIRE** (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Top Hat.

**ERIC ROHMER** : Studio 43, 9e (770-63-40) : 22 h ; le Signe du lion ; 18 h : Paris vu par ; la Carrière de Suzanne ; la Boulangère de Monceau ; 20 h : le Beau Mariage.

**SOIRÉE BEYROUTH MA VILLE** : Républic-Cinémas, 11e (805-51-33) : 18 h : le Chauffeur d'autobus ; 20 h : la Volonté ; 22 h : le Malheur des uns ; débat avec les jeunes cinéastes dirigé par S. Daney en présence d'Astrovale.

**2e FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA JUIF** : Studio de l'Étoile, 17e (380-42-05) (v.o. et v.f.) ; Acacias, 17e (764-97-83) (v.o.). Cinq films par jour.

# RADIO-TÉLÉVISION

## Lundi 18 avril

### PREMIÈRE CHAINE : TF1

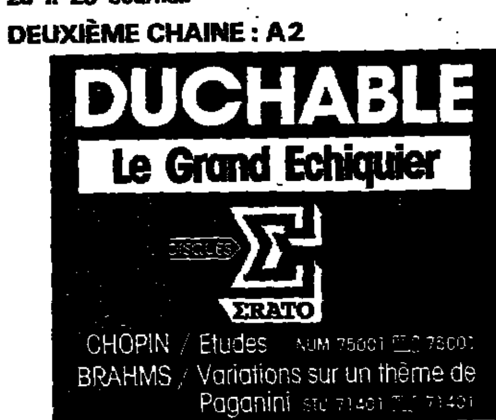



**20 h 35 Film : Martin Roumagnac.**
Film français de G. Lacombe (1946), avec M. Dietrich, J. Gabin, M. Lion, M. Herrand, D. Gélin (N.).
*Dans une ville de province, un entrepreneur de maçonnerie est séduit par une aventurière qui s'est donné une apparence de respectabilité. Il se ruine pour elle.*
*Deux vedettes mythiques et non des moindres, Marlène Dietrich et Jean Gabin, réunies dans un film français, rappelant le « réalisme poétique des années 30 par son atmosphère de passion et de fatalité.*

**22 h 25 Magazine économique : L'enjeu,**
de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller.
*Au sommaire : les grands contrats internationaux de la France (Technip au Maroc, Creusot-Loire au Brésil, Thomson en Égypte) ; les trente-cinq heures (à Kronenbourg, à la MAIF, à CIT-Alcatel) ; Régine, reine de la nuit ; les nouveaux actionnaires.*

**23 h 25 Journal.**

### DEUXIÈME CHAINE : A2




**20 h 35 Le grand échiquier,**
de J. Chancel.
*Autour de l'écrivain Patrick Segal et du pianiste François Duchable : l'Orchestre de Chambéry et de la Savoie, D. Lockwood, Kiri Te Kanawa, Romain Didier, etc.*

**23 h 15 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**20 h 35 Film : Moi, fleur bleue.**
Film français d'E. Le Hung (1977), avec J. Yanne, J. Foster, S. Rome, B. Giraudeau, L. Kedrova.
*Un chauffeur routier s'éprend d'une très jolie femme, mannequin. La sœur de celle-ci, adolescente qui veut perdre sa virginité, découvre l'amour romantique avec un poète.*
*Univers populiste s'élevant au-dessus de la réalité quotidienne par les sentiments.*

**22 h 10 Journal.**

**22 h 30 Magazine : Thalassa.**
De G. Pernoud.
*Phares et balises, trois cents millions à la mer : le prix de la sécurité.*

**23 h 6 Une minute pour une image.**
D'Agnès Varda.

**23 h 10 Prélude à la nuit.**
Les Quatre Saisons, *de Vivaldi « le Printemps », par l'Orchestre des solistes de l'Opéra de Paris.*




### FRANCE-CULTURE

20 h, « La princesse Blanche », de M. Regnault, d'après Rilke. Avec M. Bouquet, R. Bret, C. Laborde...
21 h, L'autre scène, ou les vivants et les dieux : la Modération selon Montesquieu, avec B. Manin.
22 h 30, Nuits magnétiques.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct de la salle de concert de la faculté de musique de l'université de Cambridge, West Road) : concert final du concours des journées internationales du quatuor à cordes ; Quatuor Artis (Radio autrichienne) ; Quatuor Berwald (Radio suédoise) ; Quatuor Rafael (N.O.S.) ; Quatuor Brodsky (U.K.L.B.) ; Quatuor Coull Strings Quartett (B.B.C.).
22 h 45, Fréquence de nuit : portraits-robots ; œuvres de Rameau, Forqueray, Duphly, Weiss, Boulez.

## Mardi 19 avril

### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

**11 h 15 Vision plus.**
**12 h HF 12 (info.)**
**12 h 30 Atout cœur.**
**13 h Journal.**
**13 h 45 Féminin présent.**
A votre santé ; à 14 h 5, Émissions pédagogiques ; à 14 h 25, Feuilleton : Section contre-enquête ; à 16 h 55, les Pique-talosse.
**18 h C'est à vous.**
**18 h 25 Le village dans les nuages.**
**18 h 50 Histoire d'en rire.**
**19 h 5 Météorologie.**
**19 h 15 Émissions régionales.**
**19 h 45 S'il vous plaît.**
**20 h Journal.**
**20 h 30 D'accord, pas d'accord.**
**20 h 35 Magazine scientifique : Saga.**
De M. Tréguer.
*Associer les Français à la vie de l'esprit, aux dernières connaissances scientifiques, sciences exactes ou humaines... telle est l'ambition de ce nouveau magazine d'information.*
**21 h 40 Café-théâtre : spectacle Pierre Dac.**
Réal. J. Plait. « Les Pensées », « le Schmilblic », « Phèdre », *interprétés par la Compagnie Jean-Baptiste Plait.*
**22 h 50 Court métrage : Porté par la voix.**
De M. Davaud. *Vocalises d'un ténor, premiers cris de l'enfant... plusieurs approches des phénomènes vocaux.*
**23 h 20 Journal.**

### DEUXIÈME CHAINE : A2

**10 h 30 ANTIOPE.**
**12 h Journal (et à 12 h 45).**
**12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.**
**13 h 35 Émissions régionales.**
**13 h 50 Série : la Vie des autres.**
**14 h 5 Aujourd'hui la vie.**
**15 h 5 Série : Têtes brûlées.**
**15 h 55 Reprise : la Chasse aux trésors** (dif. dimanche 17).
**16 h 45 Entre vous, de L. Bériot.**
*Les Auxiliaires des aveugles ; châteaux en Vexin.*
**17 h 45 Récré A 2.**
**18 h 30 C'est la vie.**
**18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.**
**19 h 15 Émissions régionales.**
**19 h 40 Le théâtre de Bouvard.**
**20 h Journal.**
**20 h 30 D'accord, pas d'accord.**
*La sécurité des consommateurs.*
**20 h 40 Film : Maigret voit rouge.**
Film français de Gilles Grangier (1963), avec J. Gabin, V. Sanipoli, F. Fabian, B. Harris, G. Decomble (N. rediffusion).
*Maigret enquête à Pigalle sur une affaire criminelle découverte par l'inspecteur Lognon. Il ne peut tolérer que des gangsters américains règlent leurs comptes à Paris.*
*Film policier de série dont on ne sent pas – malgré les noms des personnages – qu'il est tiré d'un roman de Simenon. Ressemble plutôt à une « série noire » française, très moyenne.*
**22 h 10 Magazine lire, c'est vivre.**
De P. Dumayet : Souvenirs de la maison des morts, de Dostoïevski.
*Du bagne enduré par Dostoïevski en 1848 au goulag de Chalamov : une lecture du romancier russe approfondie par des témoignages de dissidents, victimes des purges staliniennes.*
**23 h 5 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**18 h 30 Pour les jeunes.**
**18 h 55 Tribune libre.**
Amnesty International.
**19 h 10 Journal.**
**19 h 15 Émissions régionales.**
**19 h 50 Dessin animé : Tintin.**
**20 h Les jeux.**
**20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).**
**20 h 35 Film (hommage à L. de Funès) : l'Avare.**
Film français de Jean Girault et L. de Funès (1979), avec L. de Funès, F. Savid, C. Dupray, H. Bellon, M. Galabru, G. Gensac.
*En 1668, un bourgeois veuf, riche et avare, se conduit en tyran vis à vis de ses enfants et de ses domestiques : tout le monde se ligue pour le duper.*
*La pièce de Molière respectée dans le texte mais adaptée d'une façon bâtarde, entre la stylisation théâtrale et le comique façon « gendarme de Saint-Tropez ». Louis de Funès s'est mêlé de la mise en scène, il a joué Harpagon à sa manière habituelle.*
**22 h 20 Journal.**
**22 h 48 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.**
**22 h 50 Prélude à la nuit.**
*« L'Été », de Vivaldi, par l'Orchestre des solistes de l'Opéra de Paris, avec Pierre Doukan au violon.*

### FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : La diffusion du livre en France. Le monde au futur.
8 h, Les chemins de la connaissance : Kenneth White ; à 8 h 32, Armée et société ; à 8 h 50, Le sillon et la braise.
9 h 7, La matinée des autres : le rire à travers les cultures.
10 h 45, Un quart d'heure avec... J.-L. Bernard (histoire secrète de l'Égypte).
11 h 2, Journée Carlo-Maria Giulini : l'orchestre (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, Vidéo Babil : la « paluche » et les nouveaux mystères de New-York.
12 h 45, Panorama : le Salon du livre.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : œuvres de Mallarmé.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : itinéraires retrouvés ; à 15 h 20, Magazine international ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, Feuilleton : La certaine France de mon grand-père.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : L'espace et le temps aujourd'hui ; histoire des instruments de mesure, avec J. Terrien.
20 h, Dialogues : Le radicalisme est-il de droite ? Avec J. Nebout et R. Remond.
22 h 30, Nuits magnétiques.

### FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin.
7 h 5, Concert : œuvres de Webern, Mozart par le Quatuor Lasalle.
7 h 45, Le journal de musique.
8 h 10, Concert : œuvres de Saint-Saëns, Ravel par le Nouvel Orchestre philharmonique (dir. E. Tcharakov, A. Dumay, violon).
9 h 5, « D'une oreille l'autre ».
12 h, Archives lyriques.
12 h 35, Jazz : Eubie Blake.
13 h, Les nouvelles muses en dialogue.
14 h, Chasseurs de son stéréo : musique de l'Inde primitive.
14 h 30, Les enfants d'Orphée : les animaux de la préhistoire.
15 h, Musiciens à l'œuvre : Portugal : œuvres de Seixas, Sousa Carvalho...
17 h 5, Les intégrales : la musique religieuse de Mozart.
18 h, Jazz.
18 h 30, Studio-Concert : (en direct du Studio 106 de Radio-France) : rencontre jazz et musique contemporaine.
19 h 35, L'imprévu (en direct du studio 119).
20 h 30, Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : danses de Galanta, de Kodaly ; Symphonie concertante pour hautbois et orchestre à cordes, de Ibert ; Symphonie n° 4 « Romantique », de Bruckner, par l'Orchestre national de France (dir. Ch. Von Dohnanyi ; soliste : M. Crocquenoy, hautbois).
22 h 45, Fréquence de nuit : la Galerie Ellington.
23 h 35, Jazz-club.

### TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 18 AVRIL

– *M. Michel Poniatowski*, ancien ministre du conseil national de l'U.D.F., est invité à l'émission « Face au public », sur France-Inter à 19 h 15.

هكذا من الأصل



# COMMUNICATION

*VU*

## T'approche pas de la fenêtre !

*Il y a des gens – vous en connaissez sûrement – qui se font un malin plaisir de vous brandir sous le nez des panneaux « Attention ! Danger ! » chaque fois que votre mouflet se déplace d'un demi-centimètre... Tu tiens absolument à ce qu'il s'ébouillante avec cette casserole ?... A ce qu'il roule sous cet autobus ?... A ce qu'il passe par la fenêtre ? Rien de plus agaçant. Et, de plus, culpabilisant. Quand un de mes bébés, il devait avoir deux ou trois mois, est tombé, à peine avais-je le dos tourné, de la table à langer, en entendant des bruits de pas dans le couloir, terrifiée, je l'ai ramassé vite fait et remis à sa place comme si de rien n'était, beaucoup plus inquiète pour moi que pour lui des conséquences de cette chute !*

*D'ailleurs, si vous suivez, de samedi en samedi, à 18 h 25, les conseils très brefs, très pertinents, donnés sur TF 1 (« Pépin Câlin ») par Nadine Trintignant, vous aurez assisté à une formidable scène de ménage à propos de ça justement. Jeanne, mère pressée, il est tard, elle doit aller travailler, distraite par je ne sais plus quelle tâche ménagère, un toast en train de brûler, laisse trente secondes le petit Alix seul dans sa baignoire. Le mari surgit, l'engueule, et hop, c'est parti...*

*Cette semaine même histoire : pendant que la mère de Jeanne l'enquiquine en lui reprochant de ne pas s'occuper suffisamment de ses enfants, de ne pas les surveiller, le même Alix – il est fabuleux ce gosse, c'est un acteur-né – essaie d'attraper une cage à oiseaux suspenduesur le balcon et manque basculer dans le vide ! Ce qui est bien dans cette série (douze émissions de cinq minutes), c'est que l'incident ne tourne jamais au drame. Le flacon de somnifère oublié, grand ouvert, sur la table de nuit, attrapé par une petite main potelée et immédiatement porté à une grande bouche en forme de bec d'aspirateur, sera saisi juste à temps, rebouché et caché dans l'armoire à pharmacie.*

*Le message est court, clair et d'autant plus facile à retenir qu'il nous concerne sans nous accuser directement. Ce sont des exemples de ce qu'on doit faire ou ne pas faire pour éviter qu'un gosse ne s'étrangle en avalant des cacahuètes, ne se fasse écraser par un tracteur pendant les vacances chez l'oncle Paul, ou ne tombe dans l'escalier. C'est bien fait, bien joué par les propres enfants de la réalisatrice. Une excellente initiative.*

CLAUDE SARRAUTE.

## PLAN DE RESTRUCTURATION AU « NOUVEL ALSACIEN »

Une très large majorité des actionnaires du *Nouvel Alsacien*, réunis pour discuter de l'avenir du journal, se sont prononcés en faveur d'un plan de restructuration et d'économie, présenté par le P.-D. G., M. Bernard Deck, plan destiné à surmonter les difficultés financières (*le Monde* du 17 février).

M. Deck a annoncé la filialisation des activités du *Nouvel Alsacien* avec la scission entre l'imprimerie, qui deviendra une société autonome, et le journal. Le plan d'économie est fondé sur une réduction de 15 % de la masse salariale à la suite de départs volontaires non remplacés. Le président a encore indiqué que la vente du patrimoine immobilier du journal à la Ville de Strasbourg, pour une somme de 4,5 millions de francs, allait se concrétiser prochainement, permettant à la trésorerie de fonctionner sur des « *bases saines* ». D'autre part, la souscription, lancée en février auprès des lecteurs du journal et qui a rapporté jusqu'à présent plus de 400 000 francs, sera poursuivie.

*Le Nouvel Alsacien*, qui vient de fêter son quatre-vingt-dix-huitième anniversaire, est édité à Strasbourg et tiré à 20 000 exemplaires. Il emploie cent trente-neuf salariés dont quatorze journalistes, deux d'entre eux devant quitter prochainement le journal.

## HACHETTE RENFORCE SA PRÉSENCE DANS L'ÉDITION VIDÉO ET INFORMATIQUE

Le groupe Hachette vient de créer « Vision 7 », une société de production et d'édition vidéo chargée de développer des produits liés à l'actualité, sur les réseaux français et étrangers. L'élaboration des programmes audiovisuels se fera à partir des activités de presse du groupe. A cet effet le capital de Vision 7 regroupe Cogedi-presse (25 %), société éditrice de *Paris-Match*, France édition et publication (25 %) et Channel 80 (50 %), filiale de production vidéo d'Hachette. La société sera dirigée par M. Jean-Paul Thomas, assisté d'un comité où l'on trouve notamment M. Etienne Mougeotte, Mme Eliane Victor et M. Gérard de Roquemaurel.

D'autre part, dans le cadre du G.I.E. (groupement d'intérêt économique) qui le lie à la société Matra, Hachette vient de créer « Ediciel », une société chargée d'éditer des programmes de micro-informatique pour le marché scolaire et grand public. Les premiers logiciels seront disponibles dès le mois de mai.

● *L'agence United Press International* (U.P.I.) a annoncé jeudi 14 avril, que son président M. John Jay Hooker avait démissionné en raison de divergences avec les deux autres copropriétaires sur l'avenir de l'agence américaine. M. Hooker avait pris ses fonctions au début de l'année 1983.

● *Pierre Albaladejo*, qui commentait pour Antenne 2 depuis 1974 les rencontres internationales de rugby avec Roger Couderc, jusqu'à la retraite de ce dernier, il y a quelques semaines, a décidé à son tour de cesser ses activités à la télévision.

## L'agence britannique Reuter a plus que doublé ses bénéfices en 1982

L'agence internationale Reuter (1) a plus que doublé ses bénéfices en 1982 : après impôts, ceux-ci se sont élevés à 33,39 millions de livres contre 13,99 millions en 1981. Le chiffre d'affaires de l'agence britannique a enregistré une augmentation de 30 % pendant la même période. Sir Denis Hamilton a déclaré, mercredi 13 avril, que les bénéfices de la société avaient donné lieu à d'« *amples spéculations sur son avenir* ».

M. Glen Renfrew, administrateur délégué a précisé : « *Les résultats de 1982 confirment les promesses de 1981. Les fluctuations sur les marchés des changes nous ont un peu aidés, mais l'essentiel de la progression dans les chiffres repose sur des ventes excellentes et un contrôle des coûts efficace. Nous avons continué à bien faire face à la concurrence.* »

Les investissements sont passés de 28 millions de livres à 45 millions ; Reuter et sa filiale américaine I.D.R. Inc. ont investi un total de 6,19 millions de livres dans des équipements technologiques en 1982, contre 4,28 millions en 1981. Les dépenses de développement doivent de nouveau augmenter cette année.

Un important programme d'expansion du réseau de reportage de Reuter a été lancé en 1982 avec comme objectif principal l'ouverture de douze nouveaux bureaux internationaux. Dans la pratique, neuf seulement ont été ouverts.

(1) L'agence britannique Reuter fait partie du groupe des cinq grandes agences internationales avec Associated Press, United Press International (États-Unis), Agence France-Presse (France), Tass (U.R.S.S.).

### En Allemagne

## LES ÉDITIONS ROWOHLT RACHETÉES PAR LE GROUPE HOLTZBRINCK

Les éditions Rowohlt, qui célèbrent cette année leur cinquantenaire, sont rachetées dans leur totalité par le groupe éditorial Georg von Holtzbrinck de Stuttgart, qui possédait déjà 24,9 % des actions. L'office fédéral des cartels va très vraisemblablement autoriser cette opération, dont il avait en 1981 freiné les premières étapes.

Le groupe Holtzbrinck, qui rachète les parts de Ledig-Rowohlt et de son frère, conformément à un accord datant de 1971, est une holding qui regroupe des imprimeries, des sociétés de disques, des publications de presse, dont le *Handesblatt* de Hambourg, et des maisons d'édition réputées, telles que Fischer, Droemer, Kindler, entre autres. Ce mouvement de concentration laisse pourtant subsister dans leur indépendance d'autres éditeurs notables, et le groupe Holtzbrinck rencontre lui-même la concurrence d'un géant qui lui ressemble, le groupe Bertelsmann.

### L'ordonnance de 1944

## M. GEORGES FILLIOUD RAPPELLE « LE DROIT DES CITOYENS A UNE INFORMATION PLURALISTE ET CONTRADICTOIRE »

Au Sénat, MM. Henri Caivallet (non inscrit) et Charles Lederman (P.C.F.) ont interpellé le gouvernement au sujet de l'ordonnance du 26 août 1944 sur la presse française et le de cas de *France-Soir*, après la prise de pouvoir de M. Robert Hersant (*le Monde* du 13 avril).

Répondant aux deux sénateurs, M. Georges Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, a précisé au sujet de « l'affaire Hersant », qui comporte dix-huit inculpations : « *Le dossier est instruit et sera prochainement transmis au pouvoir judiciaire. Ni le législatif ni l'exécutif ne peuvent intervenir dans son exercice.* »

Au sujet de *France-Soir*, « *Je partage votre analyse juridique mais je ne puis aller plus loin dans l'appréciation* », a dit M. Fillioud. Précisant enfin que le gouvernement adhère totalement à l'esprit de l'ordonnance de 1944, et qu'il entend la fairerespecter, le secrétaire d'État a précisé : « *Si des réformes apparaissent nécessaires pour ce faire, le gouvernement proposera des solutions adaptées aux réalités nouvelles. Le droit des citoyens à l'information, à une information pluraliste et contradictoire, est essentiel à la démocratie.* »

### Une première en Grande-Bretagne

## « Fac-similé » par satellite

*(De notre correspondant.)*

Londres. – Pour la première fois, le numéro du 16 avril du magazine *Economist* a été transmis par satellite pour être imprimé aux Etats-Unis. L'*Economist* est le premier hebdomadaire européen à utiliser cette technique, qui est aussi employée depuis deux semaines par le quotidien *Guardian*.

Jusqu'à maintenant, les films étaient transportés tous les jeudis par Concorde jusqu'à New-York, puis par avion privé jusqu'au Connecticut, où l'édition américaine de l'*Economist* est imprimée. Désormais, les *fac-similés* seront transmis via un satellite de télécommunications géo stationnaire. Le coût ne devrait pas dépasser les 1 000 livres par semaine auxquels revenait le transport par avion, avec tous ses aléas. Les cent pages de l'hebdomadaire seront transmises en sept heures. L'impression pourra commencer sept à huit heures plus tôt qu'avec l'ancien système, et 90 000 des 100 000 abonnés américains recevront leur exemplaire chaque samedi, soit avec plusieurs jours d'avance. L'*Economist* réalise 40 % de ses ventes aux Etats-Unis.

La direction de l'hebdomadaire envisage maintenant d'utiliser le même procédé pour publier les exemplaires destinés à l'Extrême-Orient, actuellement imprimés en Grande-Bretagne. – D. V.

# FAITS DIVERS

● *Inondations : situation préoccupante en Seine-et-Marne*, où la crue de la Marne s'est sensiblement aggravée pendant le week-end. La rivière a monté en trente-six heures de près de 50 centimètres dans certains secteurs. Dans la région de La Ferté-sous-Jouarre, une centaine de pavillons ont été inondés. Dans la même région, plusieurs quartiers ont été privés de gaz et d'électricité et un certain nombre d'usines et d'entrepôts ont été soit atteints par la montée directe de la rivière, soit paralysés par le manque d'énergie.

Dans la zone d'Esbly, environ trois cents pavillons (maisons d'habitation ou résidences secondaires) étaient dimanche inondés ou isolés. – (*Corresp.*)



# CARNET

### Naissances

– Françoise et Laurent FABIUS ont le bonheur de faire part de la naissance de

**Victor,**

le 15 avril 1983.

### Décès

– Mme Pierre Allanet,
M. et Mme Patrice Allanet,
Rozenn et Marine-Aurore Allanet,
Toute la famille, les parents et nombreux amis
ont la douleur de faire part du décès de

**Pierre ALLANET,**
ancien élève de l'École polytechnique,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
vice-président
de l'Automobile-Club de l'Ouest,
président de la commission sportive
de l'A.C.O.,
Prix Charles-Faroux de la Société
des ingénieurs de l'automobile,

survenu à Saint-Sébastien-de-Morsent (Eure), le 14 avril 1983, après une longue et douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 avril 1983, à 16 h 30, en l'église de Trébeurden (Côtes-du-Nord).

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés à l'A.R.C., B.P. 300, 94803 Villejuif Cedex.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Degas, 75016 Paris.
« Kloz an Ilis », 22560 Trébeurden.

[Né le 5 octobre 1911 dans les Côtes-du-Nord, M. Pierre Allanet est ancien élève de l'Ecole polytechnique. Rédacteur en chef, puis directeur (à partir de 1965) de « la Vie des transports », rédacteur en chef de « l'Action automobile et touristique » (1960-1969), directeur général de la Société centrale des chemins de fer et d'entreprises (à partir de 1969). M. Allanet fut aussi président de l'Association française de la presse de l'automobile (1958-1969) et était vice-président de l'Automobile-Club de l'Ouest (depuis 1967).]

– Jean-Pierre
et Elisabeth Bouillon,
Annick et Thomas Haley
et leur fils,
Dominique Bouillon,
font part du décès de

**Mme Alfred BOUILLON,**
**née Jacqueline Giraud,**

survenu à Paris le 13 avril 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 avril 1983, à 8 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffetard, 75005 Paris, suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille à Maigné (Sarthe).

Cet avis tient lieu de faire-part.

61, rue des Peupliers,
92100 Boulogne.
26, boulevard Jean-Jaurès,
92100 Boulogne.
100, rue du Théâtre,
75015 Paris.

– Le docteur Jean Bugiel
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme veuve Vlodimir BUGIEL,**
**née Cécille, Elisa Monilhayrat,**

survenu le 15 avril 1983 en son domicile, 72, boulevard Saint-Marcel, Paris-5e.

Le service religieux sera célébré le mercredi 20 avril 1983, à 14 heures, en l'église Saint-Médard, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 16 heures, au cimetière des Champeaux, à Montmorency (Val-d'Oise).

– Nous apprenons le décès de
**M. André GAUTIER,**
ancien député de Seine-et-Marne.

[Né le 26 avril 1908 à Breloux-la-Crèche (Deux-Sèvres), ouvrier du bâtiment, André Gautier avait adhéré au parti communiste dans les années 30 et participé aux Brigades internationales, en Espagne, puis à la Résistance. Interné à Compiègne, il était devenu à la libération secrétaire de la Fédération communiste de Seine-et-Marne et avait été élu représentant de ce département aux deux Assemblées constituantes, puis député jusqu'en 1958.]

– Mme Jason Malville,
M. et Mme Michel Malville
et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**M. Jason MALVILLE,**
croix de guerre 1939-1945,

survenu, après une brève maladie, le 14 avril 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 avril 1983, à 14 heures, en l'église Sainte-Nino, 6, rue de la Rosière, Paris-15e.

146, boulevard du Montparnasse,
75014 Paris.

– Le conseil d'administration
Et tout le personnel de la société Helena Rubinstein France
ont la profonde tristesse de faire part du procès de

**M. Jason MALVILLE,**
président-directeur général,
croix de guerre 1939-1945,

survenu, après une brève maladie, le 14 avril 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 avril 1983, à 14 heures, en l'église Sainte-Nino, 6, rue de la Rosière, Paris-15e.

137, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008 Paris.

– La division européenne de la société *Helena Rubinstein*,
Les directeurs généraux,
Et tout le personnel,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**M. Jason MALVILLE,**
président-directeur général France,
croix de guerre 1939-1945,

*survenu, après une brève maladie*, le 14 avril 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 avril 1983, à 14 heures, en l'église Sainte-Nino, 6, rue de la Rosière, Paris-15e.

137, rue de Faubourg-Saint-Honoré,
75008 Paris.

– *M. William Weiss-Chairman*,
M. Harvey Polly, président,
Et tout le personnel de la société Helena Rubinstein Inc.,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**M. Jason MALVILLE,**
président-directeur général France,
croix de guerre 1939-1945,

survenu, après une brève maladie, le 14 avril 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 20 avril 1983, à 14 heures, en l'église Sainte-Nino, 6, rue de la Rosière, Paris-15e.

Helena Rubinstein Inc.,
55 Hart Way,
Secaucus, N. J. 07094.

– Mme Edmond Meurant,
Mme André Meurant,
Ses enfants et son petit-fils,
M. et Mme Roger Touques,
Leurs enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. André MEURANT,**

survenu le 16 avril 1983, à l'âge de soixante-dix ans, en son domicile, 21, rue du Dragon, 75006 Paris.

Le service religieux sera célébré le mercredi 20 avril 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Edmond Théry et ses filles,
Mme Renée Théry,
M. et Mme Jean Reinhold,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard Théry
et leur fille,
*M. et Mme Gérard Théry*
et leurs enfants,
Le docteur et Mme Olivier Théry
et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Edmond THÉRY,**

survenu à Paris le 10 avril 1983.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité familiale le vendredi 15 avril 1983.

5, rue Chalgrain,
75116 Paris.
42, avenue Bugeaud,
75116 Paris.

– Nous apprenons le décès survenu le 16 avril, à Limoges, de
**François Joseph TILLY.**

[Né le 7 juillet 1910 à Morlaix, Joseph Tilly participe comme mécanicien de l'aéronautique à la défense de la côte en 1940, et notamment à l'évacuation du Havre. Il entre en contact, dès cette époque, avec la France libre et sert dans les services secrets britanniques, avant d'être affecté à l'escadrille de chasse Ile-de-France en Angleterre. En 1943, il part pour les Etats-Unis, puis rejoint à Bizerte le régiment de fusiliers marins de la 1re division française libre. Joseph Tilly participe ensuite à la campagne d'Italie, puis à la campagne de France avec un groupement de blindés, dont il prend le commandement en novembre 1944. Compagnon de la Libération du 7 mars 1945, Joseph Tilly était titulaire de la croix de guerre 1939-1940 avec quatre citations.]

– M. Philippe Brame, président
et le conseil d'administration du Syndicat national des antiquaires, négociants en objets d'art, tableaux anciens et modernes, ont la tristesse d'annoncer le décès de

**M. Pierre VANDERMEERSCH,**

officier de la Légion d'honneur,
président d'honneur
du Syndicat national des antiquaires,
président d'honneur de la Confédération
internationale des négociants
en œuvres d'art,

survenu le 10 avril 1983, à Saint-Aubin-de-Luigné (Maine-et-Loire), dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Un service sera célébré à Paris, à l'église Saint-Thomas d'Aquin, place Saint-Thomas-d'Aquin, sa paroisse, le mardi 19 avril 1983, à 9 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(*Le Monde* du 14 avril.)

*Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

### Remerciements

– L'Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL) remercie tous ceux qui se sont associés à l'hommage qui a été rendu à

**Jacques RICHARD,**

en la cathédrale de Reims, le 12 avril 1983.

– Le président
Et les membres du conseil d'administration
Et le personnel du CO.P.LO.R.R. Effort rémois
expriment toute leur gratitude à tous ceux qui ont tenu à rendre un dernier hommage à

**M. Jacques RICHARD,**

le 12 avril 1983.

– Le président de l'Union nationale des fédérations d'organismes d'H.L.M.,
Les membres du comité directeur,
Les membres du conseil fédéral de la Fédération des sociétés anonymes et fondations d'H.L.M.,
Le personnel de l'Union nationale des fédérations d'organismes d'H.L.M. et de la Fédération des sociétés anonymes et fondations d'H.L.M.
remercient tous ceux qui se sont associés à l'hommage rendu à

**M. Jacques RICHARD,**

le 12 avril dernier.

– Le docteur Béatrix Tedesco,
Michel et Dominique Aujean,
très touchés des nombreuses marques de sympathie témoignées lors de la disparition de

**Emmy TEDESCO,**

adressent à tous leurs remerciements émus.

5, square Thiers, 75116 Paris.
15, avenue du Monoplan,
1150 Bruxelles.

### Anniversaires

– Tous ceux qui ont connu
**Henri GARIH,**
et qui étaient ses amis, auront une pensée pour *lui* en ce *jour qui* marque la quatrième année de sa disparition.

### Soutenances de thèses

**DOCTORAT D'ÉTAT**

– Université de Paris-X, mardi 19 avril, à 9 heures, salle 614, M. Patrick Boulongne : « Le plan dans l'économie du socialisme (l'exemple de l'U.R.S.S.) ».

– Université de Paris-XII, mercredi 20 avril, à 16 h 15, salle des Actes, M. Ahmed Hidass : « L'évolution des aspects de la circulation internationale des informations 1920-1978 ».

### Commémorations

– L'anniversaire du génocide du peuple arménien de 1915 donnera lieu à deux cérémonies commémoratives à Paris : le 24 avril, une messe de Requiem sera célébrée, à 10 h 30, en l'église apostolique arménienne, 15, rue Jean-Goujon, Paris-8e et, le même jour, une soirée commémorative aura lieu, à 20 h 30, salle Gaveau, au cours de laquelle prendront notamment la parole MM. Bernard Stasi (U.D.F.), ancien ministre, et Guy Ducoloné (P.C.), vice-président de l'Assemblée nationale.

# RELIGION

## LE CARDINAL LUSTIGER VA RECEVOIR LES REPRÉSENTANTS DES CORPS CONSTITUÉS

Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, recevra, le 20 avril, trois cents personnes, représentant les corps constitués et les confessions non catholiques, pour marquer son accession au cardinalat.

Parmi les personnalités invitées se trouvent le président de la République et le premier ministre – qui ont fait savoir qu'ils assisteraient à la réception, – plusieurs membres du gouvernement, M. Alain Poher, président du Sénat, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chirac, maire de Paris, notamment.

Assisteront également à la réception le cardinal de Lubac, promu en même temps que Mgr Lustiger, les grands rabbins Sirat et Kaplan, le pasteur Jacques Maury, président de la Fédération protestante et Mgr Meletios, exarque du patriarche œcuménique de Constantinople.

[Dans l'Eglise de France, surtout depuis le concile, on avait perdu l'habitude de telles réceptions mondaines. Faisant le bilan de dix ans comme archevêque de Paris, en 1978, le cardinal Marty saluait la séparation de l'Eglise et de l'Etat en ces termes : « *Les autorités religieuses ont une place, mais pas nécessairement entre les autorités civiles et militaires ! L'Eglise a trop conscience des risques courus dans le passé par la tentation du pouvoir. Il faut évangéliser le monde politique et non l'utiliser.* »

A l'archevêché, toutefois, on fait remarquer que le cardinal Lustiger ne fait que renouer avec la tradition. On rappelle que le cardinal Feltin avait été le dernier archevêque de Paris à marquer ainsi son accession à la pourpre cardinalice, après la guerre, en recevant mille cinq cents personnes. Par la suite, Mgr Veuillot était trop malade pour pouvoir recevoir, et Mgr Marty accéda au cardinalat pendant le deuil de son prédécesseur, ajoute-t-on à l'archevêché. – A. W.]

Que savez-vous du verre?

# Il n'y a pas que les hommes d'Etat que nous protégeons contre les attentats.



*Un verre feuilleté pare-balles protège les hommes d'Etat. Dans le cas des «Quatre Apôtres» de Dürer, c'est un verre anti-reflet de Desag qui supprime les réflexions gênantes.*

«Une toile de maître lacérée au couteau», «une agression à l'acide contre un tableau». Que faire? Aucun musée ne souhaite remiser un Rubens, un Van Gogh, un Greco ou un Raphaël, dans un grenier. Un verre permet de protéger ces tableaux.

Ce verre, c'est le verre anti-reflet de Desag: il réfléchit la lumière environ dix fois moins qu'un verre normal. On peut donc admirer les «Quatre Apôtres» sans effet miroir.

De plus, ce verre a le mérite de protéger les chefs-d'oeuvre des doigts trop curieux de certains visiteurs.

**Le verre a de nombreuses fonctions de protection.**

Le verre feuilleté pare-balles met à l'abri les hommes politiques et les caissiers de banque. Les verres spéciaux, qui réfléchissent et absorbent la lumière et la chaleur, sont utilisés dans la fabrication des lunettes de protection des soudeurs et pour la protection solaire en architecture. Un verre contenant jusqu'à 70% d'oxyde de plomb protège contre les rayons X et les rayons gamma.

Les verres protecteurs ne sont qu'un des exemples des propriétés particulières que nous pouvons donner au verre. Et les possibilités de ce matériau sont loin d'être épuisées: nous travaillons sans cesse à des projets de recherche et à de nouveaux produits.

**Le groupe SCHOTT:**

34 entreprises avec 40 centres de production dans le monde entier, plus de 250 agences de distribution en France et à l'étranger. Plus de 50.000 articles fabriqués pour un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs.

SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers – 92110 Clichy.




**Nous perfectionnons sans cesse le verre.**

هكذا من الأصل

Le Monde

ECONOMIE

# Le repli de la sidérurgie européenne

## Les sacrifices proposés par les États de la Communauté demeurent insuffisants

LA restructuration de la sidérurgie communautaire, c'est-à-dire la modernisation de l'appareil de production et son adaptation à une demande qui continue à se contracter, ne va pas sans mal. A *Elseneur*, en novembre 1982, les ministres de l'industrie des Dix, faisant leurs les analyses de la Commission européenne, avaient estimé que, *pour un excédent de capacité de production* en produits laminés à chaud de l'ordre de 45 millions de tonnes, il convenait de parvenir à réduire de 30 à 35 millions de tonnes les capacités de production de produits laminés à chaud pour lesquels il existe un excédent de capacité estimé à 45 millions de tonnes. A l'époque, les programmes transmis par les gouvernements membres à Bruxelles aboutissaient à une réduction inférieure à 15 millions de tonnes. La Commission les avait invités à consentir un effort supplémentaire et à lui présenter des plans révisés avant le 31 mars 1983. Certains d'entre eux se sont exécutés, mais le résultat demeure très en deçà du nécessaire. Le démantèlement programmé se situe maintenant autour de 16-17 millions de tonnes. *« A moins de 25 millions, c'est l'échec »*, commente-t-on à Bruxelles.

C'est à la Commission qu'incomba la mission difficile d'appliquer le « code des aides » approuvé en 1981 par les Dix, autrement dit de coordonner le repli de la sidérurgie européenne. La règle du jeu est simple. Les aides publiques à la sidérurgie (aides de fonctionnement et aides à l'investissement) doivent *obligatoirement être soumises* à la Commission et comporter comme contrepartie une réduction des capacités de production. La Commission *ne donne son feu vert qu'*à *deux* conditions qui restent liées l'une à l'autre. Il faut que la réduction soit jugée par elle suffisante et que le programme présenté permette de restaurer la rentabilité des entreprises étant entendu que, à partir de 1986, toute aide publique à la sidérurgie devra disparaître. Le 25 avril prochain, les ministres de l'industrie des Dix se retrouveront à Luxembourg pour faire le point. C'est en principe le 30 juin que l'exercice de restructuration en cours doit être bouclé. Cela suppose qu'à cette date le dialogue Commission-États membres devrait être achevé et prises les décisions, qui, théoriquement, engageront la sidérurgie communautaire pour une longue période. On peut craindre que ce délai ne soit pas tenu. Cependant, la charge financière de plus en plus insupportable que représente un peu partout une sidérurgie mal adaptée aux besoins force les gouvernements à presser le mouvement en dépit du caractère impopulaire des mesures à adopter.

On ne ferme pas des usines de gaieté de cœur, surtout lorque l'opération de rationalisation ainsi entreprise conduit à toucher, comme c'est souvent le cas aujourd'hui, des unités de production récentes, parfois à peine amorties, dont le tort – fatale erreur d'appréciation de ceux qui ont pris les décisions d'investissement – est d'être mal adaptées aux besoins du marché. Les gouvernements de la Communauté, qui doivent tenir compte des réactions syndicales, ne se résignent à ces amputations qu'à la condition que les pays membres voisins fassent de même. *Chacun s'observe* ; l'interdépendance est la règle. Un point de blocage, et tout le processus s'arrête. Telle est bien l'une des caractéristiques dominantes de la *tentative* de retraite ordonnée qui est en cours.

### Le plan allemand déçoit

*Le projecteur, aujourd'hui,* est braqué sur l'Allemagne, qui dispose à elle seule du tiers des capacités de production de la CECA. A l'automne 1982, *le gouvernement fédéral* en pleine crise politique n'avait pas transmis de véritable programme de restructuration. Cette lacune *vient d'être comblée, mais le* projet transmis à Bruxelles a déçu. La réduction des capacités qui accompagne le programme de restructuration allemand est de l'ordre de 4 à 5 millions de tonnes, soit un effort d'une ampleur sensiblement égale à celui qui fut accompli par le Royaume-Uni ou par la France. La taille de la sidérurgie allemande est pourtant double de celle de chacun de ces deux pays. Les montants publiés en R.F.A., soit 13 millions de tonnes, sont très supérieurs aux chiffres retenus à Bruxelles, mais sont calculés selon des critères différents de ceux qui sont utilisés par la Commission ; celle-ci ne prend en compte que la réduction de capacité de production des produits laminés à chaud, alors que les Allemands ont additionné acier brut et produits laminés.

Les Allemands, qui vont accorder à leurs industriels des aides financières beaucoup moins importantes que plusieurs autres États membres (4 à 6 milliards de D.M. à comparer par exemple à l'équivalent d'une dizaine de milliards de D.M. qui devront êtres octroyés par la France), s'estiment habilités à condamner moins d'installations que leurs voisins. Les experts ne nient pas qu'il existe une relation entre le montant de l'aide et l'importance de la réduction des capacités : si peu d'aides sont nécessaires, c'est que les entreprises sont performantes et adaptées au marché. Mais la relative modestie du sacrifice ainsi consenti risque d'être considérée comme politiquement insupportable par les autres États membres. Il sera difficile de demander à des pays « qui ont déjà beaucoup donné », tels la France ou le Royaume-Uni, de faire davantage si la R.F.A. en reste là.

*Les Pays-Bas,* toutes proportions gardées, se trouvent dans une situation comparable à celle de la R.F.A. Ils accordent peu d'aides et, de ce *fait, estiment pouvoir se dispenser* d'une réduction substantielle de leur capacité de production. La Commission n'est pas d'accord, et ses experts visent en particulier un train à larges bandes qu'ils considèrent comme périmé.

Jusqu'ici, c'était l'Italie qui suscitait les principales *inquiétudes* à Bruxelles. Rome refusait en effet de bouger, et cet immobilisme mettait en péril l'ensemble de l'exercice. Les multiples contacts entre M. Davignon, vice-président de la Commission, responsable des affaires industrielles, et MM. Pandolfi (industrie) et De Michaelis (participation publique), les ministres italiens compétents, ont apparemment rendu possible un déblocage. Outre des réductions de capacité du côté privé. Filsider, le holding d'État, serait prêt à fermer ou à « geler » 3 millions de tonnes. L'effort principal serait effectué à Cordigliano, *c'est-à-dire* à *Gênes, plutôt qu'*à *Bagnoli*, près de Naples. Les Italiens proposeraient non pas la fermeture définitive de laminoirs, mais leur *« goulotage »*. La *commission vérifie* actuellement sur place s'il s'agit bien, comme l'assurent les Italiens, de la mise hors service effective d'une fraction de la capacité de production de ces équipements.

### L'éclatement de l'Arbed ?

*Côté belge et luxembourgeois*, les choses sont en cours, mais l'accouchement est laborieux. Le cas du Luxembourg coïncide avec celui de l'Arbed. Le gouvernement grand-ducal ne s'est pas encore résigné aux opérations chirurgicales préconisées dans le rapport rédigé à sa demande par M. Jean Gandois, l'ancien P.D.G. de Rhône-Poulenc, l'ex-P.D.G. de Sacilor, opérations qu'approuve la Commission : fermeture des laminoirs de Dudelange (produits plats) et de Redange (fils) ; concentration de la sidérurgie grand-ducale sur ses points forts, à savoir la phase liquide (la fonte et l'acier) et les produits longs lourds tels les rails, les poutrelles, les palplanches. Outre ces hésitations sur le choix industriel, le gouvernement luxembourgeois est *confronté* – là réside même le problème le plus grave – à de grandes difficultés financières (les pertes ont dépassé 650 millions de francs français en 1982). Il va devoir prendre en charge une partie de l'endettement considérable de l'Arbed. Cela le conduirait notamment à racheter une partie des actions (on parle de 12 %) que possède le groupe luxembourgeois de Sidmar, l'entreprise située à Gand en Belgique. Ce rachat pourrait être provisoire. Il est probable, malgré les démentis, que l'*acquéreur définitif* de ces parts de Sidmar sera l'Etat belge qu'on voit mal ne pas exercer le droit de préemption qu'il possède. Sidmar paraît *donc destiné à redevenir belge ou* plutôt flamand : la région flamande recevrait ce paquet d'actions en guise de « compensation » pour le *supplément* d'aide *financière que* l'État belge devrait verser afin d'empêcher Cockerill Sambre, le géant de la sidérurgie wallonne, de couler. Par ailleurs, les installations de l'Arbed en Sarre (Arbed Saarstahl), qui connaissent des pertes considérables, seront vraisemblablement reprise par les pouvoirs publics allemands auxquels incombe dès maintenant la charge de ce déficit. Bref, la restructuration de l'Arbed, aujourd'hui seule multinationale européenne de l'acier, signifierait son éclatement, le repli sur les positions luxembourgeoises.

En ce qui concerne l'avenir de Cockerill Sambre, le gouvernement belge procède par petits pas.

Depuis l'automne il a annoncé la fermeture d'une partie d'un laminoir à Charleroi et d'une « veine » de Valfil à Liège, soit une diminution totale de 570 000 tonnes s'ajoutant à celle de 1,6 million de tonnes déjà décidée. Il hésite maintenant à se résigner à ce que de nombreux experts considèrent comme quasiment inéluctable : la fermeture de deux des quatre aciéries que compte Cockerill, celle de Seraing dans la banlieue de Liège et l'une des deux aciéries de Charleroi. Fermetures qui, soit dit en passant, faciliteraient une meilleure rentabilisation des aciéries performantes luxembourgeoises. Le gouvernement belge, qui a chargé *M. Gandois, toujours lui*, d'une expertise mais n'en a pas révélé les premières conclusions, a donné à la Commission l'assurance qu'il procé*derait à des restructurations* profondes de Cockerill Sambre. Jusqu'ici ses intentions ne se sont pas matérialisées. Les tensions entre *les deux régions linguistiques*, la Flandre et la Wallonie viennent encore compliquer l'exercice.

La France, ce n'est pas contesté à *Bruxelles*, a accepté un effort important de réduction de capacité de production : moins 5 millions de tonnes environ. Mais il est vrai qu'elle demande l'autorisation de verser un total d'aides tout à fait considérable. Les principales observations de la Commission sont de deux ordres. Usinor, qui, remarquent les experts, « pourrait devenir une des meilleures entreprises de la C.E.E., plus performante que la plupart des allemandes », ne l'est pas à cause du surnombre de ses aciéries et de l'insuffisante rationalisation de son sec*teur produits longs. La logique* économique conduirait apparemment à fermer au moins une aciérie, toute récente, celle de Neuves-Maisons *près de Nancy, voire aussi celle de* Rehon à Longwy. Des décisions difficiles à prendre pour M. Fabius car particulièrement douloureuses en termes d'emploi et cela, dans une *région* déjà très affectée.

### Un symbole coûteux

*S'agissant des produits longs*, (lourds et moyens), le problème concerne autant Sacilor qu'Usinor. Les réductions de capacité de production devraient, pense-t-on à Bruxelles, dépasser d'au moins 1 million de tonnes ce qui a été proposé. Le problème prend une acuité toute particulière si le gouvernement français, soucieux d'affirmer ainsi la vocation sidérurgique de la Lorraine, décide la construction du « train universel » de Gondrange. La Lorraine est mal placée à terme pour fabriquer les produits plats et il peut paraître opportun de miser sur les produits longs en exécutant ce projet de Gondrange. Symbole coûteux de la volonté de l'État d'asseoir durablement la sidérurgie en Lorraine que ce train universel : entre *2,5 et 3 milliards de francs*. Sa rentabilité exigerait la fermeture d'autres trains à produits longs tant dans le Nord qu'en Lorraine.

Enfin, la capacité de production de fil machine devrait probablement être réduite de façon plus importante que prévu.

La Grande-Bretagne *fait figure* pour l'instant de champion en termes de réduction de capacité. Elle possède encore en activité cinq *trains* à *larges bandes. Un de trop*, estiment les experts. La suppression de ce train excédentaire signifie la fermeture d'un site sidérurgique *tout entier. Les laminoirs, mais aussi* leur amont. Lequel des cinq sacrifier ? Le nom qui revient le plus souvent est celui de Ravenscraig en Ecosse. Compte tenu des difficultés régionales et sociales qu'un tel sacrifice entraînerait, les spécialistes bruxellois ne semblent pas certains que ce soit forcément le meilleur choix. En tout état de cause, la proximité des élections législatives rend peu vraisemblable une décision rapide du gouvernement de Londres. Sans compter, ajoute-t-on à Bruxelles, que le dialogue avec les Britanniques ne pourra pas être repris tant que ceux des autres États membres qui rechignent à bouger ne se seront pas décidés, eux aussi, à mettre suffisamment au pot. Le repli de la sidérurgie européenne : une douloureuse affaire.

PHILIPPE LEMAITRE

## Chômage et préretraite : le gâchis

COUP sur coup deux séries de statistiques apparemment contradictoires ont *été publiées sur* le chômage en mars : d'un côté une diminution des demandes d'emploi non satisfaites, de l'autre une augmen*tation des chômeurs indemnisés* par l'UNEDIC. Ces évolutions divergentes posent crûment le difficile problème des personnes sans emploi et du financement des indemnisations qui leur sont versées.

Tout d'abord l'accroissement du nombre d'allocataires de l'UNEDIC n'est pas en contradiction avec les indications fournies par l'Agence pour l'emploi. En effet, qu'il s'agisse de demandes d'emploi *non* satisfaites ou de chômeurs indemnisés ayant moins de soixante ans, le même constat est dressé : baisse des deux côtés. Une exception inquiétante cependant : l'augmentation de ce qu'on appelle les allocataires de fin de droit, *c'est-à-dire* les chômeurs de longue durée qui ont *dépassé* le temps d'indemnisation normale. Cet accroissement souligne les réelles difficultés qu'ont de plus en plus certains chômeurs pour se reclasser.

En revanche, la forte hausse constatée parmi les allocataires de l'UNEDIC concerne les divers préretraités qui, de cinquante-cinq à soixante ans, ont accepté de bénéficier des diverses mesures gouvernementales en faveur d'une cessation anticipée d'activité. Sont-ils des chômeurs ? Non, puisqu'ils se sont engagés à ne plus travailler et ne sont pas inscrits à l'Agence pour l'emploi. Oui, si, en application des droits fondamentaux de *l'homme, on estime que ces personnes* ne peuvent pas être rejetées définitivement du marché de l'emploi. Au nom de la lutte prio*ritaire contre le chômage*, la France – mais elle n'est pas le seul pays à agir ainsi – a décidé d'organiser la « pré*retraite-couperet* », alors que l'expérience professionnelle des bénéficiaires, l'allongement de leur espérance de vie auraient dû inciter les pouvoirs publics à ne pas gaspiller ce capital humain. La politique de rejet des cinquante-cinq-soixante-cinq ans – dénoncée par un nouveau rapport Laroque – pose aux entreprises privées et publiques un difficile problème d'adaptation : en quelques semaines il leur faut boucher des trous et promouvoir aux postes laissés vacants des plus jeunes qui n'ont pas toujours eu le temps de s'y préparer. Une préretraite progressive aurait permis d'éviter cet écueil, en faisant cohabiter, un certain temps, l'ancien et le nouveau.

*Autre dégât de ce contestable* « progrès social » : il faudra assurer le financement du régime de préretraite et parfois jusqu'à *l'horizon 1990. Il faudra aussi* pourvoir à celui de la nouvelle retraite, dont les bénéficiaires seront au départ moins nombreux *que prévu... Quel sera en définitive* le sort de cette dernière réforme, dont certains disent déjà qu'il conviendra de la réviser avant même qu'elle atteigne sa vitesse de croisière ?

Une retraite partielle et progressive, telle que la préconise M. Laroque, aurait le triple avantage d'être moins traumatisante pour les intéressés, de coûter moins cher aux organismes sociaux et d'éviter le gâchis que représente la mise à l'écart des anciens en leur donnant le temps de former leurs remplaçants plus jeunes.

J.-P. DUMONT.

BANQUE VERTE ET AFRIQUE NOIRE

# Togo : Les difficultés de l'apprentissage de l'épargne

**Depuis une dizaine d'années environ, sans tapage, un groupe de neuf caisses régionales du Crédit agricole, celles de Bretagne et des Pays de Loire (1), encadre et soutient le Crédit agricole du Togo et participe à la formation d'un mouvement coopératif dans ce pays. Il s'agit d'un transfert de savoir-faire dans le domaine des services, dont on parle peu pour les pays en développement. Créée en 1967, la Caisse nationale du Crédit agricole du Togo (C.N.C.A.) est devenue, en 1983, la première banque par le nombre d'agences, la troisième ou la quatrième par son bilan. Il *s'agit* en fait d'une construction artificielle, voulue par le pouvoir togolais afin de servir le développement agricole du pays. Pour que prenne la *greffe*, la nécessité d'initier à la coopération les paysans togolais s'est fait jour. Depuis 1975, les caisses financent à fonds perdus (900 000 francs par an) des actions de formation coopérative. Une première convention en ce sens, dans laquelle il était dit que *« le mouvement coopératif doit fournir une base solide aux actions de la C.N.C.A. »*, fut signée en 1975. Elle vient d'être renouvelée en janvier dernier, à l'occasion d'un voyage des présidents et directeurs des neuf caisses au Togo. Une action coopérative qui s'exerce dans des conditions parfois difficiles.**

POURQUOI le Crédit agricole de France, pourquoi les caisses de l'Ouest ? Comme souvent, le *hasard* et l'engagement d'un homme sont à l'origine de ces réalisations. En 1966, le Bureau international du travail, qui lance de nombreux projets coopératifs, envoie M. Moreau comme consultant au Togo, afin d'y étudier la création d'une banque agricole. Celle-ci est *créée en 1967, et celui qui deviendra* directeur de la caisse de la Sarthe en suit le développement et les maladies infantiles. Il fait partager son engouement par l'ensemble des caisses de l'Ouest réunies en amicale. En 1970, la C.N.C.A. du Togo et la caisse du Mans sont jumelées et, après une période de gestion purement nationale, la C.N.C.A. fait appel à des cadres français. Cette relève et cette coopération demandent du doigté car, si la C.N.C.A. est voulue par le prince, le général-président Eyadema, le fait que le prince soit précisément prince ne facilite pas les choses. Aux dernières nouvelles, l'un des derniers responsables togolais de la banque est toujours emprisonné.

En 1982, la C.N.C.A. est devenue une société d'économie mixte. Son capital, qui vient d'être augmenté, est *détenu* pour 400 millions de francs C.F.A. (2) par l'Etat et pour 700 millions par divers organismes (Office des produits agricoles du Togo – OPAT, – Caisse nationale de Sécurité sociale, Banque togolaise de développement, Société togolaise de développement, Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest). La Caisse nationale de Crédit agricole de France a pris une participation de 75 millions de francs C.F.A. et assure depuis deux ans environ le salaire du directeur général, M. Dauban, qui était auparavant à l'inspection générale du Crédit agricole français.

### Le recouvrement des créances et le commissaire de police

La C.N.C.A. du Togo a vite grandi. Elle emploie 240 personnes *et le montant de ses prêts a été multiplié* par trois en six ans : il atteint 9 milliards de francs C.F.A., dont les trois quarts financent des agriculteurs. La collecte s'élève à 5 milliards de francs C.F.A., apportés par 50 000 déposants. Le reste est couvert par les fonds propres et par le réescompte à la Banque centrale du Togo, qui assure, pour l'agriculture, un taux moins élevé que le taux courant, 10 % au lieu de 12,5 %. Les problèmes actuels de M. Dauban sont de trois ordres : trouver des ressources – il envisage un prêt du Fonds européen de développement (FED) ; orienter les prêts vers le moyen et long terme, sans lesquels il n'y a pas de développement possi*ble ; parvenir à se faire rembourser.*

Sur le total des encours, en effet, de 2 à 2,5 milliards de francs C.F.A. sont « gelés ». Les créances douteuses *sont le fait des particuliers* mais aussi des organismes publics. Le taux de remboursement des premiers oscille autour de 36 %. Plu*sieurs* raisons à cela. Il peut y avoir des difficultés financières réelles, dues à l'absence de récolte (feux de brousse, sécheresse qui sévit en ce moment même). Il y a le fait encore que le crédit est considéré comme un cadeau pour ceux des paysans qui ont *été* obligés de se regrouper dans des coopératives s'ils voulaient bénéficier des programmes de développement de la Banque mondiale pour la régénération de la caféière et de la cacaoïère. Ces programmes portaient sur 8 000 hectares en 1975, et, à l'origine, ils ont donné l'occasion aux caisses de l'Ouest de lancer leur action de formation coopérative.

Afin de recouvrer les créances, *« décision douloureuse »*, selon M. Dauban, un commissaire de police est attaché à demeure à la C.N.C.A. Depuis 1981, sont mis en place des comités villageois qui sont la garantie morale des emprunteurs. Est-ce le point de départ d'une évolution vers le sociétariat et le mutualisme bancaire ? M. Dauban et les caisses de l'Ouest le souhaitent.

JACQUES GRALL.

*(Lire la suite page 20.)*

(1) Caisses régionales des Côtes-du-Nord, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, de Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de la Mayenne, de la Sarthe, de la Vendée.

(2) 1 franc C.F.A. = 0,02 F.

### La hausse des cours des matières premières industrielles

## Une remontée fragile ?

DEPUIS six mois, et surtout depuis le début de l'année, les cours des matières premières industrielles, essentiellement des métaux non ferreux, ont progressé de 30 à 60 %. Il est vrai que leur niveau de départ était, historiquement, très bas. *Une anticipation* de la reprise mondiale, avancions-nous comme explication (*le Monde* du 15 février 1983), confirmée par le redémarrage, dans certains secteurs, de l'économie américaine et, plus récemment, de l'économie allemande.

Cette *remontée* des cours apparaît bien fragile à M. Jean Poincaré, président de la Fédération française des chambres *syndicales* des minerais et des métaux non ferreux. Pour lui, l'optimisme, tout relatif, et les espoirs qu'elle a suscités chez les *producteurs* et les transformateurs doivent être tempérés, du fait de la persistance des facteurs défavorables : maintien des taux d'intérêt *élevés* outre-Atlantique, *énormité* des stocks mondiaux et, surtout, importance des capacités de production non *utilisées*. A *tout moment*, les installations arrêtées risquent d'être remises en activité, ce qui est susceptible de faire peser une nouvelle *menace de surproduction* et d'empêcher les cours de remonter suffisamment.

Cette opinion s'appuie, certes, sur *une large expérience* des *marchés* et se nourrit des déceptions éprouvées depuis trois ans, faux départs et reprises avortées. Elle peut, toutefois, être *nuancée si la reprise* des économies occidentales se confirme et se généralise, ce qui n'est pas inconcevable, et si les *taux d'intérêt* s'*orientent de nouveau* à la baisse, ce qui est probable à moyen terme, sinon à court terme.

Une chose est sûre en tout cas : *seule une reprise victorieuse et* durable de l'activité économique mondiale permettrait de redonner aux entreprises de secteurs réputés stratégiques la *rentabilité*, indispensable gage de leur survie.

C'est que la chute des cours, revenus au niveau des années 30, en *dollars constants, pour la* plupart des métaux, a suivi une forte contraction de la demande. Cette dernière a diminué en trois ans de 15 % pour *l'aluminium*, de 8 % *pour* le cuivre, de 10 % pour le zinc, de 13 % pour le plomb et de 23 % pour le nickel, dont les usines d'extraction, en 1982, n'ont fonctionné qu'à 55 % de *leur capacité*, avec une *baisse* des prix de 50 % en deux ans.

Ce phénomène a provoqué, très logiquement, et dans le monde entier, *une forte dégradation* de la structure financière des entreprises du secteur, dont les comptes ont viré au rouge, avec des pertes atteignant, parfois, 20 ou 25 % des chiffres d'affaires. En France, a déclaré M. Poincaré, la situation a été un peu moins catastrophique, avec un déficit de l'ordre de 12 à 15 % pour un chiffre d'affaires de 7,5 milliards de francs dans l'industrie métallurgique (*métaux bruts* et affinage, employant 9 800 salariés). La perte a été du même ordre dans l'industrie de première transformation (*demi-produits*), occupant 24 200 personnes et réalisant 16 milliards de francs de chiffre d'affaires. Pour ces *deux secteurs*, la *préoccupation* essentielle est d'éviter la dégradation supplémentaire des comptes, causée par une guerre des prix *meurtrière sur* les marchés en dépression, susceptible de ruiner les efforts déployés ces dernières années pour développer *les échanges extérieurs*.

Dans la tranformation, par exemple, depuis 1973, si les importations ont augmenté de *53 %*, les exportations, en revanche, ont progressé de 95 %, leur part dans le chiffre d'affaires total passant de 17,9 à 30,7 %. Cette *évolution a eu* pour conséquence de rendre nettement positive la balance commerciale française de demi-produits. Il est à *noter, toutefois*, qu'en 1982 le processus d'amélioration du solde des échanges s'est interrompu. Il s'est même inversé, en raison de la moro*sité des marchés extérieurs et* de la dégradation de la compétitivité des producteurs français, due à l'alourdissement de leurs prix de revient et à la *surévaluation* du franc *français*. Ce phénomène incite les entreprises du secteur, que la crise a rendues généralement exsangues, à demander *non seulement* un allégement de leurs charges, mais aussi la mise en œuvre d'une véritable politique industrielle communautaire, ce qui ne constitue pas le point le moins brûlant de leur dossier.

F. R.

# La Hongrie se prépare à l'austérité

C'EST l'une des dernières histoires que l'on se raconte du côté de l'Uri Utca (rue des Seigneurs) : dans une salle de restaurant de la capitale, trois hommes déjeunent. Deux se partagent avec appétit un excellent déjeuner. A l'autre bout de la table, le troisième homme est seul. Il se contente de quelques tranches de pain rassis et d'un verre d'eau. L'un des deux premiers convives est M. Youri Andropov. Le secrétaire général du parti communiste soviétique interroge son voisin :

*« N'est-ce pas M. Kadar, cet homme là-bas, seul ? Pourquoi le secrétaire général du P.C. hongrois se nourrit-il si pauvrement ?*

*– Oui, c'est bien le pauvre M. Kadar... Comme toujours, il prétend avoir trois ans d'avance...*

*La Hongrie* affirme ainsi avec un humour grinçant la distance qu'elle entend maintenir avec les « pays frères ». L'histoire a aussi une autre moralité, à usage interne *celle-là*. Que les Hongrois ne s'y trompent pas : les prochaines années seront dures, très dures, pour la population.

Car, comme nombre d'autres pays, la Hongrie est entrée un peu plus dans la crise. Le poids de son endettement extérieur est écrasant (700 dollars par habitant), et il lui faudra de nombreuses années pour *remettre à flot son économie*. La population l'a-t-elle bien compris ? D'où l'image pédagogique d'un repas frugal.

Mais est-ce par crainte d'un refus ou souci d'obtenir une *plus* grande adhésion, ici, on ne biaise pas. Pas de demi-vérité. Oui, ce sera difficile. Oui, le niveau de vie va baisser. Oui, les prix de détail vont fortement *augmenter*... On le dit à toute occasion, un peu comme on répète une formule magique d'exorcisme. Le témoin extérieur en ressent bientôt comme un malaise.

*La Hongrie* a *bâti* sa *croissance* en développant considérablement son commerce avec – notamment – les pays occidentaux. C'est grâce à ses échanges et aux devises fortes *qu'elle* en tire que la Hongrie a pu offrir depuis une quinzaine d'années à ses habitants un bon niveau de vie. Ainsi – le pouvoir avait bien calculé – sont oubliées moins *difficilement* les contraintes politiques et sociales du régime.

Les vitrines de Budapest continuent à faire des envieux chez les voisins socialistes de la Hongrie. Ici, pas de file d'attente aux portes des magasins ; les marchandises sont abondantes et variées sur les *étals* ou sur les comptoirs. Depuis l'été dernier les responsables magyars ont dû rendre plus rigoureux les contrôles aux frontières : les Polonais et les Tchécoslovaques étaient décidément trop nombreux à venir s'approvisionner dans les boutiques hongroises.

### Le rôle du F.M.I.

Les difficultés financières de la Pologne, puis celles de la Roumanie, ont à la fin de 1981 rendu les bailleurs internationaux plus réticents à l'égard des autres pays du Comecon.

A la fin de 1982, la Hongrie avait un endettement (à court, moyen et long terme) d'environ 7,5 milliards de dollars. *L'an dernier, le* service de la dette (capitaux à rembourser et intérêts) a été de 1,5 milliard de dollars (dont 650 millions de dollars en principal), soit le tiers de l'apport en *devises*, résultat des ventes aux pays non membres du camp socialiste. Cette année, pour faire face à ses engagements internationaux, le pays devra rembourser à ses prêteurs environ 1,7 milliard de dollars, dont 1 milliard pour les seuls intérêts.

Grâce au Fonds monétaire international (F.M.I.), dont elle est devenue *membre* à la veille de l'été dernier, la Hongrie a pu obtenir de nouveaux prêts pour consolider sa dette. Elle en aura besoin d'autres.

### « La responsabilité de mesures impopulaires... »

Depuis quelques mois, l'économie magyare est sous examen. Des hauts fonctionnaires du F.M.I., de la Banque des règlements internationaux (BRI), des responsables de banques *centrales occidentales*, font une ronde sur les bords du Danube. Ici, sans le dire, on n'en est pas trop mécontent. Une autre façon d'afficher sa différence par rapport aux voisins *« fraternels »*.

Remettre le pays à flot, retrouver la pleine confiance des pays créanciers, demain reprendre en solitaire son développement pragmatique..., voilà le triple objectif poursuivi par le gouvernement de M. Kadar. Pour *l'atteindre*, il faudra y mettre le prix. En doute-t-on ? La réponse vient de M. Havasi, secrétaire général du comité central du P.C. Il a mis les choses au clair en décembre dernier devant le Parlement : « *[...] Pour conserver la solvabilité internationale, il faudra assumer la responsabilité de mesures impopulaires [...]* ». Peut-être aurait-il dû dire de « nouvelles » mesures impopulaires.

Car le pays avait dû entreprendre, il y a quatre ans déjà, de rétablir l'équilibre de ses échanges en devises, défavorable à partir de 1978 en raison de la dégradation de la conjoncture internationale. Sentant le vent se lever, le congrès du P.C. (mars 1980) avait donné sa bénédiction à ce changement de cap, qui supposait une réduction de l'investissement et aussi le maintien, sans plus, du niveau de vie et des avantages sociaux.

Des succès ont été obtenus. La balance commerciale en devises est passée d'un déficit de 925 millions de dollars en 1978 à un surplus de l'ordre de 200 millions de dollars l'an dernier... Au prix de quels efforts ? *En cinq ans*, les *importations* ont diminué de 24 % (en raison d'une réduction de 15 % des investissements) et les exportations se sont accrues d'un quart. *Le revenu national avait progressé* de 4,9 % en moyenne annuelle entre 1970 et 1980 ; au cours des quatre dernières années (arrêtées en 1982) la croissance aura été de 1,1 %...

Qu'en *sera-t-il demain* ? Selon les « comptes de la nation » adoptés par le Parlement de Budapest en décembre dernier, la production (industrielle et agricole) progressera entre 1 et 2 % et le revenu national entre 1,5 et 2 %. Les revenus des ménages diminueront de 1,5 à 2 % et les investissements de 3 à 4 %. Ainsi les exportations vers les pays occidentaux progresseraient de 6 %.

Comment la population acceptera-t-elle le « pain rassis » dont se contente M. Kadar ? Du côté des pouvoirs publics, il y a cette recherche presque forcenée du consensus. Au début de cette année, des représentants des syndicats et des planificateurs se sont rencontrés. *Il leur fallait s'entendre* sur l'évolution des salaires et sur celle des prix en 1983. Le plan proposait 5,5 % pour les salaires, compte tenu d'une progression des prix de 9,5 %. Les syndicats défendaient une hypothèse différente, si l'on peut dire : 3,5 ou 3,8 % pour les salaires et 7,5 % pour les prix. Ce furent les représentants des ouvriers *qui eurent gain* de cause, au regret de leurs partenaires.

### Continuer à s'adapter aux lois du marché

Aujourd'hui, assurent certains, le doute gagne l'esprit de militants et de responsables du parti. *Il* est fort bien résumé par un bon observateur de la situation. La Hongrie, pays socialiste, doit-elle subir les conséquences de la crise qui secoue le monde capitaliste ? *s'interroge-t-il*. Doit-elle continuer à faire concourir les entreprises sur un marché international où leur travail est, par la force des choses, déprécié ? Faut-il continuer à employer les modestes surplus d'une économie en voie de développement à payer des intérêts usuraires ?

*La* réponse paraît déjà avoir été précisée, étant donnés les énormes avantages tirés d'une participation active aux échanges internationaux. Les débats théoriques (ceux qui apparaissent *dans l'opinion*, du moins) qui préparent le prochain congrès du parti (en 1985) ne laissent guère de doute sur le choix. Il *faut*, avance-t-on, continuer à *adapter* l'économie nationale aux lois du marché, réduire le rôle interventionniste de l'État dans la gestion, accroître *la* part d'autonomie des entreprises. Un sommet des pays du Comecon qui doit se tenir à Moscou en mai prochain lèvera peut-être des incertitudes « socialistes »...

Retrouver la pleine confiance de ses créanciers dès que *possible* est capital pour la Hongrie. Pour cela, elle doit tirer parti du maximum de ses possibilités de production. Elle ne paraît pas, en tout cas, vouloir – pouvoir – renoncer à cette économie seconde qui s'est rapidement développée depuis quelques années. En termes clairs, il s'agit d'inciter les Hongrois à avoir un second métier. Avec la bénédiction de l'État s'est en effet développé ce qu'on appelle improprement une petite économie privée (par opposition à l'économie étatiste).

### Des communautés pour travaux « intérimaires »

Ailleurs, plus paradoxal, des communautés de travail (sans statut juridique) se créent dans *des usines*, *souvent sous l'impulsion de la* direction. Ceux qu'elles regroupent deviennent, le soir et à la fin de la semaine, des sortes d'employés intérimaires de l'entreprise qui les emploie dans la journée. Ainsi se sont créées des équipes de nettoyeurs de locaux ou de machines, travaux que l'on ne faisait plus faute de candidats.

Le pays et ses habitants en tirent de bons profits. Pour ces travailleurs au second métier d'abord : les bénéfices de cette activité parallèle, selon un rapport du F.M.I., représenteraient le sixième du montant de la consommation intérieure. Pour l'État ensuite, le travail au noir aurait été réduit des deux tiers, d'où une source nouvelle de recettes fiscales. Pour les firmes enfin, puisque ainsi est mis partiellement un terme au si coûteux « chômage des machines ».

Plus généralement, cette économie seconde a mis au jour des « forces créatrices » auxquelles, reconnaît M. Marjai, vice-premier ministre, *« nous n'avons pas accordé jusqu'ici l'attention qu'elles méritent »*.

Deux initiatives gouvernementales nouvelles appuient encore la thèse de ceux qui, à Budapest, sont en faveur d'une économie plus libérée du poids étatique : l'une a trait à l'artisanat, l'autre à l'ouverture de zones franches.

● *La reconnaissance d'un artisanat.* – Cette activité avait été, durant une trentaine d'années, volontairement marginalisée ; elle symbolisait une activité précapitaliste type dont il convenait de débarrasser peu à peu le pays. Aujourd'hui, l'expérience aidant, on redécouvre *que l'artisanat est* indispensable à une bonne économie, par la responsabilité qu'il confère à ceux qui l'exercent et par la rapide satisfaction rendue aux besoins du *consommateur*. De surcroît, les seize mille artisans que l'on dénombrait encore en Hongrie se trouvaient en situation de monopole étant donné qu'ils étaient *seuls* à rendre certains services, pour lesquels ils n'étaient plus assez nombreux.

Changement de cap, donc. Les artisans ont obtenu le bénéfice de la sécurité sociale. *Deux mille échoppes artisanales* ont été ouvertes en un an. Elles ont droit à des prêts pour leur faciliter l'achat d'outillage. Surtout, l'artisan peut à présent faire la collecte d'une petite *épargne*. Il peut réunir jusqu'à trente porteurs de parts (la plupart du temps, de sa parenté), chacun d'eux étant responsable des dettes contractées par le chef de file.

● *La création de zones franches.* – La mesure est toute récente ; elle a été décrétée en janvier dernier.

Des entreprises mixtes à capitaux majoritaires étrangers peuvent venir *s'installer* en Hongrie. On les y engage, même. Elles sont exemptées des droits de douane nationaux, des réglementations sur le commerce extérieur et les devises étrangères, et aussi de la plupart des dispositions sur les revenus. A part leur capital, ces firmes peuvent déposer leurs fonds en devises dans des banques étrangères. De même, les rapports sociaux dans ces sociétés sont pour l'essentiel hors des normes nationales (salaires, embauche, heures supplémentaires).

En ouvrant des zones franches, Budapest reconnaît *en fait* l'échec de la coopération industrielle qu'il avait tentée de lancer il y a une dizaine d'années en cherchant à associer des firmes nationales et des sociétés étrangères. Onze seulement de ces « entreprises », dont la majorité du capital devait être hongrois, ont été créées. L'une d'elles est française, une banque, la *Société générale*, qui possède 11 % du capital d'un établissement financier « mixte ».

Des négociations pour trois *sociétés mixtes* nouveau style *ont été* entreprises. L'une d'entre elles concerne une entreprise française nouvellement nationalisée. Il s'agirait de CII-Honeywell-Bull.

Contrairement *à d'autres* pays, qui ont ouvert des zones franches pour y attirer des usines, ce n'est pas pour réduire le chômage que cette initiative a *été* prise. Il est inexistant. C'est pour gagner des devises.

En contrepartie, dira l'un des responsables de l'opération, la Hongrie peut offrir aux industriels étrangers *« beaucoup de choses qui n'existent pas ailleurs »* – on se croit à 1 000 lieues d'un pays socialiste. Et d'énumérer *« une meilleure rentabilité, le voisinage avec les principaux pays consommateurs, la qualité des travailleurs, la sécurité politique... »*.

ALPHONSE THÉLIER.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*
*Gérant :*
André Laurens, directeur de la publication
*Anciens directeurs :*
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX°



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395-2037.

# Banque verte et Afrique noire

*(Suite de la page 19.)*

Quoi qu'il en soit, l'image de la C.N.C.A. est bonne dans le pays. *« Je reçois dix demandes d'emploi de gens diplômés par jour »*, dira un cadre. Avec huit agences principales (dont trois sont dirigées par des femmes, ce qui n'est pas étonnant dans un pays où les femmes tiennent le commerce), dix agences locales et des bureaux à activité périodique *« dont le nombre est difficile à recenser »*, la C.N.C.A. possède plus d'agences que l'ensemble des autres banques du pays réunies. Le fait que les *fonctionnaires* (il y en a 40 000 environ) aient leur compte à la « banque verte » fait beaucoup pour sa réputation. Et si d'aventure un contrôle *policier* (ils sont nombreux) se révèle trop tatillon ou onéreux, la carte de la C.N.C.A. vaut bien un laissez-passer.

La banque tourne. Reste à faire l'apprentissage de l'épargne et de la gestion des coopératives. Une première tentative de récupération de l'épargne par *les* coopératives a échoué. Plusieurs aventures montrent les difficultés à organiser un circuit de l'argent dans un pays en développement. *La* C.N.C.A. a, par exemple, avancé l'argent des récoltes à des acheteurs agréés par l'OPAT. *« Mais ils n'étaient pas si agréés que cela, car, s'ils ont pris l'argent, ils n'ont pas acheté de récoltes et leur ardoise s'élève à un milliard de francs C.F.A. »* Il y a quelques années les *caisses* de l'Ouest ont décidé de retirer l'assistant technique de l'Union des coopératives de Kloto : 85 millions de francs C.F.A., sur un budget de 450 millions, avaient disparu. Le vol était manifeste. Hasard ou pas, le principal témoin est décédé précipitamment. La volonté d'organiser les *producteurs*, le tranfert de savoir-faire, se heurtent à la réalité africaine.

Pourtant le fait coopératif est réel et les assistants techniques mis à la *disposition* du développement rural togolais se sont insérés dans les organisations existantes. Celles-ci concernent surtout les cultures d'exportation : *le* café, *le* cacao et le *coton*, pour lesquelles il existe des prix garantis et une organisation commerciale nationale. Les agriculteurs regroupés en coopératives sont considérés par *les* offices de commercialisation comme des acheteurs agréés, c'est-à-dire qu'ils bénéficient de la marge d'intermédiaire réservée aux acheteurs. Ces coopératives fourniraient le quart de la production (doublement en trois ans) mais seulement de 5 à 7 % des exportations. Cet écart s'explique par la contrebande, qui gonfle le tonnage exporté ; mais ce *phénomène* aurait cessé depuis la fermeture étanche de la frontière avec le Ghana. Toutefois, si le fait coopératif est une priorité nationale, les coopératives ont bien des handicaps. L'OPAT paie *les produits plus cher au privé, pour* rétablir les conditions de concurrence avec les coopératives, qui ne sont pas soumises à l'impôt. En fait, la concurrence n'est pas réelle puisque *85 % des achats* sont réalisés par un seul acheteur agréé, la S.C.T.P.A (Société commerciale togolaise de produits agricoles), dont l'OPAT détient 30 % du capital.

Pour les cultures vivrières, l'obligation nationale d'organiser la commercialisation est moins pressante. Il existe un organisme d'achat, Togograin, créé en 1971, *mais il* achète une très faible part de la production. Les circuits du négoce traditionnel restent puissants et, de ce fait, la coopération demeure bien faible.

En finançant, d'une part, la construction (avec l'aide des caisses régionales de Poitou-Charentes), et, d'autre part, *le fonctionnement* (avec le concours partiel du B.I.T.) de deux centres régionaux de promotion coopérative – à Kpalimé et à Dapaong, – les amicales de Bretagne et de Pays de la Loire ont l'espoir de voir se lever une nouvelle génération de paysans coopérateurs. Pas forcément parmi les jeunes, puisque, en Afrique, il faut d'abord convaincre les aînés pour lancer un mouvement. Ces centres ont été conçus dans un grand souci d'économie *en respectant les données* villageoises, avec, par exemple, une cuisine traditionnelle au feu de bois, et ont été réalisés avec beaucoup d'astuce, comme ces pagnes qui servent à la fois de rideau de douche et de serviette. Des paysans ou des *« encadreurs »* sont initiés pendant *quelques* jours – *et toujours* en saison sèche, quand il n'y a pas de travaux – au b, a, ba de la coopération. *On leur apprend à tenir* un livre de comptes. Une fois le principe acquis, ils retournent au village, mais c'est un enfant, qui, lui, sait compter, qui *inscrira les chiffres* et *fera les calculs*. Ces centres, de création récente (1980 pour celui de Kpalimé), dirigés par un fonctionnaire togolais, *seront* peu à peu *rentabilisés* dans la mesure où ils seront utilisés dans les futurs programmes des organismes internationaux de développement. En *attendant*, ce *sont* les caisses du Crédit agricole qui bouchent les trous du budget de fonctionnement.

Il est assez paradoxal que les banques *mutualistes soient* aussi amenées à contribuer à la mise en place d'une banque d'État. A l'image de la création du Crédit agricole en *France*, *on aurait pu imaginer une* construction plus pyramidale, avec la création à la base de caisses locales, puis ensuite d'un échelon *national*. *Était-ce réaliste* ? *Le* président Eyadema, qui apporte une grande attention à son Crédit agricole (au point de recevoir à dîner en *son palais les présidents et* les directeurs des caisses de l'Ouest, invitation dit-on rarissime), aurait-il toléré une construction moins officielle *et moins centralisée* ?

### Une « priorité » relative

*Assurément, le développement* d'un service bancaire participe au mouvement d'intégration au marché des paysans togolais, qui n'en *demandaient pas tant*. Un *tel service* peut avoir l'avantage de libérer les paysans de la pression des usuriers, autrement plus coûteuse et contraignante. *Les* banquiers *mutualistes* de l'Ouest peuvent encore se féliciter d'aider l'économie d'un pays qui a fait de l'agriculture une priorité. Mais il convient de faire la part entre les mots et les réalités. Dans un premier temps, le Togo a choisi la voie de *l'extension des surfaces*, partant du principe que 20 % seulement des terres exploitables – qui couvriraient au total 70 % du pays – sont effectivement en culture. *Il* est vite apparu *que*, pour des questions de main-d'œuvre notamment, d'investissements aussi, le choix d'une culture plus intensive, avec *augmentation même minime* des rendements, était préférable. Le Togo n'a pas échappé à la maladie de la mécanisation importée : on a pu voir, *abandonnés sous* un hangar à Dapaong, vingt-cinq tracteurs qui avaient entre quarante et huit cents heures d'utilisation. Coût estimé de ce gâchis : *10 millions de francs, français cette fois*. L'agriculture est une priorité ; mais l'expulsion sans indemnités de plusieurs milliers de paysans pour la constitution de *réserves d'animaux* dans le *nord* du pays, les réquisitions d'agriculteurs dans les « groupes choc » pour les fêtes nationales, pour les « champs *du président* », *pour les journées* à donner au parti – le Rassemblement du peuple togolais, – montrent que cette priorité est relative. Elle est en *fait dictée* par la baisse des productions d'exportation – à l'exclusion du coton, dont le tonnage a été multiplié par quatre en dix ans, – baisse catastrophique pour les finances de l'État.

Peut-être les centres régionaux de promotion coopérative seront-ils utiles pour donner aux paysans le goût d'une *organisation* de la production qui dépasse les seuls besoins de l'État. L'aide apportée tant par la France que par les officiels togolais *conforte les seules* cultures de rente et semble ignorer les cultures vivrières.

Mais le pays, assure-t-on, aurait atteint l'autosuffisance et met l'accent aujourd'hui sur le développement de l'élevage pour diversifier les sources de protéines.

*« Quand le poulet fait deux, trois, quatre ou cinq ans, on le regarde. On ne peut pas l'abattre »*, raconte un agriculteur. La tradition de l'élevage est faible au Togo, surtout dans le sud du pays. La culture attelée, la petite mécanisation sans moteur, le développement des troupeaux de petits ruminants (moutons surtout) et l'organisation du marché de la viande, comme on s'y emploie à la station expérimentale d'Anié, sont autant de voies où les coopérateurs français pourraient exercer leur talent, pour une véritable mobilisation villageoise, une mise en coopérative qui ne serait plus seulement dictée par les impératifs des programmes de rénovation de la caféière et cacaoïère ni par ceux de la balance commerciale.

JACQUES GRALL.

# Marks and Spencer : des « boutiquiers » britanniques qui réalisent près de 25 milliards de francs de chiffre d'affaires

**Sans jamais transiger avec les principes de qualité et de rigueur dans le choix des produits qui ont fait la réputation des deux fondateurs de l'entreprise qui porte maintenant leur nom – Michael Marks et Thomas Spencer, – leurs successeurs ont su bâtir un groupe qui figure à présent à la première place des chaînes britanniques de vente au détail et parmi les cinq premières entreprises de distribution d'articles alimentaires au Royaume-Uni.**

UN autocollant sur chaque téléphone : *« Soyez bref ! »* ; une pancarte dans les toilettes : *« Pourquoi n'éteignez-vous pas la lumière ? »* Cent ans après, les vieux principes élémentaires d'économie et de rigueur de gestion, patiemment inculqués par Michael Marks à ses collaborateurs et amis, sont encore la règle chez Marks and Spencer.

*« C'est vrai, nous sommes encore des boutiquiers »*, admet M. J.H.M. Samuel, administrateur de la société mère et responsable financier, *en recevant* le Club Presse Finance. S'il a bien dit *« boutiquiers »* et non pas *« petits boutiquiers »*, cette feinte modestie n'empêche pas M. Samuel de glisser au passage que cette entreprise, dont les fondateurs ont dressé leur premier étalage sur le marché de Leeds en 1884, réalise à présent près de 2,5 milliards de livres sterling de chiffre d'affaires par an. L'équivalent, à peu de chose près, d'un groupe français de la taille de Carrefour.

*« A soixante-dix ans*, explique M. Samuel, *l'actuel président continue à se rendre chaque jour dans l'un ou l'autre des magasins. »* Il veut tout voir, interroger les clients, mais aussi les vendeuses, pour savoir, par exemple, si elles aimeraient porter cette adorable petite robe mauve à 18 livres. *« Et si la vendeuse fait la moue en expliquant qu'elle ne lui plaît guère, alors c'est le drame et la réunion immédiate de la direction pour chercher à améliorer le modèle. »*

Qualité, prix, égards pour les *fournisseurs et la clientèle* ; on n'a que ces mots à la bouche à Baker Street, dans ce bâtiment d'allure austère où plus de trois cents experts et techniciens infligent les pires sévices aux produits nouveaux avant de leur délivrer l'insigne « St Michael », qui pourra seul leur conférer une qualité unanimement reconnue.

La sélection est sévère et, au cours de l'année 1982, sur un total de quatre cents produits alimentaires testés en laboratoire, à peine une centaine ont finalement été retenus. De même, dans le laboratoire textile où travaillent de nombreux ingénieurs et chercheurs, l'équivalent de 20 millions de francs ont été dépensés en essais techniques pour vérifier les caractéristiques de différents tissus, fabriqués en Grande-Bretagne pour 90 % *d'entre eux, même si l'origine des* matières premières est beaucoup plus lointaine.

Résultat : on peut acheter son costume en « pièces détachées » chez Marks and Spencer puisqu'on en connaît la taille, la texture, et toutes les données sont répertoriées. On peut l'essayer chez soi – sans passer par la traditionnelle cabine d'essayage – et le rapporter éventuellement au magasin.

## Pas de publicité

Pour mériter la confiance de la clientèle, il faut d'abord acquérir celle des fournisseurs. *« Nous travaillons avec un nombre limité de fournisseurs*, souligne M. Samuel, *environ quatre cents pour le textile et trois cents tout au plus pour les produits alimentaires, ce qui permet d'assurer un suivi dans le processus de fabrication. »* Pour autant, Marks and Spencer s'interdit de posséder une participation ou un intérêt quelconque chez l'un ou l'autre de ses fournisseurs, ce qui n'exclut pas de les aider financièrement dans des cas bien précis pour les inciter à s'équiper en matériel nouveau et, par voie de conséquence, à améliorer la qualité du produit.

Sans entraîner de majoration des prix ? *« Oh ! si, bien sûr, nous sommes peut-être un peu plus chers,* concède-t-on, *mais la qualité est tellement meilleure. »* Sans doute, mais encore faudrait-il le faire savoir, par la publicité, par exemple. La publicité ? La question est presque incongrue. En Grande-Bretagne, tout le monde connaît Marks and Spencer, ce n'est pas la peine de faire de la publicité... Evidemment, mais ailleurs ? Au Canada, *notamment*, où les *résultats* ne sont pas à la hauteur des espérances, ce qui a contraint Marks and Spencer à racheter deux chaînes de magasins, Peoples et D'Allairds, de façon à rétablir une marge bénéficiaire amputée par les déficits des seuls magasins à l'enseigne Marks and Spencer ?

*« Au Canada, nous avons mal apprécié les conséquences de la proximité des Etats-Unis et le recours systématique à la publicité qui y est pratiqué*, explique M. David de Saxe, responsable des activités internationales. *Mais nous allons modifier notre attitude, et il ne faudra pas longtemps avant que l'équilibre des magasins Marks and Spencer ne soit rétabli. »* En Europe, le groupe s'est contenté jusqu'à présent d'enjamber la Manche pour ouvrir en 1975 le magasin du boulevard Haussmann à Paris, destiné à servir de test. Celui-ci ayant été probant, Marks and Spencer a ultérieurement procédé à une seconde implantation en région parisienne, à Rosny-2 en 1977, puis à Lyon, Reims, Strasbourg et, enfin, à Lille en novembre 1982. En dehors de la France, un seul magasin a été ouvert à Bruxelles, et une seconde implantation est prévue en Belgique, à Anvers, en août prochain.

Visiblement, l'expérience est restée très limitée sur le continent, et, *pour* l'instant, un seul magasin, celui du boulevard Haussmann, *« gagne de l'argent »* en dépit du handicap d'être situé sur le *« mauvais trottoir »*, le *« bon trottoir »* étant celui qui lui fait face, où deux grands magasins canalisent une partie importante des chalands. Depuis qu'il s'est agrandi, ce magasin parisien réparti sur quatre niveaux et 5 000 mètres carrés de vente a pratiquement doublé son chiffre d'affaires en trois ans, mais il ne consacre encore que 20 % de ses articles et de ses ventes à l'alimentation, contre un pourcentage de 30 % en moyenne dans les magasins britanniques.

S'ils ne veulent pas ouvrir d'autres magasins en France dans l'immédiat, les dirigeants de Marks and Spencer sont décidés à conserver ceux qui existent. *« Nous avons investi 200 millions de francs en France*, indique M. Samuel, *et nous devons attendre quelques années encore pour déterminer quelle doit être notre politique. »*

Le choix est clair : comme le groupe a du mal à équilibrer pour le moment ses implantations à l'étranger, il préfère élargir son assise dans les villes britanniques où il n'était pas représenté pour l'instant. Ainsi, entre août 1983 et août 1986, une dizaine de nouveaux magasins devraient voir le jour, à raison de 2 500 mètres carrés en moyenne pour chacun d'entre eux et sur la base d'un investissement de 1 000 livres sterling par mètre carré de surface commerciale créée.

Ce développement dans le seul Royaume-Uni devrait permettre à Marks and Spencer de continuer à progresser au rythme de 10 % à 15 % de croissance annuelle constaté jusqu'à présent, sans que les successeurs de Michael Marks se montrent particulièrement préoccupés par les effets de la crise économique en Grande-Bretagne, où trois millions de personnes sont au chômage.

*« Pour nous, le raisonnement est simple*, explique M. Samuel. *Si nous avons 8 % de chômeurs, cela signifie que nous avons également 92 % de gens qui travaillent et, donc, qui vont acheter chez nous ! »*

**SERGE MARTI.**

## « Tout à 1 penny ! »

LORSQU'IL débarque en 1884 à Leeds, cette ville besogneuse du Yorkshire, le jeune Michael Marks – il a alors *vingt et un ans – n'a qu'une idée* en tête : fuir les pogroms polonais. Mais, sans un sou en poche, il lui faut pourtant bien vivre, et les 5 livres sterling prêtées par un petit commerçant lui permettront non seulement de subsister quelques jours, mais d'installer son propre étalage sur la place du marché avec une enseigne unique : *« Le bazar de Marks : tout à 1 penny ! »*, les seuls mots qu'il connaisse en anglais.

Ce qu'il vend ? N'importe quoi : des casseroles, de la mercerie, des jouets, des partitions musicales, pourquoi pas ? L'essentiel, c'est le prix : 1 penny. C'est *simple, pas cher, et ça évite* de rendre la monnaie... En peu de temps, les affaires marchent bien ; à tel point que, à force de parcourir inlassablement les marchés du nord de l'Angleterre où la qualité de ses produits lui ont bien vite forgé une solide réputation, Michael Marks décide de prendre un associé.

En signe de reconnaissance, il se tourne d'abord vers Isaac Dewhirst, ce commerçant de Leeds qui lui avait permis de démarrer avec 5 livres en poche. Tout en déclinant l'*offre* de Michael Marks, ce commerçant en gros, qui fournit à présent tous les bazars de l'*émigré polonais, lui présente* aussitôt son homme de confiance en la personne de son comptable : Thomas Spencer. Les deux complices vont aussitôt former une solide association en 1894 tout en assurant à la famille Dewhirst le rôle de *fournisseur privilégié* – qui est encore le sien de nos jours – *pour le compte de ce nouveau* tandem : Marks and Spencer.

*L'association survivra* à la mort de Thomas Spencer, en 1905, puis, deux ans plus tard, à celle de Michael Marks, et ce sera le fils de ce dernier, Simon Marks, qui prendra la direction générale de l'entreprise pour accéder en 1916 au *poste de président-directeur général*, une fonction qu'il occupera jusqu'à sa mort, en *1964*, avec la satisfaction d'avoir été anobli entre-temps sous le nom de lord Marks.

*Cette consécration*, Simon Marks la doit aussi à son ancien camarade d'école, Israël Sieff, devenu à son tour lord Sieff, avec lequel il va rapidement tisser des liens familiaux étroits puisque chacun d'eux va épouser la sœur de l'autre. Ils furent heureux, et ils eurent naturellement beaucoup d'enfants. Pour parachever ce joli conte de fées à la mode britannique, l'actuel président-directeur général de Marks and Spencer, lord Sieff of Brimpton, n'est autre *que Marcus, le petit-fils de Michael Marks.* D'autre part, M. Michael Sacher, autre petit-fils du fondateur, assure encore aujourd'hui les fonctions de directeur général adjoint au sein de la première chaîne britannique de commerce de détail bâtie sur un bazar il y a tout juste cent ans. A un an près.

### La devise « St Michael »

A l'heure actuelle, plus de quatorze millions de clients franchissent chaque semaine les portes d'un des deux cent soixante magasins Marks and Spencer installés dans le Royaume-Uni, en Europe et au Canada, et où tout article vendu doit obligatoirement *arborer la marque unique « St Michael »*, en l'honneur du fondateur de la dynastie Michael Marks. Déposée depuis 1928, elle représente bien plus qu'un simple label apposé sur une étiquette. C'est d'une véritable devise dont il s'agit. A *Marble Arch*, au cœur de Londres, le magasin-pilote à l'enseigne Marks and Spencer figure en bonne place dans le célèbre Livre des records « Guinness » pour le nombre inégalé dans le monde des ventes de détail au mètre carré !

Pour les dirigeants – et pour un nombre toujours croissant de Britanniques si l'on en croit la courbe des ventes, – la marque *« St Michael »* est avant tout le synonyme d'un bon rapport qualité/prix. Marks and Spencer occupe à présent environ 900 000 m² de surface de vente qui lui permettent de figurer largement en tête des principaux groupes détaillants de vêtements et parmi les cinq premiers détaillants pour les produits alimentaires dans l'ensemble du Royaume-Uni. Sur un chiffre d'affaires qui devrait avoisiner 2,4 milliards de livres sterling pour l'exercice 1982-1983, les deux tiers environ auront été réalisés dans le secteur non alimentaire (vêtements pour l'essentiel, mais également accessoires divers, chaussures, tissus d'ameublement, articles pour la maison...) et le solde dans les produits alimentaires, qui portent également la marque *« St Michael »*.

Classés au quatrième rang des entreprises britanniques en termes de capitalisation boursière (1) (250 000 actionnaires figurent sur les registres), le groupe Marks and Spencer possède à lui seul 15 % du marché national du vêtement. Voilà qui explique qu'un Anglais *sur trois achète un pyjama* M. and S..., tandis qu'une Anglaise sur deux enfile chaque matin une petite culotte frappée aux mêmes initiales, si l'on en croit les statistiques soigneusement tenues à jour à Baker Street, au siège de la société.

Si elle s'est vue décerner en *1977 le « Queen's Award » destiné* à récompenser ses efforts à l'exportation, la société sait cultiver le marché national. Quand le *St Michael News*, le nouveau magazine distribué dans tous les rayons Marks and Spencer, invite ses clients – et clientes – à acheter anglais *« Buy British ! » (« Achetez anglais ! ») dans son* numéro de février dernier, c'est toute la Grande-Bretagne qui se drape frileusement dans la bannière de l'Union Jack.

**S. M.**

(1) L'action Marks and Spencer est cotée depuis 1973 à la Bourse de Paris.

### Résultats financiers consolidés

*(en millions de livres sterling)*

EXERCICES AU 31 MARS

| | 1980-1981 | 1981-1982 | Augmentation en % | 1982-1983 (1er semestre) |
|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 1 872,9 | 2 198,7 | + 17,4 | 1 117,0 |
| dont : | | | | |
| Royaume-Uni | 1 739,2 | 2 025,3 | + 16,4 | 1 027,1 |
| Europe | 33,3 | 43,6 | + 30,9 | 25,4 |
| Canada | 78,1 | 103,3 | + 32,3 | 51,2 |
| Ventes à l'exportation en dehors du groupe | 22,3 | 26,5 | + 18,8 | 13,3 |
| Bénéfice net | 99,5 | 120,7 | + 20,3 | 51,7 |
| dont : | | | | |
| Royaume-Uni | 96,5 | 117,0 | + 21,2 | – |
| Europe | 1,7 | 2,2 | + 29,4 | – |
| Canada | 1,4 | 1,5 | + 7,1 | – |
| Bénéfice par action : (En pence) | 7,62 | 9,22 | + 21 | 3,94 |
| Dividende par action : (En pence) | 3,80 | 4,60 | + 21 | 1,85 (dividende intérimaire) |

## BIBLIOGRAPHIE

# « RECONQUÉRIR L'ESPOIR », de Maurice Lauré

C'EST un livre aux objectifs ambitieux qu'a écrit M. Maurice Lauré déchargé de ses activités professionnelles depuis qu'en février 1982 il a été remplacé par M. Jacques Mailloux à la tête de la Société générale. Il s'agit de rien de moins que de proposer au monde en général, et à la France en particulier, des solutions permettant de sortir de la récession, ou, si l'on préfère, de la stagflation en apportant des solutions aux problèmes posés par les deux « chocs pétroliers » auxquels l'auteur confère dans la « crise » un rôle central, sinon presque exclusif, par l'industrialisation du tiers-monde et par l'inflation, dont M. Lauré pense avoir demonté le mécanisme, d'où sa conviction d'être en mesure de proposer la parade efficace.

Des trois parties, la plus stimulante nous paraît être la troisième, celle précisément consacrée à l'inflation, parce qu'elle est la plus polémique, s'attaquant au dogme de la nécessité préalable de rétablir les prétendus « grands équilibres », et parce qu'elle est la moins susceptible d'être rapidement atteinte par le vieillissement qui frappe inévitablement tout ouvrage dominé par le souci de serrer de près l'insaisissable « actualité ». Maurice Lauré s'attache à montrer l'échec rencontré par les politiques d'inspiration « monétariste », c'est-à-dire dérivant de l'idée qu'il existe une étroite corrélation entre l'accroissement de la masse monétaire et la hausse des prix. Le défaut de ces politiques est de croire que, sous prétexte qu'effectivement une forte émission de monnaie accompagne les poussées d'inflation, le mouvement est réversible, en ce sens qu'il suffirait de restreindre l'expansion de la masse monétaire et du crédit pour obtenir une stabilisation des prix. A l'origine des politiques restrictives qui paraissent inopérantes à l'auteur se trouve, selon lui, l'illusion que l'inflation proviendrait d'un excès de la demande sur l'offre. Sa propre explication, qui rejoint celle de bon nombre d'essayistes modernes, est que le phénomène est amorcé par la compétition des partenaires sociaux qui, ne parvenant pas à se mettre d'accord sur la répartition du revenu national, *« s'octroient des pouvoirs d'achat dont le total dépasse la valeur de la production »*. Il n'en résulte pas que les « grands équilibres » sont rompus, puisque, comme le note avec bon sens l'auteur, il est impossible de consommer durablement plus qu'on ne produit.

L'ajustement s'opérera par des hausses de prix qui conduiront les salariés des différentes professions à réclamer des « révisions » de leurs rémunérations respectives. L'une des questions est de savoir si M. Lauré n'a pas subrepticement réintroduit le concept, qu'il critiquait à juste titre (selon nous), d'« excès de la demande sur l'offre » puisque, si on le suit bien, c'est pour corriger les effets de pouvoirs d'achat excédant l'offre que les hausses de prix sont rendues nécessaires. Quant au remède qu'il prescrit, il ressortit à la thérapeutique de la politique des revenus (bien que l'expression ne soit pas utilisée).

Dans la version améliorée qu'il en présente, cette politique consisterait, à chaque étape (décalée dans le temps) de révision des salaires dans les différentes professions, à persuader les employeurs de renoncer à une fraction de hausse de prix et les salariés de se contenter d'une majoration amputée dans les mêmes proportions de leurs rémunérations. Il suffirait en quelque sorte d'une bonne volonté générale pour briser le processus infernal. Fût-il sceptique sur la conclusion d'ensemble, le lecteur lira avec grand profit les analyses de M. Lauré, l'inventeur de la T.V.A., sur les effets de l'inflation, sur la structure des bilans des entreprises et l'évolution de leurs comptes de résultats.

Le caractère commun de nombreux ouvrages consacrés à des questions économiques est de s'appuyer plus sur des rapports circonstanciels (qui eux-mêmes manquent du recul nécessaire pour juger des faits et de leur évolution) que sur une rigoureuse interprétation des phénomènes économiques et financiers de notre temps au vu des enseignements de la théorie économique.

M. Lauré ne semble pas douter un instant que les deux chocs pétroliers soient à l'origine des déséquilibres de balance des paiements et qu'ils aient été le facteur déterminant de l'accélération de l'inflation. Pas une seule fois il ne fait allusion à l'impact qu'aurait pu avoir sur la conjoncture et sur l'appareil financier l'effondrement du système monétaire de Bretton-Woods précédé d'une double dévaluation du dollar, tous événements qui se sont produits avant le premier choc pétrolier, unique facteur, aux yeux de M. Lauré, du changement de climat et de rythme intervenu à partir de 1974. Pour lui, le plus urgent est d'affecter le produit des emprunts internationaux contractés par les pays du tiers-monde à des investissements énergétiques selon une procédure qui rappellerait l'affectation des crédits du plan Marshall. Selon des études menées au début des années 70 par la Bundesbank, le déficit des pays du tiers-monde aurait été à peu près le même en l'absence d'un renchérissement du prix du pétrole. C'est un aspect des choses qu'ignore complètement l'auteur. Son obsession du pétrole lui fait écrire, par exemple, qu'il est bon d'avoir pour débiteurs des pays qui disposent d'énergie. Le cas du Mexique semble montrer que la question est plus complexe qu'il ne paraît le croire. Son plan Marshall nouvelle manière est tout entier conçu en fonction de l'idée qu'un pays, pauvre ou riche, doit se donner pour premier objectif d'économiser les dépenses en devises comme s'il n'était pas *a priori* préférable, question de sécurité mise à part, d'acheter à l'étranger bon marché ce qu'on ne peut que produire plus cher chez soi.

Selon M. Lauré, les pays en voie d'industrialisation et disposant d'une main-d'œuvre bon marché devraient lever eux-mêmes une taxe sur les produits qu'ils sont en mesure d'exporter à meilleur compte. Il a raison de penser qu'il convient d'atténuer les effets d'une concurrence trop brutale sur les industries traditionnelles de la vieille Europe, mais les nations qui s'industrialisent à leur tour doivent-elles pour autant renoncer à profiter de la division internationale du travail quand celle-ci leur est favorable ? Il est vrai qu'en France cette notion reste suspecte. On préfère y voir une invention des économistes anglo-saxons plutôt qu'une découverte de la théorie économique. M. Lauré ne va pas tout à fait jusque-là, mais il est tenté de le faire, comme on peut le constater à plusieurs reprises à la lecture de son livre, dans lequel il soutient encore la thèse – pareillement chère à bon nombre de ses compatriotes – selon laquelle une « planification » de l'économie énergétique mondiale serait une bonne chose. Penser qu'une telle planification est possible, n'est-ce pas supposer le problème résolu ?

PAUL FABRA.

★ *Reconquérir l'espoir*, de Maurice Lauré, Julliard, 261 pages, 70 francs.



## RÉPONSE A M. EDGAR FAURE

# Comment ne plus pénaliser les entreprises ?

par EDMOND ALPHANDÉRY (*)

DANS « le Monde de l'économie » du 5 avril, M. Edgar Faure a proposé une formule d'autant plus séduisante qu'elle semble apparemment pouvoir relancer l'activité économique et freiner le chômage sans coût.

Il suggère en effet de diminuer de quelques points les cotisations sociales des entreprises et de financer cette mesure par une majoration du taux de la T.V.A.

Le raisonnement qui est à la base de l'opération repose sur deux propositions qui sont isolément justes, mais qui, lorsqu'on les combine, donnent naissance en fait à une sorte de sophisme. Il est certainement exact que l'un des meilleurs moyens pour lutter contre le chômage est de diminuer les charges sociales afférentes aux salaires qui pèsent évidemment sur le coût du travail. Il est non moins exact que la majoration du taux de T.V.A. que ne supportent pas les biens exportés, ne pénalise pas les exportations, ce qui est, dans le contexte actuel, où le problème numéro un est, comme chacun le sait, l'équilibre du commerce extérieur, une qualité fiscale essentielle.

Faut-il conclure que la politique préconisée par M. Edgar Faure doit être mise en œuvre ?

Au lieu de se limiter, comme ce dernier le fait dans sa démonstration, à une analyse microéconomique, il est essentiel de regarder le problème à son niveau global.

Pour réaliser une opération blanche, une diminution de 100 des charges sociales doit être compensée par une augmentation de 100 de la T.V.A. Mais, comme les clients des industries exportatrices ne la paieront pas, cette augmentation de 100 de la T.V.A. serait supportée en totalité par les clients des industries tournées vers le marché intérieur, c'est-à-dire les Français.

Aussi, pour que la mesure s'autofinance intégralement, la majoration de la T.V.A. pour les entreprises tournées vers le marché français devrait donc plus que compenser la baisse de leurs charges sociales. L'opération s'analyserait en définitive comme un transfert de charges du secteur exportateur, qui globalement en paierait moins (baisse de charges sociales), vers le secteur domestique, qui en supporterait plus (baisse de charges sociales compensée par une augmentation plus lourde de la T.V.A.).

Certes, les industries exportatrices méritent d'être aidées, mais n'oublions pas que de multiples dispositions, tant au niveau de la fiscalité qu'à celui du crédit, favorisent déjà le secteur exposé à la concurrence internationale. Faut-il accentuer la distorsion ? N'oublions pas que cela ne ferait que transférer le chômage d'un secteur vers un autre, en accentuant encore les méfaits actuels de la conjoncture sur des secteurs gravement atteints, comme le bâtiment et les travaux publics.

On pourrait envisager, comme le laisse entendre M. Edgar Faure en fin de démonstration, qu'il n'y ait pas une opération blanche.

Si l'on admet que la meilleure stratégie de lutte contre le chômage par les temps qui courent est évidemment une diminution des charges sociales, plutôt que de la compenser par la fiscalité, il est parfaitement recevable de couvrir cette perte de recettes par une baisse des dépenses budgétaires. Ce qui supposerait évidemment au préalable un assainissement progressif de nos finances publiques.

Sur ce dernier point donc, je rejoins M. Edgar Faure, mais il faut bien voir que, partant d'un déficit budgétaire de 117 milliards de francs, d'une sous-évaluation manifeste des tarifs publics, d'un déséquilibre permanent de la Sécurité sociale, une telle politique, quel que soit son caractère bienfaisant, apparaît en ce moment assez irréaliste.

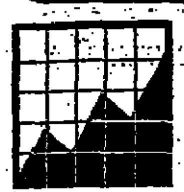
(*) Député U.D.F. du Maine-et-Loire.

| | La ligne* | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 77,00 | 91,32 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 22,80 | 27,04 |
| IMMOBILIER | 52,00 | 61,67 |
| AUTOMOBILES | 52,00 | 61,67 |
| AGENDA | 52,00 | 61,67 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 151.80 | 180,03 |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADRÉES | La mm/col.* | La mm/lig. T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 43.40 | 51,47 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 13.00 | 15,42 |
| IMMOBILIER | 33.60 | 39,85 |
| AUTOMOBILES | 33.60 | 39,85 |
| AGENDA | 33.60 | 39,85 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Groupe de Sociétés de Services
recrute

## Directeurs Régionaux

AUVERGNE (19 agences)
et PARIS EST (12 Agences)

Priorité sera donnée à un diplômé supérieur.

Sa mission :

par son action commerciale directe très importante

Il améliore les résultats des agences
Il établir un programme d'action commerciale
Il entraine les responsables sur le terrain, recrute, forme les collaborateurs permanents, dirige, anime, contrôle le réseau et supervise la gestion des agences.

Rémunération liée aux résultats. Salaire annuel à partir de 180.000 F selon expérience + frais.

Adresser CV, photo et lettre manuscrite sous réf. 9926 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra



## Directeur commercial - futur directeur de filiale 280.000 F

**Périphériques informatiques** - Une société britannique en très forte croissance sur un marché porteur, spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de terminaux graphiques haute performance, utilisés en CAO, DAO, EAO, et jouissant d'une bonne image de marque, recherche, pour sa toute nouvelle filiale française, son directeur commercial. Basé à Paris et placé sous l'autorité du directeur général de la maison mère, sa principale mission sera de développer cette unité tant en terme de chiffre d'affaires, de profitalité que de structure et d'organisation, qu'il dirigera. Bénéficiant d'une large autonomie d'action, mais également du support technique et commercial de la maison mère, il développera la pénétration des systèmes auprès des constructeurs, des OEM et des principaux utilisateurs : groupes importants, armée, administrations... Au départ sa mission sera avant tout celle d'un homme de terrain, rompu à la négociation de haut niveau tant technique que commerciale, principalement dans l'informatique scientifique. Le directeur commercial recherché se verra confier en cas de réussite la direction de la filiale. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure (type ingénieur électronique, MIAGE, ...) ayant une expérience significative de la vente auprès de ce type de clientèle et se sentant autant à l'aise dans les discussions techniques que commerciales. L'anglais courant est nécessaire. La rémunération de départ de l'ordre de 280.000 francs sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/R9011M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



## Manager centre de distribution Amiens




*première marque européenne de jeans, en constante* progression sur son marché (1200 personnes, 4 unités de production en France) recherche le responsable de son centre de distribution, basé à Amiens. Homme de commandement et d'action, il animera et dirigera une équipe de 65 personnes, avec la responsabilité d'objectifs d'expédition. Organisateur soucieux d'améliorer et d'innover, il assurera l'ensemble de la gestion et le développement de cette unité de 8.000m². Agissant de manière autonome, il disposera d'un outil informatique indépendant et performant, et recevra l'appui des structures fonctionnelles de la société dans les domaines du social et de l'organisation. L'ensemble de cette mission s'exercera dans le cadre d'un budget de fonctionnement annuel (personnel, investissements...). Ce poste s'adresse à un candidat tourné vers l'action, âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure (technique ou gestion) ayant une expérience significative de la conduite des hommes acquise dans une fonction similaire (industrie ou distribution). La rémunération, très ouverte, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/R9000M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

## La fonction Personnel dans un Groupe pharmaceutique international réputé

Notre société, grâce à la qualité de ses produits et au dynamisme de son personnel (550 personnes) est en pleine croissance : son C.A. 1982 de 350 MF. doublera dans les 4 ans qui viennent.

Pour faire face à ce développement, notre Directeur de Personnel crée le poste de **Chef de Personnel Siège-Visite Médicale**, de même qu'il existe déjà un poste de Personnel Usines-Centre de Recherche.

**Vos objectifs** : 200 personnes à gérer. Assister les Directions dans des domaines aussi diversifiés que le recrutement, la formation, la gestion des rémunérations, les définitions de fonctions, les systèmes de stimulation pour la visite médicale, la communication interne, etc. Participer étroitement à la définition de la politique de Personnel.

Ce poste est évolutif autant dans le cadre d'une délégation de plus en plus large de la part du Directeur du Personnel, que dans l'optique du développement rapide de notre société.

Vous avez 28/32 ans environ. Une première expérience de la fonction Personnel vous a permis de mesurer votre goût et vos aptitudes pour ce poste alliant sens de la communication et capacité à rendre service avec rigueur et précision.

La fourchette de salaire pour ce poste basé à Paris se situe entre 170 et 200.000 francs.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous réf. 4/PEL/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA



## DIRECTEUR FINANCIER

*Société industrielle*, 1200 personnes, 2 usines, ayant un plan de charges assuré sur 3 ans, leader sur le marché français, fortement présente à l'étranger, spécialisée dans le matériel ferroviaire inox (réseau, métro, banlieue) recherche un Responsable Financier de haut niveau.

Exigences du poste :
- formation Ecole Supérieure de Commerce, ou Ingénieur
- solide expérience du contrôle de gestion acquise en milieu industriel
- parfaite maîtrise de l'anglais.

Ses responsabilités :
- comptabilité générale et analytique informatisée
- contrôle de gestion des 2 usines
- montage financier des dossiers export et leur suivi
- relation avec les banques, la COFACE et la Société Mère.

Le lieu de travail est au siège situé à 100 km à l'Ouest de Paris, facile d'accès.

*Merci d'adresser CV + rémunération actuelle sous référ. 224/M à :*
DICA SELECTION
69, rue Lecourbe 75015 PARIS
dica

## directeur des ventes

CHAINE DE MAGASINS — PAP FEMININ

Nous sommes un important groupe de distribution à fort développement et créons aujourd'hui pour l'une de nos Sociétés le poste de Directeur des Ventes. Cette Société qui a déjà plusieurs magasins de PAP féminin a un ambitieux programme d'ouverture : 100 points de vente dans un délai de 5 ans ; 65 succursales et 35 franchisés. Le nouveau collaborateur que nous recherchons aura pour mission de contrôler et de développer cette chaine. Il sera responsable de l'animation commerciale : recrutement et formation du personnel de vente ; il sera capable de concevoir et de suivre des actions promotionnelles ; il travaillera en étroite collaboration avec notre service achats afin d'orienter la sélection de nos produits. Ce poste qui est évolutif nécessite une très bonne connaissance du PAP féminin et de la distribution. Il s'adresse à un homme jeune, diplômé d'études supérieures et parlant, si possible, l'anglais. Une première expérience de responsable d'une chaîne de magasins ou de chef de département confection féminine acquise dans un grand magasin ou dans la distribution moderne est nécessaire.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 259.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON
recherche

## DIRECTEUR DE PROGRAMMES

- Le candidat retenu aura la responsabilité d'opérations immobilières.
- Il devra acquérir une bonne connaissance du marché foncier et immobilier de son secteur et en suivre l'évolution.
- Il participera au montage de ses opérations avec les architectes et les administrations concernés.
- Il sera chargé de la gestion administrative et financière de ses opérations et représentera le maître d'ouvrage dans ses relations avec les tiers.
- Il participera à l'élaboration de la politique commerciale et en suivra l'évolution.

Le profil du candidat sera le suivant :
- 30 ans minimum
- une expérience de 5 ans dans le secteur immobilier
- formation supérieure

Rémunération motivante comportant fixe + prime fonction des résultats.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à :

**urbat**
14, avenue Frédéric Mistral
34000 MONTPELLIER

## directeur des ventes

*Nous sommes l'une des toutes premières Sociétés Françaises de Travail Temporaire. Notre croissance est régulière et équilibrée, et nous disposons de l'appui de groupes financiers solides.*

Ce développement nous amène à créer un poste de **DIRECTEUR DES VENTES**.

*Ses missions consisteront à :*
- animer une équipe d'attachées commerciales (suivi, contrôle des performances, formation...),
- assurer le suivi d'une partie des clients existants,
- contribuer au développement du chiffre d'affaires (prospection, actions spécifiques, ...),
- participer à des missions de réflexion (argumentaires, méthodologie...).

Le poste pourrait convenir à un diplômé d'une Ecole de Commerce ou équivalent, âgé d'environ 30 ans, et ayant une expérience réussie dans le domaine de la vente de Services aux Entreprises.

Poste pouvant évoluer à terme.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous référence 33.91/DV/554 à ADEQUATION.
62/64 avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Maison protestante Ambroise-Paré (clinique-école) cherche directeur ou directrice. Ecrire : 4, av. Emile-Zola 59800 LILLE.

IMPORTANTE FROMAGERIE
VOSGES
(C.A. 400 M.F.)
recrute un

## DIRECTEUR FINANCIER

orienté vers gestion et organisation
Tél. au (8) 336-42-63
ou écrire sous réf. P. 300
CLAUDE BLIQUE
B.P. 3097,
54013 NANCY CEDEX.

## chef du service comptabilité générale

ALSACE

Vous avez 30 ans minimum et après avoir terminé votre école de gestion et passé votre DECS, vous avez souhaité vous former à la comptabilité anglo-saxonne pour vous permettre de travailler *dans des entreprises dynamiques et rigoureuses.*

Vous êtes devenu un spécialiste des systèmes d'information de gestion que vous avez déjà personnellement conçus et mis en place. Vous souhaitez *aujourd'hui mettre cet acquis au service* d'une entreprise plus importante vous offrant de larges perspectives de promotion.

*Un groupe français spécialisé dans les techniques militaires et la* construction mécanique et électronique vous offre l'opportunité de devenir le Chef de son Service Comptabilité Générale au sein d'une direction financière qui achève de se restructurer.

Vous dirigerez 22 personnes et vos objectifs principaux seront d'améliorer ou d'implanter de nouveaux systèmes, de contribuer à l'intégration de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique et d'établir des systèmes de reporting fiables.

Votre C.V. détaillé avec salaire actuel sera adressé sous réf. 8659-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising NEW YORK PARIS

FOYER JEUNES TRAVAILLEURS MIXTES PARIS (150 lits) recherche

## DIRECTEUR ADJOINT

(H. ou F.)

Formation requise.
Adresser C.V. - photo à RÉGIE-PRESSE nº 039.417 M,
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
**296-15-01**

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres *qu'ils reçoivent* et de restituer aux intéressés les documents *qui leur* ont été confiés.

PRODUITS DE BEAUTÉ ELLA BACHÉ - MY EPIL
recherche

## DIRECTEUR DES VENTES

*Bonnes références dans la profession.*
Responsable des Représentants et Démonstratrices.
Ayant contacts avec Grands Magasins et principaux clients
Disponibilité pour déplacements en Province

Adresser C.V. et photo - 87, rue Marceau
93100 MONTREUIL

bleu

PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT PRODUITS INDUSTRIELS

filiale de distribution groupe industriel international, recherche

## DIRECTEUR

CHARGÉ DE LA *PROMOTION*
ET DU DÉVELOPPEMENT D'UNE
LIGNE DE PRODUITS A HAUTE
VALEUR AJOUTÉE

Action France et export. Anglais et allemand indispensables
Rémunération 220.000 Frs. environ, suivant expérience.
Poste à PARIS
Formation supérieure et expérience Marketing industriel
Age 30 ans environ

*Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo*
S/Nº T 039580 M à RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS



# DIRECTIONS
Nationales et Internationales

Nous recherchons LE

## DIRECTEUR REGIONAL

**D'UN IMPORTANT ORGANISME FINANCIER NATIONAL**

Ce cadre de haut niveau assurera la continuité du développement du Groupe en

**MIDI PYRENEES**

Le candidat doit avoir :
- Une expérience bancaire, commerciale.
- Une connaissance des produits financiers.
- Une aptitude à diriger et à animer.
- Le goût des relations.

S'il est originaire de la région c'est un atout.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée à Michel TECHENE - 93 rue Jeanne d'Arc — 75013 PARIS



## Directeur de Production

Notre Unité de Production souhaite rencontrer un Ingénieur CNAM... possédant de solides qualités en matière d'organisation, d'animation des hommes, pour assurer la Direction d'une usine de 150 personnes, située dans le Centre de la France.

Il devra en particulier :
améliorer l'organisation, la productivité, l'information économique de chaque atelier,
veiller à la qualité des produits
mener les études nécessaires à la définition des plans d'investissement.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'envoyer lettre manuscrite, et C.V. sous référence 83103 M à Madame Béatrice GALIEVSKY qui traite confidentiellement cette recherche

centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS



# emplois régionaux

## Saisissez une opportunité tous frais de déplacements payés venez passer une journée chez

**Renix ELECTRONIQUE**

FILIALE DU GROUPE RENAULT ET DE BENDIX U.S.A.
Société en EXPANSION RAPIDE spécialisée en Electronique Automobile installée depuis 1979 à TOULOUSE qui recherche :

POUR SERVICE ETUDES

### UN INGENIEUR LABORATOIRE CIRCUITS HYBRIDES

C'est un ingénieur de 28 ans minimum. Il a 2 à 3 ans d'expérience en bureau d'études ou laboratoire. De bonnes connaissances en circuits couches épaisses dans le domaine du micro-câblage, report de puces, soudure tendre sont exigées.

### UN INGENIEUR PRODUITS NOUVEAUX

C'est un ingénieur Ecole ou « Maison » à vocation électronique. 3 à 5 ans d'expérience dans l'industrie électronique sont nécessaires. Bonnes connaissances des micro-processeurs, des techniques analogiques et numériques.

### UN INGENIEUR SECTEUR CAPTEURS

C'est un ingénieur Grandes Ecoles ou équivalent (mécanicien, électromécanicien ou physicien). 3 ans d'expérience en entreprise industrielle ou laboratoire de recherches, spécialisé dans le domaine des capteurs. Connaissances approfondies des technologies et matériaux employés dans les capteurs.

### UN INGENIEUR

Ingénieur diplômé Ecole ou « Maison » à vocation électronique. 1 à 2 ans d'expérience. Notions en analogiques demandées (commandes petite puissance, petits signaux). Connaissances en micro-processeurs appréciées.

POUR SERVICES ETUDES, CONTROLE-QUALITE, EQUIPEMENT DE TESTS, METHODES

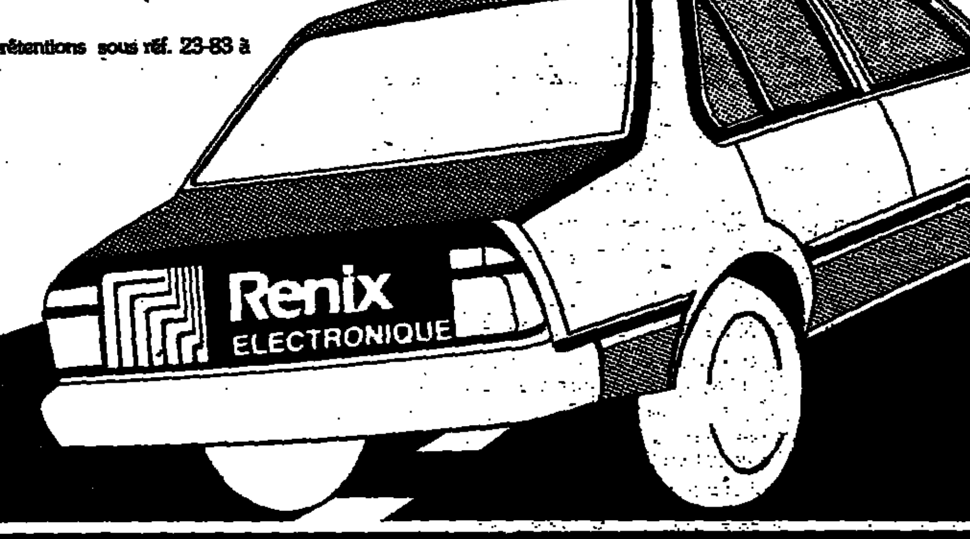
### DES INGENIEURS

Débutants, diplômés Grandes Ecoles à dominante électronique. Libérés des obligations militaires.

NB : TOUS CES POSTES SONT POSSIBLES POUR CERTAINS HANDICAPES.

Adresser C.V., photo récente et prétentions sous réf. 23-83 à
RENIX ELECTRONIQUE
BP 11-49
31036 TOULOUSE Cédex

*Il sera répondu à toutes les candidatures.*




# emplois internationaux
(et departements d'Outre Mer)

## SUPAE
Filiale SAE
*recherche*

### INGENIEUR D'ETUDES T.P.

pour son service étranger, secteur Amérique du Sud.

Profil : expérience travaux souhaitée, professionnel dans les travaux publics depuis 5 ans minimum.
Chargé de la coordination des études techniques, financières et administratives.
Espagnol et anglais exigés. Poste basé à BIEVRES.

*Envoyer CV, lettre manuscrite et rémunération souhaitée à Madame HERBRETEAU Responsable en Recrutement*
SUPAE C.D. 117 - B. P. 16 - 91570 BIEVRES

COFAP

Pour l'exécution d'un important projet au Nigéria
Nous recrutons

## UN CHEF DE PROJET

Le candidat retenu devra avoir démontré sa capacité à diriger et coordonner un projet multidisciplinaire qui exige :
- Une personnalité ayant un sens de l'organisation indiscutable ;
- Une expérience de la négociation au plus haut niveau ;
- L'aptitude au commandement d'une équipe ;
- Une formation de base technique polyvalente, y compris une bonne connaissance du secteur informatique.

Le profil recommandé est celui d'un ingénieur d'affaires, bon gestionnaire, parlant couramment l'Anglais et le Français et doté d'une expérience professionnelle de 10 à 15 ans.

Une connaissance de l'Afrique occidentale serait un atout majeur.

Basé à Lagos le poste comporte les avantages habituellement conférés aux expatriés.

Les personnes intéressées répondant aux qualifications requises ci-dessus doivent envoyer leur candidat., ainsi qu'un C.V. complet et leurs prétent.

Ecrire à RÉGIE-PRESSE nº T 039.621 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**Chargé de cours Département d'Etudes françaises Université de Sydney (Australie)**
Cherche enseignant spéc. de linguistique française/ling. appliquée, cap. diriger rech. et thèses, pos. assurer égal. cours sur soc. & inst. françaises et francophones. Salaire brut mensuel : (environ) 11.000 à 15.000 F. Dépôt candid. avant 23 mai 1983. Rens sur cond. de travail et const. dossier, s'adr. à M. Ivan Barko, University of Sydney, SYDNEY 2006, Australie. Tél. (61) (2) 692-2381 ou (61) (2) 519.1570, ou Association of Commonwealth Universities, 36 Gordon Square, LONDON, WC1H OPF (Angleterre).

**LES EMPLOIS INTERNATIONAUX**

*Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.*

*L'Afrique à la carte...*
**scac** *Transport International*

## Auditeur junior pour nos filiales africaines

Nous occupons une des toutes premières places dans notre profession d'auxiliaires du transport.
Notre groupe accueille des jeunes cadres et leur offre des carrières intéressantes et variées.
Intégré dans une équipe, vous serez formé à notre métier de prestataire de service et à nos procédures. Puis vous prendrez personnellement en charge l'audit interne de quelques filiales en Afrique francophone (assistance comptable, juridique et fiscale, conseil en organisation, contrôle de gestion et informatique...).
Votre personnalité déjà affirmée, votre formation de type ESC, ISG, etc... et votre compétence sanctionnée par le DECS complet nous intéressent.
Vous êtes débutant ou vous avez une courte expérience d'audit et de plus tout en résidant à Paris, vous êtes disponible pour répondre aux fréquentes demandes de nos filiales en Afrique.

N'hésitez pas à adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV), sous réf. 33 M 069 à notre Conseil CPA
69 rue de Monceau 75008 Paris.

CPA — MEMBRE DE SYNTEC

média system

LEADER MONDIAL DANS LE DOMAINE DU TRAITEMENT DE L'EAU
recherche

## INGENIEUR CONTRATS

**ARABIE SAOUDITE**
13.000 S.R/MOIS
pour contrat clé en main.

Maîtrise de la langue anglaise et expérience contractuelle indispensables. Expérience chantiers Moyen Orient souhaitable.

*Contrat à durée déterminée.*

Ecrire lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. 7337 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

**BUREAU D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES**

recherche pour AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

**UN ANALYSTE ÉCONOMIQUE**

— Pour travaux sur budget économique, prévision, conjoncture.
— Poste permanent pr 2 a.

**UN INFORMATICIEN STATISTICIEN**

— Pour conception et suivi exploitation informatique de travaux statistiques.
— Poste permanent pour 1 an ou possibilité plusieurs missions 2 à 3 mois.

Pour ces 2 postes, rémunération attract. à discut. sel. expér. qui sera de 5 ans min.

Ecrire sous le nº T 039.716 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**ASSOCIATION AIDE AU DÉVELOPPEMENT**

**RECHERCHE UN TECH. EXPÉRIMENTÉ**

- Pour lancement atelier confection lingerie (12 pers.).
- 78.000 F net.
- Env. lettre manus., c.v. + photo s/nº 8040 le Monde Pub., serv. annonces classées, 5, r. des Italiens 75009 PARIS.

Société Marocaine Internationale
5.000 personnes - 1,4 milliard de C.A.
recherche son

**CHEF DE DÉPARTEMENT COMPTABLE ET FINANCIER**

Poste très motivant et évolutif pour un candidat de valeur.
Niveau expertise comptable ou Grande Ecole.
Expérience réussie indispensable.
Aptitude à animer 180 personnes.
Nationalité marocaine exigée.
Le cabinet chargé du recrutement garantit la plus stricte discrétion.

Envoyer C.V. détaillé, prétentions et lettre manuscrite sous nº T 039.710 M RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN IMPLANTATION INTERNATIONALE**

recherche pour Région Ouest

## jeune D.U.T. FONCTION "PERSONNEL"

débutant ou quelques années d'expérience

## TECHNICIEN SUPÉRIEUR
### Fabrication mécanique

pour bureau technique
Formation complémentaire gestionnaire appréciée
Bilingue allemand ou anglais.

## TECHNICIEN D'APRÈS-VENTE et ESSAIS

Diplômé Bac technique ou B.T.S. ou D.U.T.
Mécanique et électromécanique.
Déplacement France et étranger
Connaissances en diesel souhaitées
Notions d'électricité et d'électronique appréciées

## TECHNICIEN assistance - qualité

**Formation B.T.S.-D.U.T.**

Traitement thermique - Métallurgie
Résistance des matériaux
Connaissance de l'anglais indispensable
Connaissance de l'allemand souhaitée

**Ecrire à :**
**H.A.P. Hall des petites annonces**
**n° 950940**
**7 X - 44040 NANTES CEDEX**

---

**Entreprise DUCLER** - Travaux Publics - 32300 MIRANDE, recherche pour son siège social

## • Chef comptable

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence CCM à **Entreprise DUCLER**, 32300 MIRANDE - Tél. : (62) 66 54 80.

MEDIA PA

---



## Secrétaire général — 300.000 F

**Sud-ouest** - *Une importante société (plus de 1.000 personnes) du secteur textile, membre d'un groupe international, recherche, dans le cadre de son important développement (+ 35 % de chiffre d'affaires par an), un secrétaire général de haut niveau. Rattaché au président directeur général, il prendra en charge* directement la gestion du personnel, en liaison avec les directeurs des deux usines de fabrication, le contrôle budgétaire, la gestion du risque client et l'ensemble des problèmes juridiques de la société. Il s'appuiera, pour remplir ces différentes missions, sur les services fonctionnels de la direction groupe. Nous recherchons un candidat âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'études supérieures et pouvant justifier d'une expérience similaire, si possible dans le secteur des *biens de consommation. Ce poste est basé dans le sud-ouest de la France. La rémunération annuelle brute, de l'ordre de 300.000 francs, sera* fonction du niveau du candidat retenu. Ecrire à D. DELRIEU. Réf. A/T 7006M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.*
*Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
*3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04*

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---



## Responsable études et développement — Normandie

**Matériels bâtiment et travaux publics** - Membre d'un groupe international leader mondial sur ses marchés, cette société française (230 personnes) recherche le responsable de son bureau études spécialisé dans la conception et la production des matériels utilisés dans le secteur bâtiment - travaux publics (chiffre d'affaires 70 millions). Basé dans une petite ville de la côte normande, en liaison étroite avec la direction générale, il aura pour mission de rechercher, concevoir et mettre au point des nouveaux produits venant compléter la gamme actuelle, d'assurer le lancement et le suivi de prototypes, de participer à l'analyse des coûts de production. Il aura la responsabilité d'une équipe qu'il animera, tant sur le plan technique que logistique. Il sera membre du comité de direction et collaborera au sein de la direction études internationale du groupe. Ce poste s'adresse à un ingénieur de 35 ans environ, de formation supérieure (AM, Supelec ou équivalent), justifiant de plusieurs années d'expérience acquise en milieu industriel (mécanique générale, électricité, électronique) dans la recherche études et développement, ayant un intérêt confirmé pour le marketing et pour la création de produits de biens d'équipement, si possible du bâtiment et des travaux publics. Le contexte international du groupe exige la maîtrise de l'anglais. Pour ce poste les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant prétentions. Réf. B/5787M

*Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
*3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04*

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---



## Gestion des effectifs - bilan social — Nord

BANQUE SCALBERT DUPONT
groupe CIC

**Chargé d'études** - Avec un réseau de 160 agences et un effectif supérieur à 2.600 personnes, la Banque Scalbert Dupont est l'une des grandes banques régionales du groupe CIC. Pour mieux informer et assister les différentes directions du siège et de l'exploitation en matière de gestion des rémunérations et d'administration des effectifs, la direction du personnel crée un *poste de chargé d'études. Rattaché au directeur du département de l'administration du personnel mais dans un esprit* d'autonomie, il sera chargé de réaliser les études statistiques et de mettre en *œuvre les méthodes d'observation quantitatives permettant d'élaborer et* d'affiner les tableaux de bord sociaux et d'en permettre une exploitation cohérente. Progressivement, il pourra être amené à intervenir dans l'adaptation des programmes informatiques existants, ainsi que dans la conception de nouvelles applications relatives au bilan social. Ce poste, basé à Lille, devrait intéresser un diplômé de l'enseignement supérieur de niveau Maîtrise, à orientation économique et sociale, familiarisé avec les techniques d'exploitation statistiques et sensibilisé aux problèmes d'administration et de gestion salariales. Ecrire à J.P. FRAY. Réf. A/4636M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.*
*Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---



## Jeune chef de fabrication — 180.000 F

**Vendée** - Dans le cadre d'un mouvement de promotion interne, une société *française de notoriété internationale recherche*, pour l'un de ses établissements (effectif : 2.000 personnes - 850 millions de chiffre d'affaires dont 30 % à l'export), spécialisé dans la conception et la fabrication d'équipements de grande série, un jeune chef de fabrication capable d'évoluer, à court terme (1 à 3 ans), vers des fonctions de chef d'unité. Dans un premier temps rattaché au responsable d'une unité de montage, il sera chargé, à la tête d'un effectif de 300 personnes, de la réalisation des programmes de fabrication, en quantité, qualité et délais. *Responsable de ses budgets et de ses objectifs, il veillera par* ailleurs à l'optimisation permanente des moyens et des coûts de production. Ce poste, basé en Vendée, s'adresse à un ingénieur diplômé, homme de terrain *et personnalité affirmée, âgé de 27 ans au moins, et pouvant justifier d'une* première expérience industrielle, acquise de préférence en production de grande série (mécanique, automobile, etc...). De bonnes notions en automatisme constitueraient un atout supplémentaire. Le praticien retenu devra être un animateur d'hommes, percevant sa mission en terme de gestion des ressources humaines. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 180.000 francs tiendra compte de la valeur et de l'expérience du candidat retenu. La réussite à ce poste autorise de réelles perspectives d'évolution. Ecrire à G. MINS. Réf. A/1204M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.*
*Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
**1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82**

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---

**wavin**

NOUS SOMMES LEADER EN EUROPE POUR TRANSFORMATION DES MATIERES PLASTIQUES.
EQUIPES EN FRANCE D'UN IBM 4331/2 - 3 M DOS/VSE -CICS - SAM, nous recherchons

## RESPONSABLE ETUDES METHODES ET PROCEDURES

Sous la responsabilité du Chef du Service Informatique :
— Il rédige et suit les procédures de traitement et d'utilisation de l'information.
— partcipe à l'ensemble des projets informatiques, en qualité de conseil ou de responsable, optimise et fait appliquer la méthode de conduite de projets, réalise certaines analyses fonctionnelles
— met en place et fait respecter les «sécurités» informatiques.
Ce poste convient à un ingénieur de formation, possédant plusieurs années d'expérience en conduite de projets pour le développement d'applications informatiques de gestion (financière, comptable, stocks ...) de préférence en milieu industriel.

Anglais souhaité.
*Lieu d'emploi : 15 kms de VICHY (03)*

Merci de transmettre votre C.V., photo et prétentions à
WAVIN - BP 5 - 03150 VARENNES SUR ALLIER.

---

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL RÉGION OUEST**

recherche
pour ses ateliers d'usinage

## TECHNICIENS CELLULE FLEXIBLE

*Ces postes s'adressent à jeunes techniciens de moins de 30 ans libérés des obligations militaires, pouvant effectuer un travail posté, y compris la nuit*
- Titulaires du D.U.T. génie mécanique

CONNAISSANCES :

Méthodes d'usinage sur centres à commande numérique
Notions d'usinage sur centres à commande numérique
*Notions de programmation commande* numérique et informatique
Electronique
Anglais et/ou Italien souhaité

Expérience de 2 à 3 ans en production mécanique souhaitée.
Possibilités de déplacements de courtes durées en France ou à l'étranger

**Ecrire à :**
**H.A.P. Hall des petites annonces,**
**n° 950939**
**7 X - 44040 NANTES CEDEX**

---

Pharma-Gummi France

**Entreprise de 150 personnes filiale du 1er groupe européen sur son marché augmente son chiffre d'affaires de 30% l'an fournit l'Industrie Pharmaceutique en produits de conditionnement crée un nouveau poste de**

## RESPONSABLE COMMERCIAL

basé à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

SA MISSION, SOUS L'AUTORITE DU DIRECTEUR COMMERCIAL, CONSISTE A :
- gérer et développer le fonds de commerce qui lui est attribué
- mener, avec l'aide des services compétents, les interventions techniques auprès de la clientèle

LE CANDIDAT RETENU DEVRA :
- *justifier d'une expérience réussie de la ventes de produits techniques à l'industrie*
- avoir une bonne connaissance de la langue allemande
- disposer d'une bonne culture générale notamment acquise par des études supérieures.

La connaissance de l'Industrie Pharmaceutique, Chimique ou Biologique constitue un atout suppémentaire.

La rémunération sera fonction du niveau du candidat retenu.

*Adresser lettre, C.V. et prét. à M. le Chef du Personnel*
PHARMA-GUMMI FRANCE 38, rue Robert Dégon
BP 26 - 02170 LA NOUVION EN THIERACHE

---

Notre entreprise spécialisée dans la fabrication des consommables liés à bureautique - *mini-informatique - informatique - traitement de textes*, est fortement implantée sur les marchés français et internationaux.

Nous renforçons notre potentiel de recherche et d'optimisation de production *en recrutant :*

## notre futur : responsable recherche-développement

Réf. : 83 - 125

CHIMISTE, diplômé d'une grande école - âgé de 30-35 ans, il prendra progressivement en charge au sein d'une équipe dynamique :
- l'amélioration des qualités existantes
- les recherches de pointe à partir d'axes définis.

Sa rémunération suivant capacités, ne sera pas inférieure à 150.000 F.

## notre futur : responsable "suivi de production"

Réf. : 83 - 126

Il sera chargé dans un premier temps de développer la rationalisation des éléments qui *favoriseront l'analyse des résultats.*
Il évoluera ultérieurement vers des tâches de régulation de flux des produits.
Ce poste conviendrait tout particulièrement à un ingénieur-généraliste de type Arts et Métiers - IDN - ENSM ou équivalent, doté d'une expérience de 3 à 5 ans dans *l'organisation de production.*
Une bonne connaissance de l'utilisation des moyens informatiques appliqués à la gestion de production est nécessaire.
Sa rémunération : selon capacités.

Ces deux postes exigent une bonne pratique de l'anglais et si possible de l'allemand. Ils sont à pourvoir dans une ville universitaire de l'Ouest - proche de la mer.

Nous vous remercions *d'adresser votre dossier de candidature sous référence à* MICHEL ORHON - A.P.A.V.E.-Recrutement - BP 54 - 44803 St-Herblain Cedex qui vous répondra rapidement et avec discrétion.

**apave** recrutement

---

HYPERELEC
(Groupe PHILIPS)
recherche pour BRIVE (Corrèze)

## 2 ingénieurs

GRANDE ECOLE

Dégagés O.M., anglais indispensable
- UN PHYSICIEN OU PHYSICO-CHIMISTE, ayant des connaissances approfondies dans le domaine des matériaux, des semi-conducteurs ou de la technologie du vide ainsi qu'une formation complémentaire en informatique.
- UN MECANICIEN OU ELECTRONICIEN capable d'assumer la responsabilité du service chargé de l'automatisation des procédés de fabrication et la conception d'automatismes.

Envoyer C.V., photo et prét. à HYPERELEC
*Département du Personnel* av. E. Freyssinet
19106 BRIVE.

---

**LIPHA**

Un des premiers groupes pharmaceutiques français à implantation internationale, crée à son Siège Social à **LYON** la fonction de

## Juriste d'entreprise

Nous accueillerons un candidat possédant des connaissances pratiques de Droit International acquises en entreprise ou en Cabinet. Relevant du *Directeur Général. il aura d'une manière autonome.* la responsabilité du suivi des contacts d'exploitation des licences ou des marques, tout en jouant un rôle de conseiller auprès des filiales.

Il s'agit d'une exceptionnelle opportunité de carrière avec un développement prévu pour un **diplômé d'ETUDES SUPERIEURES juridiques (DESS) ou économiques (HEC. SUP de CO)** acceptant des déplacements à l'étranger et maîtrisant au moins la langue anglaise.

Ecrire au **CABINET GATIER** 32 rue Barrème 69006 Lyon sous réf. M 820.

**Cabinet Gatier**

média-system



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## CADRE DE GESTION
## 220/250.000 F an

Un important groupe agro industriel de dimension internationale recherche un CADRE DE CONTROLE DE GESTION de bon niveau.
Le candidat idéal,
- soit ingénieur type ENSIA + IAE ou ICG
- soit de formation supérieure de gestion type HEC, ESC ou DECS

dispose de 5 à 10 années d'expérience en milieu industriel dont une partie acquise de préférence en contrôle de gestion ou en comptabilité analytique. Il devra dans un premier temps, procéder à l'étude et à l'implantation de la fonction contrôle de gestion dans plusieurs secteurs de production.
Cette mission accomplie, il se verra confier une responsabilité importante au sein de la direction du contrôle de gestion du groupe.
Ce poste est situé dans le NORD DE LA FRANCE.
Adresser votre CV sous la réf. M 1047 aux consultants de GFC chargés de cette recherche.
Discrétion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris




Membre de la Chambre Syndicale Nationale des conseils en recrutement







## De l'audit, en banque et à Strasbourg

Vous êtes - ou avez été récemment - senior dans un de ces *grands cabinets* d'audit où on apprend solidement son métier. Dans une structure de conseil en management, vous avez peut-être même eu l'occasion de faire de l'audit de systèmes. Avec trois à cinq ans d'expérience, à l'issue de vos études supérieures (HEC, ESSEC...), vous vous sentez en bonne possession de votre technique. Vous avez conduit des missions passionnantes avec parfois la grande satisfaction de voir vos préconisations suivies ! Aujourd'hui cependant vous ressentez un manque que vous analysez ainsi : le besoin d'être plus impliqué(e) personnellement dans les conclusions de vos travaux, celui de gagner en autonomie et peut-être aussi une aspiration à quitter pour un temps la vie parisienne.

Coïncidence remarquable... Nous avons, depuis trois ans, la volonté d'introduire les techniques d'audit au sein de l'Inspection Générale de la banque (2700 personnes, 160 agences en Alsace, Lorraine et Franche-Comté). Du bon travail a déjà été fait, dans tous les secteurs d'activité et dans une coopération croissante avec le service informatique. Notre souci d'efficacité dans la préparation, le suivi et l'exploitation des missions nous conduit à créer, dans l'équipe de l'inspection, un deuxième poste de superviseur. Dont la responsabilité, au-delà des missions elles-mêmes, s'étend à la formation et aux possibilités d'évolution du personnel. Le tout, à partir de Strasbourg où vous serez basé(e).

Une expérience de la banque serait un plus, mais elle n'est pas nécessaire ; nous y suppléerons. L'essentiel : que vous soyez tenté(e) de *poursuivre chez nous quelques années, et dans un cadre nouveau, votre métier d'audit. Les consultants de SIRCA nous présenteront votre* candidature. Ecrivez-leur sous référence 432 899M en leur précisant votre rémunération actuelle.



**Sirca**
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

## Futur directeur administratif et financier

*CA 400 millions de francs* — *02 St-Quentin*

Nous sommes une importante Société (500 personnes) distribuant du Matériel Electrique et Electronique et recherchons pour notre Siège Social un Adjoint à notre Directeur Administratif et Financier.
Appelé à lui succéder, le candidat que nous recherchons devra justifier d'une solide formation comptable, juridique et financière.
Dépendant directement de la Direction Générale, il animera un service d'une vingtaine de personnes dans les domaines *comptables et juridiques, lois sociales et gestion du crédit client.*
Il aura le goût de l'organisation et des procédures et participera à la mise en place de méthodes modernes de gestion en liaison avec un outil *informatique performant.*
Le candidat, de formation supérieure, devra posséder une expérience de plusieurs années acquise soit en entreprise, soit en cabinet.
La rémunération est motivante et des possibilités d'évolution sont réelles pour un homme de valeur.
Envoyer C.V. manuscrit et détaillé, rémunération actuelle, *photo* sous référence 5603 à :

**Organisation et Publicité**
*2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.*

Vous êtes

## ingénieur électrochimiste

Vous souhaitez participer activement à l'élaboration et à la maîtrise de technologies de pointe.

Nous aimerions vous intégrer dans le service RECHERCHE de notre principale unité de production (800 personnes), dans une ville située à 150 km à l'Ouest de Paris.

Au premier plan mondial dans notre secteur d'activités, notre groupe (3500 personnes) connait un réel développement depuis de nombreuses années. L'importance accordée à la Recherche n'y est pas étrangère.

*Si vous êtes intéressé par la recherche appliquée et animé par la volonté de progresser*

adressez votre candidature avec CV, photo et prétentions s/réf. 66584
à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra

Dominique LELIGOIS
BP. 1522
37015 TOURS Cedex
Tél. : (47) 66.96.82

CONSEIL

**PAYS DE LOIRE**

## *De l'entreprise aux entreprises*
## *Ingénieur spécialiste de l'automatisme*

Vous avez acquis votre métier dans des entreprises recherchant l'efficacité. A 35 ans environ, vous êtes devenu un véritable professionnel. Homme d'études, vous aimeriez mettre à profit vos compétences au service de plusieurs entreprises. Organisme de formation important, nous vous en proposons l'opportunité. Vous allez rencontrer les responsables techniques des sociétés du Val de Loire, leur proposer des programmes de formation, en assurer l'organisation. *Vous intervenez parallèlement en tant que conseil auprès de ces entreprises.* Sous vos ordres : 18 cadres, ingénieurs et administratifs. Il vous faut donc des qualités incontestées de *manager*. Votre *mission*, plutôt commerciale vous l'avez compris, ne doit pas vous empêcher, à terme, de mettre au point un labo d'études et de conseil dans le domaine des automatismes. La rémunération que nous vous proposons tiendra bien sûr compte de vos compétences. Celles-ci doivent justifier au moins 180.000 F par an.
*Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo en précisant la référence 83/37/34* à notre conseil. (Les interviews auront lieu localement).
*Discrétion assurée.*

Conseil en Recrutement — Dessein

heuliez

recherche pour sa société
**HEULIEZ CARROSSERIE**
CARROSSERIE AUTOMOBILE - EMBOUTISSAGE

## Ingénieur ARTS & MÉTIERS

2 ans d'expérience dans la métallurgie

**FONCTION :**

Occupera successivement des postes d'adjoint aux chefs d'atelier (emboutissage, ferrage, peinture, contrôle, etc...) pour recevoir ensuite un poste à responsabilité.

Écrire avec curriculum vitaes et photo à :
A.N.P.E., 9, rue Jean-Jaurès,
79300 BRESSUIRE.

Téléphone : (49) 65-08-71.

UNILEVER
FRANCE SERVICES

recherche pour la Société **LEVER**
(fabrication et commercialisation de produits de lavage et de nettoyage: PERSIL, OMO, SKIP, CIF, VIGOR, CAJOLINE...)

## INGENIEUR DE PRODUCTION

Au sein d'une usine de 1.300 salariés fabriquant des détergents, le jeune ingénieur prendra rapidement la responsabilité d'un atelier de production (génie chimique ou conditionnement) en couvrant l'ensemble des composantes de la fonction : aspects techniques, *responsabilités humaines et sociales, gestion économique et progrès de* productivité.

Dans un environnement industriel performant mais exigeant, il aura une bonne culture scientifique et technologique de base lui permettant de maîtriser rapidement des technologies avancées appliquées au génie chimique : automatisme, électrotechnique, informatique *industrielle*, process. Il aura un esprit ouvert à l'innovation et la communication, et devra s'affirmer par sa volonté de prendre des *responsabilités humaines.*

Après une première expérience réussie dans ce poste, il pourra évoluer de manière très ouverte dans un Groupe international.

*Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés issus de grandes écoles d'ingénieurs généralistes ou génie chimique, débutants ou ayant déjà une première expérience professionnelle réussie en entreprise.*
*Anglais nécessaire.*

*Le poste est basé à HAUBOURDIN, dans la région Lilloise.*



*Adresser CV, photo et prétent.* ss la réf. VIII/83-LM
au Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICES, 8, av. Delcassé
75384 PARIS Cedex 08.

## UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

*Maître d'œuvre :*
- *de réseaux de transmission de données : 1er fournisseur mondial de reseaux publics ; France Transpac, Brésil, Australie... et de reseaux privés ;*
- *de grands systèmes télématique : annuaire électronique et système de renseignements téléphonique...*
- *de grands systèmes temps réel : industrie, spatial et militaire : automatisation péage métro Paris, Baltimore, Caracas... dispatching d'électricité, contrôle de satellite, systèmes d'aide au commandement...*

*Une implantation nationale et internationale : 1800 personnes, chiffre d'affaires doublé en 2 ans, des réalisations dans près de 50 pays.*

Recherche pour l'agence de MARSEILLE

### INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
intéressés par problèmes d'expérimentation et évaluation de systèmes complexes intégrant des calculateurs temps réel. (Réf. AB 1).

### INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
formation radariste expérience 1 an ou plus dans ce domaine. (Réf. AB 2).

### INGÉNIEURS INFORMATICIENS
expérience temps réel. (Réf. AD).

Envoyer C.V. et prétentions à SESA 241, avenue du Prado 13008 MARSEILLE ou téléphoner à Monsieur BUSSET au 16 (91) 78.88.11.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE ET PARA–PHARMACEUTIQUE
filiale d'un groupe international très forte expansion en France
recherche pour son service informatique *en plein développement*

## ANALYSTE–PROGRAMMEUR confirmé(e)

- sur IBM 38
- ayant bonne connaissance GAP/3

Ecrire au Laboratoire LACHARTRE, Service du Personnel, 41008 BLOIS Cedex



## Cii Honeywell Bull

pour développer ses unités du SCAT
(Service Clientèle d'Assistance Technique)
recherche des

### INGENIEURS D'APPLICATION

De formation Grandes Ecoles ou Universitaires (option informatique), vous voulez débuter ou étendre votre expérience dans le cadre de démarrages informatiques en clientèle.
Vous prendrez en charge la conception, la réalisation et le suivi de logiciels spécifiques. Capables d'animer une équipe d'analystes-programmeurs, vous évoluerez vers le rôle de Chef de Projet.
Ces postes à pourvoir sont basés à NANTES, RENNES et TOURS.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 267 M à Cii Honeywell Bull PC OG 021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20

*CABINET CONSEIL FISCAL*
Membre Organisation Mondiale recherche

## fiscalistes confirmés

- 3 à 5 ans d'expérience.
- Anglais indispensable à terme.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la référence 5607 à :

**Organisation et Publicité**
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

Région Ouest
recherche

## ADJOINT-CHEF de PROJET "MARINE"

Diplômé des grandes écoles, ENSM, ENSTA, Centrale ou équivalent
Option mécanique et/ou électricité
Connaissance de l'anglais indispensable
Expérience de quelques années dans poste similaire souhaitée
**Ecrire à : H.A.P. hall des petites annonces**
**n° 950941**
**7 X - 44040 NANTES CEDEX**

# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## 2 Jeunes Pharmaciens

Nous sommes la filiale (450 personnes) de l'un des dix plus grands Groupes Pharmaceutiques mondiaux. Aujourd'hui nous recherchons deux Jeunes Pharmaciens pour notre unité de production située à environ 80 km à l'Ouest de Paris.

Le premier, rattaché à notre Directeur d'Usine, sera chargé d'assurer la coordination de la production (élaboration et mise en place des procédés de fabrication, mise à jour des formules, aide technique à la production ...).

Le second dépendra du Directeur du contrôle qualité et prendra en charge notre service Inspection (4 personnes).

Pharmaciens option industrie, ces deux collaborateurs auront si possible acquis une première expérience ou, à défaut, auront réalisé un stage en milieu de production.

Pour des candidats de valeur, ces postes constituent un tremplin qui leur permettra d'évoluer de façon positive au sein d'une Entreprise performante.

Yves KERNEVEZ recevra vos candidatures
sous référence **M 473.**




Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

---

IMPORTANTE SOCIETE
DU SECTEUR ELECTROTECHNIQUE
recherche pour deux de ses filiales,
implantées respectivement à RENNES et ROUEN, un

## *RESPONSABLE ADMINISTRATIF*

Sous l'autorité du Directeur de filiale et en liaison avec les services centraux, il établit les budgets et en suit la réalisation, supervise la comptabilité et l'administration des ventes. Il participe à la définition des systèmes modernes d'information et en pilote la réalisation.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce, disposant d'une expérience de 4/5 ans minimum acquise en PME ou unité décentralisée.

Poste évolutif au sein du groupe.

Ecrire avec curriculum vitae, prétentions, en précisant la référence : RENNES (201 M) – ROUEN (202 M)
à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01

---

## *CHEF DE SERVICE GESTION*

Une importante Société d'H.L.M. (150 personnes) recherche son Chef de Service Gestion. Rattaché à la Direction Générale, il aura la responsabilité d'un service de 12 personnes. Il sera chargé notamment de la gestion administrative et commerciale d'un parc locatif de 7500 logements ; du contrôle des états des lieux (sortie et entrée des locataires) ; de la coordination et du contrôle de l'activité des gardiens qui assurent l'entretien et la surveillance des immeubles. Il représentera la Direction Générale auprès des comités de locataires et des instances locales. Agé de 28 ans minimum, de formation supérieure (droit, lettres, sciences humaines) il aura si possible rempli des fonctions analogues dans des branches d'activités similaires. Homme de contact et de dialogue, il devra faire preuve de qualités de jugement, d'ouverture d'esprit et de dynamisme ; son expression écrite sera particulièrement soignée. Lieu de travail : ville universitaire du Centre de la France.
Adresser : lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous référence 633 S à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cédex 01. Réponse et discrétion assurées.

---

## LE CREDIT MUTUEL OCEAN



recherche
pour son siège à LA ROCHE-SUR-YON

### UN TECHNICIEN DES CREDITS PROFESSIONNELS

- Formation supérieure, si possible complétée par I.T.B., D.E.C.S.,...
- Pratique indispensable de plusieurs années de crédits professionnels.
- Large expérience dans l'animation d'une équipe.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. avec photo et prétentions à
DIRECTION DES REL. HUM. du CREDIT MUTUEL OCEAN
34, rue Léandre Merlet - Cédex 27
85001 LA ROCHE-SUR-YON Gare

---

## SECTEUR PARA-PUBLIQUE

de pointe
Recherche pour RENNES

### Cadre de direction Administratif

Environnement très dynamique
Il aura les responsabilités, les interlocuteurs et la rémunération d'un
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Diplôme exigé : DOCTORAT D'ETAT ou équivalent - 3 ans d'expérience minimum.

Adresser C.V. et lettre sous réf. 117 LM à Jean Valon
APEC BRETAGNE - B.P. 2225 - 35022 RENNES

---

Importante Société d'
études de marchés
Banlieue Ouest
recherche pour son département
TEXTILE

## CHARGÉ de CLIENTÈLE

débutant ou ayant quelques années d'expérience dans le marketing, diplômés de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ENSAE, IEP, Sciences Eco, ESC).

Adresser CV détaillé avec photo à
DIRECTION DU PERSONNEL
2, rue F. Pédron – 78241 CHAMBOURCY

SECODIP

---

SAPEC
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche

## INGÉNIEUR CHIMISTE

TECHNICO-COMMERCIAL
Pour son département Produits Chimiques
Conditionnement des Eaux industrielles

Il sera chargé de l'assistance technique et du développement de la clientèle.
Sa zone d'activité sera la grande industrie de la Basse-Seine et du Nord de la France.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
SAPEC
18-22, rue d'Arras, 92000 NANTERRE.

---

Notre société, de grande notoriété,
filiale française d'un des grands de la profession
conçoit, fabrique et commercialise
des appareils de haute technologie

**NOUS RECHERCHONS**

POUR RÉGION BRETAGNE ET SUD-EST

## INGÉNIEURS COMMERCIAUX

- Bien introduits milieu médical et hospitalier ;
- Ou rompus aux négociations de haut niveau ;
- Connaissant si possible l'instrumentation médicale ;
- Aimant relever des challenges ;
- Désirant réussir sur le terrain.

**NOUS OFFRONS**

- Situation évolutive en fonction des résultats ;
- Appui logistique de réseau commercial et S.A.V. ;
- Rémunération motivante pour candidat de valeur (fixe + intéressement).

Merci d'adresser dossier de candidature comprenant :
- Lettre manuscrite de motivation ;
- C.V. complet ;
- Photo.

En préc. la rém. actuelle. Ecr. s/nº 8.032 *le Monde* Pub., serv. annonces classées 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

---

PME, 300 personnes, 40 % C.A. à l'exportation conçoit, étudie, réalise et vend matériels armement étroitement électronique, hydraulique, mécanique etc...

recherche

## Ingénieur

ou FORMATION EQUIVALENTE
TECHNICO-COMMERCIAL
basé à TOULON.

Bonne formation technique, goût des responsabilités et sens des contacts humains, connaissance du milieu maritime, qualités de rédaction en français, excellente maîtrise de l'anglais (déplacements à l'étranger, conduite de réunion, correspondance), environ 35 ans.

Ecrire avec CV s/réf. 7336 à :
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

---

Entreprise DUCLER - Travaux Publics - 32300 MIRANDE, recherche pour son siège social

## • Chargé du service financier

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence CFM à Entreprise DUCLER, 32300 MIRANDE - Tél. : (62) 66 54 80.

MEDIA BA

---

INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE (850 personnes)
située à
AIX-EN-PROVENCE
crée la fonction

## AUDIT INTERNE

Rattaché au directeur administratif et financier de la société, l'auditeur recruté aura pour mission :

- La révision des comptes de la société ;
- La réorganisation des services comptables (système et procédures) dans le cadre de la mise en place début 1984 d'une base de données informatiques (I.B.M. 38) ;
- A court terme, notre Président souhaite que la fonction évolue pour créer l'audit opérationnel de la société.

Le candidat retenu, de formation supérieure (école de commerce ou maîtrise) sera en outre titulaire du D.E.C.S.

1 à 2 ans d'expérience acquise en cabinet d'audit ou d'expertise comptable serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
REGIE-PRESSE sous nº T 039.609 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

---

MONTPELLIER

## IDATE

recherche :

• **Un jeune Ingénieur** (grande école, ENSI...).
- Domaine d'activité : télématique (vidéotex) et vidéocommunications (réseaux câblés).
- Mission : conseil auprès des collectivités locales (étude d'opportunité, analyse des besoins, définition des services, viabilité économique).

• **Un Economiste** (Universitaire 3e cycle ou grande école...).
- Domaine d'activité : économie de la communication et de l'information.
- Missions : études et recherches à caractères macro-économique et économétrique.

Les candidats devront :
- manifester un réel goût pour le travail en équipe pluridisciplinaire (avec psychologues, sociologues, linguistes...)
- justifier d'une première expérience si possible dans les domaines de la communication.
- pratiquer correctement l'anglais.

*Adresser un CV détaillé avec motivations et prétentions à Brigitte PORTAL, IDATE, Bureaux du Polygone, 34000 MONTPELLIER.*

---

## INGÉNIEUR CHIMISTE GRANDES ÉCOLES

Société française filiale d'un groupe international fabriquant des produits chimiques organiques recherche un ingénieur de recherche et développement.

Celui-ci, débutant ou âgé de 30 ans, devra avoir du goût pour la synthèse organique et également pour la recherche analytique et l'analyse en général.

Anglais indispensable.

Région industrielle Normandie.

Ecrire sous nº 8.017 *le Monde* Publicité, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---

LA CHAMBRE DE COMM. ET D'INDUSTRIE DE CHALON-SUR-SAONE AUTUN, LOUHANS
recherche pour son Institut de Formation Permanente

## UN (E) RESP. DU SERV. LANGUES

Il(elle) sera chargé(e) de :
- Promouvoir les format. linguist. (dominante anglais) auprès de ses ressortissants.
- Assurer l'organisat. et la gest. des stages.
- Coord. une équipe de format. vacat. (10).
- Animer un certain nombre de cours.

Format. requises : Lic. et maîtr. angl. ou équival. Expérience en formation d'adultes indispensable.

Env. C.V., prét. et photo sous nº 281.808 M. RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

---

Cabinet brevets région sud cherche ingénieur ou technicien rédaction brevets, expérimenté ou débutant. Envoyer c.v. et prétentions à nº E. 9952 Havas, 31.002 Toulouse Cedex.

---

Bureau d'études organisé en SCOP recherche Chargé(e) d'Etudes de Transports Collectifs et Aménagement (28 ans environ). Formation supérieure, notions d'informatique et de communication (quelques années d'expérience). Travail en Midi-Pyrénées, 7.000 F/mois. Ecrire lettre manuscrite + c.v. à : ITER, 32 bis, avenue Honoré-Serres, 31000 TOULOUSE.

---

## SKIS ROSSIGNOL S.A.

VOIRON 38
recherche

### SON RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES et de la COMMUNICATION

RATTACHÉ AU SECRÉT. GAL

- Sa mission sera principalement fonctionnelle au niveau du groupe. A ce titre, il concevra et proposera une politique sociale. Il assistera les filiales en droit social et dans la gestion dynamique des ressources. Il animera la communication interne.
- Il aura aussi dans Skis Rossignol S.A. (Sté mère 220 pers.) à assurer la fonction de Chef du Personnel : recrutements, formation, négociations, etc.
- De formation juridique (droit, Sces Po ou autre), il a entre 30 et 35 ans et possède une solide expér. de gestion du personnel dans une entreprise moyenne (+ de 500 pers.). La pratique d'une langue sera appréciée.

Env. c.v. manus. détaillé, photo et prét. s/nº 896 à : I.F.P.A., 36, av. Maréchal-Randon, 38000 GRENOBLE. Disc. absolue, réponse ass. si env. avec adr. jointe.

---

LE COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE MERLIN-GERIN À GRENOBLE
recherche :

## UN COORDINATEUR DES ACTIVITÉS SOCIALES

ayant des compétences en :
- GESTION DU PERSONNEL
- ORGANISATION DE SERVICES
- INFORMATIQUE
- COMPTABILITÉ (PAYE, BILAN, BUDGETS)
- TRAVAUX ET ACHATS

Des connaissances en :
- ACTIVITÉS SOCIALES DES C.E.
- MILIEU ASSOCIATIF

NIV. DE CONNAISSANCES EXIGÉ IV. et III de l'éducation nationale (circulaire 11-7-67)
SALAIRE SUIVANT compétences, expérience, ancienneté.

Adresser candidat., avec c.v. à Monsieur le Secrétaire du C.C.E. MERLIN-GERIN, 38050 GRENOBLE CEDEX.

---

QUOTIDIEN RÉGIONAL 300 km. Paris recherche

## SECRÉTAIRE d'ÉDITIONS LOCALES

Env. C.V. à : Média Conseil, 7, boulevard Chanoine-Kir, 21000 DIJON, réf. 128 q. t.

---

# OFFRES D'EMPLOIS

Un Groupe international de distribution et production de biens destinés au grand public (8500 personnes, C.A. 3,2 MMF en 1982) recherche pour sa Direction Informatique

## UN CHEF DE PROJET

Intéressé ou spécialisé dans l'approche systémique de la gestion de l'entreprise, pour participer à un gros projet d'organisation administrative et commerciale.
De formation supérieure, le candidat aura au moins 3 ans d'expérience, et de bonnes connaissances de l'entreprise, si possible dans le domaine commercial.
Ce poste peut être très évolutif vers d'autres fonctions au sein du Groupe.

## UN CHEF DE PROJET BUREAUTIQUE

pour définir et mettre en œuvre le plan bureautique du Groupe. Une première expérience de conduite d'applications bureautiques serait appréciée.
De formation supérieure, le candidat aura au moins 3 ans d'expérience en informatique.
Ces postes sont à pourvoir en grande banlieue nord (OISE) avec des salaires motivants.
Merci de nous adresser un Curriculum-Vitae détaillé (ou de nous appeler au 742.21.11), sous référence BO 34 à :

EGS CARRIERES
*19, rue de la Paix - 75002 PARIS*

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
recherche

## INGENIEUR D'ETUDES

Responsable de l'animation d'une équipe de Dessinateurs, il la pilotera et saura l'impliquer dans la réalisation d'études d'exécution de réseaux de tuyauteries (centrales thermiques, nucléaires, installations d'usines...).

Interlocuteur technique du client, il saura négocier avec les services internes et veiller à la gestion rigoureuse des études et à l'information de ses collaborateurs.

5 ans d'expérience minimum dans la fonction, acquise de préférence chez un constructeur.
Connaissance souhaitée des codes ASME - SNCT - CODAP.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à
N. 2924 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

# LCT

**Laboratoire Central de Télécommunications**

recherche

## ingénieurs grandes écoles

**ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG**

• pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

## ▸ ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. C

## ▸ ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. NT

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) **en rappelant la référence du poste, à LCT - BP 40**
78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.



# INTER G

**IMPORTANTE SOCIETE D'ENGINEERING**
*à vocation internationale, recherche*

## Chef du Personnel

*rendant compte à la Direction Générale, il a pour mission :*
— d'assister et de conseiller les directeurs de départements dans la gestion de leur personnel,
— *de contrôler et de coordonner l'application de la législation sociale* et d'en suivre l'évolution,
— d'améliorer les procédures existantes,
— de concevoir et d'organiser un plan de formation adapté aux besoins détectés.

*Ses responsabilités recouvrent l'intégralité de la fonction (recrutement, formation, gestion, paie, relations avec les partenaires sociaux).*

*Pour ce faire, il est assisté d'une équipe.*

Pour mener à bien sa mission, il doit être de formation supérieure juridique, avoir acquis une connaissance approfondie de la législation sociale et justifier d'une expérience de quelques années dans l'exercice de cette fonction.

*Merci d'adresser votre dossier de candidature* (C.V., photo et prétentions) à la Direction Générale d'INTER G, Route de l'Orme, Saint-Aubin
91190 GIF-SUR-YVETTE.

# Votre avenir de jeune ingénieur,

## anticipez-le avec nous...

*Chez Citroën, l'anticipation est une réalité. Avec nos techniques d'avant-garde, nous maîtrisons déjà l'avenir. Et en promouvant le progrès, nous allons dans le sens d'un élargissement des connaissances et des responsabilités humaines.*

*Nos ingénieurs le savent bien. Ils travaillent en équipe sur des projets passionnants. Ils trouvent, au sein de notre Groupe, l'appui et les moyens nécessaires à leurs réalisations.*

*Dans des fonctions aussi différentes que la PRODUCTION, L'INFORMATIQUE, les METHODES ou la QUALITE, ils ont en facteurs communs, l'enthousiasme et la volonté des précurseurs.*

*Cet état d'esprit ne les quitte pas ; à chaque étape de leur vie professionnelle, ils enrichissent leur acquis en se lançant dans des expériences nouvelles.*

*Une façon intelligente de gérer leur carrière qui peut devenir la vôtre...*

*Diplômé tout neuf en poche ou forts d'une première expérience, nous choisirons ceux qui sauront nous démontrer, à travers leur C.V. et les deux ou trois entretiens que nous aurons, qu'ils envisagent ainsi la construction de leur carrière.*




*DCP/INGENIEURS & CADRES - 62, Boulevard Victor Hugo - 92208 NEUILLY S/SEINE CEDEX*

CITROEN

# Un juriste de terrain...

L'UCB, premier établissement privé, spécialisé dans les financements immobiliers se porte bien dans une conjoncture générale plutôt difficile. Les raisons de nos succès : des produits «crédit» particulièrement adaptés aux nouveaux besoins du marché.

Le candidat que nous recherchons, 30 ans environ, de formation maîtrise de droit minimum, doit bénéficier d'une bonne connaissance du milieu des promoteurs.

Homme de terrain, pour sa double activité : précontentieux et contentieux, son dynamisme et son aptitude à la négociation lui seront nécessaires pour imposer à des professionnels des solutions qu'il saura faire aboutir avec doigté. Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

A ce gagneur, des perspectives d'évolution existent tant au niveau de la Société qu'au niveau du Groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature à Frédéric Bouly s/réf. 702
Service Orientation - Recrutement 5 avenue Kléber - 75016 Paris

compagnie bancaire

SOURCES

**élargissez votre expérience dans un groupe multinational**
en devenant

## adjoint du directeur des relations humaines

au siège social à Paris de la première filiale européenne du groupe chimique **HENKEL** (2000 personnes en France réparties dans six sociétés).

Vous participez à la définition de la politique du personnel et bénéficiez d'une large délégation pour sa mise en œuvre. Vous accomplissez des missions importantes au niveau de l'ensemble des sociétés en France dans les domaines de l'administration, des relations et du développement social. Vous assumez également la responsabilité complète de la formation et assurez le suivi de la gestion des Cadres en vous appuyant sur les compétences de l'équipe en place.

De formation supérieure, vous avez acquis six ans minimum d'expérience de l'administration et de la gestion du personnel ainsi qu'une bonne pratique du droit du travail. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait appréciée.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M 4222, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris




LEADER EN INFORMATIQUE
RECHERCHE

## ingénieurs commerciaux

**PARIS & BORDEAUX**

*Pour commercialiser l'intégralité de sa gamme : terminaux - bureautique - petits ordinateurs de gestion et grands ensembles.* Les candidats - de formation universitaire ou équivalente - *possèderont au moins 3 ans d'expérience réussie dans la vente de produits similaires avec une bonne connaissance des applications et du marché.*
Cette offre s'adresse à *des candidats dynamiques et accrocheurs qui bénéficieront d'un niveau de revenu élevé.*
Complément de formation à l'entrée dans la société.
Bonnes notions d'anglais.

Adresser votre CV détaillé avec photo en indiquant la ville souhaitée, DIRECTION DU PERSONNEL, 3 *rue Bellini*, 92806 PUTEAUX - Discrétion assurée.

Très important organisme de
*Formation Professionnelle*
recherche au titre du Contrat Solidarité deux

## ASSISTANTS DE GESTION

pour effectuer auprès des Centres Régionaux des missions d'assistance, de conseil et de formation à la gestion.

Il est souhaité une formation spécialisée à la gestion ou une pratique dans un cabinet comptable ou d'audit avec préparation du D.E.C.S.

Ils pourront développer dans ces fonctions leurs aptitudes au travail en équipe et à la pédagogie.

Postes basés à Paris avec nombreux déplacements de courte durée.

Rémunération : 125 à 140.000 F selon l'expérience et la situation acquise.

Ecrire sous réf. 342 M à Alain Sarton

*plein emploi*
2, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en Ressources Humaines.

**GROUPE BANCAIRE**
**recherche dans le cadre de son développement pour son siège situé à Nanterre (2 stations de l'Etoile, à 150 m du RER Nanterre-Préfecture).**

## 2 INSPECTEURS DE BANQUE de haut niveau

spécialisés en particulier dans les études de crédits court terme.

Vous avez :
- ITB ou formation supérieure économique ;
- 5 à 10 ans d'expérience bancaire en crédits court terme.

Avantages sociaux, parking, self, salle de sport.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à N.2984 - PUBLICITES REUNIES, 112 Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra

## steria

LOCOMOTIVE DU VIDEOTEX FRANCAIS
LEADER SUR LE MARCHE MONDIAL
recherche des

### INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

chargés de la DEFINITION D'APPLICATION VIDEOTEX en liaison avec la force de vente.
— Goût des contacts clientèle.
— Compétences appréciées en Télématique et réseaux hétérogènes.
— Postes basés à Vélizy, ou à nos Agences de Toulouse, Marseille, Lyon, Lille, Nantes.
Deplacements fréquents de courte durée.

Ecrivez à : Pierre HUGOT
steria Directeur STERIA INTER
26, avenue de l'Europe
78140 VELIZY

## steria

LOCOMOTIVE DU VIDEOTEX FRANCAIS
LEADER SUR LE MARCHE MONDIAL
recherche des

### INGENIEURS COMMERCIAUX

pour la gamme de ses produits vidéographiques.

- Vous êtes âgés d'environ 30 ans et avez réussi une première expérience de la vente de logiciels.
- Vous serez rattachés à Vélizy ou à nos Agences de Toulouse, Marseille, Lyon, Lille, Nantes et devrez vous déplacer fréquemment.

Ecrivez à : Pierre HUGOT
steria Directeur STERIA INTER
26, avenue de l'Europe
78140 VELIZY

---

Au premier rang en Région Parisienne dans sa spécialité de Bâtiment Second Oeuvre : rénovations de prestige, travaux neufs et entretien; cette PME (250 personnes, C.A. en progression de 20%)

crée la fonction de

### CONTROLE de GESTION

de l'ensemble de ses chantiers

Pour ce poste, en prise directe avec le PDG, nous cherchons un JEUNE DIPLOME d'ECOLE de COMMERCE ou de GESTION
— ayant au moins 2 à 3 ans d'expérience, de préférence dans le B.T.P.,
— désireux de s'impliquer activement dans la gestion d'une PME.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. sous référence 56061 à :
ORGACONSEIL
64, rue Ranelagh 75016 PARIS

COFAP

---

## RESPONSABLE
### Administratif et juridique

Dans une société internationale de produits de grande consommation.

Nous sommes leader sur le marché des produits d'entretien et fortement implanté sur le marché hygiène et beauté (380 personnes, 700 millions de C.A.)
*Nous recherchons un (e) juriste d'entreprise ouvert (e) aux différents aspects de l'administration des affaires.*

Vous avez une formation supérieure (droit des affaires), une première expérience en entreprise et une bonne pratique de l'anglais.
Vous êtes particulièrement intéressé (e) par les problèmes liés au droit de la consommation et des activités promotionnelles et publicitaires.
Vous avez une bonne maîtrise de l'élaboration et du suivi des contrats ainsi que la gestion des activités contentieux, marques brevets et assurance.
Vous avez de bonnes qualités de contacts, indispensables dans une fonction de conseil et d'assistance auprès des différents services de la société (en particulier marketing et ventes).

Nous serions heureux de vous rencontrer rapidement pour vous présenter plus en détail notre société et le poste que nous avons à pourvoir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée) à :

*O. DE PREMARE — Directeur du personnel.*
JOHNSON FRANÇAISE — B.P. 606.
95004 CERGY-PONTOISE CEDEX.

---




suma

Société des Supermarchés DOC
filiale du groupe DOC DE FRANCE
recherche

### responsable du service expansion

Ce poste convient à un candidat de formation SUP DE CO ayant 4 à 5 ans d'expérience dans la distribution à un poste opérationnel.

Après une période d'intégration il sera chargé de toutes les opérations de recherches, d'études, et de négociations concernant les créations de magasins.

Envoyez C.V. + photo et prétentions
Société SMD, Service du Personnel
17, avenue de la Résidence
92160 ANTONY

AMEP PA

suma




---

IMPORTANT CENTRE DE DOCUMENTATION
PARIS
recherche pour son département

DROIT DE LA COMPTABILITÉ
DROIT FISCAL - DROIT DES ENTREPRISES

### UN COLLABORATEUR

*DE FORMATION JURIDIQUE*
ET D'EXPERT COMPTABLE
averti des préoccupations de la pratique

pour lui confier au sein d'une équipe la responsabilité à *plein temps d'un secteur d'activité susceptible d'être élargi.*

Le titulaire doit être apte à des travaux de rédaction et d'animation. Il bénéficie d'une large autonomie et est intéressé aux résultats.

Prière d'adresser candidature manuscrite
*C.V. et prétentions sous n° 54 à OPLEC*
2, rue Séguier, 75006 PARIS.

---

## l'innovation technique

GCT COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

*Centraux téléphoniques, péritéléphonie, télématique, réseau et commutation à large bande, la vocation de la CGCT est de concevoir, produire et installer des matériels et réseaux de télécommunication dans le monde entier. Pour participer à notre expansion, notre*



**Département Télématique recrute**

### INGENIEURS ELECTRONICIENS
**DEBUTANTS ET CONFIRMES**

### TECHNICIENS ELECTRONICIENS
**BTS, DEBUTANTS ET CONFIRMES**

pour ETUDE, DEVELOPPEMENT ET MAINTENANCE de terminaux et de commutateurs de données spécialisés bureautique et communication.

Expérience appréciée sur circuits analogiques et logiques, sur systèmes à microprocesseurs et processeurs spécialisés traitement de données et traitement du signal.

Nous vous remercions d'adresser CV et souhaits de rémunération à CGCT Direction du Personnel 251, rue de Vaugirard 75740 PARIS Cedex 15.

---

Pour sa filiale Etudes de Marché
VOPAN MARKETING RESEARCH
*spécialisée en test de produit,*
test de communication par la méthode VOPAN
VEPRO CONSEIL
recherche

### DIRECTEUR D'ÉTUDES
ET DE CLIENTÈLE
Homme ou Femme

- Ayant une expérience et une réussite en cabinet d'études de marché ;
- Parlant couramment anglais ;
- Capable d'organiser de façon autonome les contacts de développement et la gestion des études.

### CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

- Ayant 3/4 années d'expérience en études ;
- Motivé(e) par les méthodes de pointe ;
- Parlant anglais couramment.

Envoyer lettre de candidature avec rémunération désirée à : J.-P. DE FEDERICI, VEPRO CONSEIL, 38, rue Boissière, 75116 PARIS.

---

## ROUX S.A.

EXPERTISE INDUSTRIELLE
*recherche d'urgence* UN (E)

### JEUNE DIPLOME(E)

ESC ou DECS ou équivalent

pour activités nécessitant goût pour les chiffres, *déplacements, contacts multiples,* travaux d'analyse et rédaction de rapports.
- Rémunération liée à l'activité.
- Fixe + primes + frais.
- Avantages sociaux.
- Voiture indispensable.

*Adresser candidature à Direction du Personnel* - 51, rue Ampère 75017 Paris

COFAP

---

Société de Services
Internationale
recherche pour renforcer son équipe
de ventes à Paris.

### DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX

même débutants

Ils seront chargés :
● de développer et optimiser les ventes dans un marché en pleine expansion.
Les candidats retenus :
● *auront une formation commerciale supérieure* (E.S.C) ou équivalente et la capacité de négocier à tous *les niveaux.* ● *seront disponibles* rapidement.
Nous leur offrons :
● une organisation ● un bon salaire fixe + intéressement ● une voiture de service ● des avantages sociaux.

Envoyer CV *détaillé,* photo, *prétentions* sous réf 7023 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

*média-system*

---

## MAISON D'ÉDITION
recherche

### L'ASSISTANT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

NOUS DEMANDONS :
- Un bon niveau culturel et un esprit d'organisation ;
- *Une expérience commerciale réussie dans une position* analogue ;
- Une connaissance approfondie des méthodes modernes de gestion ;
- De qualités de manager ayant le sens des responsabilités, une force de travail et une autonomie opérationnelle complète qui lui permettent de remplacer périodiquement le Directeur Général;

NOUS OFFRONS :
- Le siège social Paris ;
- Une rémunération motivante adaptée aux qualités du candidat ;
- *Une possibilité de promotion au sein d'une société moderne* et dynamique ;
- Discrétion assurée.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à : RÉGIE-PRESSE n° T 039.624 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

## professionnels du recrutement

### sema metra — Paris-Lille

Groupe européen de conseil, d'études et d'ingénierie informatique (CA 800 MF - 2.200 personnes), notre objectif est de doubler notre chiffre d'affaires en quatre ans. Nous recherchons un:

**Chargé du recrutement des cadres** *(réf. 10412/M)*

Il fait partie du service chargé du recrutement interne des ingénieurs, notamment des informaticiens, en liaison hiérarchique *avec la Direction des Relations Humaines du groupe.* Il contribue à l'étude des besoins, assure la sélection des candidatures, participe au suivi de l'intégration des personnes recrutées. De formation supérieure, sciences humaines si possible, le candidat a déjà acquis une expérience d'au moins 3 ans en recrutement de cadres. Lieu de travail : Paris.

**Consultant en recrutement** *(réf. 10413/M)*

Il est responsable de la délégation de Lille de Sema-Sélection, *département spécialisé dans le* conseil aux entreprises pour le recrutement d'ingénieurs et cadres de toutes fonctions, l'orientation et l'évaluation du personnel et la formation aux relations humaines. Autonome dans sa région, il bénéficie de l'appui d'une équipe de consultants *expérimentés.* Ce poste s'adresse à un professionnel de formation supérieure, rigoureux dans ses méthodes de travail, ayant déjà une expérience d'au moins 5 ans dans la gestion des ressources humaines acquise en entreprise ou en conseil.

Ces postes peuvent évoluer vers des activités au sein de départements opérationnels de conseil ou de la Direction des Relations Humaines du groupe.

*Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite en précisant la référence du poste à Pantchika Salaberry, Sema-Sélection:* **Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

---

## AUDIT

POUR FAIRE FACE A LEUR DÉVELOPPEMENT
DANS LE CADRE DE LEURS ACTIVITÉS INTERNATIONALES,
*NOTAMMENT EN AFRIQUE*

Bernard MONTAGNE, André AMIC et Associés
128, boulevard Haussmann,
75008 PARIS

recherchent
POUR LEURS BUREAUX DE PARIS ET DE LYON

### CHEFS DE MISSION

Expérience de 3 à 5 ans dans un Cabinet d'audit disposant d'une clientèle de grands groupes.
Diplôme d'expertise comptable en préparation.
Langues étrangères indispensables (anglais, allemand, espagnol, italien).

### AUDITEURS DÉBUTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles ou Universités).
D.E.C.S. et langues étrangères appréciées.

Adresser C.V. et photo à Bernard MONTAGNE, André AMIC et Associés, 128, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

مكذا من الأصل

Electromécanique - Régulation et Process automatisé

# INGENIEUR RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Cette Société (87 personnes, 27 millions de francs de C.A.) étudie, fabrique et commercialise une gamme complète et originale de systèmes de commande et de régulation. Leader sur son créneau, elle connaît une expansion constante et une rentabilité exceptionnelle qui la conduisent à créer le poste d'Ingénieur Responsable de la Recherche et du Développement.

Dépendant du P.D.G. et dans le cadre d'une large délégation, cet Ingénieur prend en charge tous les développements produits. Il participe à la définition des produits nouveaux, et à l'évolution des produits existants, depuis l'analyse des tendances du marché jusqu'à la commercialisation. Il est donc en relation fonctionnelle constante avec tous les services de l'Entreprise.

Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Electromécanicien de formation supérieure (type A.M., INSA, par exemple). Il possède une première expérience professionnelle significative (5 ans environ), acquise de préférence dans un Bureau d'Etudes, dans un Service Recherche/Développement ou dans un Service «Produits». Il vient du secteur de la mécanique ou de l'électromécanique.
Le poste est basé à Massy, banlieue Sud de Paris.
Les conditions offertes, les perspectives de développement de l'Entreprise, et l'intérêt technique du poste sont de nature à intéresser un candidat de grande valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 14622 B, à

**EGOR INDUSTRIE**
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system

**STEIN INDUSTRIE**

(Commandes enregistrées en 1981 : 1,5 milliard)
Effectif : 2000 personnes
GROUPE ALSTHOM-ATLANTIQUE

Étude et construction de grands matériels thermiques industriels, chaudières pour centrales classiques, tuyauteries nucléaires recherche pour son service du personnel

## UN ASSISTANT

Chargé du suivi de la formation et de l'expression des salariés dans le cadre de la loi "Auroux"

- Niveau minimum DUT "Gestion du Personnel".
- Pratique des contacts dans importante société industrielle appréciée.

Envoyez C.V. + photo et prétentions sous réf. 83/07 à
STEIN INDUSTRIE
boîte postale 74 - 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex

SWEERTS

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES

# Responsable des communications internes

ESCP ou INGENIEUR

Entreprise industrielle française, CA 2 milliards, près de 8 000 personnes dans le monde, nous sommes connus comme innovateurs, à la fois dans le domaine technologique et dans le domaine social. Nous créons à Paris, auprès du Directeur des Relations Humaines, le poste de Responsable des Communications Internes. Il a pour missions de répondre aux besoins d'information, de communication et de dialogue, à tous les niveaux hiérarchiques et entre tous les établissements. Il dispose de moyens écrits (journaux, revues existants et à développer) et pédagogiques et agit personnellement *comme animateur, organisateur, promoteur de réunions y compris pour la mise en place de groupes de progrès.* Son action, essentiellement, concrète, se situe dans le cadre d'une politique générale dont les principes de clarté, d'équité, *d'ouverture et de partage impliquent une participation de fait importante du personnel à l'actionnariat de l'entreprise.* Cette situation, très active, l'homme de contact et de terrain, convient à un diplômé ESCP ou Ecole d'Ingénieur, parlant l'anglais, ayant une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel de préférence, sachant écouter, animer et convaincre. A moyen terme une évolution vers un poste opérationnel en France ou à l'étranger peut être envisagée. Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé à M.J. FOURNIAT, s/réf. 23659/M, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

# Mobil

**Ingénieurs généralistes, débutants ou 1re expérience, rejoignez les équipes d'ingénieurs d'application et inspecteurs commerciaux de Mobil. Vous appliquerez sur le terrain vos compétences acquises dans les domaines mécanique, génie chimique ou thermique...**
***Votre forte technicité sera valorisée par la formation Mobil.***

## Ingénieur application

Vous prenez en charge la promotion et l'application de nos produits dans les grandes entreprises industrielles (lubrifiants, produits d'usinage, combustibles...).
*Vous développez en clientèle des actions* variées telles que programmes de graissage rationnel, préconisation de produits de haute technicité, formation des spécialistes d'entretien, bilan économique de vos actions...
*Vous participez à l'établissement des objectifs de* votre unité, en liaison avec les commerciaux, ainsi qu'à l'évolution de notre gamme de produits et de nos méthodes de vente.
C'est dire que vous êtes un homme d'action et de *relation, autant que de technique.*

## Inspecteur commercial

Vous assurez, dans le secteur dont vous avez la charge, l'importante responsabilité de la prospection et du suivi des marchés pétroliers : lubrifiants, produits spéciaux, combustibles.
*Vos cibles sont : l'industrie, les travaux publics, les* transports....
Vos interlocuteurs : des techniciens bien sûr, mais aussi les services achats et les directions générales des sociétés industrielles.
*Cette variété dans les contacts va de pair avec* le goût de la mobilité, le sens des responsabilités exercées à tous niveaux chez vos clients et prospects.

*Ces postes concernent de jeunes généralistes. Ils sont a pourvoir a Paris et en Province.*
*Pour plus d'informations, adressez-nous une lettre avec votre C.V. plus photo sous réf. 67533 à MOBIL OIL FRANÇAISE - service central recrutement Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DÉFENSE Cedex 9.*

# Mobil. Avancez avec nous.

# Recherche appliquée Electronique Thermique Ingénieurs grandes écoles

Développer une nouvelle famille de produits, assez nouveaux faisant appel à la combinaison d'un certain nombre d'idées dans le vent et liées aux problèmes de la maîtrise de l'énergie, voilà ce à quoi se consacre notre petite équipe d'ingénieurs et techniciens. Nous avons la chance d'appartenir à un grand groupe et de disposer des moyens nécessaires.

Avant de sortir en série ces produits nous avons encore deux ans de travail. Les études de faisabilité ont été faites, les prototypes ont tourné et nous préparons maintenant cette phase d'industrialisation. Nous avons besoin de deux ingénieurs qui nous apporteront leurs connaissances acquises en grande école, leur esprit curieux et inventif et leur goût à travailler sur du concret et en équipe.

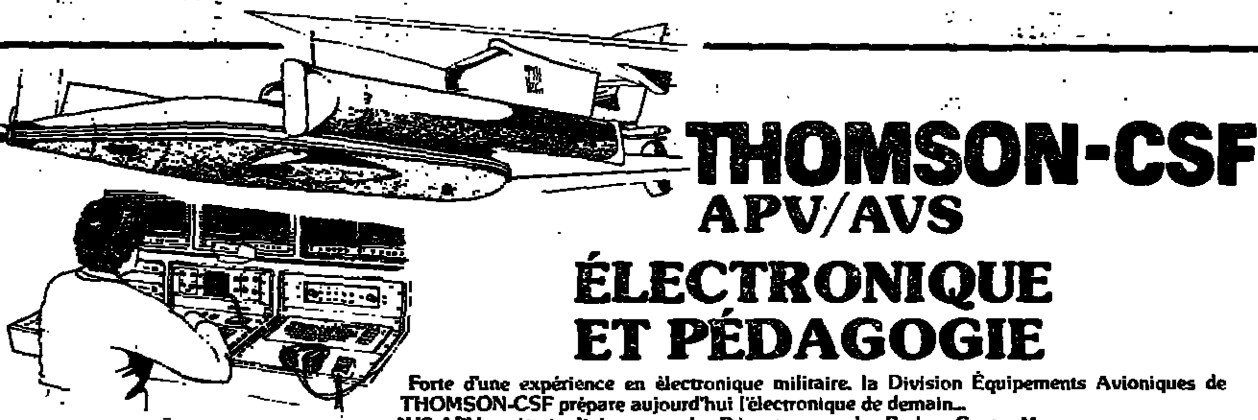
L'un sera THERMICIEN, un peu mécanicien aussi, même s'il n'a *pas encore de véritable expérience* professionnelle.

L'autre ELECTRONICIEN, expérimenté en instrumentation et systèmes à microprocesseurs, aura à superviser, développer et mettre au point les automatismes industriels avec microprocesseurs nécessaires tant sur le plan hard (y compris alimentation et raccordement) que soft.

Lieu de travail : Rueil-Malmaison.

*Ecrire rapidement sous référence 8323* LM *aux consultants* de CLEAS qui étudieront pour nous votre candidature.

**CLEAS**
6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS



# THOMSON-CSF
## APV/AVS
# ÉLECTRONIQUE ET PÉDAGOGIE

Forte d'une expérience en électronique militaire, la Division Équipements Avioniques de THOMSON-CSF prépare aujourd'hui l'électronique de demain...
AVS-APV, en étroite liaison avec les Départements des Radars Contre-Mesures, et Avionique Générale, intervient dans toutes les phases de SOUTIEN LOGISTIQUE.
Le fort développement de nos activités nous conduit à recruter des

## INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
École d'Ingénieur

## TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS
DUT ou BTS électronique

Chargés pendant un an de la mise au point des équipements, ils devront ensuite en toute connaissance assurer la formation théorique *et pratique des clients etrangers.*
Après 2 à 3 ans de cette riche expérience pédagogique, ils pourront soit partir faire de l'assistance technique à l'étranger, soit *reprendre en charge la mise au point d'un nouvel équipement.*
La formation technique des utilisateurs est un besoin permanent, de nombreuses possibilités sont offertes à des candidats à l'esprit *ouvert et pédagogique.*
Anglais parlé souhaité.

Merci d'adresser votre candidature à THOMSON-CSF - Service du Personnel
13-15, rue du Pont-des-Halles, Zone du Delta - 94526 RUNGIS CEDEX.

HAVAS CONTACT



**THOMSON**
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTIONS



# SOURIAU
LEADER DE LA CONNEXION

PARIS

Nous fabriquons et vendons des composants *destinés aux industries de pointe.*
Nous recherchons pour diriger le département CONNECTEURS pour FIBRES OPTIQUES promis à une forte expansion.

## RESPONSABLE TECHNIQUE

*Animateur d'une équipe d'une quinzaine* de personnes, il aura la RESPONSABILITE DE 3 SECTEURS (Bureau d'Etudes, lab... d'essais et Atelier de Production).
Nous souhaitons rencontrer un ho... *d'actions et de relations.*
INGENIEUR MECANICIEN DIPLOME (ENSI, ENSM, ENSAM, ...) ayant une solide exp... et technique acquise au... *d'études en petite mécanique.*

## RESPONSABLE LABORATOIRE D'ESSAIS

Il devra animer une petite équipe chargée ... mise au point de nouveaux produits.
De formation technique *supérieure* il apportera une réelle compétence en MATIERE DE MESURE dans le domaine de l'OPTIQUE.
Anglais lu et parlé.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à SOURIAU, 11, rue Galliéni 92100 BOULOGNE.

Filiale française d'un important groupe multinational, nous avons lancé et développé tant en France qu'à l'Export des produits de haute gamme et de marque prestigieuse.

Nous recherchons aujourd'hui

# Chef des Ventes France

Votre formation est de type ESC. Agé d'au moins 28 ans, vous possédez une solide expérience de terrain acquise, idéalement en distribution sélective de produits de marque (habillement, accessoires, parfums, cosmétiques, . . .), vous pouvez prouver que vous conduisez avec efficacité l'équipe de vente dont vous êtes responsable.

Basé à Paris, vous êtes prêt à passer les trois quart de votre temps sur le terrain. Rattaché à *notre Directeur Commercial, vous serez responsable de la* réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs sur le terrain : stimulation et contrôle d'une force de vente de 10 personnes, mise en place et suivi de nouvelles méthodes commerciales.

Notre ambition est grande. Vos qualités d'animateur, de négociateur et de gestionnaire pourront donc s'exprimer pleinement.

- La connaissance de l'anglais est souhaitable.
- La rémunération annuelle peut atteindre tout de suite 250.000 F.

Si ces perspectives vous intéressent adressez votre CV + photo + rémunération actuelle sous réf. *26183 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010* Paris, *qui transmettra.*
*Mentionnez le nom des sociétés auxquelles votre CV ne doit pas être transmis.*

# Jeunes diplomés... venez avec nous inventer de nouvelles réponses aux besoins du marché

Grandes écoles de gestion et scientifiques

Le Groupe de la Compagnie Bancaire par sa capacité d'innovation et de réaction aux évolutions de l'environnement économique a su devenir le premier organisme financier privé en Europe.

Il rassemble des sociétés spécialisées dans :
- le financement des investissements des PME et des PMI,
- le financement de l'équipement, l'acquisition et l'amélioration des logements des particuliers,
- le financement de l'équipement domestique et l'achat d'automobiles,
- la mise à disposition des particuliers de placements sûrs et rentables,
- l'informatisation des entreprises et des professions libérales,
- le financement et la construction de logements, de bureaux et de Centres Commerciaux.

Les Sociétés du Groupe (7 000 personnes) offrent actuellement des carrières à des jeunes diplômés *Grandes Ecoles (X, Centrale, Mines, Supelec, HEC, ESSEC, ESCP...) ou 3e cycle* d'Université dans les domaines suivants :

**GESTION, FINANCE, INFORMATIQUE, MARKETING**

Vos compétences et vos goûts détermineront la fonction que vous occuperez chez nous au départ. Par la suite votre carrière pourra évoluer vers des fonctions ouvertes et diversifiées, avec la perspective d'accéder à des responsabilités de haut niveau tant au sein du Groupe que des Sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature sous réf. 010M à Annie LION, Service Orientation - Recrutement - 5 avenue Kléber - 75791 Paris Cedex 16.

Toute candidature sera étudiée de façon personnalisée et confidentielle.



compagnie bancaire

UFB/LOCABAIL·UCB·CETELEM·CARDIF·SINVIM·SIS

SOURCES

---

**unicrédit**
banque du Groupe CREDIT AGRICOLE

installe en avril 83 le premier des 3 ordinateurs VAX qui recevront son nouveau système d'information (réseau local).

Pour compléter ses équipes informatiques, elle recherche des informaticiens dynamiques, attirés par un système largement tourné vers les utilisateurs, ayant l'expérience de mini-systèmes évolués :

## 1 analyste d'exploitation

Second du responsable exploitation, interlocuteur des études informatiques pour définir les conditions de mise en oeuvre des applications informatiques; conseiller des utilisateurs *dans la mise en oeuvre des traitements distribués.*

**PROFIL :** *MIAGE; quelques années d'expérience dans une fonction analogue ou une* fonction étude ou système sur mini; connaissance indispensable de la programmation et/ou d'un langage de commande sophistiqué; connaissance VAX appréciée.

## 2 moniteurs d'exploitation

chargés de la *supervision de l'ensemble des traitements distribués* et de l'exécution directe des traitements centralisés (Horaires décalés possibles).

**PROFIL :** Formation informatique (DUT, ...) ou ayant une bonne expérience de systèmes distribués; autonomie; bon contact; connaissance langage de commande souhaitée.

## 1 administrateur de données

Responsable de la cohérence *des informations; a en charge la* gestion des bases de données et du dictionnaire de donnée.

**PROFIL :** MIAGE; 1ère expérience études; connaissance 1 ou plusieurs SGBD; très ordonné et méthodique; attiré par un poste de responsabilité fonctionnelle.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant le *poste choisi* à
**UNICREDIT - Mr Villaréal**
*128/130, Boulevard Raspail - 75289 PARIS CEDEX 06*

---

**CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE**

La place privilégiée que nous occupons sur le marché nous conduit à créer le poste d'

## Ingénieur Logiciel - Chef de Projet

*Expérimenté depuis plusieurs années (5-6 ans) dans la conception et la réalisation* de systèmes temps réel sur mini ou micro-ordinateurs, vous êtes également confirmé ou avez de bonnes connaissances théoriques en architecture de réseau.

Meneur d'hommes, vous aurez à animer et à encadrer une équipe de 4 personnes.

*Vous êtes enfin capable de travailler sur de la documentation technique rédigée* en anglais.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 4394 à l'agence *DESSEIN* - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein

---

## ÉQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES ET INDUSTRIELS

Filiale d'un groupe international, notre société, bien implantée en France, bénéficie d'une grande notoriété dans la *fabrication de matériels spécialisés. Nous cherchons :*

## un ingénieur commercial — réf. M 3984

Rattaché au Directeur Commercial, vous intensifiez notre action sur le secteur Est de la région parisienne, après une période de formation. Vous développez la vente d'une gamme complète de matériels très performants auprès d'une *clientèle diversifiée* d'industries et de centres de recherche scientifique. Vous disposez, pour réussir, de l'appui technique nécessaire.

Diplômé, de préférence, d'un I.U.T. de Mesures Physiques, de Génie Mécanique ou de Génie Chimique, vous avez, au moins, deux ans d'expérience commerciale.

## un ingénieur technico-commercial responsable d'un centre de profit — réf. M 3985

Basé dans la banlieue Sud de Paris, vous avez pour mission d'accroître encore notre chiffre d'affaires dans un domaine prometteur : *la vente de systèmes complets d'analyse de gaz.* En liaison étroite avec le réseau commercial dont vous exploitez les informations, vous assurez les relations, dans toute la France, avec des clients appartenant aux différents secteurs de l'industrie. Vous êtes également l'interlocuteur permanent des services de production. De réelles possibilités d'évolution sont envisageables.

Titulaire d'un diplôme d'Ingénieur Chimiste ou équivalent, vous avez une expérience d'au moins trois ans acquise en tant qu'Ingénieur Technico-Commercial dans la vente de produits industriels. Une bonne maîtrise de l'allemand ou de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

---

**digital**
Nº1 de l'informatique interactive

Une croissance harmonieuse de 35 % l'an, 1100 personnes en France, un C.A. de 837 MF. en 82.

## Chef des services comptables
**(Homme ou Femme)**

Rattaché au Directeur Financier, il est responsable de l'ensemble des services comptables de la Filiale : comptabilité générale et analytique, comptabilité intercompagnies, facturation, paie, fiscalité, *relations avec les auditeurs internes et externes.*

Diplômé de l'enseignement supérieur (niveau expertise comptable), il a fait preuve de réelles qualités d'animation d'équipes importantes et a *une connaissance approfondie des comptabilités françaises et* américaines.
Le candidat *idéal* aurait une première expérience de cabinet comptable, confirmée par des responsabilités opérationnelles dans une grande firme internationale.
Il parle couramment l'anglais.

Ecrire sous réf M 33, à la Direction du Personnel :
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
2 rue Gaston Crémieux, BP 136, 91004 Evry Cédex.

---

**Important Groupe du Secteur Pétrolier**
développant la totalité de son activité à l'étranger, recherche pour son siège à **Paris,** un

## *Cadre financier international*

**Le poste :**
Au sein de la Direction Financière, ce cadre sera chargé *d'étudier et de négocier pour l'ensemble du Groupe les* moyens de financement à long terme; il assurera le contrôle administratif et la gestion financière des filiales (françaises et étrangères). il supervisera la préparation et le suivi de certains postes budgétaires.
*Ces missions le feront travailler en permanence* avec les organismes financiers et les administrations de tutelle.
La fonction implique en outre des déplacements de courte durée à l'étranger ainsi que l'utilisation de la langue anglaise.

**Votre profil :**
Ce poste évolutif s'adresse à un candidat de fort potentiel, *diplômé d'HEC, ESSEC, Sciences Po/Eco-Fi, ou équi*valent, ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle soit dans la Direction Financière d'une société à vocation internationale, soit dans une importante banque d'affaires.

*Adresser CV et prétentions, sous réf. 3862, à mentionner* sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

---

## *RESPONSABLE DEPARTEMENT OFFSHORE*

*Une solide formation (ECP, ENSTA, A & M...), une dizaine d'années d'expérience dans le domaine de l'offshore (et peut-être de la construction navale) vous ont permis de vous faire reconnaître comme un spécialiste averti. Vous connaissez bien sûr les techniques mises en oeuvre dans la réalisation des projets mais surtout vous avez acquis la connaissance et le langage de ce domaine très particulier.*

*Maintenant il est temps pour vous de donner votre vraie dimension, à l'image de SERETE qui, après la réalisation à ABU-DHABI de l'une des plus grandes plates formes offshore du monde, a su conquérir sa place parmi les spécialistes de l'offshore.*

*Nous vous proposons de prendre la responsabilité de notre département commercial offshore - études marines. Votre mission consistera à développer ce département en organisant tous les moyens nécessaires à la réalisation de vos objectifs (politique commerciale, définition de produits, action commerciale, négociations...). Il vous incombera également de garder un contact permanent avec le client tout au long de la réalisation du projet.*

*Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre candidature à SERETE*
*Service du Recrutement*
*86, rue Régnault - 75640 Paris Cédex 13.*

serete ingénierie

média-system

# TOTAL

## Compagnie Française des Pétroles

recherche pour le Département Environnement
de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION.

## INGENIEUR POLLUTIONS-NUISANCES

Il aura en charge la coordination des prestations liées aux problèmes d'environnement de l'exploration et de la production pétrolière.

Diplômé d'une école d'ingénieurs ou universitaire (Physique et Chimie) il justifiera d'une expérience très confirmée dans au moins un des trois domaines suivants : études d'impacts, traitements des polluants ou combats des pollutions accidentelles.

Basé à PARIS, de nombreuses missions à l'étranger sont à envisager. L'anglais courant est indispensable, des connaissances en espagnol seraient appréciées. A terme, une *disponibilité à l'expatriation favorisera l'évolution de carrière.*

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser une lettre manuscrite + CV + photo au Service Recrutement de TOTAL EXPLORATION PRODUCTION Tour Vendôme 204 Rond-Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, sous la référence 3MO 06

## Jeune Chargé d'Etudes Gestion Commerciale

Nous nous appuyons sur l'innovation technique et commerciale, la volonté permanente de compétitivité, le consensus social pour conduire depuis plusieurs années une croissance d'environ 30 % par an sur le marché français des appareils de chauffage électrique (C.A. 82 : 250 MF).

Vous avez, à environ 25 ans, une formation supérieure en gestion (E.S.C., D.U.T., ...) et une première expérience en entreprise impliquant de la gestion commerciale.

Rattaché au Directeur Commercial, vous prendrez en charge, à Paris, l'élaboration, la présentation, l'analyse des résultats du réseau de vente. Vous disposerez d'un outil informatique performant. La réussite dans cette mission doit vous conduire à moyen terme à des responsabilités plus étendues au sein de la fonction commerciale.

*Merci d'adresser rapidement lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 5502 M à notre Conseil.*



**EQUIPES ET ENTREPRISES**
33, rue Vivienne 75002 PARIS



## datatel

Société de distribution d'équipements de transmissions de données et de terminaux à vocation industrielle, recherche pour faire face à son *expansion (supérieure à 50% par an), des*

## INGÉNIEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS

*Les points forts suivants seraient appréciés :*

- Expérience dans la vente de modems, multiplexeurs, surveillance de *réseau, matériel de raccordement X25 et terminaux.*
- Maîtrise de l'anglais ou de l'italien.
- *Connaissance du milieu industriel ou des gros systèmes informatiques.*

La rémunération (fixe + 13ème mois + commissions) assure un salaire annuel élevé.

Si vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique et jeune, envoyez votre C.V. détaillé ainsi qu'une lettre manuscrite précisant vos prétentions et votre date de disponibilité.

DATATEL - 23, rue Béranger 92100 BOULOGNE - Tél. : 605.12.00

bleu

Vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans le marketing, la publicité ou la promotion des produits de grande consommation, acquise après des études supérieures.

Vous avez affiné votre sens de la création, de la communication et pris conscience de vos réelles capacités.

*Vous souhaitez maintenant trouver un nouveau* champ d'action à votre mesure où vous pourrez mettre en valeur votre imagination, concrétiser votre goût de l'initiative, exprimer largement votre potentiel.

## L'ORÉAL

entreprise française innovatrice peut, par son implantation très internationale et par la grande souplesse de son organisation, vous donner les moyens de prendre une dimension professionnelle supérieure, dans le développement et la commercialisation de ses gammes de produits.

Reconnu très vite dans vos compétences et votre dynamisme, vous pourrez prendre un poste de Direction en France ou dans une filiale à l'étranger.

Si vous souhaitez mieux connaître les opportunités offertes, vous pouvez écrire à : L'OREAL, Direction des Ressources Humaines, Annonce ......., 41 rue Martre 92117 Clichy Cédex, qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

GROUPE




## Division Moyens de Paiement

# De l'informatique à la monétique

*SLIGOS assiste l'ensemble des professions de la banque et de la distribution dans l'élaboration* et la mise en place des nouveaux moyens de paiement électronique (cartes magnétiques et à mémoire, terminaux point de vente, autorisation en temps réel, systèmes d'autorisations multi-cartes, « home banking », transferts électroniques de fonds, ingéniérie de systémes de paiement, etc.). L'expérience acquise depuis 12 ans lui a permis, non seulement de devenir le leader européen *incontesté dans ces domaines, mais aussi d'acquérir une réelle maîtrise dans les tech*niques les plus avancées. tant informatiques que de télécommunications. Pour faire face au développement rapide de cette activité en France et à l'exportation, SLIGOS est amenée à renforcer ses équipes et à rechercher des

## Ingénieurs expérimentés et Ingénieurs débutants
## X, Télécom., Centrale, Mines, Ponts...

**pour concevoir et développer des systèmes originaux faisant appel à des techniques avancées.**

Destinés à prendre rapidement des responsabilités dans le cadre de projets importants, ils participeront dans un premier temps :

- à la définition globale des nouveaux systèmes en liaison avec de nombreux intervenants, à *leur développement et à leur mise en place,*
- à la définition des mécanismes qui devront en assurer l'utilisation, la sécurité et la logistique.
- au développement des logiciels de télécommunications et d'applications qui supportent ces systémes.

Ces systèmes sont destinés à être mis en place, soit en France, soit à l'étranger.

*Certains postes conviennent à des ingénieurs débutants, d'autres seront confiés à des ingé*nieurs ayant acquis une expérience de 2 à 5 ans, chez un constructeur, un utilisateur ou une SSCI, dans l'un des domaines suivants : applications bancaires sur gros systèmes, réseaux et télétransmission, mini et micro-informatique (logiciels et/ou matériels).

Pratique courante de l'anglais technique ; connaissance d'une autre langue appréciée. Une for*mation aux techniques spécifiques de l'activité sera assurée.*

Lieu de travail : PUTEAUX.

Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/réf. 73673/M à Mme CLERE, Tour Chenonceaux, 204, Rd-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Publival

# Chef de bureau d'études

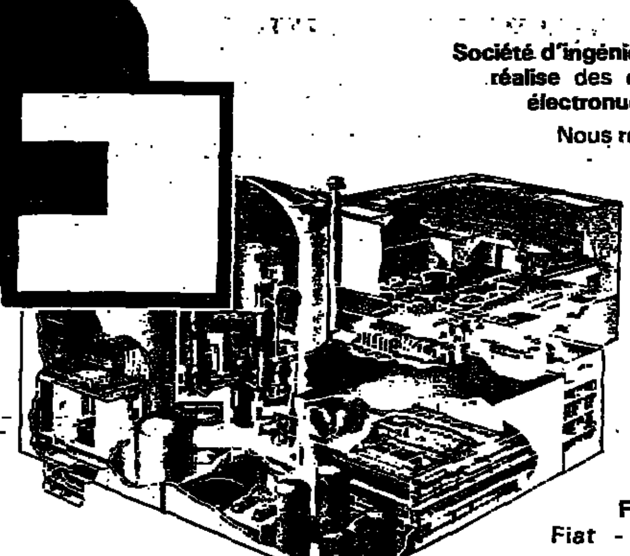
**Société d'ingénierie** mondialement connue, FRAMATOME **conçoit** et **réalise des ensembles industriels complexes** dans le **domaine électronucléaire.**

Nous recherchons, pour notre établissement situé à **PARIS-LA DEFENSE**, le chef du bureau d'études (60 personnes) qui a la charge de l'**installation des matériels, y compris la conception** des réseaux de tuyauteries.

Ce poste s'adresse à un **ingénieur mécanicien diplômé** qui a acquis une **expérience de 5 ans minimum** à la direction d'un BE d'installations d'unités industrielles.

Une expérience antérieure des méthodes CAO serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions *sous la référence UN/197 à* **FRAMATOME** - Département Recrutement - Tour Fiat - *92084 PARIS - LA DEFENSE CEDEX.*



*Tranche trois boucles.*

## FRAMATOME

MEDIA 84

Filiale française d'une Société Multinationale spécialisée dans les articles de pansements et d'hygiène

recherche

pour son siège
PARIS-OUEST

## ASSISTANT (E) DE DIRECTION COMMERCIALE

- 35 ans minimum.
- Organisé (e) et méthodique.
- Disponible et prêt (e) à s'engager professionnellement.
- Habituée aux contacts clientèle.
- Capable d'assurer le suivi et la gestion d'un fichier de 1.500 clients.
- Sachant recevoir et transmettre l'information.
- Expérience 5 ans de secrétariat de direction ou d'administration commerciale.
- Pratique de marchés publics (administrations ou hôpitaux) appréciée.

**Rémunération en fonction de l'expérience.**

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à REGIE-PRESSE, sous n° T 039.728 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Bernard MONTAGNE, André AMIC et Associés
128, boulevard Haussmann,
75008 PARIS

## POUR UN DE SES CLIENTS AU GABON

recherche

1 Chef Comptable, Contrôleur de Gestion, 5 ans d'expérience dans activité d'importation et de distribution de produits alimentaires et de produits de luxe.

## *jeunes diplômés*

Vous êtes diplômé (**MIAGE**, *ESCAE*, **Ingénieur, Maîtrise Sciences...**).

*Vous êtes débutant : nous vous formerons. Vous avez une pre*mière expérience : ce sera un plus.

*Vous êtes diplômé* (DUT *Informatique* ou équivalent). Nous vous proposons des postes d'

## ANALYSTES PROGRAMMEURS.

Nous sommes de gros utilisateurs d'informatique de gestion *(3 IBM 43 41, 500 terminaux en France).*

Nous sommes une des premières mutuelles françaises, l'une *des plus dynamiques aussi : 3 milliards de chiffre d'affaires,* 2.300 salariés.

**Des postes d'informaticiens sont à pourvoir à ROUEN-BELBEUF** (Réf. ROU) et à **PARIS** *(Réf. PAR).*

Ecrivez-nous pour faire connaissance sous référence choisie à :
*MUTUELLES UNIES - Madame Mauhourat*
3037 X - 76029 ROUEN CEDEX.

## *pour l'informatique*

Réponse et discrétion assurées à toutes les candidatures.

# Ingénieurs débutants

Les hommes que **FLOPETROL INTERNATIONAL** recherche pour faire face à son développement constant sont avant tout des hommes de « terrain », **sachant s'adapter**, prendre des **décisions rapides** et désirant vivre à l'étranger.

*Ils sont libérés des obligations militaires et possèdent une bonne pratique de l'****anglais****.*

*Après* ***un stage de trois mois****, ils rejoindront les bases opérationnelles à l'étranger pour participer durant deux à trois ans aux opérations techniques sur les puits.*

Par la suite, ils se verront confier des **responsabilités** leur permettant d'orienter leur carrière vers des postes **Techniques** ou de **Management** (alliant les tâches techniques, d'organisation, de relations commerciales, de gestion du personnel et du budget, etc.).

Ces postes sont à pourvoir au sein d'une **société internationale** implantée sur les champs pétroliers du **monde** *entier (2 400 personnes)*, **performante** grâce à sa **rapidité d'intervention**, ***ses méthodes et ses équipements*** **de pointe** dans les domaines suivants : essais de puits, interprétation des essais de puits, analyse des propriétés des fluides, mesures au fond des puits, contrôle de production, vente d'équipements de fond, entretien et reconditionnement des puits, installations de *production*.

**FLOPETROL INTERNATIONAL** *offre à ses ingénieurs* **un salaire motivant** (2 420 $ U.S. par mois au départ) et de **nombreux avantages liés à l'expatriation.**

Votre robuste constitution, votre bonne adaptabilité et votre large ouverture d'esprit vous permettront d'accéder rapidement à des responsabilités élevées dans le cadre d'une ***carrière passionnante et variée.***

Pour faire acte de candidature, adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la référence 2471/LM à **MEDIA P.A.** - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

**FLOPETROL**




---

Société matériel médico-chirurgical (Métro Pont de Neuilly), recherche

## chef comptabilité générale et paie

Placé sous la responsabilité du Directeur Financier, outre la comptabilité générale (4 personnes) et la paie (3 personnes), il sera principalement chargé de l'établissement des situations mensuelles et des déclarations fiscales et sociales.
DECS minimum, 2 ans d'expérience dans poste similaire ou audit ainsi que la maîtrise de l'anglais lui seront indispensables. Une connaissance de la comptabilité anglo-saxonne serait appréciée.

Merci d'adresser votre CV + photo et prétentions s/réf. 43016 à
*projets publicité*
12, rue des Pyramides 75001 Paris

---

*En progression rapide dans un métier sympa mais essentiel, sur un nouveau marché. Sté de services, un des leaders dans son domaine recherche*

## JEUNE RESPONSABLE (H/F)
avec un bon potentiel d'évolution

- Directement rattaché(e) à la direction nationale, après formation approfondie vous disposerez d'une large autonomie pour promouvoir les résultats économiques et commerciaux, contrôler la gestion du réseau de Franchises Paris et région.
- Vous avez de préférence une première expérience et une formation commerciale supérieure mais nous recherchons surtout la personnalité l'aptitude à une collaboration étroite. Déplacements ponctuels d'une journée.
- Réelle possibilité d'avenir si vous aimez avoir beaucoup de travail et participer activement à la vie de l'entreprise. Adresser candidature manuscrite, photo et dernière rémunération. Discrétion assurée. Ecrire N° 8033

*Le Monde, annonce classée, 5 rue des Italiens 75009 PARIS*

---



**GROUPE FRANKEL**
**Compagnie Française des Convoyeurs**
(Périmètre Marne-la-Vallée)

Notre Société a acquis une place de leader sur le marché international des Equipements de Transfert Industriel Automatisé.

## Jeunes ingénieurs
électro-mécaniciens

### •découvrez les achats

Notre Service Achats, avec un CA de 100 MF est l'un des Services stratégiques de notre Société.
*Après un temps de formation consacré à la connaissance de nos produits, nous vous confierons rapidement l'Achat de la Sous-Traitance des ensembles et sous-ensembles mécaniques.* Réf. A

### •pilotez nos prix

Au sein du Service «Logistique Industrielle», votre objectif permanent sera de calculer l'évolution du prix *de nos produits pour permettre à nos Services Devis* de mieux ajuster leur proposition.
Dans un premier temps, vous procéderez à une analyse *complète de nos prix de revient*, puis vous participerez à l'analyse de la valeur et aux études d'investissement. Réf. B

média-system

Pour des débutants, ces deux postes sont incontestablement des plates-formes d'observation et des tremplins vers des postes opérationnels au sein de notre Groupe.
*Nous vous remercions d'adresser votre CV, en précisant la réf. sous le* N° 43 M 076, *à notre Conseil CPA*
69 rue de Monceau 75008 Paris

CPA — MEMBRE DE SYNTEC

---

## THOMSON

*La direction du contrôle interne intervient, à partir de Paris, sur l'ensemble des unités du groupe en France et à l'étranger. Pour renforcer son équipe, elle cherche*

## un auditeur «finances et informatique»

Vous agissez comme un auditeur «classique» en contrôle des comptes et procédures, mais de plus, contribuez à la définition de notre méthodologie dans l'audit des systèmes et des traitements informatiques utilisés dans nos unités et réalisez ces audits. Ces missions nouvelles et importantes vous demandent d'être autant un financier qu'un informaticien (votre formation est donc HEC, ESSEC, Sup. de Co, MIAGE + DECS).

Vous avez sans doute acquis votre expérience, d'au moins cinq ans, dans une SSCI, dans une équipe d'audit spécialisée ou une affaire internationale. Bien sûr, vous êtes bilingue français-anglais.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4333 LM) à «Carrières Gestion Finances».




MEMBRE DE SYNTEC

---

Vous êtes désireux de mettre à la disposition de notre entreprise en pleine *expansion*

## votre expérience de la promotion et de l'animation des ventes de biens d'équipement de bureau

- Vous êtes CREATIF, IMAGINATIF.

U-BIX FRANCE S.A.
Filiale de Konishiroku et Mitsubishi

vous propose d'être rattaché au directeur de la Division des Opérations :
- vous élaborez, concevez et assurez les campagnes de promotion des ventes,
- vous analysez le marché, la concurrence et présentez les orientations qui en découlent,
- Vous participez à l'élaboration du plan de publicité et en assurez le suivi,
- vous avez la charge de la conception et de l'édition des catalogues et des plaquettes,
- vous contribuez à la conception du plan de formation des vendeurs et à l'animation de stage.

Votre rémunération est fonction de votre expérience.

Adressez CV, lettre de motivations et prétentions à

U-BIX FRANCE S.A.
Service Développement Humain
15 rue des Sorins - 92000 Nanterre

U-BIX FRANCE s.a

FOURCET

---

L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
recrute à Paris

## UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN GRANDE ÉCOLE

ayant plusieurs années d'expérience sur grand système (MULTICS ou MVS).

Adresser c.v. détaillé et prétentions sous n° T 260.949
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

Organisme conduisant au plan national actions d'information et de conseil technique dans le *domaine de la maîtrise de l'énergie* (dans les entreprises, administrations et collectivités locales) recherche pour poste plein temps à *Paris* :

## INGÉNIEUR
### THERMICIEN DE PRÉFÉRENCE

ayant une dizaine d'années d'expérience professionnelle, et ayant déjà conduit des actions de maîtrise de l'énergie, dans des bureaux d'études ou chez des constructeurs, distributeurs *d'énergie ou utilisateurs.*

Tâche très vivante, nombreuses occasions de contacts techniques à Paris et en Province, ainsi *qu'à l'Étranger*

Anglais nécessaire, ainsi que facilité de communication et de rédaction.

*Envoyer C.V. et salaire souhaité à* ATEE
*7/11, rue de l'Yvette - 75008 PARIS*
(Confidentialité assurée)

bleu

---

## free time

CHAINE DE RESTAURATION RAPIDE DES ANNEES 90,
**recherche ses cadres dirigeants de demain**
et recrute aujourd'hui des

## DIRECTEURS ET ASSISTANTS DE RESTAURANT

**dans les principales villes de France**

**Hommes, Femmes,** *même débutants*, qui avez :
- *un niveau secondaire minimum - un esprit rigoureux - un* tempérament de meneur

rejoignez **FREE TIME.** Formation interne assurée à PARIS.
**•Une expérience distribution serait un atout.**

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions et C.V. sous référence 244 à :

**degré** Conseil *11, rue La Boétie 75008 PARIS*

---




recrute dès à présent pour

**sa DIRECTION DES ÉTUDES ET DU DÉVELOPPEMENT**

## INGÉNIEURS DIPLOMÉS (ÉES)

**E.N.S.T.A., E.C.P., E.C.L., E.S.E., ENSERG, ENSAE, ENSAM, ENSMA, ESPIC**

Débutants ou première expérience d'application, pour conception, essais, industrialisation dans des nouveaux programmes d'armements.

Diverses possibilités d'évolution de carrière.

Lieu de travail :
SAINT-DENIS (93) ou LA FERTÉ-SAINT-AUBIN (45).

Écrire à Mme VENEAU, Service du personnel,
32, boulevard Ornano, 93204 SAINT-DENIS.

---

*Important Groupe Industriel*
*un des leaders mondiaux sur son marché recherche*

## RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES

*Il assurera une triple mission :*

*- responsabilité pour les 3 usines françaises (région parisienne) et les filiales étrangères des études de projets d'investissements, ainsi que du suivi des méthodes des processus de fabrication,*

*- conseil auprès de la Direction Technique et des usines pour les études prospectives (matériel nouveau, automatismes, CFAO).*

*- assistance de l'atelier travaux neufs pour la réalisation de ces études.*

*INGENIEUR GRANDE ECOLE, de formation AM, ENSI..., ayant de solides connaissances électromécaniques, il sera tout à la fois homme de conception et de terrain, apte à s'adapter avec aisance dans une équipe jeune.*

*Le poste est basé à 70 Km Nord de Paris près d'une ville universitaire.*

*Assuré d'une absolue discrétion et d'une réponse rapide, votre dossier de candidature est à adresser sous référence 4226 M à* ***rscg carrières***
*48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS.*

---

## L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS
*recrute personnel*

## D'ÉTUDES INFORMATIQUES PROGRAMMATEURS ANALYSTES ORGANIQUES ET FONCTIONNELS

Pour développer des applications comptables dans un environnement DB/DC : TOTAL, DM IV-TP, PROTEE...

Débutants acceptés.

Salaire brut de 70.000 F à 150.000 F par an, fonction du poste et de l'expérience.

Envoyer C.V. à U.R.S.S.A.F. DE PARIS
sous-direction du personnel, pièce 1420
3, rue Franklin, B.P. 430.
93518 MONTREUIL CEDEX.

# Ingénieur numéricien

## CALCUL DE STRUCTURES

La société est spécialisée dans l'étude et la réalisation **d'installations industrielles complexes** faisant appel aux techniques de pointe.

La mission :
au sein d'une équipe de spécialistes du développement de codes de calcul de structures, faire progresser les connaissances dans le domaine de l'interaction fluide/structure, notamment pour ce qui concerne le comportement non linéaire des matériaux.

Ce poste nécessite des compétences élevées dans les domaines suivants : méthode numérique de résolution, hydrodynamique, mécanique des milieux continus.

Il s'adresse à **un ingénieur grande école.**

Le contexte scientifique de haut niveau de l'entreprise offre de réelles possibilités d'approfondissement professionnel.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Ouest.

*Merci d'adresser CV et photo, sous réf 3898 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.*

*média-system*

# CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

La place privilégiée que nous occupons sur le marché nous conduit à créer le poste d'

## *ingénieur logiciel*

**Chargé de la coordination des développements logiciels en sous-traitance et à l'export.**

Cette coordination s'exerce dans le cadre de la réalisation de produits logiciels spécifiques au forfait et comprend :

- *l'établissement des règles à suivre pour la réalisation des cahiers des charges, la consultation des fournisseurs,*
- les négociations techniques et commerciales,
- le suivi et la réalisation,
- la surveillance de la maintenance et du support.

*Ce poste s'adresse à un Ingénieur ayant le goût des contacts et maîtrisant parfaitement l'anglais (écrit et parlé).*

Il a impérativement une expérience de plusieurs années dans la conception de la réalisation de systèmes temps réel sur mini ou micro-ordinateurs. Une expérience de Chef de Projet est à ce titre souhaitée.

La connaissance de la langue allemande est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 4395 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein

***Importante société d'ingénierie***
*filiale d'un puissant groupe industriel recherche*

# Technicien supérieur de gestion

**5 à 10 ans d'expérience**

*Rattaché directement au responsable d'une importante unité fonctionnelle, il prendra en charge l'élaboration des budgets, le suivi et le contrôle des dépenses de cette unité.*

*Ce poste convient à un candidat de **formation DUT ou BTS** justifiant **d'une solide expérience** dans un domaine d'activité analogue.*

*Des qualités relationnelles sont par ailleurs indispensables pour mener à bien la mission proposée.*

*La taille de l'entreprise autorise d'intéressantes évolutions professionnelles.*

*Lieu de travail : proche banlieue Sud-Ouest.*

*Merci d'adresser CV et photo sous réf 3?97 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.*

*média-system*

**INTERELEC** — **Leader mondial des systèmes automatiques ferroviaires** — **MATRA**

(Métro de Paris, Mexico, Santiago, etc.), nous développons et diversifions nos produits (doublement du C.A. en 2 ans).

**Dans cet environnement de haute technologie,**
nous recherchons un

# Jeune ingénieur qualité

Vous êtes ingénieur électronicien, ou généraliste avec une spécialisation électronique. Vous avez une première expérience industrielle. *Nous vous proposons d'animer et de coordonner les principales activités de la fonction qualité avec l'aide de 2 agents techniques.* Vous aurez à homologuer des nouveaux sous-traitants, à animer des opérations d'audit-qualité, à déterminer les causes de malfaçon, à définir et appliquer des actions correctives.

Ce poste formateur vous mettra en contact avec les Etudes, la Production, les fournisseurs et les sous-traitants. Il vous permettra de faire valoir vos qualités d'analyse, de négociation et de diplomatie. Poste à pourvoir en proche banlieue parisienne.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 1/J21/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.



**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

*Un grand nom de l'industrie du cacao*
*Une stature internationale*
*Une gestion qui se renforce*

# Le contrôleur de gestion de nos filiales hors Europe

Nous le voulons confirmé : cinq ans de métier (après HEC, ESSEC...) avec une expérience de groupe industriel et le goût de se pencher sur des problèmes d'usines. Le négoce international donne à notre gestion des traits particuliers ; tant mieux s'il en connaît aussi les principes ; sinon, nous l'initierons.

Au sein de la holding, il aura, pour nos filiales africaines et américaines (où il se rendra périodiquement), la responsabilité de faire fonctionner le système de gestion existant : budgets, reporting, tableaux de bord... et de la formaliser davantage. Avec la mission complémentaire importante, au niveau du groupe, de la faire évoluer vers encore plus d'efficacité : nous comptons pour cela sur sa capacité de conception et sa forte personnalité. Référence 432 909M.

# Deux jeunes contrôleurs budgétaires

Pour notre filiale française et pour la holding. L'un et l'autre participant à l'élaboration des budgets et chargés de leur suivi ; participant aussi à l'établissement des prix de revient. Deux postes convenant bien à des jeunes diplômés de gestion (HEC, ESSEC...) après une première expérience, même courte, de préférence en milieu industriel.

Pour le contrôleur France, la perspective de se préoccuper en bonne partie au départ de problèmes liés aux usines ; pour le contrôleur holding, celle de missions de durée limitée dans les filiales. Nous voulons pour les deux postes des contrôleurs de très bon contact et qui ont les pieds sur terre. Référence 442 910M (France), 442 911 (holding).

Trois postes à créer ; tous basés à proximité des zones de résidence agréables de la banlieue ouest de Paris. Trois postes à partir desquels existent des possibilités d'évolution en France et à l'étranger. Votre anglais doit, donc, être très opérationnel.

*Ecrivez à nos conseils SIRCA en rappelant la référence qui vous intéresse.*

**Sirca**
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

*MEMBRE DE SYNTEC*

Notre société embauche

# UN RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DE LA FRANCHISE

Nous faisons partie d'un groupe de distribution important et *notre société s'est développée rapidement en France.*

Nous voulons installer notre enseigne dans les quelques villes où nous n'y sommes pas encore.

Mais surtout nous voulons attaquer le marché de l'Europe Occidentale et ultérieurement celui de l'Amérique du Nord avec les produits exclusifs que nous concevons.

*Nous recherchons un homme d'une trentaine d'années ayant* une bonne connaissance du textile et de la franchise en France et à l'étranger.

La pratique de l'anglais est indispensable, la pratique d'une autre langue serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions s/réf. 11018 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS *Cédex 02 qui transmettra.*



# Cii Honeywell Bull

**Pour participer à ses objectifs de qualité en matière de services, recherche des**

## EXPERTS EN CONDUITE DE PROJET

Ingénieurs Informaticiens Confirmés, diplômés de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience de chef de projet, en situation d'avant ou après-vente. Vous connaissez nos matériels; devenez l'un de nos experts en conduite de projet-forfait.
Durant les missions confiées aux unités opérationnelles vous interviendrez pour valider leurs estimations et en contrôler le suivi. Vous aurez aussi à conseiller et à orienter les équipes de réalisation. La qualité de notre engagement forfaitaire sera mesurée par le bilan que vous établirez.
Postes basés à PARIS (déplacements de courte durée à prévoir).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 262 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20

SOCIÉTÉ BANLIEUE SUD-EST PARIS

recherche

## COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ (E)

*Pour diriger le groupe de comptabilité d'une de ses divisions.*
Libre rapidement.

Envoyer C.V. à T.C.P., Service du Personnel, B.P. 2, 94410 SAINT-MAURICE.

## INVESTMENT BANKER

PETIT CABINET PRIVÉ DE CONSULTANTS

recherche

## EXPERT FINANCE INTERNATIONAL

- Rapprochement entreprises international.
- Recherche financement pr sociétés, projets internationaux et exploration pétrole U.S.
- Français, anglais courant.
- Voyages fréquents.

Env. C.V., s/nº T 039.711 M. RÉGIE-PRESSE 75 bis, rue Réaumur Paris-2e.

# Ingénieurs grandes écoles

## Etudes « automatismes » ESE, ENSI, ISEP, ISEN...

LEADER MONDIAL DES SYSTÈMES AUTOMATIQUES FERROVIAIRES (métro de Paris, Mexico, Caracas,...).

Dans le cadre du développement de ses activités vers la conception et la réalisation d'automatismes industriels complexes, recrute au sein du département « **recherche et développement** » des ingénieurs grandes écoles débutants ou 2 ans d'expérience pour participer à la conception de systèmes automatisés.

Il leur sera confié l'**élaboration** ou l'**aménagement d'un produit** : générales et sous-ensembles.

Ils pourront évoluer vers un poste de chef de projet.

Nous leur demandons :

- une formation pluridisciplinaire orientée vers l'**électronique-automatisme**,
- de bonnes notions d'**informatique**,
- un esprit de synthèse et une aptitude à la rédaction des documents.

Lieu de travail : banlieue Nord.

Envoyer C.V., photo et rémunération souhaitée à **INTERELEC** - Département du Personnel - 53, rue du Commandant Rolland - 93350 LE BOURGET.

**INTERELEC**
**FILIALE DU GROUPE MATRA**

MEDIA PA

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS




**Nous sommes une importante Société d'Ingénierie Française appartenant au groupe CGE**

***Notre effectif est de 500 personnes dont 250 Experts, Ingénieurs, Économistes ou Techniciens. 70% de notre chiffre d'affaires se réalise à l'exportation. Nos domaines d'activités: études économiques, travaux publics, transports, bâtiments, hôpitaux, centrales thermiques et réseaux d'électricité, agro-industrie et industries de transformation.***

***Dans le cadre de notre important PLAN DE DÉVELOPPEMENT et de notre CONTRAT DE SOLIDARITÉ nous recherchons des Ingénieurs et des Cadres de haut niveau et plus particulièrement:***

## INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

Département Industrie

**Mission:** Gestionnaire d'affaires, complexes industriels France et Étranger. Responsable d'une équipe d'ingénieurs, spécialistes différents corps d'état. Assurer tous les contacts au plus haut niveau avec les clients.
**Profil:** Ingénieur grande école ou équivalent. Minimum 10 à 15 ans d'expérience d'ingénierie industrielle et d'entreprise. Qualités de gestionnaire, de coordinateur. Bons contacts humains.
Anglais exigé.
*Réf. M41*

## INGÉNIEUR ÉCONOMISTE

Service Études Économiques

**Mission:** Études de planification économique, études de faisabilité, de projets d'investissements, assistance technique dans les pays en voie de développement.
Gestion des grands projets, contrôle des coûts et délais.
**Profil:** Ingénieur grande école débutant ou quelques années d'expérience de préférence internationale. Mobilité totale pour missions de courte ou longue durée à l'étranger.
Anglais courant indispensable.
Espagnol souhaité. *Réf. M42*

## INGÉNIEUR CONTRÔLE ET INSTRUMENTATION

Division Thermique

**Mission:** Conceptions, études des systèmes de contrôle et instruments, centrales thermiques et projets industriels.
**Profil:** Ingénieur en électronique et automatisme, 8 à 10 ans régulation instrumentation, connaissance équipements: compteurs transmetteurs régulateurs français et étrangers.
Anglais exigé - Espagnol souhaité.
*Réf. M43*

## INGÉNIEURS

Industrie alimentaire

## NIGÉRIA

**Mission:** Direction Générale ou Chef process ou chef fabrication et maintenance pour usine boissons.
**Profil:** ingénieurs avec expérience industries alimentaires et, selon postes, 3 à 10 ans.
Direction unité fabrication, chef service process, chef service maintenance. Expérience expatriation.
Anglais exigé.
*réf. M44*

## JEUNE INGÉNIEUR RÉSEAU

Division Électricité

**Mission:** Définition spécifications techniques poste Haute Tension, lignes, équipements de centrales. Étude plans, équipement, production, transport et distribution électricité dans pays en voie développement.
**Profil:** Ingénieur débutant. Diplôme SUPELEC ou équivalent. Spécialisation réseaux souhaitée.
Anglais exigé. Espagnol souhaité.
*Réf. M45*

## INGÉNIEUR THERMICIEN FRIGORISTE

Département Industrie

**Mission:** Définition spécifications techniques et études froid industriel, conditionnement d'air, ventilation, économies d'énergie et énergies nouvelles, sur des projets industriels en France et à l'Étranger.
**Profil:** Jeune ingénieur diplômé de l'Institut Français du Froid Industriel, ayant expérience dans l'industrie. Connaissance du domaine agro-alimentaire appréciée.
Anglais exigé.
*Réf. M46*

## CADRE GESTION DU PERSONNEL

Direction du Personnel

**Mission:** Au sein d'une équipe en pleine expansion, apportera sa collaboration au niveau du recrutement, de la gestion administrative du personnel France et Expatrié, des études afférentes à la fonction. Poste à caractère évolutif.
**Profil:** Formation supérieure. Ce poste nécessite un sens développé des contacts humains. Expérience de 5 ans dans poste similaire.
Anglais exigé.
*Réf. M47*

## ATTACHÉ COMMERCIAL EXPORTATION

Direction Commerciale

**Mission:** Responsable d'une zone géographique, il sera chargé de définir, prospecter, et développer des marchés d'études.
Il assurera les relations commerciales avec les clients.
**Profil:** Formation supérieure commerciale, quelques années d'expérience à un poste similaire seraient appréciées. Mobilité indispensable pour déplacements fréquents de courte et moyenne durées.
Anglais exigé. Espagnol souhaité.
*Réf. M48*

CONTESSE

Ces postes nécessitent une mobilité totale pour des missions de courte et longue durée à l'étranger.
Veuillez adresser CV, photo et prétentions en précisant la réf. du poste à
Service du Personnel SOGELERG, 25, rue du Pont-des-Halles - CHEVILLY-LARUE - 94666 RUNGIS CEDEX FRANCE.

---

## ESD ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

RECHERCHE
Pour son département «Systèmes Numériques»

## INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

**Débutants ou quelques années d'expérience**
pour

Études et développements de matériels électroniques de pointe, utilisant les techniques et technologies les plus modernes.

Domaines concernés:
— Calculateurs aérospatiaux.
— Liaisons numériques.
— Traitement du signal.

Merci d'adresser CV, Photo et Prétentions a:
ADMINISTRATION DU PERSONNEL
ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT
55, Quai Carnot - 92214 SAINT-CLOUD

---

## INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche
pour son établissement Télémesure et Systèmes situé aux ULIS - Z.I. de Courtabœuf, pour son service d'études:

## UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE

(Réf. UL-19)

Ayant quelques années d'expérience, apte à diriger des études et réalisations de systèmes électroniques et informatiques d'acquisition et de traitement de données dans les domaines aérospatial et nucléaire.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

---

## digital

nº 1 de l'informatique interactive

## Traducteur (trice) technique

Il (elle) sera chargé(e) de traductions anglais/français de logiciels et de manuels techniques.
- Parfaitement bilingue anglais/français.
- Bases d'informatique ou expérience de traducteur(trice) technique.
- Niveau de formation supérieur ou expérience professionnelle équivalente.

Ecrire, sous réf. M 33, à Bernard DELMAS,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2 rue Gaston Crémieux,
BP 136, 91004 Evry Cédex.

---

## Société d'ingénierie informatique

EN AUTOMATISMES INDUSTRIELS ET ROBOTIQUE

Notre Service d'Informatique Industrielle comprend une centaine d'ingénieurs spécialisés dans la réalisation clé en main de systèmes informatiques, et dans l'étude et la réalisation de produits d'automatismes et de robotique.

Vous avez un diplôme d'ingénieur Grande Ecole et 3 à 5 ans d'expérience dans la réalisation de logiciels de base ou temps réel sur mini et micro-ordinateurs.
- Dans l'équipe avant vente:
vous participez à la définition de la stratégie commerciale du service, aux études techniques, à l'élaboration et la négociation des offres. (réf. 1).
- Dans l'équipe de production:
vous êtes ingénieurs d'affaires susceptibles d'assurer la maîtrise de grands projets d'ingénierie. (réf. 2).

Adressez votre C.V. sous réf. 9915 mentionnée sur l'enveloppe à
Média-System: 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

---

## MARKETING ALIMENTAIRE

société para-publique

propose à
JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES
(Première expérience appréciée)

Deux Postes de:

## CHEFS DE PRODUITS

Dont un nécessite une bonne connaissance du secteur

## VINS ET SPIRITUEUX

Adresser C.V. et prétentions sous nº T 039.646 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2ᵉ.

---

## LA FORCE VIVE DE L'INFORMATIQUE

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

titulaires d'un diplôme de grande école ou d'une maîtrise d'informatique.

Nous vous proposons des missions d'étude et de réalisation au sein d'équipes de haut niveau où vous développerez votre formation et votre personnalité. Au-delà des réalisations que vous mènerez, nous vous offrirons la perspective de devenir chef de projet.

Notre métier d'ingénierie de systèmes complexes administratifs ou techniques vous garantit la formation puis la maîtrise des techniques de pointe dans lesquelles GIXI a acquis une grande notoriété: télécommunication, réseaux locaux, bases de données, systèmes graphiques, micro-processeurs.

Lieu de travail: région Sud de Paris
(déplacements éventuels).

Merci de nous adresser un C.V. détaillé à: GIXI
Annie-Paule Senvil, BP 110,
91944 Les Ulis Cédex.




média-system

هكذا من الأصل

# Paris

**La Direction des Relations Sociales** d'une importante Société française recherche pour faire face au développement de ses activités un(e)

## jeune attaché(e) de direction

Le (la) candidat(e) recherché(e) :
- aura nécessairement un diplôme de l'enseignement supérieur,
- *possèdera une première expérience réussie dans la fonction personnel* lui ayant permis de se familiariser avec les méthodes de gestion des ressources humaines (études de poste, étude de structure, classification, politique de rémunération, ratios sociaux...).

Directement rattaché(e) au Directeur des Relations Sociales, la personne retenue devra allier à une bonne capacité d'étude, un sens pratique et une grande aptitude à la communication.

*De réelles possibilités de carrière s'offrent au titulaire du poste.*

Merci d'adresser votre candidature sous référence AT en précisant votre rémunération actuelle à

MEDIA PA

38, rue de Lisbonne
75008 PARIS

**Hansen**

---

## Groupe Européen d'Assurances

recherche pour sa Direction FRANCE, **PARIS**

*Département VIE*

## un Actuaire
### Responsable du Service VIE COLLECTIVE

Rattaché au Chef du Département, il dirigera un Service d'une quinzaine de personnes.
Il aura en charge les *travaux actuariels, le développement des Assurances Collectives, l'étude des produits et tarifs* et sera ouvert à la gestion informatisée.
Cette activité s'adresse à un actuaire de 30 ans environ ayant 3 à 5 ans d'expérience. Elle implique des qualités de commandement, de technicité et d'organisation.

*Département IARD*

## le Responsable du Service Sinistres

Rattaché au Chef du Département I.A.R.D., il supervisera un service de 20 personnes et sera le représentant de la Compagnie auprès des organismes professionnels. Diplômé d'études supérieures — Maîtrise de droit — excellent juriste, le candidat âgé de 30-32 ans aura au minimum 3 ans d'expérience dans une compagnie d'assurances et dans un poste similaire. Le poste implique des qualités de rigueur, de jugement et d'aisance sociale.

## un Ingénieur Diplômé
### Inspecteur Vérificateur de Risques d'Entreprises

Il assurera la négociation des contrats — Incendie R.I., Bris de machines, Responsabilité Civile... — et sera responsable de leur souscription et du développement de ces affaires. Il supervisera et animera une petite équipe. Cette activité s'adresse essentiellement à un INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE, ayant eu une première expérience dans des fonctions similaires. Elle implique de courts déplacements dans toute la France. *Aisance de contacts, jugement, technicité sont indispensables.*

*Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo sous référence 67 578 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.*

---



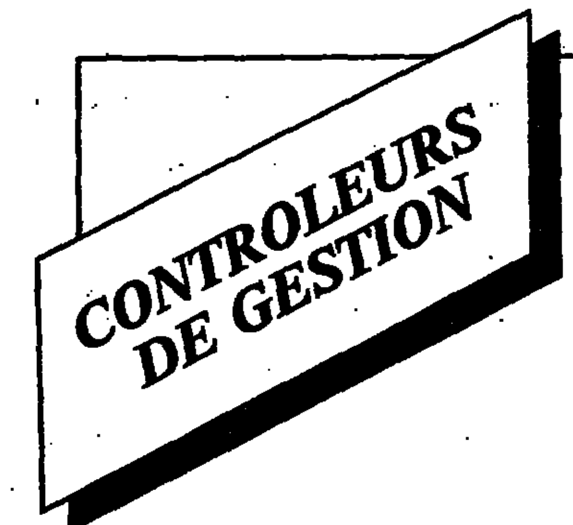
## Cii Honeywell Bull

recherche pour la constitution d'équipes de développement de logiciels mixtes : DPS-7 (GCOS 64)/micro-ordinateurs (Unix, CP/M, etc...) des

## INGENIEURS INFORMATICIENS

De formation Grandes Ecoles (ou équivalent), ils auront une ou deux années d'expérience.
Ils seront chargés du développement d'interfaces intégrés informatique/micro-informatique. Les travaux *impliqueront* la mise en oeuvre des techniques suivantes : télécommunications, bases de données, applications, progiciels micro et systèmes.
Lieu de travail : LOUVECIENNES (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 118 M à Cii Honeywell Bull PC OG021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20

---




**Notre Compagnie s'est spécialisée dans un secteur technologique de pointe du domaine Informatique. Nous recherchons des**

## CONTROLEURS DE GESTION.

Dans les domaines suivants :

**COMMERCIAL** ESCAE ou Maitrise Gestion
- Analyse du C.A. et marges.
- Elaboration des budgets pour l'ensemble de la Compagnie.
- Participation à l'optimisation des structures budgétaires.

**INDUSTRIEL** HEC - ESSEC
- Réalisation de mission de contrôle budgétaire local.
- Analyse et suivi des coûts industriels de production.
- *Etude des résultats d'exploitation.*

Pour ces deux postes, une première expérience industrielle est souhaitée.
*La pratique de l'Informatique de Gestion est demandée.*
Le lieu de travail est situé en banlieue parisienne Sud (RER).
*Merci d'adresser rapidement votre candidature complete (lettre manuscrite,* C.V. et prétentions) sous référence 11292 M à l'Agence AFFLUENTS **49, avenue Trudaine 75009 PARIS qui transmettra.**

---

Nous sommes une Société internationale basée à Paris. Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information triée et traitée par 150 spécialistes.

Notre Département Economie recherche :

## un jeune cadre

AMEP PA

chargé de répondre aux questions les plus variées sur les statistiques, les usages bancaires, les informations boursières...

De formation Sciences Eco (ou équivalent), vous avez acquis une première expérience professionnelle dans une banque.

Envoyez votre candidature détaillée ainsi que vos prétentions à SVP, Direction du Personnel, 54, rue de Monceau, 75384 Paris Cedex 08.

**SVP**

---

## TELEFUNKEN

## Un gestionnaire de poids pour un grand nom de la télé, HIFI, vidéo

Des produits séduisants, une puissante image de marque, un taux d'expansion vigoureux... des critères qu'un financier avisé considère avant de changer son fusil d'épaule. Démarche d'autant plus justifiée s'il s'agit comme chez nous d'une filiale de distribution où le contrôleur de gestion fait équipe avec le responsable commercial.

Nous lui demandons d'être le garant de la rentabilité de notre développement. Il est donc étroitement associé aux décisions d'ordre commercial et apporte sa contribution active en particulier au niveau des phases d'analyse et de contrôle. A lui, plus classiquement, l'élaboration des budgets, leur révision bi-annuelle, le reporting à la maison-mère. Par ailleurs, il supervise le service administration des ventes qui compte une dizaine de personnes. Excellent tant pour rester dans le bain de l'opérationnel que pour garder le contact avec le terrain.

Un poste complet pour un(e) gestionnaire polyvalent de formation supérieure, ayant de bonnes bases comptables, pouvant témoigner d'une expérience de 5 à 10 ans dans le contrôle de gestion en environnement international. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable, la pratique de l'allemand serait un «plus» intéressant. Les consultants du cabinet SIRCA vous remercient de leur adresser rapidement votre dossier sous référence 435 908M en précisant le niveau actuel de votre rémunération. Lieu de travail : porte de Clichy.

**Sirca**
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

TOURISE

---

## Un jeune ingénieur fort potentiel responsable de la logistique

**IMPORTANTE ENTREPRISE** souhaite intégrer à Paris au niveau groupe et au sein d'une structure légère et décisionnelle un Jeune Ingénieur chargé de l'ensemble des moyens logistiques pour 6 usines et une *dizaine de sociétés de distribution.*

*Sa mission concernera* l'ensemble des études et du suivi des réalisations dans ce domaine (flux de marchandises - organisation - optimisation - micro-informatique...).
Son expérience : 3 à 5 ans acquise soit en société *d'ingénierie soit dans un groupe* de la grande distribution devrait lui permettre d'être l'interlocuteur privilégié et compétent auprès des utilisateurs, des fournisseurs et des organismes spécialisés.

**Ecrire sous réf. XH 446 CM**

4 rue Massenet 75016 Paris

**etap**

---

## Commercialiser des appareils scientifiques de haute technologie

### *Opportunités pour 2 ingénieurs technico-commerciaux*

LKB, filiale française d'une société suédoise, est spécialisée dans l'appareillage scientifique.

Nous commercialisons nos produits de haute technologie auprès des laboratoires de recherche des sciences de la vie.

Pour faire face à notre développement rapide, nous recherchons 2 ingénieurs technico-commerciaux.

En tant que responsables régionaux, vous prendrez en charge la gestion commerciale de votre secteur.

Votre mission comportera aussi les aspects suivants : prospection, commercialisation de l'ensemble de notre gamme, formation et assistance à notre clientèle.

Pour ces postes clés, nous souhaitons rencontrer des candidats possédant des connaissances en chromatographie liquide, en techniques électrophorétiques ou en comptage nucléaire et bioluminescence.

Vous êtes éventuellement débutant et fortement motivé par la vente. Vous parlez, si possible, l'anglais.

Le dynamisme, le sens des responsabilités ainsi qu'une grande disponibilité constituent vos atouts majeurs.

Nous sommes prêts à vous confier 2 postes qui, basés à Orsay, s'étendront chacun sur Paris et la province.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience et de votre potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à

MEDIA PA

**LKB** LKB Instruments S.A.
89, rue de Paris - B. 29
91404 ORSAY CEDEX

---

## SOCIETE DU SECTEUR TERTIAIRE

recherche pour renforcer son équipe informatique un

## Chef de projet

Son profil :
- formation supérieure (ingénieur ou MIAGE) + 5 ans environ d'expérience en informatique de gestion
- *expérience de conduite de projets*
- expérience de conception et d'analyse d'applications dans un environnement télétraitement et bases de données.

Sa mission :
- *participer à l'élaboration du plan informatique*
- conduire un projet de gestion très important (environ 20 années/homme)
- élaborer le cahier des charges utilisateurs
- participer à l'analyse fonctionnelle
- encadrer une équipe de réalisation.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 67717 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

---

## F.M.C. ÉQUIPEMENTS MAINTENANCE AUTOMOBILE

Nous sommes une division d'un groupe important aux U.S.A., 3,5 milliards de U.S. dollars de C.A., 36.000 personnes. Pour notre division européenne, située à Aulnay-sous-Bois (93), commercialisant du matériel d'équipement sur l'Europe.

Nous recherchons

## UN CHEF COMPTABLE

*Le candidat devra parler couramment* l'anglais, *et* avoir une solide expérience en comptabilité française et américaine et « Reporting Systems »

Adresser C.V. ou téléphoner à M. DE SCHWARTZ, au 865-38-28, B.P. 123, Z.I. du Haut-Galy, 93602 AULNAY-SOUS-BOIS.

---

FORMATION 1 recherche

### ANIMATEURS

en relations humaines expérience de l'entreprise. Env. c.v., lettre man. + photo FORMATION 1, 57, quai de Seine, 93400 Saint-Ouen.

---

OBSERVATOIRE DE PARIS recrute

### INGÉNIEUR

(2A CNRS)
Formation électronique, option informatique souhaitée.
*Lieu de travail :* station de radioastronomie NANÇAY (Cher).
Envoyer c.v. : Observatoire de Meudon, *M. ROSOLEN*, 92195 Meudon Ppal CEDEX.

---

### SESUREM

recherche 40 AGENTS DE MAGASINS. Tél. : 246-34-12.

---

Groupe international de services PARIS-8e recherche

### CADRE COMPTABLE

Il coordonne et supervise une équipe de 5 jeunes comptables pour toute la comptabilité générale. Agé de 30 ans environ, *il a un niveau* DECS et une expérience de 4 ans minimum.
Envoyer C.V. et rémunération souhaitée sous réf. 833 à *SCOP 7 : 2, avenue du* Général-Leclerc, 75014 PARIS.

---

*Important service* chirurgie orthopédique dans établissement privé but non lucratif rech.

### SA RESPONSABLE BLOC OPÉRATOIRE

Formation panseuse diplômée, *très expérimentée en orthopédie* traumatologie. Préférence ayant exercé responsabilités dans poste similaire.

- Possibilité d'intégration.
- Passé professionnel.
- Plan de carrière.
- Poste stable.

Envoyer C.V. à No M 59.222 BLEU, 17, rue Lebel 94307 VINCENNES *Cedex* qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

• Encadrer, au sein du Service du Budget de la Direction de la Planification, le Bureau responsable du budget personnel, **de l'ordre de 2 Milliards de Francs.**
• Assurer un suivi permanent des effectifs, des masses indiciaires et des salaires en vue d'aboutir à l'équilibre nécessaire entre les dépenses et les ressources.
• Affiner les modèles économétriques reliant les différents paramètres afin d'établir des prévisions de dépenses pour aider aux négociations budgétaires. Telles sont les attributions du

## CHEF DE BUREAU «BUDGET DU PERSONNEL»

que l'A.F.P.A. recherche pour son siège social de **MONTREUIL (93).**
De formation de niveau II en statistique ou gestion, les candidats auront une bonne expérience de la gestion budgétaire du personnel, en particulier au moyen de l'utilisation de l'informatique.
Si vous correspondez à ce profil, nous vous remercions d'adresser votre candidature avec C.V. + prétentions justifiées à l'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes à l'attention de Madame VESIAN – 13, Place de Villiers - 93108 MONTREUIL CEDEX.

**afpa**

## Chef des Services Centraux
### au sein de la Direction d'Exploitation (Parc de 20.000 logements)

De formation ingénieur diplômé + gestion (I.A.E, I.C.G. ...), vous avez, à environ 30 ans, acquis à travers des responsabilités de haut niveau dans le secteur B.T.P., une bonne maîtrise des coûts des ouvrages d'entretien ou de réhabilitation T.C.E.
Dans ce cas, vous pouvez participer au développement de notre entreprise d'aménagement et de construction en créant, au sein de la Direction d'Exploitation, le poste : Chef des Services Centraux.
Dans le cadre d'une gestion par objectifs, vous planifierez, organiserez, prendrez en charge, sur les plans technique, économique et gestion, les fonctions centrales de l'exploitation : études techniques et marchés, budgets et contrôles.
Vous coordonnerez les activités d'une petite équipe de collaborateurs.
Ce poste important, basé en proche banlieue parisienne, offre un développement intéressant à court et à moyen terme à un ingénieur confirmé à fort potentiel.
Ecrire sous référence 11401 M à François CORNEVIN qui garantit la confidentialité.

**EQUIPES ET ENTREPRISES**
33, rue Vivienne 75002 PARIS

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE
600 MF C.A. – Banlieue Nord-Ouest
recherche
son

## contrôleur interne

Le candidat retenu, âgé de 25 à 30 ans, sera chargé, en relation étroite avec la direction générale, de définir et de suivre l'application des procédures, et de diagnostiquer, dans le cadre de missions ponctuelles, les résultats des filiales. De formation comptable, il aura une première expérience de la révision, qu'il pourra très largement amplifier dans le cadre d'un groupe en expansion, où la direction générale le jugera sur son battant, sa rapidité et son efficacité. Sa connaissance de l'anglais et de l'allemand sera un atout pour le développement de sa carrière.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence C 411 à :

**COFINOR**
49, boulevard de Courcelles - 75008 PARIS

## Informatique Industrielle et Télé-informatique

Une des plus importantes Société d'Ingénierie Informatique, filiale de Thomson C.S.F. Communications, recherche pour son département Informatique Industrielle

### Chefs de Projet

Diplômés Grande Ecole, vous avez plusieurs années d'expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques.
Nous vous offrons la possibilité totale d'un projet dans les domaines suivants :
• Télé-informatique (réseaux)
• Informatique Industrielle

### Ingénieurs Logiciels

Ils interviendront suivant leur affinité ou leur expérience sur des projets faisant appel aux techniques des applications temps réel sur mini et micro-ordinateur.

Les candidats retenus trouveront au sein de notre entreprise des possibilités de formation et d'évolution qui sauront les satisfaire.

**answare** Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Mme SEREC, sous Réf. U2/27, 135, Rue de la Pompe - 75116 - PARIS

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

## banque

BANQUE PARIS 8e recherche

### INSPECTEUR CLASSE V ou VI

Chargé d'assister, au sein d'une petite équipe, l'Inspecteur Général dans ses missions de contrôle et d'AUDIT, dans tous les départements et services de la Banque.
Le candidat, diplômé d'enseignement supérieur (et/ou I.T.B. - C.E.S.B.) devra faire état d'une solide expérience bancaire.
Age 34 ans environ.
Merci d'adresser votre C.V. sous réf. 167-M - I.C.A. 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising NEW YORK PARIS



## Responsable vente par correspondance Paris

**Presse et édition** - L'un des plus importants groupes de presse et d'édition français, employant plus de 2.000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires d'environ 600 millions de francs, recherche le responsable de son service vente par correspondance. Celui-ci aura pour mission de définir, réaliser et contrôler toutes les opérations de prospection d'abonnements par correspondance, pour le compte des différentes publications du groupe, tant sur le plan marketing que technique et financier. Ce service, très important dans la stratégie commerciale du groupe, doit encore se développer par la création d'une gamme de produits VPC diversifiés. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, et disposant d'une expérience solide et complète de la VPC sous tous ses aspects, dans une entreprise performante. La rémunération est à la mesure du réel niveau de responsabilité et d'autonomie du poste. Ecrire à J.A. DENNINGER.
Réf. A/2382M

*Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.*
*Adresser C.V. en rappelant la référence à :*

**PA Conseiller de Direction S.A.**
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse




SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(650 personnes, C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

## d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

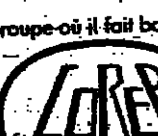
## VOUS TERMINEZ BIENTOT VOS ETUDES SUPERIEURES...

dans une école ou une université à dominante :
COMMERCE -
CONSTRUCTION - BATIMENT, T.P.




vous propose un premier emploi et une formation spécifique.

MATERIAUX SERVICES, 320 personnes, un ensemble de PME implantées dans la grande couronne parisienne est spécialisée dans la distribution de MATERIAUX de CONSTRUCTION.
**Notre politique** : le dialogue, la responsabilité, l'ouverture.
**Nous apprécions** : le dynamisme, l'enthousiasme, le goût de l'effort en commun.
**Nous proposons** : une rémunération stimulante dans un groupe où il fait bon travailler, un plan de carrière personnalisé.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence MVZ à :
COREP - Tour Défense 2000 - 92800 PUTEAUX









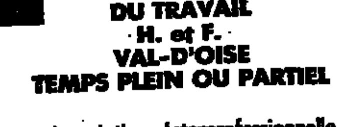
## ANIMATEURS DE FORMATION H/F

**INGENIEURS ET TECHNICIENS** dans les domaines suivants :
• **TELECOMMUNICATIONS : équipements de transmission/commutation temporelle • ELECTRONIQUE/ELECTROTECHNIQUE • INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : microprocesseurs.**

Vous avez une bonne connaissance de l'anglais et, si possible, une première expérience : Bureau d'Etudes - SAV - Chantiers,...
Vous souhaitez communiquer vos connaissances et votre savoir-faire tant par oral que par écrit (conception-rédaction).

Nous vous offrons une STRUCTURE DE FORMATION qui vous permettra :
– de développer vos dons d'animateur et vos connaissances dans des domaines divers
– de pouvoir répondre à une de vos motivations en effectuant des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous votre CV accompagné d'une lettre manuscrite à l'attention de Mme DANJOU :
COOPERATION INTERNATIONALE ALCATEL
27 rue Godillot 93406 SAINT-OUEN.



## MEDECINS DU TRAVAIL
### H. et F.
### VAL-D'OISE
### TEMPS PLEIN OU PARTIEL

SIRVO

Notre Association Interprofessionnelle s'est développée depuis vingt ans, dans une région agréable.
Elle permet, grâce au tier temps, une bonne connaissance des entreprises et dispose de moyens modernes : audiométrie, visiométrie, etc.
Titulaires du C.E.S., que vous soyez débutants ou confirmés, nous vous remercions de nous adresser votre lettre manuscrite et C.V. au SIRVO, B.P. 59, 95020 Cergy-Pontoise Cedex.
Vous aurez ensuite un entretien avec notre médecin chef, sous une totale discrétion.




P.M.I. ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE HAUTE RENOMMEE
– LES ULIS –
recrute :

## RESPONSABLE TECHNICO-ADMINISTRATIF
### DEPARTEMENT COMMERCIAL TELECOM

1) Notre croissance continue nous amène à développer la structure sédentaire de notre département commercial télécommunications installé aux ULIS en banlieue Sud de Paris.
2) Vous aurez en responsabilité sous l'autorité du Directeur du Département :
– l'animation du service et la coordination avec notre siège en Touraine,
– la mise en forme de cahiers des charges y compris des négociations techniques avec nos clients civils et militaires tant français qu'étrangers tous professionnels.
3) – Vous êtes ingénieur de métier,
– vous avez 35/40 ans,
– vous connaissez la rédaction des marchés avec l'Etat et les grandes administrations,
– votre sens de l'organisation est votre meilleure arme pour faciliter votre travail et satisfaire votre goût des contacts et des relations humaines,
– vous êtes prêt à vous intégrer à une équipe jeune et passionnée dans un domaine de technologie professionnelle très avancé.

Envoyer CV + photo + lettre candidature manuscrite à :
Service Relations Humaines avec mention «Confidentiel»
NARDEUX S.A. - «Vallée du Parc» - B.P. 249 -
37602 LOCHES Cédex

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (ingénieur, DEA, maîtrise, Miage, Sciences Eco...) avec option informatique ou organisation, nous vous offrons un poste d'

## analyste

pour participer à la mise en place de systèmes informatiques de gestion (comptabilité, marketing, gestion des contrats, traitement de textes...) pour des Agents Généraux d'assurances.
Travail varié (formation, analyse de besoins, organisation, études diverses) et vivant (déplacements courts en province avec base Paris La Défense).




Nous sommes la Direction Informatique d'un important groupe d'assurances.
Adressez lettre, C.V., prétentions sous réf. M 222 à :
GIE, Direction du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense Cedex 11.
Discrétion assurée.

## Société chimie fine à usage pharmaceutique

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
(340 pers., proche banlieue Nord de Paris)
crée un poste de

### INGÉNIEUR BIOCHIMISTE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Dans le cadre du développement et du renouvellement de sa gamme de produits biochimiques, ce poste nouveau aura vocation à seconder le responsable du département concerné sur les produits actuels et à prendre en charge la conduite des projets nouveaux du stade développement au démarrage industriel.
Il conviendra à un ingénieur ENSIA, ENSAIA (ou équivalent), justifiant de quelques années d'expérience en biochimie industrielle.
Capacité d'animation, esprit d'équipe et anglais courant sont des atouts nécessaires.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous nº T 039.467 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Un des premiers groupes français d'assurance crée pour son département AUTOMOBILE un poste d'

## ACTUAIRE CONFIRME

Dépendant directement d'un responsable des Etudes et du Contrôle, il conduit les études statistiques permettant l'élaboration des tarifs. Il est assisté dans ses fonctions par une petite équipe qu'il anime et travaille en liaison étroite avec l'ensemble des services de la compagnie (dont l'informatique) et les organismes professionnels. Le niveau de ce poste et l'importance qu'il doit avoir dans la conception de la politique tarifaire automobile nécessite que son titulaire ait une très solide formation de base (ENSA, ISUP, Etudes d'Actuariat . . .) et une première expérience d'actuaire très significative. Les perspectives d'évolution de carrière peuvent être très motivantes. Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et salaire souhaité) sous la référence 137 C à notre Conseil qui vous garantit la plus grande discrétion. CHB 5, rue Lincoln - 75008 PARIS
Téléphone : 359.33.48

| | La ligne* | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 77,00 | 91,32 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 22,80 | 27,04 |
| IMMOBILIER | 52,00 | 61,67 |
| AUTOMOBILES | 52,00 | 61,67 |
| AGENDA | 52,00 | 61,67 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 151,80 | 180,03 |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADRÉES | Le mm/col.* | Le mm/lig. T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 43,40 | 51,47 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 13,00 | 15,42 |
| IMMOBILIER | 33,60 | 39,85 |
| AUTOMOBILES | 33,60 | 39,85 |
| AGENDA | 33,60 | 39,85 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

## OFFRES D'EMPLOIS

### APSIDE
CONSEIL ASSISTANCE INFORMATIQUE

DEPARTEMENT TECHNIQUES AVANCEES

recherche

De jeunes **Ingénieurs** ambitieux (débutant à 4 ans d'expérience) intéressés par la télématique et ses applications pour intervenir sur des projets d'envergure nationale dans des techniques de pointe :

- Réseaux et Services de Transport de Données (par satellite, terrestres, locaux).
- Auto commutateurs Electroniques Temporels Numériques.
- CAO/CFAO.
- Automatismes/Robotique.

Votre dossier complet (CV, photo et prétentions) doit être adressé sous référence DTA 4 au 6 rue Paul Baudry 75008 Paris, où il sera traité confidentiellement.

### GFI

Le GFI est aujourd'hui l'une des premières sociétés françaises de Services et de Conseil en Informatique (1100 personnes, CA 1982 : + 320 millions de francs). Son développement rapide s'est opéré simultanément sur 2 axes : les prestations intellectuelles, les produits et services.
La haute technicité des prestations et la diversité des moyens ouvrent au sein de notre groupe de larges opportunités d'évolution.

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Véritables spécialistes, vos qualités de techniciens alliées à des qualités de communication vous permettront d'analyser les besoins, de conseiller, de formaliser le *descriptif des applications et d'assurer l'adéquation des besoins et des solutions*, basées sur des produits haut de gamme, : - **Alpage** : Paie et gestion du personnel; - **Sami** : Gestion des immobilisations; - **Luc, Luce** : Logiciels de comptabilité. Une expérience d'au moins deux ans dans un poste similaire serait appréciée.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Marie-Pierre Péruse, sous référence 3880, GFI, Tour Neptune, Cédex 20, 92086 Paris-La Défense 1.

GROUPE FRANCAIS D'INFORMATIQUE

média-system

### LANDIS & GYR

BILLMAN

Nous sommes une société spécialisée dans les appareils de mesures et la régulation thermique.
Nous employons 1.700 personnes en France
Nous recherchons

## un jeune ingénieur

**DIPLOME EN ELECTRONIQUE POUR POSTE DE COORDINATEUR TECHNIQUE.**

- Position hiérarchique : adjoint au chef du service technique du département *marketing/applications.*
- Lieu de travail : Clichy/s/seine, avec déplacements.
- Mission : coordination technique entre les services de l'entreprise et la société mère dans le domaine de la régulation (automatismes et gestion).
- Langues : anglais obligatoire, allemand apprécié.
- Connaissance indispensable d'un langage de programmation (Basic, Fortran, Algol).
- *Formation complémentaire en régulation* assurée par l'entreprise.

Adresser candidature avec C.V. détaillé, photo, prétentions à :
M. le Directeur du Personnel
**LANDIS ET GYR - B.P. 208**
**03101 MONTLUÇON CEDEX**

### ENTREPRISE METALLURGIQUE PERFORMANTE
800 personnes - 4 établissements
recherche pour son Siège (banlieue Sud Paris)

## le responsable du personnel et des relations sociales

Patron d'une équipe de 7 personnes, rendant compte au P.D.G., il assume la globalité des tâches d'une Direction de Personnel : paie, gestion administrative et prévisionnelle, tableau de bord, bilan social, recrutement, participation aux réunions de C.E., relations et négociations avec les syndicats...

Ce poste convient à un candidat de 35 ans minimum, d'une bonne *formation générale ou spécifique de base, pouvant justifier d'une* expérience de plusieurs années dans la fonction Personnel, de préférence en Entreprise Industrielle.
*Une disponibilité rapide serait un atout*

Merci d'écrire avec CV, photo et prétentions, sous réf. D 169 à
**PAJ CONSEIL**
**2, rue des Dardanelles 75017 PARIS**

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSNCR

Lion Publicité

### Importante société d'ingénierie
filiale d'un puissant groupe industriel recherche

## JEUNES DUT INFORMATIQUE

**débutants ou ayant une première expérience**

pour assister les ingénieurs responsables de systèmes informatiques scientifiques.
Ils participeront à l'amélioration des systèmes en créant les utilitaires nécessaires et en *collaborant au sein des équipes à toute initiative du développement de l'informatique* scientifique.
Ces techniciens devront en outre s'assurer de la maintenance correcte des matériels, de la gestion des bandes, de la répartition des études et de leurs imputations.
*Ces postes évolutifs se situent dans un environnement technique avancé.*
Ils sont à pourvoir dans la proche banlieue Sud Paris et à Lyon.
Merci d'adresser lettre de candidature avec CV et photo sous réf. 3847 à Média-System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

### Filiale d'un Groupe International réputé en automatisation et robotique
C.A. 56 MF - Banlieue Paris-Est
recrute

## contrôleur de gestion

Rattaché au P.D.-G., il sera chargé de l'établissement des budgets, de leur contrôle, de l'exploitation et du développement de systèmes de gestion informatisés et de la supervision de la Comptabilité.

De formation supérieure, titulaire du DECS, *expérimenté en comptabilité* et en informatique, le candidat devra posséder de bonnes connaissances en anglais.
Une familiarisation avec la comptabilité anglo-saxonne sera très appréciée.

*Adresser lettre manuscrite, Curric.-Vitae, photo et prétentions sous référence 55.688,*
**PUBLICITÉ ROGER BLEY**
**101, rue, Réaumur, 75002 Paris.**

### NOUS SOMMES UN TRES IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC FINANCIER
Pour l'un de nos départements, spécialisé dans le financement d'opérations concernant les économies d'énergie et les énergies nouvelles, nous recherchons un

## ingenieur d'affaires

diplomé d'une grande école (ECP, Mines, INSA...) ayant une première expérience, de préférence technico-commerciale, dans un domaine concernant l'énergie. Sa mission consistera d'une part en relations commerciales avec une clientèle très variée, d'autre part en examens, sur le plan technique, de dossiers de prêts et de crédit-bail, en montage d'opérations à financer et en analyse de leur rentabilité.
Poste basé à Paris avec déplacements de courte durée en province.

Merci d'écrire avec CV, photo, et prétentions sous réf. F 169 à
**PAJ CONSEIL**
***2, rue des Dardanelles***
**75017 PARIS**

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

Lion Publicité

### ceji

## Exporter le jouet français ...

*Le CEJI est le numéro un du jouet en France. Dans le cadre d'un* plan de restructuration, le groupe veut dynamiser son secteur commercial en particulier sur les marchés étrangers.

*Développer largement les 15 % du C.A. faits à l'export est le premier* objectif de l'homme que nous recherchons.

Rattaché au Directeur Commercial, associé à la définition des nouveaux choix stratégiques, il sera responsable direct d'une zone géographique en Europe (recherche et animation d'agents - adaptation des gammes de produits - lancements - mises au point d'actions en liaison avec les filiales existantes).

*Etoffer et diriger à deux ans le service Export est son second objectif.*

Exporter le jouet français, c'est également entretenir des contacts étroits avec les structures Marketing, Production, Administration *Commerciale basées en France ; c'est savoir équilibrer l'action et la* réflexion, s'adapter à un marché en perpétuel changement et bien sûr être motivé par les déplacements fréquents.
Ces responsabilités exigent une formation supérieure spécialisée en commerce international, une première expérience réussie à l'exportation, un allemand courant et un bon anglais, un habitat en région parisienne.

*Si cette opportunité* vous tente, merci d'amorcer le dialogue sous référence CJ 430M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
— *MEMBRE DE SYNTEC* —

## Responsable Logistique

Filiale (450 personnes) de l'un des dix plus grands Groupes Pharmaceutiques mondiaux, nous recherchons notre Responsable Logistique.

Rattaché au Directeur Usine, celui-ci animera une équipe constituée d'une quarantaine de personnes.

Il prendra en charge l'ensemble des responsabilités inhérentes à la fonction logistique : *achats, approvisionnements, importation, gestion* des stocks, ordonnancement, magasins et distribution.

L'importance que nous attachons à ce poste nous amène à rechercher un cadre de valeur âgé d'au minimum 35 ans et diplômé de l'enseignement supérieur. Une solide expérience de la fonction acquise de préférence dans le milieu grande distribution ou pharmaceutique, de réelles qualités de manager et une bonne connaissance de la langue *anglaise* sont indispensables pour réussir dans le poste.

Yves KERNEVEZ traitera confidentiellement votre candidature sous référence **M 463.**




Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

### IMPORTANTE SOCIETE CHIMIQUE
recherche
*pour un département* à PARIS :

## INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Relevant du Responsable Développement le candidat sera chargé de la recherche et de l'exploitation des opportunités de synthèse à façon dans les domaines de compétences du département.
Il aura pour activité essentielle la connaissance *des principaux marchés concernés*, les contacts avec la clientèle, les discussions avec le centre de recherches et les usines, l'instruction des dossiers d'affaires, la conduite des opérations retenues.
Déplacements en France et à l'étranger. Une connaissance pratique de l'anglais est *nécessaire.*
Le candidat, de formation supérieure en chimie, a une expérience industrielle en synthèse organique et en méthodes analytiques.
Un complément de formation en marketing ou quelques années de pratique du déve*loppement en chimie* seraient appréciées.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions s/réf. 67.249 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

## INGENIEURS INFORMATICIENS

SUP-ELEC, ENSIMAG, ENSEEIHT, IIE...

**SPI**, *Société Pour l'Informatique*, filiale de Péchiney Ugine Kuhlmann, c'est un centre de traitement exceptionnel par sa taille (équipé IBM 3081 et 3033), un réseau important (plus de 1.000 *terminaux et 10.000 télex), une grande variété* d'applications, et 300 collaborateurs compétents, dont une forte proportion de Cadres et Ingénieurs.

Notre évolution nous amène à créer des postes d'

## Ingénieurs système

qui permettront à vos compétences de s'exprimer, et vous offriront de réelles perspectives d'évolution, celles propres à un grand Groupe.

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE SPI

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. DM à SPI - Service des Affaires Sociales - 98, bd Victor Hugo 92115 CLICHY
PECHINEY UGINE KUHLMANN

Organisation et Publicité

### Comité de Liaison pour l'Alphabétisation et la Promotion de l'Ile de France
*recherche*

## UN (E) DÉLÉGUÉ (E) RÉGIONAL (E)

Animer une équipe réalisant de la formation de formateurs bénévoles et promouvoir une dynamique interassociative sur la formation des travailleurs immigrés. Travail notamment en soirée ou W.E. C.V. à envoyer avant le 25/04 au C.L.A.P. Ile de France 8, Av. de Choisy – 75643 Paris 13.

### Importante Société PHONOGRAPHIQUE INTERNATIONALE à NEUILLY, recherche

## RESPONSABLE MARKETING

pour musique classique. *Anglais et connaissance des catalogues classiques exigés.*

Env. C.V., photo et prét. nº 67.792 CONTESSE Publicité, *20, av. de l'Opéra, Paris-1er.*

### PERNOD
recherche

## TECHNICIEN CHIMISTE
BTS ou IUT

possédant une première expérience de laboratoire utilisant les techniques d'analyse spectrométrique.

Ecrire avec C.V. à Pernod, service du personnel, 120, boulevard Maréchal-Foch, 94015 CRÉTEIL.

### MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
SERVICE TECHNIQUE DES PROGRAMMES AÉRONAUTIQUES
recherche

## BTS ou DUT

Domaine hydraulique, électricité, fabrication, mécanique. Sens des relations. Expérience aéronautique souhaitable.

Ecrire avec C.V. à Service Technique des Programmes Aéronautiques, Bureau du Personnel
4, avenue de la Porte-d'Issy, 75996 PARIS-ARMÉES.

| | La ligne* | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 77,00 | 91,32 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 22,80 | 27,04 |
| IMMOBILIER | 52,00 | 61,67 |
| AUTOMOBILES | 52,00 | 61,67 |
| AGENDA | 52,00 | 61,67 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 151,80 | 180,03 |

# ANNONCES CLASSEES

| ANNONCES ENCADRÉES | La mm/col.* | La mm/lg. T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 43,40 | 51,47 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 13,00 | 15,42 |
| IMMOBILIER | 33,60 | 39,85 |
| AUTOMOBILES | 33,60 | 39,85 |
| AGENDA | 33,60 | 39,85 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

## OFFRES D'EMPLOIS

ORGANISME D'ASSURANCE
secteur la Défense
recherche

**RÉDACTEURS**
**HF**

formation juridique (Maîtrise en Droit) pour gestion de dossiers sinistres.

Avantages sociaux.

Adresser CV et prétentions sous référence 4067 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

---

SINTRA Alcatel **INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN**

Nous recherchons pour notre secteur d'Activité
**VISUALISATION GRAPHIQUE**
en expansion
**UN JEUNE INGENIEUR D'ETUDES**
Le candidat devra être diplômé d'une école d'ingénieur et pouvoir s'intégrer dans une équipe projet de 8 personnes.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. 950/4 Martine BIALOBOS Service des Relations Sociales et de l'Emploi 41, rue Péner 92120 MONTROUGE

---

Nous sommes une société internationale basée à Paris.
Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information triée et traitée par nos experts.

Les départements :

**économie, et droit social**

recherchent leurs "patrons", cadres confirmés alliant à un haut niveau de compétence dans ces disciplines, un réel tempérament dominateur, ainsi que la pratique de commandement acquise en entreprise ou dans une importante société de conseil.

Adressez votre candidature détaillée, ainsi que vos prétentions à SVP
Direction du Personnel
54, rue Monceau 75384
Paris Cedex 08



SVP

---

Organisme conduisant au plan national actions d'information et de conseil technique dans le domaine de la maîtrise de l'énergie (dans les entreprises, administrations et collectivités locales) recherche pour poste plein temps à Paris :

**JEUNE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

ayant quelques années d'expérience professionnelle, bon gestionnaire, bon organisateur de service administratif avec emploi de microinformatique, doué pour la promotion d'activités de communication.
Fonction très variée et vivante nécessitant initiative, sens commercial, facilité de rédaction, pratique de l'anglais.
Envoyer C.V. et salaire souhaité à ATEE 7/11, rue de l'Yvette - 75008 Paris (confidentialité assurée)

bleu

---

**ECCO**
**TRAVAIL TEMPORAIRE**
recherche
**RESPONSABLES D'AGENCE**
**TOUTES BANLIEUES PARISIENNES**

ECCO T.T. EST DEVENU EN 19 ANS LA 2e SOCIETE D'INTERIM EN FRANCE en grande partie du fait de sa politique de décentralisation à tous les niveaux

NOUS AIDONS NOS COLLABORATEURS A DEVENIR DE VRAIS « PATRONS »

Nous recherchons des FEMMES et des hommes de qualité qui :
- désirent s'intégrer à une société solide et dynamique ;
- souhaitent un travail varié, AUTONOME et RESPONSABLE.

La connaissance des entreprises de leur région sera appréciée.
Nous ferons confiance à votre sens du COMMERCE, des responsabilités, à votre dynamisme et à votre VOLONTE DE REUSSIR.
UNE REMUNERATION MOTIVANTE (FIXE + POURCENTAGE) SAURA RECONNAITRE VOS RESULTATS.
Env. C.V. + lettre manuscrite + photo à Jean-Luc SOCHON-ECCO T.T., 16, bd des Invalides, 75007 PARIS.

R.P.

---

SOCIÉTÉ DE DOCUMENTATION TECHNIQUE
recherche
**RESPONSABLE TRAITEMENT DE TEXTES**

Connaissances TTX 80 indispensables et SMH Adrex appréciées.
Excellent français exigé.
Anglais indispensable.
- Conviendrait à H. ou F. d'expérience et de caractère.
- Rémunération en rapport avec les compétences.
- Lieu de travail Paris-XIe, (République-Bastille).

Écrire avec C.V. et prét. nº 67.655, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

---

ÉDITEUR CHERCHE
**JNE CADRE A FORMER**
Cultivé, actif et organisé
Écrire avec photo
BOIS, 8, rue Varenne-7e.

---

**VILLE DE BEZONS (95)**
24.000, habitable, recrute
**1 INGÉNIEUR Bât. VRD**
Adjoint au directeur des sciences techniques

Ecr. av. C.V. à M. LE MAIRE Conseiller général 95875 BEZONS.

---

DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
recrute
sur titre pour Service bâtiments départementaux
**INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE**
ayant compétences chauffage, ventilation, plomberie sanitaire, électricité.

Envoyer candidature et C.V. avant le 1er mai 1983.

Hôtel du Département
Dir. Personnel Départemental
Bureau de recrutement
avenue du Général-de-Gaulle, 94011 CRÉTEIL
Tél. 207-25-00, postes 24-82 ou 24-05.

---

**HOPITAL TROUSSEAU**
26, av. du Dr-Arnold-Netter
75012 PARIS recrute
INFIRMIÈRES D.E.
pour service
**PÉDIATRIE**
UNE JARDINIÈRE ENFANTS pour CRÈCHE-GARDERIE.
Prendre R.-VS au 346-13-90 poste 3730.

---

La Direction des Parcs, Jardins et Espaces Verts de la VILLE DE PARIS
recherche
à l'occasion de l'ouverture d'un jardin parcours de découverte situé dans le jardin des Halles PARIS-1er et spécialement destiné aux enfants de 6 à 12 ans.

**UN RESPONSABLE D'ANIMATION**

IL SERA CHARGÉ :
- De l'accueil et de l'animation des enfants ;
- De l'encadrement d'une équipe d'animateurs à créer ;
- De la maintenance du jardin en liaison avec les équipes d'entretien.

IL DEVRA POSSÉDER :
un DUT (option animateur socio-culturel) ou équivalent, quatre à cinq années d'expérience indispensables, le sens de l'organisation. Quelques connaissances horticoles et techniques bâtiment seront appréciées.

Se présenter le jeudi 21 avril à 14 h 30, 40-42, rue Saint-Denis, PARIS-1er, avec candidature écrite et C.V. détaillé.

---

**Important organisme public Paris**
recherche
**UN(E) JURISTE SPÉCIALISÉ(E)**

Dans les formalités de création d'entreprises (maît. min.).
Expérience :
greffe ou notariat souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous nº 261.231 M
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

---

MADAME, MADEMOISELLE
pour accroître sa diffusion
**ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS**
recherche DÉLÉGUÉES
ayant goût des contacts, 26 ans minim. Excellente présentation, travail uniquement sur R.V. Stage de formation, rémunération importante. Tél. au 538-66-23, de 10 h 30 à 12 h 30 et 15 h 30 à 18 h 30.

---

CENTRE FORMATION PARIS, recherche
**ANIMATEURS**
EN COMMERCIAL
INFORMATIQUE
GESTION
ET MANAGEMENT

Envoyer curriculum vitae, photo à FERRAN, 5, villa Grenelle, Paris (15e) qui transmettra.

---

**ORGANISME PROFESSIONNEL BATIMENT**
QUARTIER ÉTOILE
recherche
**INGÉNIEURS**
ESTP, ENSAM ou équivalent

3 à 5 ans minimum d'expérience en entreprise

Pour assistance technique aux professionnels dans domaines :

**GROS ŒUVRE CONSTRUCTION NEUVE**

**RÉHABILITATION HABITAT EXISTANT**

Écrire avec C.V., photo et prétentions Nº M 58.738
BLEU, 17, rue Lebel
94307 VINCENNES Cedex
qui transmettra.

---

Compagnie industrielle de Montage, 46, rue des Fusillés, 94400 Vitry-sur-Seine. 900 PERSONNES.
Montage de tuyauterie, chaudronnerie industrielle, recherche

**ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE ACHATS**

NIVEAU BTS-DUT
Connaissant le matériel de tuyauterie, chaudronnerie industrielle.

Expérience min. souhaitée : 2/3 ans en service achats.

Sa mission consistera, sous la responsabilité du Chef des Achats (service composé actuellement de 4 acheteurs), à :
- Négocier les commandes avec les fournisseurs.
- Suivre les commandes.
- Suivre la politique fournisseurs.
- Rechercher des nouveaux fournisseurs.
- Participer à la cotation des projets.

En l'absence du responsable des achats, son adjoint sera amené à prendre un certain nombre de décisions définies par son chef.

Poste à pourvoir rapidement. Adresser C.V. + prétentions à l'attention de J. ANDRÉ.

---

ASSOCIATION LOI 1901
recherche
**UN(E) COMPTABLE**
Ayant des années d'expérience pour tenue de ses comptes, payes, déclarations sociale et fiscale, tenue des budgets. Disponible de suite.

Prière d'envoyer c.v., photo et prétentions à M. PRIEUR, 52, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.

---

DIRECTEMENT RATTACHÉ AU SERVICE COMMERCIAL
S 3 P recherche
**ASSISTANT(E) COMMERCIAL(E) PAR TÉLÉPHONE**
Le candidat qui sera dynamique et aura le goût de la prospection par téléphone, assistera quotidiennement l'équipe commerciale. Prendre contact au 280-24-83.

---

ORGANISME PUBLIC
recherche
pour service réglementations commerce international
**COLLABORATEUR**
- Formation commerce international ;
- Italien et anglais courants.

Adresser C.V. avec réf. et prétentions à CFCE 10, avenue d'Iéna, 75116 PARIS.

---

Ets Public Paris rech. pour service financier
**JEUNE LICENCIÉ EN DROIT**
ou science économique (ou niveau équivalent)
Bonnes connaissances comptables et fiscales.
Adresser lettre manuscr. + C.V. + prét. s/réf. 8.183 à P. LICHAU S.A. - B.P 220 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

---

Ets Financier recherche
CADRE RESPONSABLE
Études et montage dossiers financement.
Formation supérieure.
Expérience nécessaire dans poste similaire.
Poste évolutif.
Env. C.V., photo et prét. s/réf. 8.182 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transm.

---

**DOO**
115, Champs-Elysées
recherche
**SPÉCIALISTE V.M.**
pour INTERVENTIONS PONCTUELLES
Rémunération intéressante.
Tél. au 563-17-27, poste 254.

---

Recherchons pour SERVICE DU PERSONNEL
**AGENT ADMINISTRATIF**
22 ans minimum. Bac. + niveau DUT gestion du personnel, ou première expérience.

Ecrire avec c.v., photo et prét. s/nº T 039.717 M
RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

---

Important organisme de formation propose ambiance confraternelle et rémunération intéressante à :
**ANIMATEURS**
expérimentés, diplômés grande école ou maîtrise psycho-socio ou équivalent, pratique de l'entreprise appréciée, pour vacations 40 jours/an environ : relations humaines, encadrement, expression écrite et orale, expression des salariés, cercle de qualité.
Adr. C.V. et photo à M. HAMALIAN

**CSP**
66, rue Lafayette, 75009 PARIS.

---

SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE
recherche
**RESPONSABLE ORDONNANCEMENT LANCEMENT**
Ingénieur ou équivalent
30 ans minimum
- Ordonnancement/lancement des fabrications très diversifiées et petites séries.
- Expérience TRÈS CONFIRMÉE de gestion informatisée de production.

Anglais souhaitable.
**170.000 F +**

Ecrire sous référ. 340, SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS cedex 09, qui transm.

---

Société filiale d'un grand musée parisien recherche pour : diffusion collections de produits décor de la maison et arts de la table haut de gamme :
**UN(E) ATTACHÉ(E) COMMERCIAL**
chargé de l'étude d'implantation et mise en place réseau diplômé supérieur de commerce.
Adresser c.v. et photo sous nº 8.034 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

---

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
filiale d'un important groupe financier nous nous adressons par vocation aux professions médicales et paramédicales

Nous renforçons notre équipe de spécialistes sinistres et

recherchons un
**JURISTE ASSURANCES**
H.F.

Il prendra en charge l'analyse de la gestion d'accidents de Responsabilité civile au sein d'une petite cellule de haute technicité et disposera de larges responsabilités dans les affaires qu'il gère.
Notre préférence ira à un candidat de formation juridique supérieure (Maîtrise + 1 à 2 ans) et une expérience de l'assurance, même courte.
Il saura associer la qualité du contact avec le client à la rigueur intellectuelle nécessaire à une bonne gestion.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite + C.V. à Nº 67.479 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

---

INSTITUT CURIE
Paris-5e, 25, rue d'Ulm
Tél. : 329-12-42, p. 3.403
recherche
**SURVEILLANTE**
(C.C.I. exigé) pour service chirurgie générale.
Écrire ou téléphoner à l'infirmière générale.

---

Impte entreprise bâtiment génie civil recherche pour son siège région parisienne
**UN INGÉNIEUR MÉTHODES - T.P.**
OU ÉQUIVALENT
Première expér. 3/4 ans.

Ecrire avec C.V., références et prétentions s/réf. 8.187 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

---

Groupe Jeunes Experts Comptables Paris-Etoile
recherche
**ASSISTANT**
Niveau certificat supérieur, diplôme enseignement supérieur apprécié. 2 ans expérience cabinet sous responsabilité directe d'un expert comptable. Mission de révision et d'assistance, conseils P.M.E.
Adresser C.V. à : C.E.A. 10, rue Pergolèse 75116 PARIS.

---

WORTHINGTON CREYSSENSAC
recherche
pour son service financier Pont de Neuilly
**JEUNE COLLABORATEUR/ COLLABORATRICE**
Chargé (e) du suivi des crédits clients en France
- Niveau bac + 2 ;
- expérience 2 ans minimum ;
- déplacements en France (voiture souhaitée) ;
- libre de suite.

Env. C.V. + photo + prétent. à Worthington, service du personnel, Tour Neptune, 92080 PARIS LA DÉFENSE.

---

**AIR INTER**
LIGNES AERIENNES INTERIEURES

recherche
POUR SA DIRECTION INFORMATIQUE

**INGENIEUR DEBUTANT**

Formation Grande Ecole d'Ingénieurs. Expérience maximum de 2 ans. Il aura la responsabilité de logiciels de base. Une formation complémentaire aux systèmes d'exploitation lui sera assurée.

**ANALYSTES ORGANIQUES**

Formation Maîtrise Informatique, Ecole d'Ingénieurs ou équivalent. Expérience de 5 à 10 ans appréciée, minimum 2 ans. Il leur sera demandé de participer à des projets nouveaux au sein de petites équipes dans un environnement IBM 370 sous VM - DOS.

Lieu de travail : ORLY.

Perspectives d'évolution intéressantes.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser CV, photo et prétentions à Madame DEPRIECK – AIR INTER D.V. – V.T. – 1, avenue du Maréchal Devaux - 91550 Paray Vieille Poste

---

IMPORTANTE ENTREPRISE DE PRESSE DU VAL DE LOIRE
recherche
CADRE TECHNIQUE
**ADJOINT DU CHEF DU SERVICE PHOTOREPRODUCTION**

- C'est un photograveur maîtrisant parfaitement les techniques de la photo noir et blanc et de la sélection couleur ;
- Agé de 30 ans minimum, diplômé, il a une réelle expérience professionnelle.
- Il a le goût et l'aptitude pour animer une équipe, en milieu de production.

**SALAIRE ANNUEL : 170.000 F. +**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, délai de disponibilité, photo, s/nº T 039.426 M à
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

EXPERT-COMPTABLE-Paris 17e
recherche
**COLLABORATEUR-(TRICE)**
pr gestion portefeuille clients.
Exp. cabinet souhaitée.
Ecrire sous le nº T 039.643 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

Sociétés d'études de marché et tests publicitaires
recherchent
**Chargés(ées) d'études CONFIRMÉS(ÉES)**
Expérience annonceurs, agences ou cabinets d'études 4 ans min. tentés(ées) par activité complète : préparation, suivi et vente.

**RESPONSABLES et ASSISTANTS(ES) TERRAIN**
Ayant expérience dans sociétés d'études.
Env. C.V. + prét. + photo (les 3 sont indispensables).

**GROUPE SERVO**
**12, rue Henner. 75009 PARIS.**

---

FIDUCIAIRE EXPERT COMPT., ch. collab. Env. photocop., c.v., DECS, cert. sup. cab. Chardon, 9, r. Valette, 93 Montreuil.

---

INSTITUT DE RECHERCHES
recrute
**INGÉNIEUR**
De formation Arts-et-Métiers, E.N.I ou I.N.S.A., pour suivi des problèmes d'usinage caoutchouc naturel.

Basé à Paris avec déplacements longue durée 3 à 4 mois par an en Afrique de l'Ouest, Amérique Latine, Extrême-Orient.
- Connaissance nécessaire en mécanique, électricité, thermodynamique.
- Anglais courant indispensable.
- Expérience complémentaire caoutchouc appréciée.
- Bonne présentation.

Envoyer curriculum vitae à : IRCA, 42, rue Scheffer, 75016 PARIS.

---

ADMINISTRATION PUBLIQUE
recherche
**ÉLECTRONICIEN**
même débutant, possédant des connaissances dans le domaine informatique pour emploi TECHNICO-ADMINISTRATIF à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).

Envoyer c.v. manuscrit et indiquer prét. à Direction Sécurité Civile, service du Personnel, 18, rue Ernest-Cognacq, Levallois-Perret.

---

Société coopérative recherche
**PRODUCTEUR**
d'assurance
Téléphone : 283-35-17.

---

## formation professionnelle

DE JUIN A SEPTEMBRE 83
Préparez-vous aux
**CARRIÈRES DE L'INFORMATIQUE**
dans les
**SESSIONS D'ÉTÉ DU**
CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

118, rue de Crimée, 75019 Paris
205-24-63 - 241-83-83
Perfect. pour professionnels.

---

CONTROL SOFT
sélectionne 10 candidats
Niveau BAC + 2 stages format.

3 MOIS ANALYSTE-PROGRAMMEUR
Rens. R.-V. : 257-40-20.

---

## propositions diverses

**TROUVER UN EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM. 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

---

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon 75429 PARIS CEDEX 09.

---

## représentations offres

**Le Département Médical d'une importante Société d'Editions Professionnelles mondialement connue**
recrute
**REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS**
**Homme, Femme**

2 secteurs Paris + région parisienne et 1 secteur Est. Expérience milieu médical souhaitée pour vente à professionnels.
- Formation rémunérée.
- Fixe + Commissions
- Statut VRP Cadre
- Situation stable
- Voiture personnelle indispensable.

*Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à*
M. DENEUX E.T. – 123, rue d'Alésia, 75014 PARIS.

---

Recherche
2 REPRÉSENTANTS (ES)
Formation assurée.
Articles mobiliers de bureaux.
Statut V.R.P.
Rémunération à la commission.
Tél. : 770-97-60 après 18 h et (23) 64-80-24.

---

Recherche
**2 REPRÉSENTANTS(ES)**
Format. ass., articles mobiliers de burx, statut VRP. Rémunér. à la commission, 770-97-60 ap. 18 h et (23) 64-80-24.

---

## automobiles ventes

**de 12 à 16 C.V.**

Particulier vend B.M.W. 520 blanche, vitres teintées 1976, 98.500 km, excellent état. Px 19.500 F. Tél. 883-60-19. A partir de 19 heures.

---

## secrétaires

UNAF rech. URGENT
**SECRÉTAIRE**
de DOCUMENTATION
Expérimentée, rapide, dactylo indispensable, initiatives, travail d'équipe. Salaire motivant. Se présenter, 28, place Saint-Georges, PARIS-9e.

---

SOCIÉTÉ IMPORTATION DISTRIBUTION
Quartier SAINT-LAZARE
recherche
**SECRÉTAIRE**
EXPÉRIMENTÉE
anglais et expérience transit appréciée.
Tél. pr R.-V.-S. : 387-49-99. Madame LEBREUX.

هكذا من الأصل

| | La ligne* | La ligne T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 77,00 | 91,32 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 22,80 | 27,04 |
| IMMOBILIER | 52,00 | 61,67 |
| AUTOMOBILES | 52,00 | 61,67 |
| AGENDA | 52,00 | 61,67 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 151,80 | 180,03 |

# ANNONCES CLASSÉES

| ANNONCES ENCADRÉES | Le mm/col.* | Le mm/fig. T.T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 43,40 | 51,47 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 13,00 | 15,42 |
| IMMOBILIER | 33,60 | 39,85 |
| AUTOMOBILES | 33,60 | 39,85 |
| AGENDA | 33,60 | 39,85 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

## DEMANDES D'EMPLOIS

**CADRE ADMINISTRATIF**
**AUTODIDACTE** (45 ans)
20 ans d'expérience en
— Comptabilités (analyt., générale, auxiliaire);
— Administration générale ;
— Direction et gestion du personnel ;
— Informatique et bureautique ;
— Techniques bancaires ;
— Organisation et concepts.
Libre immédiatement
recherche poste à responsabilités
Michel BOUTELOUP, Arbonne-la-Forêt,
77630 BARBIZON. Tél. : 066-47-30.

Par suite fin de programme international
**PHYSICIEN**
36 ans, formation universitaire
(en instance de doctorat d'État).
Responsable d'une équipe de recherche sur les fléaux atmosphériques et la modification du temps cherche poste responsabilité dans les domaines :
– Recherche, développement, enseignement (physique de l'atmosphère ou environnement, climatologie, interface atmosphère/agriculture, énergie...);
– Vulgarisation de la recherche (musées scientifiques, journalisme...).
Ecrire à RÉGIE-PRESSE nº T 039.615 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Cadre 42 ans, École Commerce. Anglais courant, notions Allemand, sérieuses références DIRECTION VENTES, gestion, relations clients français et étrangers, recherche situation PARIS (toutes branches). Accepte déplacements. Écr. nº 67.485 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

J. F. anglaise, 21 ans, cherche poste au pair et maîtresse-assistante d'anglais à Paris. Assez bonne connaissance du français. Écrire à N. DIPLOCK, 28, rue du Loup-Pendu, 91570 BIÈVRES, Essonne. Téléphone : (336) 941-25-32.

ALGÉRIEN 29 ans doctorats ethnologie psychanalyse politique. Expér. radio-marketing. Étudierait toute possibilité, mi-temps inclus. Téléphone : 587-38-73.

H. 27 ans dipl. sciences PO orig., allem., trilingue : allem., franç., angl., connaissance en inform. Expér. professio., Centre de recherches (R.F.A.), depuis 2 ans enseignant à Paris (Inst. sup. de commerce inter). Étudie ttes propositions en rapport avec ses connaissances. Ecr. s/nº 1.135 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 37 ans. B. Prés., ser. réf. Très b. connais. mécaniques. Cherche place chauffeur. T : 250-09-10 ent. 12 et 14 h.

GRECE : missions, études et négociations indus./ccial es. Ex-directeur filiale (groupe banc.) spécialisée affaires avec la Grèce (invest., exp. technol., implant., études éco., joint v.), 41 ans bilingue franc., grec, étud. tte proposition. Tél. : (1) 577-50-75.

**DOCTEUR MÉDECINE**
Lauréat Fac de Paris, 30 ans, titulaire DUES ES-SCIENCES + 1re année maîtrise biologie, exp. MICRO-INFORMATIQUE, rech. situat. de préf. PROVINCE mettant à profit ses connais. Ecr. s/nº 1.153 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 35 ans, ex-journaliste (8 ans), bientôt ex-assistant université (sociol.) et. ttes proposit. Paris et proche banl. Ecr. s/nº 1.141 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ing. ECP, 32 a. ch. Sociétés pour collaboration temps partiel. Expérience de conseil dans 1) Eval., inventions, brevets, lancement pdts nvx, R&D, ét. technico-économiques, négoc. 2) Gestion, organisation, audit fin., management, rech. opérationnelle, format. Ecr. s/nº 1.159 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Ing. animateur expérimenté, ch. vacations form.-contrats écon. d'entreprises, analyse fin., comptab., management, écon. gén., politique, bourse, technique de gestion, maths. Tél. 272-91-97 qui trans.

TRADUCTEUR INTERPRÈTE lic. anglais, lic. allemand, lic. espagnol, DEUG droit, spécial. affaires. T. 585-20-49.

Maquettiste, expérience presse périodique, école Boulle. Anglais courant, cherche emploi créatif. Tél : 805-09-37.

J.F. 25 ans niveau maît. Droit privé, connaissances en All., Angl., bonne capacité rédactionnelle. Étudie ttes propositions pr. 1er emploi. Ecrire sous le nº 039713 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F. 57 ans CADRE SUP. ch. place Directeur Ccial ou administratif (exp.) salaire recherché 156.000 F. annuel Ecrire sous le nº 039672 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. H. 28 ans, forte motivation formation communication audio-visuelle, Histoire. Recherche Société pouvant lui offrir son 1er emploi. Étudie toutes propositions. Ecrire sous le nº 039659 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. H. 25 ans. D.U.T., G.E.A., option finances compta., D.E.C.S. comptabilité. Bonnes références. Libre de suite. Tél. 657-25-94.

Enseignement université, pratique cin. vidéo, cherche emploi pub. ou prod. Tél. 373-00-58.

J. F. 22 ans parlant anglais, italien, espagnol et russe. Bac A5 + CAP hôtesse d'accueil, cherche emploi. Ecrire sous le nº T 039741 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Femme 45 ans libre de suite, ch. emploi bureau, classement, notions, dactylo, réception, téléphone. Tél. : 893-89-64.

Journaliste, 25 ans métier, forte personnalité, anglais, arabe, fin., écon., étudierait toute proposition, toute forme de presse Paris, province réd. cherche, secrét., gén. réd. Ecr. s/nº 8.041 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. 28 ans, maîtrise droit, 2 ans expér. cadre dans entreprise. Réalisation d'expositions, relations publiques rech. poste responsabilités galerie d'art, entreprises d'expositions, services culturels. Ecrire nº 67.812 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris cedex 01.

CHARGÉ DES RELATIONS PUBLIQUES
22 ans, organisateur, excellente présentation, parfaitement bilingue, possédant petite expérience radio, recherche situation dans le domaine de la communication/radiophonie. Contacter : OLIVIER RODEL, 221, rue de l'Université, 75007 PARIS.

J.F. diplômée traduct. trilingue (allemand, français, anglais, notions espagnol) recherche poste traductrice ou enseignante ou alors secrétaire ou libraire : Mlle Ursula KUSTER 25, rue Asseline, 75014 Paris. Téléphone : 320-37-72.

J.H. 28 ans, Maîtrise Droit, privé et judiciaire 2 ans expér. entreprise rech. place service juridique banque ou entrep. Libre de suite. Ecr. nº 67.813 CONTESSE 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01.

CADRE SUPERIEUR CCIAL
Industriel cinquantaine, maîtrise parfaite problèmes Marketing, gestion, publicité, étudie ttes propositions, activ. dynamiques, y compris ventes haut niveau. Ecrire nº 67.810 Contesse 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

J.F. cherche travail intéress. Français, allemand, espagnol, angl. parlé, écrits. Notions port., italien, turc. Habitude contacts humains. Disponible voyages même étr. Pratique dactylo. Ecrire Mme B. Katz c/o Ward, 52, rue Jacob, 75006 PARIS.

**X-INFORMATIQUE**
39 ans, 15 ans expérience :
— CONSEIL ;
— TÉLÉTRAITEMENT (DB, DC);
— BUREAUTIQUE.
Étudie toutes propositions. Ecr. s/nº 1.164 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme 31 ans, cadre ccial, dipl. E.S.C. commerce internat chambre de commerce franco-britannique, 5 ans exp. négoce internat. produits industriels. Rech. poste responsabilités. Ecrire sous le nº T 039.492 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Vous recherchez :
1 CADRE COMMERCIAL
je vis de ce métier depuis 10 ans. Libre de suite. Ecrire sous le nº T 039.678 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

36 ans, marié, FORMATEUR CCIAL, rel. hum., management et marketing de institution financière 1re en France. Praticien dynamique de grpes restreints ch. poste de salarié sur Paris, mini. 160.000 F/an + frais. Ecr. M. GRIMA, 1, allée Berlioz, 92320 Châtillon-s/Bagneux. Tél. : 736-93-56.

### travail à domicile

Effectue traduction de l'arabe au français, thèses (économie, socio. histoire). Travail soigné. Prix page dactylo, 40 F. 859-06-66.

SECRÉTAIRE TAPE s/IBM 82 C. tt travaux, manuscrit, thèse, etc., tarif intér. Tél. 840-42-41.

Secrét. de D., mach. élect., frappe thèses, rapp., C.V., fact., etc., angl.-franç. Tél. 921-39-07.

Secrétaire de direction, frappe vos rapports, manuscrits, thèses sur I.B.M. 82 C. 803-14-14.

# L'immobilier

## appartements ventes

### 2e arrdt

SÉJ., 3 CHBRES, CARACTÈRE tt cft, cuis. équip., impecc., 100 m², 950.000 F. 550-34-00.

RUE D'ABOUKIR
beau studio caractère cft, 290.000 F. 763-44-30.

### 4e arrdt

**MARAIS**
DANS HOTEL XVIIe
vaste séjour, poutres peintes
3 chambres, 2 bains.
GARBI - 567-22-98.

**BD HENRI IV, près**
Dble liv. + chbre, bains, s/rue ensoleillé, refait, luxe. 550.000 F. 526-54-61.

**5, RUE AUBRIOT**
Très beau duplex, 110 m².
Poutres peintes 17e.
Mardi 19, de 14 à 17 h.

### 5e arrdt

**NEUF**
**JARDIN-PLANTES**
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
2-3-4-5 P. et DUPLEX
Vis. témoins ts jours 14/19 h.
Sauf mercredi et dimanche.

MÉTRO JUSSIEU
studio tt cft, bel imm. calme, 210.000 F. 577-74-38.

Censier-Gobelins. 354-95-10.
**RAVISSANT 2 P.**

### 6e arrdt

LUXEMBOURG/VAVIN, 6 P. 220 m². Plein Sud Bâle 2e, asc. MARNIER 222-69-50.

### 7e arrdt

GRENELLE - BAC
BEAU STUDIO
280.000 F. Tél. 624-93-33.

**RUE DES STS-PÈRES**
APPART. PROFESSIONNEL
**300 m²** rez-de-chaus., s/jolie cour
2 accès Tél. 329-84-69.

BABYLONE, joli immeuble 2 Pces. Lumineux, cheminée 370.000 MARNIER. 222-69-50.

VANEAU, rare 8e et dernier étage, asc., vue panoramique, triple exposition, gd living + 1 chbre (72 m²), terr. 30 m². 2 cheminées, parking et cave. Tél. 222-25-59.

### 8e arrdt

**GÉNÉRAL FOY**
Imm. gd stand., appt de prestige, 173 m² environ + GAR., chbre service. 1.900.000 F. 261-84-52, h. b.

### 9e arrdt

Rue Lentonnet Pierre de Taille, 4 P. 81 m², occupé
ascenseur, 5 P. 98 m². **Tél. 380-75-20.**

### 10e arrdt

**SQUARE ST-LAURENT**
Pptaire vd 2 p. et studio, bon placement. 553-91-45.

### 11e arrdt

**MÉNILMONTANT**
2 à 5 p. gd stand. tt cft
PRET CONVENTIONNÉ
Imm. nf. Livraison immédiate.
RÉSIDENCE
LES COURTILLES
PRIMM. Tél. 788-11-23.

**EXCEPTIONNEL**
Dans bel imm. style hôtel part., sup. STUDIO, cuis. équipée. AVEC 39.400 F COMPT. Tél. 236-17-15 ou 664-95-33.

### 12e arrdt

BEL-AIR, imm. 1975, studio, cuis., tt cft, balc., parking. Px 250.000 F. 345-88-53.

**MICHEL BIZOT** Immeuble récent
3 pces cuis., tt cft, 70 m². Prix 528 000 F. Tél. 345-88-53.

**COURBEVOIE**
PRES PLACE HEROLD
dans imm. rénové, ravissant 3 p., tt cft, 68 m² très clair. 430.000 F. 874-08-45.

### 13e arrdt

**MAISON INDÉPENDANTE**
clair, calme, 100 m² envir. parfait état, dble liv. + 3 chbres S. bains, jdin aménagé DIRECT PROPRIÉTAIRE - 325-33-08 après 19 H. 326-13-00

**ATELIER LOFT**
clair, calme 200 m² à aménager sur 2 niveaux, possib. division. Direct. propriétaire 325-33-08 après 19 hres 326-13-00.

### 14e arrdt

**MONTPARNASSE**
NEUF S/jard. reste 2 Pces + balc. 640.000 F. 225-32-25

MONTSOURIS 3e ét., 2 p., cuisine, bains, 37 m². 300.000 F. 563-31-32.

### 15e arrdt

Mº PTE DE VERSAILLES
4 PIÈCES, CFT, ASCENS.
Px 530 000 F - 577-96-85.

CONVENTION 2/3 P.
CONFORT TRANQUILLE
Px 527 000 F. 577-96-85.

**AV. DE BRETEUIL**
dans imm. rénové, pptaire vd studio tt cft, 31 m², occupé, bail loyer libre. 500-54-00.

TERRASSE 80 m² ss. vis-à-vis ATELIER + 2 chbres, 97 m². RARE 1.250.000 F. 550-34-00.

CONTRESCARPE 842-57-00 stud. 33 m² + cour privative charme refait neuf. 430.000 F.

**VAUGIRARD 77**
3e ét., stand., dble living, 2 chbres, 2 bains, terrasse 12 m², park. 1.180.000 F. HOME 75. Tél. 553-30-72.

**MÉTRO DUPLEIX**
Maison individuelle, 140 m², s/jardin privatif, séjour dble, 4 chbres, 2 bains, 2 w.-c., entièrement refait à neuf. 1.500.000 F. Tél. 280-06-94.

FELIX FAURE
Ancien bel. récept. + 4 chbres. Parfait état 2 entrées. Profes. libér., parking. 633-29-17 — 577-38-38.

### 16e arrdt

Pdt-Kennedy. Calme. 354-42-70.
**5 P. SUR JARDIN.**

AVENUE MOZART
56 m², r.-de-chaussée, living + chambre, refait neuf. GARBI - 567-22-98.

**HOME 75. 553-30-72**
**LE NOUVEAU GRAND**

### 17e arrdt

**45 BIS, AV. VILLIERS**
Mº MALESHERBES
DUPLEX avec MEZZANINE de 2-4-5 P. et STUDIOS LUXUEUSE RÉHABILITATION
Visites lundi-mardi 13/18 h.

**ÉPINETTES**
3 P. 445.000 F. 225-32-25.

Mº GUY'MOQUET B. 2 p. tt cft, 4e clair, de bon imm. ancien ravalé, chff. indiv. 179.000 F. SHAM'S 229-43-12.

TERNES 2 p. cuis., bains, refait à neuf, r.-de-ch. 290.000 F. — 763-44-30.

### 18e arrdt

Métro Abbesses, studio tout confort, 32 m². Prix 150.000 F. 272-40-19.

**PROPRIÉTAIRES**
**VOUS DÉSIREZ VENDRE**
un logement avec ou sans cft. Adressez-vous à un spécialiste.
**IMMO. MARCADET**
88, r. Marcadet, 75018 Paris.
Estimation gratuite.
Publicité à nos frais.
Téléphone : 252-01-82.

BON 18e, IDÉAL PLACT
Studette tt cft, chff. indiv. 2e clair, dans bon immeuble ancien 108.000 F. SHAM'S 229-43-12.

RUE ETEX, très beau studio, confort standing. 230.000 F. 763-44-30.

### 19e arrdt

IDÉAL INVESTISSEUR
**BUTTE CHAUMONT**
Part. vend dans imm. 1935. 2 P., 38 m², cuis., s. de b., très clair, 4e ét. 280.000 F. 355-88-77 (h. de bureau).

### 78-Yvelines

VERSAILLES dans bel imm. ravalé, 4 P. poutres, caractère, 700 000 F. Exclusivité. MAT IMMOBILIER 953-22-27

### 92 Hauts-de-Seine

Particulier vend superbe 2 pces, 63 m², vue panoramique sur Seine, 14e étage, cuisine équipée, parking + cave. TOUR PERSPECTIVE II 25, quai André-Citroën M. CAUVIN. Tél. 579-24-50.

BAGNEUX imm. réc., liv. + 2 chbres, cuis., bains, w-c, v-o, asc., 5e, soleil, balcons. 290.000. « FAC » 337-69-59.

NEUILLY 5 P. 185 m²
**HAUT STANDING**
Bal., 2 pk. T.S.I. 535-30-32.

**NEUILLY SAUSSAYE**
Pptaire vd dans imm. ravalé, 2 p. à rénover. 553-91-45.

**BOULOGNE R. GARROS**
imm. 82, jamais habité, gd stand., dble liv. + chbre, jard., terrasse, park., droits réduits. 690.000 HOME. 75. 553-30-72.

### 93 Seine-Saint-Denis

Proximité Le Raincy petit immeuble sur verdure appt gd standing, agréable séjour, 3 chbres, cuis. équipée, bains, 100 m² avec balc. Pptaire : 381-15-62.

### 94 Val-de-Marne

Part. vd F 4, 70 m² VILLEJUIF séjour dble, 2 chbres, salle de bns, cuisine, parking, cave, très calme, verdure, toutes commodités. 365.000 F. Après-midi-soir.

**PR. BOIS VINCENNES,**
Mº CHARENTON ÉCOLES, imm. récent, 3/4 p., cuis., tt cft. Px 415.000 F. 345-88-53.

**ST-MANDÉ** BEL IMMEUBLE ANCIEN, 3e ÉT.
2 p., cuis., chauff. cent., w-c, CABINET DE TOILETTES. Px 198.000 F. 345-88-53.

### Province

CASSIS, ruelle piét. port. de mais. anc., part. vnd 40 m² ind., poutres app., coin cuis., s. de bns, w.-c. sép., excel. état. Téléphone : 878-78-23.

## appartements achats

**EMBASSY-SERVICE**
8, av. de Messine 75008 Paris
rech. URGENT APPART
**180 A 220 m²**
ACHAT OU LOCATION
16e, 8e ou 7e. T. : 562-16-40.

Recherche 1 à 3 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet (15e) 566-00-75, rech. pour clients sérieux, 15e et 7e arrdt., appts ttes surf. et imm. Paiement comptant.

**DORESSAY**
RECH. URGENT APPTS
EXCLUSIVEMENT HAUT
DE GAMME. 6e, 7e, 8e, 16e
NEUILLY - BOULOGNE
Discrét. assurée — 624-93-33

**MARNIER**
UN NOM... UNE GARANTIE
207, St-Germain 222-69-50.

## constructions neuves

**INFORMATION LOGEMENT**
Un service gratuit interprofessionnel et inter-bancaire pour tout achat d'appartements et de pavillons neufs. Renseignements sur de nombreux programmes PAP et prêts conventionnés.
**525-25-25**
49, av. Kléber, 75116 PARIS.

## forêts

DANS LE CHER
Forêt de chênes et pins 5 ha. environ. Px 117.000 F
DANS LA COTE D'OR
petites parcelles de taillis 1 à 2 F le m², surfaces de 1 250 à 9 900 m²
Téléphone : (1) 294-22-78.

## terrains

VILLEFRANCHE-SUR-MER
Grande Corniche. Terrain boisé 3.200 m² COS 0,15. Vue panoramique sur mer. Possibilité 2 villas. Px 750.000 F TTC. Ecr. Nº 36593 à Agence HAVAS 13000 MARSEILLE.

NICE CENTRAL
Terrain à bâtir,
quartier République,
avec permis. 68 logements, prêts conventionnés.
57 gar. Très gros rapp.ass.
Prix : 3.600.000 pour vente rapide.
Tél. : BESSI, 33, bd Général-Delfino, NICE. (93) 55-00-03.

## maisons de campagne

Particulier vend dans l'Indre maison habit. immédiatement 2 chambres, séjour, cuisine, débarras, w.-c., chauf. élect. grenier aménag., gde grange, jardin 630 m². Px 200.000 F à débattre. Tél. 084-22-20.

Part. à part. vend Fontainebleau, résident., maison 5 pces, 2 bns, cuis. équip., tt cft, jardinet clos. Prix 950.000 F. Téléphone : (6) 068-16-59.

PROVENCE VIEL EYGALIÈRES
Maison 2 ét., cave voûtée, 4 pièces, s. de bains, cuisine, loggia, tt cft.
Téléphone : (90) 92-14-84.
Prix : 500.000 F.

## locations non meublées offres

### Paris

POUR GDE ADMINISTRATION nous rech. Directement préf. à part. des appartements toute catégorie, même loyer élevé ou villas. Pr mutation offre. 504-01-34, p. 24. Merci.

## locations non meublées demandes

### Paris

**EMBASSY-SERVICE**
8, av. de Messine,
75008 PARIS
rech. pour clientèle étrangère et diplomates. APPARTS, HOTELS PART. et BUREAUX
LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

GRANDE ADMINISTRATION
Préf. à part. fonctionnaires pour cadres supérieurs mutés et employés rech. APPTS 2 à 6 Pces, même loyer élevé, ou VILLAS Tél. : 504-01-34 (poste 24).

Collaboratrice journal cherche 3/4 pièces, 16e, 17e. Loyer maximal : 3.500 F ch. compr. Tél. : 755-63-58 (répondeur).

### Région parisienne

Pr Stés européennes, cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

## locations meublées demandes

### Paris

OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour sa direction beaux apparts de standing 4 pces et plus — 281-10-20.

## pavillons

VERRIÈRES-LE-BUISSON
Pavillon en excellent état, séjour double, cuis. éq., 3 chbres, s. de bns + 2 p. dans grenier aménagé, sous-sol total, terrain 500 m². Prix 1.100.000 F. ERBE 663-26-54.

## villas

PORT-GRIMAUD (VAR)
Vend maison + anneau
Beudisson 4. LAMOTHE GUERIN
83000 TOULON.

La Celle-St-Cloud s/terr. 1 370 m², magnif. villa 1976, habitable 160 m² ; dble liv., 4 chb. ; 4 bains, vaste gar., pet. pav. annexe 58 m² + terrasse, liv., chb, cuis., bns, à 4' gare. Px 2 millions. 246-25-33.

A VENDRE de préf. Part. à part. 1 km mer, 10 km de LA BAULE. Maison rénovée, 5 pces, 130 m² (séjour 50 m²), poutres apparentes, cheminée pierre, salle d'eau + salle de bains, cave, 2 gar., dont un pour bateau, terrain 1.700 m² clôturé et planté avec bassin. Tél. 588-37-38, apr. 18 h.

COTE D'AZUR
Limite Juan-les-Pins, Antibes, Orée Bois du Cap-d'Antibes, zone résid., quart. vert et calme, part. vend villa de rapport, 300 m² habitables, terrain 725 m². Toute latitude pour surélever et piscine. 3.000.000 F. 655-62-24.

## propriétés

91 BRUNOY, 3, min gare et centre. Maison bourgeoise, 7 pièces principales + 2 pièces indépendantes. Jardin : 1.600 m². Tél. : 047-32-22.

La S.A.F.E.R. de FRANCHE-COMTÉ dispose d'une propriété viticole de 17 ha A.O.C. « Côtes du Jura », conviendrait placement ou viticulteurs. Adresse : B.P. 33 — 39107 DOLE Cédex — Téléphone : (84) 79-16-99.

## viagers

Étude LODEL 35, Bd. Voltaire PARIS XIe Tél. 355-61-58 Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

15e. Convention, petite maison occupée couple, 72-83 ans. 295.000 + 4.900 F. F. Cruz 8, rue La Boétie. 266-19-00.

## bureaux

### Achats

**PROPRIÉTAIRES**
**VOUS ENVISAGEZ DE VDRE UN IMMEUBLE DE BUREAUX VIDES OU OCCUPÉS**
**CONTACTEZ**
**SARI : 776-44-88.**

### Locations

VOTRE SIÈGE A PARIS
de 150 à 350 F par mois
CONSTITUTION DE STÉS
G.E.I.C.A. 296-41-12 +
56 bis, rue du Louvre, Paris-2e

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L.-R.C.-R.-M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique
**355-17-50.**

**ODÉON, 150 m²**
Parfait état. CARACTÈRE
9.000 F - 562-62-14.

**PARC MONCEAU**
Hôtel particulier
670 m² utiles
**SARI : 776-44-88**

**PARIS 17e**
500 m² sur un niveau
cloisonné. Disp. début avril
**SARI : 776-44-88**

**LA DÉFENSE**
R.E.R. Nanterre-Préfecture
Immeuble neuf.
3 000 m² divisibles/étage
**SARI : 776-44-88**

**PORTE DE BAGNOLET**
7 500 m² divisibles
Tél. Restaurant. Parkings.
Mº + périphérique + A 3
**SARI : 776-44-88**

**92 PUTEAUX**
1 000 m² divisibles
Tél. Park. Cloisons en place.
**SARI : 776-44-88**

**EMBASSY-SERVICE**
562-62-14
**RECH. 150 A 200 m²**
Bureaux quartier affaires.

VOTRE BUREAU
OU DEPUIS 150 F MOIS
1 DOMICILIAT. + SERVICES
SARL ARTISANS. 296-36-74

**Domiciliations : 8e-2e.**
SECRÉTARIAT. TEL., TÉLEX.
Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
**ACTE S.A. 359-77-55.**
**BOULOGNE 603-38-32.**

## boutiques

### Ventes

**SARI RECHERCHE**
**BOUTIQUES LUXUEUSES 20 m² ET PLUS**
**LOCATION, VENTE CESSION**
**776-44-88**

POUR INVESTISSEURS
**MURS BOUTIQUES**
Rentabilité 8 à 10 %
92200 NEUILLY, avenue Charles-de-Gaulle, 56 m². 400.000 F.
**763-12-03.**

**RUE DE LEVIS**
Pptaire vd MURS boutique. Occupée. Urgt. 553-91-45.

## fonds de commerce

### Ventes

A vendre, école privée secondaire en pleine expansion, située centre Paris, quartier des gares, externat demi-pension, stages vacances, cause départ à l'étranger pour raison familiale.
Ecrire sous le nº T 039.628 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

## locaux industriels

### Ventes

**(93) AUBERVILLIERS**
Terrain viabilisé
9 000 m²
**SARI : 776-44-88**

### Locations

**(78) CLAYES-SS-BOIS**
1 967 m² entrep. Burx. Logts
4 500 m² de terrain.
**SARI : 776-44-88**

**92 PUTEAUX**
Proche Défense
2 000 m² entrepôts, bureaux
**SARI : 776-44-88**

Le Monde

# sports

## AUTOMOBILISME

### ALAIN PROST (RENAULT) S'IMPOSE AU CASTELLET

# Dangers et limites du ravitaillement

**Le Castellet. – En gagnant, dimanche 17 avril, sur le circuit du Castellet, le Grand Prix de France, Alain Prost, sur Renault, qui avait remporté ses dernières victoires en 1982 au Grand Prix d'Afrique du Sud et au Grand Prix du Brésil, a devancé de 30 sec. le Brésilien Nelson Piquet (Brabham), de 40 sec. son coéquipier, l'Américain Eddie Cheever, et de 1 min. 07 sec. Patrick Tambay (Ferrari).**

**Une victoire totale des monoplaces à moteur turbocompressé, qui n'ont laissé que des miettes aux voitures équipées du traditionnel *Ford Cosworth atmosphérique*.**

**Au terme de la troisième épreuve de la saison, Nelson Piquet (15 points) a pris la première place du classement provisoire du Championnat du Monde des conducteurs à l'Autrichien Nikki Lauda (10 points), qui a été contraint à l'abandon. Alain Prost et le Britannique John Watson (9 points) occupent conjointement la troisième place.**

**Les opérations simultanées de ravitaillement en essence et de changement des pneumatiques des monoplaces décidées par quatre écuries, (Brabham, Ferrari, Renault et Williams) se sont déroulées sans incident. Les organisateurs de l'épreuve avaient mis en place, dans les stands, des mesures de sécurité sans précédent.**

De notre envoyé spécial

*Le ravitaillement en essence*, qui sera interdit en 1984, et le changement des pneumatiques des monoplaces pendant la course, que Bernie *Ecclestone, patron* de l'écurie britannique Brabham et de l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA), a mis en pratique pour son compte l'an dernier à partir du Grand Prix de Grande-Bretagne sont entrés dans les mœurs. Depuis que Nelson Piquet, le pilote numéro un de Brabham, a gagné le Grand Prix du Brésil (*le Monde* du 15 mars) en employant cette tactique, les grandes écuries Ferrari, Renault et Williams, « *pour rester compétitives* », ont décidé, « *contraintes et forcées* », de suivre la même voie.

Les courses de formule 1 étaient jusqu'ici des épreuves de vitesse. Les monoplaces étaient conçus pour courir d'un trait un grand prix avec leur plein d'essence, soit environ 250 litres. Pourquoi, a pensé un jour Bernie Ecclestone, les voitures ne prendraient-elles pas le départ avec le réservoir à moitié rempli. Cela allégerait la voiture d'environ 90 kilos. Elle serait dès lors plus rapide. Pourquoi, en outre, ne pas profiter de cette opération pour « chausser » des pneumatiques plus tendres et plus performants ? Cette astuce permettrait *grosso modo* un gain d'une seconde au tour sur les voitures plus lourdes et d'atteindre la mi-parcours avec une avance d'une trentaine de secondes, avance suffisante pour remplir alors les réservoirs d'une centaine de litres d'essence et de changer simultanément les pneumatiques. L'expérience a prouvé que Brabham avait bien calculé son affaire.

### Les risques d'incendie

En décidant de « *ravitailler à leur tour leurs voitures à mi-parcours* », les grandes écuries ont pourtant multiplié les risques d'incendie dans les stands. L'accumulation d'environ 300 litres d'essence, le ravitaillement sous pression dans une atmosphère surchauffée par les turbos portés à une température de 800 degrés sont en effet de nature à provoquer des catastrophes dans des zones fréquentées par plusieurs centaines de personnes.

Ce danger est d'autant plus réel que, hormis Brabham, les autres écuries n'ont pas encore acquis l'expérience nécessaire de ce genre d'opérations. Le Finlandais Rosberg, dont la Williams a pris feu lors du Grand Prix du Brésil à Rio-de-Janeiro, aurait pu en faire les frais s'il n'avait eu le réflexe de sauter hors de sa voiture lorsque le feu a éclaté.

L'histoire ne s'est pas répétée sur le circuit du Castellet, le plus sûr de tous les circuits de formule 1. Les stands y sont plus vastes que partout ailleurs. La piste de décélération est d'une largeur suffisante pour permettre le passage des voitures. Enfin, une zone importante est réservée aux spécialistes et aux *invités* de l'organisation.

L'affaire a néanmoins fait grand bruit dans le petit monde de la formule 1. Frank Williams avait confié récemment que « *ses mécaniciens étaient terrorisés à l'idée de ravitailler à mi-parcours* ». Gérard Larrousse, directeur de Renault-sport, estimait que « *les dangers étaient réels* ». Ken Tyrrell indiquait que « *l'opération était stupide* ». Patron de l'écurie Lotus, Peter Warr affirmait pour sa part qu' « *à partir du moment où toutes les écuries décidaient de ravitailler, l'avantage en serait annulé* ».

De leur côté, tous les pilotes, « *conscients des risques encourus* », déclaraient qu'ils étaient contre. Alain Prost trouvait néanmoins, la veille de la course, que « *c'était techniquement une opération intéressante* ». Seul Riccardo Patrese estimait, confiant, qu'« *il n'y avait aucun problème* ».

L'émotion des uns et des autres n'était pas feinte. Pourtant, ni les constructeurs ni les pilotes – qui ont, dans un passé récent, bataillé ferme pour l'amélioration des conditions de sécurité sur les circuits – n'ont envisagé un seul instant de s'opposer à ce type d'opération.

Des mesures qu'on n'avait jamais prises pour un grand prix avaient été mises en place par les organisateurs. Près de deux cents hommes, spécialistes de la lutte contre l'incendie, étaient sur le qui-vive. Des combinaisons ignifugées capables de résister une minute à une chaleur de 1 200 °C ont fait pour la première fois leur apparition sur un circuit de formule 1. Seuls les mécaniciens étaient autorisés à pénétrer dans la zone des stands.

### Un show de 850 000 dollars

Ces mesures prises, l'opération « *ravitaillement en cours* » a montré ses limites. Elle n'a pas permis aux uns et aux autres de faire la différence et de modifier les positions acquises sur la piste. Alain Prost, qui s'est arrêté 24 secondes à son stand, après avoir calé, n'a pas perdu la première place, que Nelson Piquet – dont l'arrêt au stand n'a pas dépassé 16 secondes – convoitait pourtant. Que dire alors de Patrick Tambay, qui a terminé à la quatrième place de la course, après un arret de 15 secondes seulement ?

Les chassés-croisés des huit pilotes ont semé la confusion dans l'esprit des spectateurs, qui ont fini par perdre le fil de la course. Ce n'est pas un hasard si les tribunes, qui étaient déjà loin d'être remplies, se sont vidées vers la fin de l'épreuve. Le spectacle sur lequel comptait Bernie Ecclestone n'était pas de nature à retenir l'attention. Il ne faut pas s'étonner que la formule 1 perde de son intérêt, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe, où les organisateurs éprouvent les pires difficultés à joindre les deux bouts. Ce n'est pas, en effet, la recette apportée par les trente mille spectateurs présents au Castellet qui permettra de combler le déficit du circuit, chiffré à 10 millions de francs.

Le bénéficiaire du grand show télévisé est une nouvelle fois le président de l'Association des constructeurs de formule 1. Le plateau qu'il a réuni à ce titre au Castellet a coûté, selon François Chevallier, de directeur du circuit, la bagatelle de 850 000 dollars, soit plus de 6 millions de francs ! Peu importe alors qu'il puisse un jour tourner à la catastrophe. Il a fallu, en 1982, la mort du Canadien Gilles Villeneuve au Grand Prix de Belgique et l'accident de Didier Pironi au Grand Prix d'Allemagne pour que le petit monde de la formule 1 se décide à supprimer les « jupes », qui transformaient les monoplaces en véritables obus. Même si la réglementation établie à la fin de la saison dernière prévoit l'interdiction des ravitaillements en 1984, est-il sérieux, compte tenu des dangers qu'ils représentent, de les tolérer encore ?

GILLES MARTINEAU.

## Sport et élégance

### Ferrari s'associe à Cartier

*Costume sombre*, gilet blanc, cravate rayée rouge – de la couleur de son écurie de course, – cheveux de neige, Enzo Ferrari, le Commendattore, a consacré, par sa présence le 14 avril à Maranello, près de Modène, dans les ateliers où l'on monte les F1, l'accord (*annoncé voici trois mois*), qui lie désormais sa marque à Cartier International.

Ferrari-Formula, telle sera l'appellation d'une ligne de produits qui vont des lunettes aux briquets, des montres aux stylos, et dont le style particulier devrait souligner le caractère sportif, mais élégant, des objets nés du mariage.

Si Cartier International se voit confier la licence des accessoires signés Ferrari et si la distribution sera assurée par le réseau des concessionnaires du joaillier de la place Vendôme, en revanche, aucune des cent huit boutiques « exlusivement Cartier » ne vendra la gamme.

« *Ferrari diversifie, elle le fait avec nous dans un domaine où nous sommes maîtres depuis cent cinquante ans* », dira Alain Perrin, président du directoire de Cartier, ajoutant : « *Quant à la lutte contre les copies, nous connaissons aussi, et il y a tant d'objets qui circulent sous la marque Ferrari abusivement empruntée qu'il est temps de faire le ménage. Nous nous en chargerons* ». L'Europe et, pour commencer, la France, la Suisse et l'Allemagne devraient voir dans les vitrines les premiers accessoires Ferrari d'ici une quinzaine de jours. – C.L.

## RUGBY

# Nice, la tornade blanche

**Dur week-end pour les gros bras de l'ovale. Pour le match aller des huitièmes de finale du championnat, Narbonne, le premier à l'issue de la phase préliminaire, a été battu par Montferrand (21-12) tandis qu'Agen, le champion sortant, s'est fait accroché par Graulhet (15-15). Après ce premier round, Tarbes, Lourdes, Pau et Béziers *sont en position plus ou moins favorable avant leur match retour contre respectivement Perpignan (9-3), Grenoble (15-10), Bègles (11-6) et Toulouse (3-0). Deux clubs semblent assurés de participer aux quarts de finale, Bayonne, qui a malmené Montauban (27-3) et Nice, qui a atomisé Bourg (47-9).***

Le rugby, c'est bien connu, est la république du cassoulet. Les gros pardessus de la cité d'Antin ont leurs habitudes dans un rayon de 200 kilomètres autour de Toulouse où *ils savent trouver palombes* confit, cèpes et foie gras à leur convenance. Loin de ces terres de ripailles, ces bons seigneurs de l'ovale *ont décrété*, une *fois pour toutes*, qu'il ne saurait y avoir de bon « *ruby* ». Leur gourmandise leur a fait faire, de longue date, des exceptions pour Paris, capitale *gastronomique* et pour Grenoble, capitale du gratin.

Pourtant, ils devront bientôt envisager de mettre à leur menu des *plats plus rustiques comme* la socca (galette de pois chiches), le pan bagna (sandwich à la tomate trempé d'huile) et la salade, qui sont des *spécialités niçoises*. Car, du côté de la promenade des Anglais, on est en train de mitonner une petite révolution qui vaudra qu'on examine, à la *Fédération française de rugby* (F.F.R.) les guides touristiques des Alpes-Maritimes. Une révolution silencieuse. Pour l'heure, le Racing Rugby Club (R.R.C.) de Nice reste loin des centres d'intérêt rugbystique.

Au cours de la phase préliminaire du championnat, le club amené par le troisième ligne international Eric Buchet, a battu Narbonne, le premier du classement après les poules de dix, et Agen, le champion en titre. Il a une des meilleures attaques (54 essais) et une des meilleures défenses. Il a fourni à l'équipe nationale deux éléments de talent pour le Tournoi des cinq *nations*, le talonneur Bernard Herrero, tout aussi combatif que le titulaire habituel, Dintrans, mais surtout plus précis dans les lancers en touche, et le *seconde ligne* Orso, qui est de la race des avants sprinteurs. Voilà donc une formation en tous points digne d'intérêt, mais pour laquelle on ne comptait cependant pas plus d'envoyés spéciaux au match du huitième de finale aller contre Bourg-en-Bresse que pour une rencontre de seconde division.

Les Bressans étaient-ils un adversaire si négligeable que le déplacement au stade Gerland ne se justifiait pas ? Difficile de le soutenir à propos d'une équipe qui a sorti Aurillac en match de barrage le dimanche précédent et qui aligne deux Néo-Zélandais, le pilier Drake et l'ailier Collinson, avec un ouvreur à la botte redoutable, Joly.

La nervosité des Azuréens avant le coup d'envoi témoignait d'ailleurs *qu'ils ne prenaient pas cette partie à la légère*. Pourquoi diable alors ce dédain pour le rugby niçois ? Parce que le R.R.C.-Nice traîne, depuis son accession à l'élite nationale, une mauvaise réputation. En 1971, le président du club a accueilli en bloc onze joueurs qui, avec André Herrero, avaient quitté Toulon, équipe *finaliste du championnat*, la saison précédente. Avec ce renfort, une véritable équipe de première division allait s'édifier.

« *Mais pour nous imposer dans une région où il n'y avait aucune tradition ovale, il nous fallait des résultats* », note le président actuel Alain Maérelli, qui a succédé à son père en 1976. C'est dire qu'on n'a pas répugné à la manière forte du côté de la Baie des Anges.

Petit à petit, l'équipe formée de mercenaires (quatorze joueurs recrutés dans d'autres clubs en 1971) est néanmoins devenue un club bien structuré (dix joueurs sortis de l'école de formation en 1983). Jean-Claude Ballatore, un ancien de Toulon, qui a succédé à André Herrero en 1978 au poste d'entraîneur, s'est appliqué à faire pratiquer un jeu plus complet. Cela a été suffisant pour convaincre plus de 3 000 personnes de suivre les matches dominicaux et pour décider la mairie de Nice, à faire un « *effort considérable* » pour l'équipe, dit Alain Maérelli. Cela n'a pas convaincu pour autant les princes d'Ovalie... « *Formation fragile* », disaient-ils. Dommage qu'il n'y en ait eu aucun, dimanche, dans les tribunes de presse à Lyon pour en juger. C'est dans ce genre de match gagné sur le papier qu'on mesure sur le terrain la solidité d'une formation, sa capacité à vaincre son pire ennemi, le doute. Nice n'a pas tremblé.

### Ivresse

Pendant les quarante premières minutes, les Bressans, qui avaient un vent de force 8 dans le dos, tinrent tête aux Niçois. Trois coups de pied de Joly permirent aux « Violets » de coller au score (12-9), mais ils avaient déjà encaissé un essai transformé du centre Trautmann, une pénalité de l'ouvreur Pédeutour et un drop du demi de mêlée Pierre. La note aurait déjà pu être plus lourde si les Niçois n'avaient pas péché par excès de précipitation quand deux essais paraissaient tout faits.

Les quarante-six minutes suivantes (avec les prolongations) furent entièrement azuréennes. Plus rien n'arrêta les Niçois, poussés à leur tour par le vent. Une *tornade blanche*. K.O. debout, les Bressans encaissèrent six essais d'affilée. Toute la gamme du rugby. Ce fut d'abord l'essai *classique* aplati par *l'ailier* Méry au terme d'un mouvement général des trois-quarts. On vit ensuite l'essai « All Black » du centre Trautmann après un relais de la deuxième ligne dans le mouvement des trois-quarts amorcé derrière un regroupement. Suivit l'essai combinaison de Orso qui fuse le long de la ligne sur une balle détournée en touche courte. Vint l'essai de renversement marqué par l'arrière Barthélémy, relancé sur la gauche par Pédeutour après une offensive de grande ampleur côté droit. Enchaîna l'essai en contre sur une balle cafouillée par le centre Bressan Pin que Trautmann botta à suivre pour mettre dans l'en-but. Arriva *enfin* l'essai en rafale inscrit par Barthélemy au terme d'une succession de regroupements, qui permirent à l'arrière de *foncer entre les poteaux* après une passe de Pierre.

*Pour faire bonne mesure*, Pédeutour, auteur de cinq transformations, passa encore un drop du milieu du terrain, comme à l'entraînement. Score total : 47 à 9. Nerveux au début de la partie, les Niçois ont joué ensuite un rugby de rêve, comme s'ils étaient enivrés du plaisir que leur procurait le maniement du ballon dont ils avaient apprivoisé tous les caprices. « *Bourg a craqué psychologiquement* », disait simplement l'entraîneur niçois pour expliquer la déroute adverse. Le faux modeste ! Il a su donner à son équipe cette harmonie rare entre la puissance et le panache. Et contre cela des *équipes comme* Bourg ne peuvent rien.

Il faudrait maintenant un accident sans *précédent pour* que, dimanche prochain, à Avignon, Nice rate sa qualification pour les quarts de finale. La domination en touche de Orso et Catoni, la détermination dans les *regroupements* de Bernard Herrero et Eric Buchet, la démonstration dans le jeu de mains du demi de mêlée Pierre, phénoménale chef d'orchestre, devraient mettre les Niçois à l'abri d'*un tel risque*. *Bref*, la vitalité du rugby azuréen est démontrée. Et le président du R.R.C.-Nice souhaiterait maintenant que son club soit invité à participer au banquet des grands clubs : le Challenge du Manoir. « *Ce serait mon bâton de maréchal.* »

ALAIN GIRAUDO.

## CYCLISME

### Rooks, l'inattendu

*Dans Liège-Bastogne-Liège, dimanche 17 avril, on attendait Bernard Hinault, qui avait remporté la Flèche wallonne trois jours auparavant, ou le champion du monde Giuseppe Saronni, voire Hennie Kuiper, le récent vainqueur de Paris-Roubaix. Or, la célèbre classique belge s'est terminée par la victoire imprévue de Stephen Rooks, un jeune Néerlandais incorporé depuis le début de la saison à l'équipe Sem-France-Loire.*

*Profitant du marquage des principaux favoris, mais suffisamment fort pour se détacher dans la côte des Forges, à 17 kilomètres de l'arrivée et résister au retour du peloton, Rooks a fait, en l'occurrence, la démonstration de qualités certaines. Il était, de toute évidence, le coureur le plus efficace du groupe d'attaque, qui comprenait Willmann, Roche, Van der Poel et le champion de France, Régis Clerc.*

*Il y a un mois, ce nouvel espoir du cyclisme néerlandais s'était classé troisième de Paris-Nice derrière ses équipiers Kelly et Grezet. Engagé par Jean de Gribaldy alors qu'il se trouvait sans emploi, il ajoute à l'extraordinaire réussite du groupe France-Loire,et l'on peut craindre aujourd'hui que celui-ci soit dépassé par ses propres succès. Les investissements publicitaires qui en découlent ainsi que les nombreuses primes de victoire risquent, en effet, de déséquilibrer le budget de cette formation relativement modeste. – J. A.*

## KARATÉ

### Ruggiero en maître

*La Fédération française de karaté (F.F.K.A.M.A.) n'a pas lésiné sur les moyens pour organiser les Internationaux de France – les premiers du genre au monde – qui ont eu lieu les 15 et 16 avril au stade de Coubertin de Paris. Elle a dépensé quelque 400 000 F pour fair venir porte de Saint-Cloud tous les champions du monde et d'Europe en titre avec leurs principaux dauphins à ce tournoi de maîtres du coup de poing et du coup de pied qui ne rapportait rien d'autre aux vainqueurs qu'une coupe en métal doré.*

*Une formule simple : huit combattants – six étrangers et deux Français – dans chacune des six catégories de poids étaient répartis en deux poules de quatre dont les meilleurs disputaient la finale. Une organisation attractive : des tableaux d'affichage électronique permettaient de suivre facilement le déroulement des combats. Et un héros pour cette fête : Patrice Ruggiero, vingt-sept ans, et un air de parenté avec Silvester Stallone, l'auteur – acteur de la série des « Rocky ».*

*Le capitaine de l'équipe de France, qui avait déjà inscrit à son palmarès cinq titres nationaux et deux titres européens, a pris sa revanche de la finale des championnats du monde de Taïwan. En lourds (plus de 80 kilos), il a battu à l'arraché (six coups à cinq) le Britannique Jeff Thompson, un géant noir rapide comme une panthère. À l'allonge phénoménale du Britannique, qui avait survolé sa poule de qualification, Ruggiero, qui avait été plus contracté pendant les combats préliminaires, répliqua par des coups de pied au visage d'une grande précision et par une meilleure condition physique, au terme d'assauts livrés à un rythme plus soutenu que dans les compétitions officielles.*

*Par cette victoire, Ruggiero, qui s'entraîne quand il ne gère pas une agence de publicité, a confirmé qu'il était bien le numéro un français depuis la retraite, prématurée et inexpliquée, de Jean-Luc Montana, champion du monde 1980. Toutefois, les autres membres de la sélection nationale ont aussi obtenu de beaux résultats avec les victoires de Kathari (super-légers) et de Pettinela (mi-lourds), tandis que dans les autres catégories s'imposaient le Suédois Malave (léger), le Japonais Nishimura (mi-moyens) et le Belge Sparato (moyens). Au total, le spectacle combla d'aise un public de connaisseurs et, en dépit d'un déficit supérieur à 200 000 francs, la F.F.K.A.M.A. va poursuivre cette expérience pour promouvoir ce sport qui compte désormais plus de cent mille licenciés. – A. G.*

## TENNIS

### D'Aix-en-Provence à Marseille

*Comme pour affirmer son pouvoir en début de saison sur terre battue – sans parler de la succession de Borg, – le jeune Suédois Mats Wilander, après Monte-Carlo et Lisbonne, a remporté la Raquette d'or d'Aix-en-Provence. Ce n'est pas la finale, gagnée dimanche 17 avril sur l'Espagnol Sergio Casal (6-3, 6-4), qui lui posa des problèmes, mais plutôt la demi-finale devant son compatriote et compagnon d'entraînement Joaquim Nyström, lequel ne fut battu que par un « retournement » (2-6, 7-5, 6-3). Henri Leconte avait été éliminé par Casal dans l'autre demi-finale (3-6, 6-3, 6-4).*

*C'est à Marseille, les 8, 9 et 10 juillet, que se disputera la rencontre France-Paraguay, comptant pour le deuxième tour de la coupe Davis. La ligue de Provence, qui est habilitée par la F.F.T. à organiser le match, a prévu une arène de quelque dix mille places sur le terrain du stade de football de l'Académie.*

## LES RÉSULTATS

### Athlétisme

**MARATHON DE LONDRES**

*L'anglais Mike Gratton a gagné en 2 h 9 min. 43 sec. le troisième marathon de Londres disputé par dix-huit mille concurrents. La Norvégienne Grete Waitz l'a emporté chez les dames en égalant la meilleure performance mondiale de la Néo-Zélandaise Allison Roe en 2 h 25 min. 29 sec.*

### Automobilisme

**GRAND PRIX DE FRANCE AU CASTELLET**

1. Prost (Renault); 313,740 km en 1 h 34 min. 13 sec. 91 (199,866 km/h) ; 2. à 29 sec 7, Piquet (Brabham-BMW) ; 3. à 40 sec. 2, Cheever (Renault) ; 4. à 1 min. 6 sec. 8, Tambay (Ferrari) ; 5. à 1 tour, Rosberg (Williams Ford) ; 6. Laffite (Williams-Ford) ; 7. Arnoux (Ferrari).

### Basket-Ball

**FRANCE-CUBA**

*Dans le cadre de sa préparation des prochains championnats d'Europe organisés en France, l'équipe de France a battu celle de Cuba par 113 à 94, le 16 avril à Bayonne.*

### Boxe

**CHAMPIONNATS INTERNATIONAUX DE FRANCE A SAINT-NAZAIRE**

*Les Français ont agréablement surpris en remportant trois médailles d'or aux championnats internationaux de France, organisés à Saint-Nazaire, grâce à Miloud Kaddour (poids coq), Frank Tiozzo (super-welter) et surtout Vincent Sarnelli (moyen) vainqueur de l'ancien champion olympique polonais Rybicki en finale.*

### Football

**COUPE DE FRANCE**

(Tirage au sort des quarts de finale pour les 3 et 10 mai)

Brest-Paris-S.-G.
Lille-Rouen.
Guingamp-Tours.
Racing Paris-1-Nantes.

### Natation

**COUPE LATINE A LISBONNE**

*L'Italie, avec dix-huit victoires, a nettement dominé la Coupe latine de natation. Les Français, deuxièmes, ont dû se contenter de trois succès dans les épreuves masculines avec Tacotto (400 mètres), Delcourt (200 mètres dos) et Savin (100 mètres papillon) et d'une victoire féminine avec Frédérique Piégad.*

## FOOTBALL

### Les joueurs et l'austérité

**Une délégation de l'Union nationale des footballeurs professionnels (U.N.F.P.) devait être reçue, ce lundi 18 avril, au ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports. A la suite du plan d'assainissement, comprenant des mesures de blocage voire de réduction des salaires et des limitations des mutations, votées par les présidents de club pour tenter de résorber un déficit de 55 millions de francs (*le Monde* du 12 avril), les joueurs menacent de se mettre en grève pour les trois dernières journées de championnat, si le troisième volet de ce plan, concernant des aménagements fiscaux, n'est pris en compte par les pouvoirs publics. L'U.N.F.P. a été soutenue dans cette revendication par le conseil fédéral du football français, réuni le 16 avril à Toulouse.**

## Ile-de-France

# Paris pourra-t-elle organiser les Jeux olympiques en 1992 ?

**Les Jeux olympiques de 1992 auront-ils lieu à Paris ? M. François Mitterrand a souhaité, voici déjà plusieurs mois, que la capitale soit candidate. Cette décision appartient en fait à M. Jacques Chirac et à son conseil municipal. Or, du côté de la mairie, c'est plutôt le *« Oui, mais... »* qui prévaut. *« Nous sommes favorables au principe de cette candidature,* déclare M. Paul Violet (R.P.R.), nouvel adjoint au sport de la Ville, *mais sous réserve que les responsabilités financières des parties concernées soient délimitées à l'avance. Le maire ne remettra pas en cause la saine gestion de Paris pour endosser les responsabilités du gouvernement au profit d'une opération de prestige. »***

**Autrement dit, si l'État, déjà accablé par le coût de la future Exposition universelle de 1989, renâcle à s'engager pour les J.O. trois ans plus tard, Paris ne sera pas candidate.**

**Cette guérilla politique s'explique par le coût très élevé des Jeux olympiques, dont on dit que la facture serait énorme. En effet, malgré la construction du palais de Bercy, Paris est une capitale sous-équipée en matière sportive.**

**Certaines installations, comme le célèbre stade Charléty, sont dans un état de délabrement qui frise le scandale. Il est vrai aussi que les Parisiens, dans leur majorité, s'en soucient peu.**

**Depuis longtemps, faute d'équipements adéquats et faute d'être encouragés à les fréquenter, ils ont pris l'habitude de pratiquer leur sport favori ailleurs qu'à Paris.**

## Entre l'État et la Ville, la guérilla commence

LES Jeux olympiques de Paris en 1992 ? Sur le principe, tout le monde est d'accord. M. François Mitterrand, président de la République, l'a dit en janvier 1982 à M. Samaranch, président du comité international olympique. M. Paul Laurent, secrétaire du comité central du parti communiste, l'a dit au cours d'une conférence de presse donnée spécialement en octobre dernier. M. Jacques Chirac, maire de Paris, l'a dit dans son discours sur le sport pendant la campagne électorale des municipales. Mme Edwige Avice, ministre de la jeunesse et des sports, l'a dit à plusieurs reprises. Le comité national olympique (C.N.O.S.F.) a dit qu'il était d'accord depuis longtemps. Une telle unanimité pourrait faire croire qu'il s'agit d'une affaire « dans la poche », pour parler familièrement. Il n'en est rien.

Une plaquette, réalisée un peu hâtivement par le C.N.O.S.F., a permis à son envoyé spécial, M. Alain Danet, d'informer les instances olympiques des intentions de la France au cours de la session du C.I.O. à New-Delhi, fin mars. Dans moins d'un an, ce n'est pas un dépliant touristique en quadrichromie qui permettra aux membres du C.I.O. de faire leur choix, mais un volumineux dossier. Celui-ci devra indiquer le lieu des compétitions, les moyens de logement et de transports pour les athlètes et le public, le dispositif de communications et de télécommunications, le financement de l'opération. Une commission tripartite C.N.O.S.F.-Ville de Paris-gouvernement devrait se réunir dans les prochains jours, avec un objectif qui ressemble quelque peu à une mission impossible.

Les lieux où se dérouleront les épreuves soulèvent des problèmes d'une complexité extrême. Paris et ses environs ne manquent pas de sites propres à accueillir de grandes compétitions internationales au prix d'aménagements raisonnables. On peut citer, par exemple, le futur Palais des sports de Bercy, le stade Coubertin, le stade Roland-Garros, la CIPALE, les bassins d'aviron de Mantes-la-Jolie et de Cergy, le Palais des sports de la porte de Versailles, le Parcs des Princes, les stades de Colombes et de Saint-Ouen, le centre équestre de Fontainebleau, les palais des sports de Saint-Denis et de l'île de Vannes, le parc des sports de la Courneuve, le complexe de l'INSEP à Vincennes, la halle de la porte d'Ivry, la halle du palais des expositions de la Défense. Reste encore à leur affecter une compétition.

### La concurrence de Barcelone

*« Bercy est utilisable pour dix disciplines, du judo au cyclisme, mais pour des raisons pratiques ne pourra pas en accueillir plus de deux pendant la quinzaine olympique. Il faudra donc localiser ailleurs les autres disciplines »*, note M. Charmeuil, directeur de l'équipement au ministère de la jeunesse et des sports. Ces choix devront prendre en compte les souhaits des fédérations et des municipalités. Or, ceux-ci ne s'inscrivent pas forcément dans le cadre du schéma directeur d'aménagement de la région parisienne.

Les idées qui ont été avancées ici et là pour l'implantation des trois ensembles principaux – village olympique, stade d'athlétisme de cent mille places et piscine – en sont la preuve. *« Le village olympique semble bien trouver sa place à Marne-la-Vallée, mais le stade pourrait être implanté soit dans son voisinage, à l'emplacement du stade Pershing dans le bois de Vincennes, soit de l'autre côté de Paris, en rénovant le stade de Colombes, où eurent lieu les Jeux de 1924. Quant à la piscine, les idées sont moins précises encore. Soit la rénovation des Tourelles, dans le vingtième, soit la construction d'un ensemble nouveau dans les arrondissements de l'Est ou de la banlieue limitrophe »*, note M. Divisia, le directeur des sports de la Ville de Paris. Pour ne rien simplifier, le déplacement de certaines épreuves en province (Limoges, Lille, Tours, Caen, Brest et Lyon ont notamment été citées) n'est pas à exclure, dans le cadre de la décentralisation.

En dépit des difficultés qu'il laisse entrevoir, le dossier technique est fourni. Ce n'est pas le cas du dossier financier. Pour l'heure, personne n'a encore osé avancer un chiffre. Une seule certitude : la facture sera « énorme ». *« On réunit actuellement de la documentation sur les Jeux précédents pour avoir des points de repères, et présenter au maire de Paris, avant la fin de l'année, une étude aussi précise que possible sur le coût financier »*, indique M. Divisia.

Le chiffrage opéré, il faudra décider qui paie quoi, avec, en toile de fond, l'austérité. Le marchandage entre le maire de la capitale et le gouvernement a toutes les chances d'être très tendu, bien qu'au ministère du temps libre on feigne de négliger le problème politique. *« Il n'y a pas de raison qu'il y ait des frictions »*, dit-on au cabinet de Mme Avice.

C'est moins évident quand on écoute les responsables de la région Ile-de-France. M. Michel Giraud, *président du conseil régional* (R.P.R.), et son entourage ne se font pas prier pour dire que les Jeux olympiques, qui doivent suivre l'Exposition universelle de 1989, sont hypothéqués parce que de mauvaises méthodes de travail ont été adoptées. *« N'importe qui dit n'importe quoi »*, fait remarquer un haut fonctionnaire. *« On va construire des équipements sportifs, dont on n'a pas évalué le coût, en faisant brûler un cierge à la Madone pour qu'ils puissent encore servir à quelque chose après les Jeux. »*

Les paramètres sportif, financier et politique ainsi réunis, l'équation Jeux à Paris ne pourra être résolue en définitive que par les instances du Comité international olympique. La candidature de la capitale est en meilleure position depuis le retrait de Nice, qui avait confié sa promotion à l'ancienne championne de ski Marielle Goitschell. Mais d'autres villes étrangères ont déjà sur les rangs : Sydney, Stockholm, Budapest, New-Delhi, et Barcelone. *« La concurrence avec Barcelone sera dure*, remarque le directeur du cabinet de Mme Avice, *car la capitale catalane est aussi la ville d'origine du président du C.I.O., M. Samaranch. »*

*Bref, tout le monde* est d'accord pour que Paris organise les Jeux de 1992. *Mais pour combien de* temps ?

**ALAIN GIRAUDO.**

## Charléty à bout de souffle

UN terrain de rugby qui ressemble à un marécage, une pelouse où l'herbe a renoncé à pousser, une piste d'athlétisme quasiment impraticable après dix-huit années de service, une salle de sports collectifs ravagée par un incendie et qui vient d'être refaite, des vestiaires vieillots et crasseux, des salles de douches insalubres : le stade Charléty, dans le treizième arrondissement, qui est fréquenté par le Paris-Université Club (PUC), fort de ses 3 500 adhérents, par des universités, des écoles et différentes associations, est aussi délabré que le centre sportif Jean-Sarraïlh, situé dans le cinquième arrondissement, victime, lui aussi, de l'indifférence des pouvoirs publics (*le Monde* du 23 décembre 1982).

Construit au lendemain de la dernière guerre, Charléty n'est pas la propriété du PUC qui, expulsé de ses propres terrains en 1927 pour les besoins de l'exposition coloniale, n'a que la gestion du stade. Les bâtiments appartiennent à l'État, les terrains à la Ville de Paris. Le ministère de tutelle, après avoir été pendant longtemps le ministère de l'éducation nationale, est désormais celui du temps libre, de la jeunesse et des sports.

M. Claude-Louis Gallien, président du PUC, considère qu'il faudrait *« fermer Charléty par mesure de sécurité »*. Il s'y refuse pourtant car *« ce serait*, dit-il, *condamner le PUC qui est déjà trop souvent obligé de se disperser aux quatre coins de la capitale pour pratiquer ses vingt et une disciplines sportives et contraire à notre vocation d'éducateurs »*.

Dans ces conditions, Charléty ne pourra accueillir cette année les championnats de France de la fédération nationale des sports universitaires et de l'union nationale du sport scolaire.

Charléty ne peut pas vivre de ses seules et maigres recettes. Le budget de fonctionnement s'élève à 1,5 million de francs, M. Michel Berthelot, directeur du stade, affirme qu'il manque 1 million de francs pour faire face aux échéances. Après avoir longtemps accordé une subvention fixe de 620 000 francs, le ministère de l'éducation nationale a attribué cette année une somme de 720 000 francs qui ne permettra pas pourtant la résorption du déficit.

### Le second souffle

Le manque d'argent est si criant que le PUC est obligé de régler les factures de fuel, de gaz et d'électricité. On gère la pénurie. *« Impossible pourtant de jouer les mécènes »*, dit le président du club étudiant qui doit également assurer les dépenses de ses propres sections déficitaires. Le gardiennage du stade n'est plus assuré désormais qu'en de rares occasions. Le vandalisme étend donc ses ravages.

Charléty, l'un des grands stades de la capitale, sera-t-il sauvé ? Le président du PUC multiplie les démarches. Il vient de rencontrer Mme Edwige Avice, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports, et M. Jacques Chirac, maire de Paris. Celui-ci lui avait accordé en 1982 une subvention exceptionnelle de 540 000 francs destinée à combler le déficit d'exploitation. Fera-t-il un effort équivalent cette année ?

De son côté, Mme Avice a admis le principe de l'attribution en 1983 d'une somme de 750 000 francs pour améliorer la sécurité : électricité, vestiaire et main courante. Une demande de crédits vient d'être faite auprès du Fonds national de développement du sport (F.N.D.S.) pour la rénovation de l'éclairage, la révision de la pelouse de rugby et l'amélioration de la piste d'athlétisme. Coût : 1 million de francs, selon M. Berthelot.

Enfin, une étude en vue de la rénovation des installations sportives devrait être entreprise par les services de Mme Avice et de M. Chirac. Objectif : élargir la piste d'athlétisme qui serait portée de six à huit couloirs, et construire une deuxième salle de sports collectifs. Charléty prendrait en somme son second souffle.

**GILLES MARTINEAU.**

## Stades cherchent sportifs

COMBIEN de Parisiens savent-ils qu'ils peuvent tous les dimanches matin se dégourdir les muscles gratuitement, sous la conduite d'un moniteur, à proximité de chez eux ? Quelques dizaines, pas davantage. Pourtant aux Buttes-Chaumont, dans le jardin du Luxembourg, au bois de Boulogne, à Vincennes et en quatre autres endroits (1), des hommes en survêtement envoyés par la mairie de Paris les attendent.

A petite vitesse, ils proposent ce qu'on appelait autrefois un parcours d'hébertisme. On trottine le long des allées, on saute les bancs, on lance un ballon, on grimpe aux arbres. bref, on se dérouille pendant trois quarts d'heure, sans aucune formalité préalable. Il suffit d'être au rendez-vous. Cette opération baptisée « sport nature » a été lancée en mars dernier et se prolongera jusqu'à la fin juin. Objectif : montrer qu'il n'est nul besoin d'un stade ou de l'aérobic télévisé pour se mettre en forme. Un banal jardin public convient parfaitement.

### Devant la télé...

L'attitude des Parisiens à l'égard des activités physiques est paradoxale. Beaucoup se plaignent de ne pouvoir pratiquer un sport, mais, selon un sondage réalisé en 1981, 16 % d'entre eux seulement savent où se trouvent le stade ou le gymnase le plus proche de leur domicile. Cette proportion correspond, en gros, aux 300 000 habitants de la capitale qui ont en poche une licence sportive et qui, en moyenne une fois par mois, fréquentent les équipements municipaux. Ceux-ci ne sont pourtant pas rares. On dénombre à travers la ville 115 stades et 80 gymnases. Seulement voilà... 84 % des Parisiens n'y mettent jamais les pieds.

Pour les piscines (au nombre de 32), c'est un peu mieux. 45 % des personnes interrogées connaissent leur existence, ce qui ne veut pas dire qu'elles vont y faire un plongeon puisque ces établissements n'enregistrent, bon an mal an, que 2 700 000 entrées.

Les bassins parisiens paraissent recevoir en moyenne beaucoup moins de monde que ceux des villes de province, comme Rennes ou Mâcon, par exemple. Il est vrai qu'en semaine la plupart des établissements de la capitale ferment leurs caisses à 18 heures au moment où les nageurs potentiels sont libres.

La municipalité de Paris ne se désintéresse pourtant pas de la santé physique de ses enfants. Elle est même la seule en France à entretenir un corps de 390 professeurs spécialisés qui, chaque semaine, font faire de la gymnastique ou de la natation aux écoliers. Mais cette initiation à l'effort physique ne semble guère susciter de nombreuses vocations. Il est vrai ensuite que, dans les lycées et collèges, pour ne rien dire de l'université, le sport n'a pas la cote. Résultat : aux épreuves sportives du baccalauréat, le tiers des candidats parisiens se font exempter ou ne se présentent même pas. Quant aux autres, les deux tiers d'entre eux sont incapables de gagner le moindre point supplémentaire, ce qui n'exige pourtant pas d'être un athlète complet.

Il n'est donc pas étonnant que, parvenu à l'âge adulte, la majorité des Parisiens abandonnent toute pratique et se contentent de rêver aux exploits des autres devant la télé.

Seuls, les mordus vont gonfler les rangs des 600 clubs de quartier (et leurs 3 000 sections spécialisées) que subventionne la ville. Des courageux hantent pourtant les quelque 300 salles privées de culture physique que compte la capitale et une poignée d'amateurs à l'état pur s'époumonnent dans les bois les plus proches. Le sport, c'est en vacances qu'on le pratique, hors de Paris, sur les pistes des stations de ski, ou sur les plages.

Qu'est-ce qui éloigne donc les Parisiens de leurs stades et de leurs piscines ? D'abord, la mauvaise répartition de ces équipements. Six arrondissements (1er, 2e, 3e, 6e, 7e et 8e) ne disposent d'aucun bassin de natation, alors qu'il y en a six dans le seul 15e arrondissement ; 90 % des stades et des gymnases se trouvent dans les arrondissements périphériques, quand ce n'est pas le long des boulevards extérieurs. Les difficultés de la circulation et du parking, ainsi que la longueur des déplacements découragent les gens de sortir à nouveau de chez eux, après le travail, pour sauter des haies ou taper dans un ballon.

### Si le cœur y était...

Certains sports de plein air parmi les plus attrayants sont carrément impraticables. Paris compte 140 tennis municipaux, soit un court pour 15 500 habitants (un pour 3 000 habitants à Rennes). De quoi faire rougir de honte n'importe quel édile de province. L'équitation ? La capitale abrite à l'intérieur de ses limites deux superbes hippodromes, mais allez donc y demander un cheval ! Les activités nautiques ? La Seine serait le plus favorable plan d'eau si les nécessités économiques ne la transformaient en bouillon gras sillonné de chalands et de bateaux-mouches. Y organiser la moindre compétition est une affaire d'État. Ne parlons pas des canaux et du superbe bassin de La Villette, où la présence d'une planche à voile semblerait totalement incongrue.

Mais tous ces empêchements paraîtraient secondaires si le cœur y était. Autrement dit, s'il régnait dans les quartiers une ambiance sportive, une émulation entre des équipes servant de modèles et de porte-drapeaux à la population du secteur. Le moindre village de France s'enthousiasme en suivant les exploits de ses joueurs. Nul phénomène de ce genre n'existe dans la capitale. On a toutes les peines du monde à rassembler. en moyenne 23 000 supporters pour encourager le Paris-Saint-Germain. Pas le moindre tournoi n'est organisé entre des équipes d'arrondissement, par exemple. Celles-ci n'existent pas. Le sport se pratique dans des clubs comme le Stade Français, le Racing, le PUC, qui ne recrutent pas sur une base territoriale mais socio-professionnelle. Même les clubs plus populaires ne s'ancrent pas dans leur terroir urbain. Faute d'esprit de clocher, la compétition s'étiole et son effet d'entraînement reste nul.

Il faut dire que le sport n'a pas été le souci majeur des préfets et des conseils municipaux qui ont gouverné Paris depuis un siècle. Dans les services municipaux, la jeunesse et les sports n'ont droit à une direction à part entière que depuis 1980. Elle compte aujourd'hui mille sept cents fonctionnaires et dispose en 1983 d'un budget de près de 400 millions de francs.

Malgré une augmentation de 44 % en trois ans, cela ne représente encore que 2,5 % du budget total de Paris et une dépense de 180 F par habitant. Deux chiffres modestes si on les compare à ceux d'autres villes françaises. Le quotidien *l'Equipe* organise, depuis 1937, un intéressant challenge : celui « de la ville la plus sportive ». Il est fondé sur des critères comme le budget, les équipements, le nombre des licenciés, etc. Les municipalités qui ont participé à cette compétition, en 1982 et 1983, ont toutes une proportion de licenciés supérieure à la capitale, mais, surtout, consacrent au sport au minimum 4 % et parfois jusqu'à 20 % de leur budget. Leur effort financier, par habitant, s'échelonne entre 200 et 300 F. Avec prudence, Paris n'a jamais participé au challenge de *l'Equipe*, alors que Bordeaux et Lyon s'y sont risqués et l'ont emporté respectivement en 1940 et 1961.

### Un énorme retard

La direction de la jeunesse et des sports de Paris, animée par M. Jean-Marc Divisia, est consciente de l'énorme retard pris par la capitale pour ses équipements et surtout l'animation sportive. On tente donc de rattraper le temps perdu en équipant les quartiers les plus mal lotis, mais l'espace nécessaire a depuis longtemps disparu.

On multiplie les initiatives pour encourager les Parisiens à cultiver leur anatomie. Les 11 et 12 mai prochain, deux journées portes ouvertes tenteront de faire connaître au plus grand nombre les possibilités des stades, gymnases et piscines de la Ville. Cette année encore, le 14 mai prochain, le spectaculaire Marathon de Paris fera galoper à travers les rues plus de dix mille personnes, mais il faudra le faire un samedi en nocturne pour ne pas gêner la circulation.

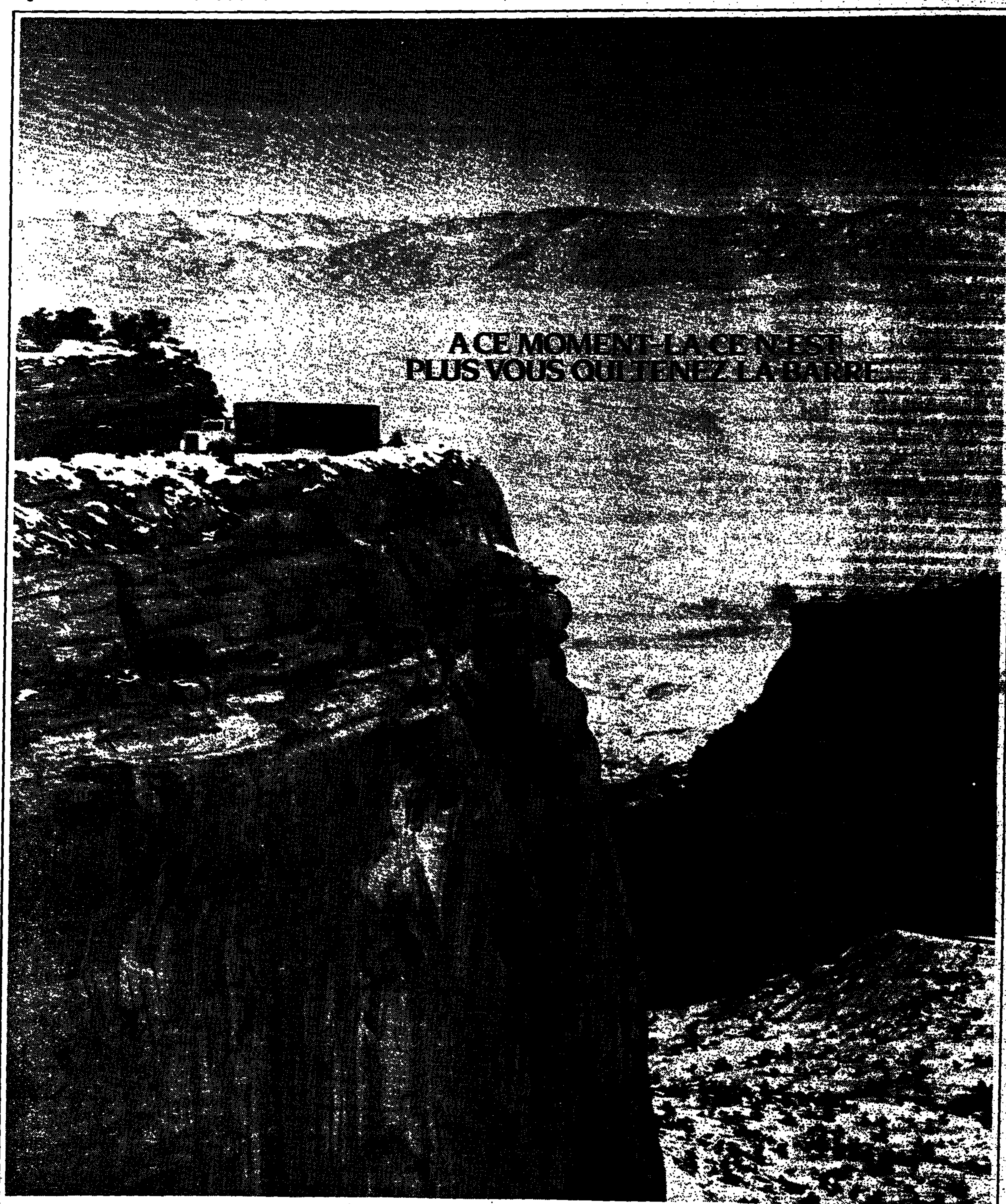
Au titre de l'opération « sport à la carte », tout Parisien peut se présenter à la porte d'une quinzaine de stades pour une cotisation symbolique et utiliser librement les installations en dehors des heures scolaires. Treize centres d'initiation sportive accueillent également les jeunes de dix à seize ans pendant les congés scolaires et les vacances. Des moniteurs s'offrent à apprendre gratuitement les secrets de n'importe quel sport à ceux qui le souhaitent.

Le directeur de la jeunesse et des sports de Paris a bien d'autres projets en tête. Il voudrait ouvrir des centres de perfectionnement pendant les vacances pour que les jeunes sportifs déjà aguerris puissent conserver leur forme. Il songe à installer des parois d'escalade sur les berges de la Seine, des terrains d'entraînement au golf sur les hippodromes, une base de canoë sur le bassin de La Villette, etc.

Les Parisiens se laisseront-ils tenter ? Ce serait une petite révolution dans les mœurs de la capitale.

**MARC AMBROISE-RENDU.**

(1) Renseignements par téléphone en appelant « Allo Sport », au 276-54-54, du lundi au jeudi, de 12 h à 17 h et le vendredi, de 12 h à 16 h 30.




Vous avez créé vos produits, vous les avez mis au point et fabriqués en contrôlant chaque étape. Vous avez pris différentes décisions, établi des normes.

Mais une fois que vos marchandises ont quitté l'usine, ce n'est plus vous qui tenez la barre. Quand vous confiez vos produits à une Compagnie de navigation, c'est aussi votre réputation que vous mettez entre ses mains. Cette réputation, Atlantic Container Line en prendra soin comme de la sienne propre.

L'ACL, c'est davantage de navires au départ de davantage de ports. C'est l'assurance de routes plus courtes et de délais plus brefs.

L'ACL, c'est une technologie avancée et bien plus encore.

L'ACL prend vraiment soin de vous, et met à votre service ses hommes et son expérience partout aux USA, au Canada, en Europe et jusque chez vos clients.

ACL, le No 1 sur l'Atlantique.

**ACL**

**Atlantic Container Line**
**No.1 on the North Atlantic**

Partenaire Français: Compagnie Générale Maritime

Le Monde

# économie

## CONJONCTURE

### AU « GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE »

## La France doit impérativement réduire ses importations

### déclare M. Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale

**Défendre une politique que l'on n'approuve pas pleinement n'est pas une tâche aisée. M. Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, en a fait la démonstration dimanche 17 avril, au cours de l'émission de R.T.L.-*Le Monde*. A l'évidence, le dispositif mis en place par le gouvernement à la suite du réajustement monétaire qui vient d'intervenir lui semble tout à la fois insuffisant et dangereux.**

**M. Goux estime de son devoir *« de montrer les difficultés qui attendaient le gouvernement s'il s'en tenait strictement aux mesures qu'il avait annoncées »*. Il ne s'est pas privé, et a même été plus loin en préconisant une *« véritable politique des importations »* n'excluant pas des mesures de protection, en évoquant un possible retour du blocage des prix et des salaires, et se prononçant à demi-mot pour une fiscalisation du financement de la protection sociale par le biais d'un aménagement de la T.V.A. Des « critiques constructives » qui ressemblent singulièrement à un contre-plan... — Ph. L.**

M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'économie générale et du Plan à l'Assemblée nationale, qui était l'invité du « Grand Jury R.T.L.-*Le Monde* » dimanche 17 avril, a largement commenté les mesures économiques prises récemment par le gouvernement en insistant plus particulièrement sur l'impérieuse nécessité de rétablir la situation du commerce extérieur en réduisant les *« importations non indispensables »*, d'où qu'elles viennent.

Interrogé sur le point de savoir si une autre politique aurait pu être mise en œuvre, M. Goux a répondu : *« Il n'est pas possible d'avoir un taux d'inflation beaucoup plus fort que celui de nos partenaires. Depuis le 11 mai 1981, je répète inlassablement au président de la République que le problème de l'inflation est capital pour notre pays. (...) La décision de rester dans le système monétaire européen me paraît une bonne solution, compte tenu des circonstances, c'est-à-dire la forte sortie de devises. De surcroît, les problèmes de l'Europe ne peuvent pas être traités à chaud au moment d'une dévaluation. »*

Aux yeux de M. Goux, le dispositif gouvernemental doit impérativement être accompagné *« d'une véritable politique des importations »*, qui ne saurait se limiter à une pression sur la demande intérieure.

Précisant sa pensée, M. Goux a alors ajouté : « Grosso modo, *il y a trois types d'importations. Premièrement, les importations de matières premières et de produits énergétiques indispensables : dans ce domaine, on a déjà fait des efforts. Une réduction de la production entraîne, certes, une réduction de ce type d'importations, mais ce n'est pas une bonne chose. Deuxièmement, les importations pour lesquelles il faut laisser les frontières ouvertes : les produits technologiques, les produits de pointe. Ils sont nécessaires pour que la France garde son rang de grande puissance. En revanche, je ne vois pas pourquoi nous n'essaierions pas de limiter l'importation de certains produits de consommation qui sont également fabriqués dans notre pays. La meilleure solution, serait évidemment d'avoir un produit de même qualité, si possible moins cher, et que les Français achètent. (...). »*

M. Goux estime qu'il faudrait réduire de 15 % ces importations, à ses yeux compressibles. Comment y *parvenir ? Le président* de la commission des finances s'est refusé à donner des précisions, jugeant que ce n'était pas là son rôle, mais a ajouté qu'il était *« favorable à toute mesure que prendra le gouvernement pour réduire le déficit commercial »*, sans en exclure aucune.

Abordant ensuite la question de l'inflation, M. Goux a déploré *« que le blocage des prix et des revenus n'ait pas été prolongé »*. Le gouvernement devra-t-il y revenir au cas où un dérapage serait constaté ? M. Goux n'a pas formellement répondu oui, se contentant d'affirmer : *« Comme le premier ministre l'a rappelé, il est essentiel de rester sur l'objectif de 8 %. Il faudra prendre les mesures pour que cet objectif soit respecté. »*

Interrogé ensuite sur une baisse éventuelle du pouvoir d'achat, M. Goux a déclaré : *« Ce n'est pas en bloquant le pouvoir d'achat qu'on réduit l'inflation. C'est en s'attaquant aux causes structurelles de l'inflation. Ce n'est pas au niveau industriel que les problèmes se posent : c'est au niveau des services. Il faut donc avoir une politique de fond dans ce domaine. (...) »*

Évoquant ensuite la protection sociale, le président de la commission des finances a alors indiqué : *« Je pense que nous devons nous orienter vers une certaine fiscalisation. Pour une raison très simple : les entreprises, pour rester compétitives, ne peuvent pas voir les charges croître de façon indéfinie. »*

Faut-il opérer un prélèvement sur les revenus ou un transfert vers la T.V.A. ? A demi-mot, M. Goux a laissé entendre que la deuxième solution aurait plus ou moins son aval. *« Les socialistes, et tous ceux qui se préoccupent de justice sociale, estiment que l'impôt direct est plus juste et que l'impôt indirect, touchant tout le monde, est injuste. Mais il faut bien voir que, comme un grand nombre de personnes échappent à l'impôt direct, et comme il y a une fraude très importante, on peut se demander si cet impôt est finalement aussi juste qu'il en a l'air. Par ailleurs, le transfert vers la T.V.A. avantage les entreprises à l'exportation, ce qui serait donc un élément positif pour le commerce extérieur. (...) »*

En conclusion, le président de la commission des finances a lancé un appel à la mobilisation : *« Les Français sont un peu moroses, mais l'indépendance nationale va exiger de tous des sacrifices et une mobilisation générale. Il serait inadmissible que certains s'y dérobent en ne faisant pas leur devoir. (...) Les problèmes économiques ne pourront être résolus que si la France retrouve son autonomie de décision — autonomie qu'elle perdrait si elle continuait à voir le déficit extérieur s'aggraver. »*

### Spécialiste

Les députés socialistes ne sont pas les *« brosses à reluire »* du gouvernement. M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, n'avait pas besoin de le dire. On s'en était aperçu, bien qu'il ait voté, comme les autres, la confiance à un gouvernement dont la politique ne lui convient pas.

Quant à affirmer, comme il l'a fait avec insistance, que ses opinions sur le plan économique du gouvernement et que le plan, tout différent, qu'il propose disposent du soutien de l'ensemble des députés socialistes, c'est une autre affaire.

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, dont M. Goux est proche, s'efforce d'accréditer cette idée depuis une quinzaine de jours. Il est vrai que, lors du débat de politique générale à l'Assemblée nationale, trois des quatre orateurs socialistes inscrits (MM. Goux, Jean-Paul Planchou et Claude Germon) ont exprimé les mêmes inquiétudes, les mêmes doutes et les mêmes revendications. Il reste pourtant, au sein du groupe, un nombre appréciable de *« rocardiens »* et de *« mitterrandistes orthodoxes »* qui ne partagent pas tout à fait les options de M. Goux.

Les « rocardiens » voient, dans le plan d'austérité mis en place par MM. Mauroy et Delors, la confirmation des thèses qu'ils ont constamment défendues. Ils regrettent simplement, avec quelque amertume, que le pouvoir ait pris, dans ce domaine, du *« retard à l'allumage »*, pour reprendre une expression chère à M. Joxe. Les « mitterrandistes orthodoxes », aussi inquiets que l'est M. Goux, ne défendent pas ouvertement une autre politique. Bien que M. Goux se défende de le faire, il s'agit bien de cela. Pour leur part, ils s'efforcent de préparer la suite, la sortie de l'austérité façon Jacques Delors.

Tous, en tout cas, sont d'accord sur un point, au moins : il est nécessaire que les salariés ne supportent pas à eux seuls le poids de l'austérité. M. Joxe, qui, lors de la dernière réunion du bureau exécutif du P.S., le 13 avril, a présenté une forte critique du gouvernement Mauroy, exprime les mêmes craintes que les secrétaires fédéraux du parti réunis le 16 avril à Paris, et les mêmes que M. Lionel Jospin, dont la question posée à l'occasion du comité directeur, le 27 mars — *« qu'est-ce qu'une bonne politique qui fait baisser le pouvoir d'achat ? »* — n'a toujours pas reçu de réponse.

Le premier secrétaire du P.S. n'a pas non plus obtenu l'adhésion à la mise en garde formulée le même jour. *« La tentation critique, disait-il, traverse chacun d'entre nous et n'a nul besoin, pour s'affirmer, de spécialistes patentés. »* Les « rocardiens » l'étaient. Les dirigeants du CERES, dont les thèses sont proches de celles de M. Joxe, le sont devenus. M. Goux a pris le relais.

J.-Y. LHOMEAU.

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR + bas | COURS DU JOUR + haut | UN MOIS Rep. + ou Dép. − | | DEUX MOIS Rep. + ou Dép. − | | SIX MOIS Rep. + ou Dép. − | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 7,3870 | 7,3100 | + 175 | + 210 | + 330 | + 400 | + 890 | + 1010 |
| $ can. | 5,9165 | 5,9285 | + 125 | + 155 | + 230 | + 290 | + 635 | + 750 |
| Yen (100) | 3,9019 | 3,9649 | + 140 | + 165 | + 280 | + 320 | + 815 | + 885 |
| DM | 2,9970 | 3,0000 | + 175 | + 200 | + 340 | + 380 | + 955 | + 1025 |
| Florin | 2,6620 | 2,6640 | + 135 | + 150 | + 275 | + 385 | + 895 | + 950 |
| F.B. (100) | 15,0355 | 15,0450 | + 185 | + 240 | + 265 | + 450 | + 485 | + 905 |
| F.S. | 3,5830 | 3,5875 | + 230 | + 255 | + 465 | + 510 | + 1355 | + 1450 |
| L. (1 000) | 5,0355 | 5,0506 | − 176 | − 119 | − 300 | − 275 | − 1315 | − 1135 |
| £ | 11,3707 | 11,3830 | + 140 | + 230 | + 280 | + 430 | + 880 | + 1110 |

### TAUX DES EURO-MONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E.-U. | 8 7/8 | 9 1/8 | 8 7/8 | 9 1/4 | 8 7/8 | 9 1/4 | 9 | 9 3/8 |
| DM | 4 1/8 | 4 1/2 | 4 7/16 | 4 13/16 | 4 11/16 | 5 1/16 | 5 | 5 3/8 |
| Florin | 5 7/8 | 6 1/8 | 5 3/8 | 5 7/8 | 5 3/8 | 5 7/8 | 5 1/2 | 6 |
| F.B. (100) | 11 1/4 | 12 3/4 | 10 | 11 5/16 | 10 | 11 5/16 | 10 3/8 | 11 5/8 |
| F.S. | 2 1/4 | 3 1/4 | 3 3/4 | 4 3/8 | 3 3/4 | 4 3/8 | 3 13/16 | 4 7/16 |
| L. (1 000) | 16 3/4 | 17 1/4 | 15 | 16 1/2 | 15 1/4 | 16 5/8 | 16 1/2 | 17 5/8 |
| £ | 10 | 10 3/4 | 10 | 10 5/8 | 10 1/16 | 10 15/16 | 9 15/16 | 10 7/16 |
| F. franç. | 12 | 13 | 12 | 12 3/4 | 12 3/8 | 13 1/8 | 14 3/8 | 15 1/8 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## SOCIAL

### Le nombre des conflits du travail a diminué en février

Les conflits du travail ont été moins nombreux en février que le mois précédent ; le nombre de journées non travaillées pour ces raisons a diminué de 19,6 %. Les effectifs et le nombre d'établissements concernés ont respectivement régressé de 4 % et de 17,7 %.

Le ministère annonce également pour février une progression du chômage partiel. Ces journées indemnisables ont augmenté de 4,6 % en un mois (mais leur nombre a diminué de 14 % en un an). Les effectifs et les établissements affectés ont progressé en février de 16,5 % et 22,5 %.

Toujours selon le ministère, en mars, neuf cent treize contrats de solidarité ont été signés : huit cent soixante-dix-sept concernent des départs en préretraite, vingt-quatre seulement une réduction de la durée du travail. Trente-six ont été signés par des collectivités locales.

Le communiqué du ministère précise enfin la structure du chômage en mars (en baisse de 3 % en données brutes, voir (*le Monde* du *16 avril*). L'ancienneté moyenne des demandes d'emploi enregistrées à l'agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) est de deux cent quatre-vingt-dix-sept jours en mars contre deux cent quatre-vingt-dix en février et deux cent quatre-vingt-huit en mars 1982. Le chômage pèse plus sur les hommes (51,2 %) que sur les femmes (48,8 %), mais tend à diminuer chez les moins de vingt-cinq ans (39,5 % des chômeurs fin mars contre 40,4 % en février et 41,1 % en janvier).

### LE PLAN DE RIGUEUR CONTINUE DE SUSCITER DES PROTESTATIONS SYNDICALES

Loin de mettre un frein aux critiques des organisations syndicales, le plan de rigueur gouvernemental du *25 mars, malgré les correctifs apportés* au projet initial, continue de susciter de nombreuses manifestations de mécontentement. Toutefois, les centrales ouvrières cantonnent leurs réactions à des campagnes d'explications, à l'envoi de motions et de pétitions, et au pire à de courts débrayages, dans le cadre de journées d'action.

Plusieurs fédérations cégétistes ont déjà décidé des journées d'action : le 21 avril dans la métallurgie (pour la défense du pouvoir d'achat), le 28 aux P.T.T., le 29 chez les sapeurs-pompiers, les 5 et 6 mai dans les services communaux, du 4 au 18 mai dans les transports. La C.F.D.T. organise de son côté une semaine de débats et d'« initiatives » du 25 au 29 avril tandis que la C.F.T.C. lance une quinzaine d'action à partir du 1er mai. Quant à F.O., elle attend la réunion de sa commission exécutive, le 25 avril, pour décider d'une éventuelle action.

### M. KRASUCKI PRONE L'UNITÉ SYNDICALE

A l'occasion du quarantième anniversaire des accords du Perreux — qui avaient entériné en 1943 la réunification de la C.G.T., — M. Henri Krasucki, secrétaire général de cette centrale, a lancé, en fin de semaine, un appel à l'unité syndicale. *« La C.G.T.*, a-t-il dit *ne néglige pas et ne négligera aucune occasion de permettre, sans masquer la vérité, de rassembler les forces des travailleurs pour qu'elles s'expriment puissamment et dans la plus large unité d'action. »*

Faisant allusion aux accords conclus avec la C.F.D.T. et la FEN pour un 1er mai unitaire, M. Krasucki a souhaité que les manifestations qui auront lieu à cette occasion soient *« une démonstration forte de la volonté des travailleurs de défendre leurs revendications et de faire avancer positivement les réformes engagées »*. Le secrétaire général de la C.G.T. a estimé toutefois qu'aujourd'hui *« la perspective de l'unification syndicale nécessite davantage de bases communes durables qu'en d'autres temps, mais non pas d'identité de vue sur tout »*, ajoutant : *« C'est le mouvement réel de la lutte qui dégagera ces possibilités. »*

### La suppression de la garantie de ressources licenciement

### UNE SOURCE D'INÉGALITÉS

La C.G.C. a vivement protesté *contre le projet de loi — adopté* mercredi 13 avril par le conseil des ministres, — qui supprime la garantie de ressources licenciement. Après les textes législatifs et contractuels qui ont mis en place la retraite à soixante ans et *supprimé de fait* la garantie de ressources en cas de démission, *restait encore en vigueur* la garantie de ressources liée aux licenciements mise en place par les partenaires sociaux et légalisée en 1979. Pour supprimer cette mesure, une loi était nécessaire.

Est-ce une *« régression »*, un scandale, comme l'affirme la C.G.C. ? Logiquement, la garantie de ressources licenciement, qui accordait 70 % du dernier salaire après soixante ans, devait disparaître puisque est instituée la retraite à soixante ans. Deux problèmes restent cependant *posés. Tout d'abord*, celui des salariés qui, atteignant soixante ans, veulent poursuivre leur activité mais sont licenciés. Comment faire respecter le droit au travail s'il est bien exact que le droit à la retraite n'est pas une obligation ? Réponse devrait être fournie par la voie contractuelle, *et* des négociations devraient s'ouvrir prochainement.

Se pose ensuite le cas des salariés âgés qui n'ont pas 37,5 années de cotisations et qui, au-delà de soixante ans, sont au chômage. Selon le projet de loi, ces personnes ne recevront qu'une allocation chômage dite de base, égale seulement à 42 % de leur salaire plus 34,05 F par jour. Il y a là une inégalité traumatisante. Ceux qui ont démissionné à temps, par le biais des contrats de solidarité, recevront 70 % jusqu'à soixante-cinq ans, tandis que les « actifs » — ceux qui veulent le rester, mais sont victimes du chômage, seront pénalisés.

JEAN-PIERRE DUMONT.

## ÉNERGIE

### Quatre pays producteurs réunis à Londres

### L'OPEP A REUSSI A STABILISER LE MARCHÉ PETROLIER

Le comité mis en place par l'OPEP pour surveiller l'évolution du marché pétrolier et l'application par les pays membres des décisions de l'Organisation se réunit le *18 avril à Londres. Alors que* le pétrole qui sert de référence à la structure des prix de l'OPEP — l'arabe léger saoudien — a atteint sur le marché libre une quasi-parité avec son cours officiel, les quatre ministres qui composent le comité, — Emirats arabes unis, Venezuela, Algérie et Indonésie — se réjouiront sans doute de la stabilisation du marché. Certains pays (Algérie, Koweït, Indonésie, Irak) *se disent* d'ores et déjà favorables à un relèvement des prix d'un dollar par baril avant la fin de l'année. Ce qui est sans doute prématuré.

L'OPEP profitera aussi de cette réunion pour renforcer les conversations avec le ministre britannique de l'énergie, M. Nigel Lawson. La Grande-Bretagne ne semble pas très à l'aise entre ses déclarations sur la nécessité de laisser jouer les lois de l'offre et de la demande pétrolière et les révélations du ministre des Emirats, M. Al Oteiba, selon lequel Londres s'est engagé à ne pas dépasser la production de 2,3 millions de barils par jour en 1983. — *(AFP, Reuter).*

# AFFAIRES

## ARME EFFICACE DU COMMERCE INTERNATIONAL

# Les normes sont bien mal utilisées par les Français

**Comment ralentir le flot des importations ? Pour redresser le déficit du commerce extérieur, le gouvernement a mis en place un plan de rigueur dont les mesures sont toutes d'ordre macro-économique. Mais il *réfléchit également à des dispositifs plus* « techniques ».**

**C'est le cas pour la normalisation, où un projet *de loi est à l'étude. Les Allemands savent l'utiliser de* façon habile et discrète. En France, les comportements individualistes des industriels et les incohérences administratives rendent son utilisation difficile.**

L'histoire remonte à 1979. Les constructeurs français de chariots de manutention s'insurgent à cette époque auprès des pouvoirs publics contre la fermeture du marché allemand. Cela fait plusieurs années que la normalisation adoptée subtilement outre-Rhin bloque leurs exportations sous couvert de sécurité. Inversement, les constructeurs de R.F.A. pénètrent facilement sur l'Hexagone. Les importations croissent de façon apparemment irrésistible. *« Tout un pan de l'industrie hexagonale se délite »*, expliquent les professionnels français. Une tentative d'établir des normes communes au niveau de la C.E.E. traîne en longueur sans aboutir depuis des années. Il faut faire autre chose.

Les pouvoirs publics sortent alors de leur immobilisme. Pour sauver les Français du naufrage, ils décident d'établir une nouvelle normalisation à l'image de l'Allemagne. Le ministère de l'industrie de l'époque se veut moins naïf que ses prédécesseurs et ne craint pas d'apparaître « protectionniste », malgré les convictions libérales du gouvernement Barre. Les professionnels acceptent.

*Le « coup » est ensuite vite joué.* L'Afnor (Association française de normalisation) est chargée du dossier. Réunions express, procédures accélérées, en quelques semaines la normalisation nouvelle qui impose une certification (le label N.F.) est publiée au *Journal officiel*. Les pédales, à droite sur les chariots allemands, devront être placées... à gauche. Les batteries de 50 volts devront être... de 60 volts, etc. Des *« trucs » qui, sous prétexte* de sécurité, ont pour seul objet de bloquer immédiatement les importations. Cette norme est, bien entendu, rendue obligatoire (ce qui est assez exceptionnel, puisque 2 % seulement des douze mille normes françaises le sont). L'idée est de négocier ensuite « donnant-donnant » avec les Allemands : *qu'ils ouvrent leur marché*, et la France assouplira sa nouvelle réglementation.

Devant cette offensive trop clairement affichée, les Allemands sont discrets. *Mais ils lancent les Anglais* et les Italiens « à l'attaque » dans les commissions à Bruxelles, après leur avoir expliqué... que la mesure française les concerne eux. Opération réussie : une plainte est déposée en faisant valoir un vice de forme dans *la procédure française. Le vice* existe bel et bien : l'enquête publique nécessaire en cas de normes obligatoires avait été trop rapide.

Surtout, les Allemands contactent les lobbies divers qui, en France, ne vont pas manquer. Les importateurs, la Fédération européenne de la manutention – organisme de « bonne entente » de la profession à l'échelle du Vieux Continent – et même le numéro un français, Fenwick, qui importe une partie croissante de ses chariots (de Finlande, en particulier), sont peu à peu « troublés ». Les réparateurs de chariots montent à leur tour au créneau, ce qui permettra aux autorités françaises de découvrir, à l'occasion, que tout un marché souterrain s'était créé dans des conditions obscures.

Un an après, à la fin 1980 – c'est-à-dire dans un délai exceptionnellement court, – le Conseil d'État français casse la nouvelle réglementation. Toutes les normes nouvelles sont annulées. Sous un prétexte qui n'est pas sans signification : le ministère de l'industrie aurait, *établissant ces normes, fait un* abus de pouvoir. Il a pourtant la tutelle de l'Afnor. Qu'à cela ne tienne, pense-t-il, plutôt pragmatique, le barrage a fonctionné un an, recommençons.

C'est ici que l'histoire prend tout son sel. Car les professionnels, recontactés par les pouvoirs publics, refusent ! Pourquoi ? Leur réponse est évasive...

### Naïveté

Est-ce par remords vis-à-vis de leur convictions libérales ? Est-ce la *réticence et le scepticisme des industriels* français vis-à-vis des normes que beaucoup interprètent comme des contraintes ? C'est le cas, en particulier, lorsque le label NF entre en jeu et qu'il impose des vérifications de fonctionnaires dans les *usines de fabrication. Ou bien est-ce* le résultat des groupes de pression ? En tout cas le bilan est amer. Les chariots allemands ont repris leur percée. Ils n'ont en définitive été bloqués que peu de temps. Car le comble est que les constructeurs *français réticents n'ont joué le jeu* qu'avec lenteur. Certains mêmes, dit-on, n'avaient pas adopté les nouvelles normes, alors qu'en revanche les Allemands l'avaient fait ! De même que les constructeurs japonais, qui, à cette époque, pointaient le nez.

Le Laboratoire national d'essais (L.N.E.) avait en effet, et avec diligence, distribué à tous les constructeurs qui le damandaient, y compris *les étrangers, les certificats du label* NF. Le L.N.E. n'avait reçu aucune directive pour faire traîner certains dossiers... Les industriels n'ont pas le monopole de l'incohérence. Pis : les Allemands et les Japonais ont tiré argument du fait qu'ils étaient conformes aux règles de sécurité françaises dans leur conquête des marchés d'Afrique francophone, chasse de plus en plus mal gardée des Français.

En avril 1983, *il n'y a toujours pas* de normes pour les chariots de manutention. Fenwick est aux abois et cherche un repreneur (seuls des groupes étrangers américain et bulgare sont candidats), posant un insoluble problème au ministère de la recherche *et de l'industrie. L'histoire* des chariots de manutention s'arrête là, sans avoir de fin...

Que conclure de cet exemple, qui n'est malheureusement pas isolé ? Déplorer la double naïveté des pouvoirs publics, celle d'être peu protec*tionnistes et celle de le clamer* quand ils veulent l'être un peu ? Regretter l'incohérence des industriels et des administrations ? Sans doute. Les comportements des uns et des autres n'apparaissent ni conscients ni organisés lorsqu'il s'agit de causes *un tant soit peu collectives.*

En tout cas, le débat sur le protectionnisme, récemment revenu sur la place publique en France à l'occasion du réajustement monétaire et de l'éventuelle sortie du S.M.E., mériterait d'être approfondi à la lumière *du réalisme allemand plutôt* que de s'envoler dans la théorie économique. Les Allemands, réputés « libéraux », ont une normalisation et ils savent s'en servir sans crier au loup. Le président de la République française vient à juste titre de faire remarquer *au cours de son voyage* en Suisse que les plus protectionnistes ne sont pas ceux qu'on croit.

La normalisation française est mal appliquée. Certains industriels *adoptent volontiers les normes dans* la construction électrique ou le B.T.P., mais elles restent lettre morte dans beaucoup de secteurs. La norme, en particulier dans les P.M.E., est vécue comme une contrainte, alors qu'elle peut être *tout le contraire. Elevant la sécurité* des travailleurs, renforçant la compétitivité des entreprises, rassurant le consommateur, dès lors qu'elle est concertée puis diffusée et connue, la normalisation est un outil économique qui peut être efficace.

*Reste que la normalisation* est surtout une arme offensive. Les normes peuvent valoriser la technologie française et contribuer à la conquête de marchés extérieurs. Les Allemands de l'Ouest, ici encore, en ont fait la démonstration. Les normes *DIN sont internationalement* réputées alors qu'elles ne sont guère meilleures techniquement que les françaises. Simplement, tout le monde les applique et les respecte outre-Rhin, ce qui les valorise à l'intérieur et à l'étranger.

Les éboueurs ouest-allemands ont fait récemment grève en refusant de ramasser des poubelles d'origine française. Pourquoi ? Elles n'ont toujours pas pu obtenir les normes DIN...

ERIC LE BOUCHER.

### Textile

## LA SOCIÉTÉ MAVEST CHERCHE A ASSURER SA SURVIE

*(De notre correspondant)*

Roanne. – Mavest S.A., spécialisée dans la confection masculine, devra définitivement mettre la clé sous le paillasson et ses salariés au chômage si aucune solution salvatrice n'intervient avant la mi-mai.

Depuis le dépôt de bilan et la mise en règlement judiciaire avec poursuite d'activité, intervenue le 29 juin 1979, la firme continuait à tourner avec quelque trois cents salariés à Roanne et deux cent cinquante à Ambazac (Haute-Vienne).

Depuis quatre ans, par *filiales interposées*, c'était le groupe financier suisse Jassica qui maintenait Mavest en vie. Le 13 avril dernier, la Ficotex, filiale de Jassica, le SIRI et l'administrateur provisoire n'ayant vraisemblablement pu trouver de solution permettant la résorption du passif – de l'ordre de 45 millions de francs – le tribunal de commerce de Roanne a prononcé la liquidation des biens avec sursis d'exécution d'un mois pour permettre d'honorer les commandes en cours, sursis que les syndicats comptent utiliser pour mettre sur pied un type de plate-forme de survie, peut-être sous forme d'une société à participation ouvrière. Pourquoi pas ?

## LA SOCIÉTÉ JACQUARD LICENCIERAIT LA TOTALITÉ DE SON PERSONNEL

La société Jacquard, dont le siège social est situé à Châtenoy-le-Royal (Saône-et-Loire), devrait, selon la C.G.T., licencier la totalité de son personnel, soit 696 personnes. L'annonce en aurait été faite vendredi 15 avril au comité d'établissement. Trois cent quarante-huit salariés dans l'unité de Montchanin, 16 dans celle de Saint-Vallier et 332 au siège de Châtenoy sont concernés par ce licenciement. Le directeur de la société, M. Mathe, avait reçu jeudi du tribunal de commerce de Chalon-sur-Saône *l'injonction de cesser ses* fonctions le jour même.

La société Jacquard, spécialisée dans les articles de confection à bas prix, employait 1 800 personnes en 1978. Après un premier dépôt de bilan, ses effectifs étaient ramenés à 1 200 personnes, puis un nouveau plan de restructuration en 1980 se soldait par plus de 400 licenciements. En décembre 1982, la Société nouvelle Jacquard, contrôlée par un holding genevoix, la société Investrade, était mise à son tour en règlement judiciaire. Les pertes de 1982 s'élèveraient à 10 millions de francs.

## EXXON DEMEURE LA PREMIÈRE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

La revue *Fortune* publie, comme chaque année, le classement des cinq cents premières sociétés américaines en fonction des chiffres d'affaires réalisés en 1982. Par rapport à 1981, ce classement traduit les effets de la récession du marché pétrolier, Mobil perdant sa deuxième place au profit de General Motors et Standard Oil of California rétrogradant de la *cinquième à la septième* place.

Le classement est le suivant :

1er Exxon, 97,2 milliards de dollars (1er en 1981) ;

2e General Motors, 60 milliards (3e) ;

3e Mobil Oil, 59,9 milliards (2e) ;

4e Texaco, 47 milliards (4e) ;

5e Ford, 37,1 milliards (6e) ;

6e I.B.M., 34,3 milliards (7e) ;

7e Standard Oil of California, 34,3 milliards (5e) ;

8e Dupont, 33,3 milliards (12e) ;

9e Gulf Oil, 28,4 milliards (9e) ;

10e Standard Oil of Indiana, 28,1 milliards (7e).

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## ROBECO

Grâce à la tendance positive de la *quasi-totalité* des Bourses, pendant le premier trimestre de 1983, l'action Robeco a *enregistré* une hausse de 11,8 %, atteignant FF 893 (Fl 279) à la fin du mois de mars. La régression de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt ainsi *que des premiers signes d'un redressement conjoncturel aux Etats-Unis ont constitué les principales sources* de l'optimisme des investisseurs.

Le fort accroissement de la demande d'actions a non seulement provoqué une hausse des cours, mais il a aussi bénéficié amplement aux ratios cours/bénéfice. C'est surtout la forte hausse des Bourses européennes, dont celle d'Amsterdam, qui a été frappante.

Pendant le trimestre écoulé, par solde, Robeco a été vendeur de titres américains et canadiens, principalement dans les secteurs du métal et du pétrole où elle a cédé U.S. Steel, Stelco, Gulf Oil et El Paso, par exemple. Les acquisitions les plus importantes ont eu lieu en Allemagne fédérale où elle a acheté entre autres des actions Bayer et VEBA. En Extrême-Orient, elle s'est également *portée acheteur plutôt que vendeur*, acquérant des actions Sumitomo Electric Industries au Japon, et China Light & Power à Hong-Kong.

*La force étonnante du dollar U.S.* a incité la société à renforcer la couverture contre les risques de change ; la quasi-totalité des placements dans la devise américaine est actuellement couverte contre des florins.

Les actifs nets au 31 mars 1983 s'élevaient à FF 15 537,3 millions (correspondant à Fl 5 842,8 millions), et leur répartition se présentait comme suit :

| | 31/3/1983 | 31/12/1982 |
|---|---|---|
| France | 0,99 | 1,05 |
| Pays-Bas (*multinationales*) | 14,31 | 13,69 |
| Pays-Bas (nationales) | 7,54 | 7,00 |
| Reste Europe | 10,23 | 9,40 |
| Amérique du Nord | 41,35 | 42,15 |
| Japon | 12,51 | 13,83 |
| Australie | 2,35 | 2,64 |
| Autres pays | 1,45 | 1,11 |
| Autres actifs | 9,27 | 9,13 |
| | 100,00 % | 100,00 % |

Robeco N.V., Heer Bokelweg 133, 3032 AD Rotterdam.

### Compagnie d'investissements français immobiliers
## COGIFI

Le conseil d'administration de COGIFI, *société immobilière d'investissement*, s'est réuni le 13 avril 1983 afin *d'arrêter les comptes de l'exercice* clos le 31 décembre 1982.

Les recettes locatives de l'exercice 1982 se sont élevées à 72 887 000 F contre 67 020 000 F, en progression de 8,75 % par rapport à celles de l'exercice précédent. Le taux d'occupation sur l'ensemble de l'année est resté proche de 100 %. Après dotation de 8 432 000 F aux amortissements et provisions contre 8 038 000 F, le résultat d'exploitation, en raison notamment d'un effort de compression des frais de gestion, s'établit *à 57 625 000 F, en progression de* 10,5 % sur celui de l'exercice 1981.

La société a, d'autre part, réalisé sur la vente d'éléments d'actif une plus-value nette à long terme de 1 378 000 F contre 4 472 000 F en 1981. Compte tenu de cette plus-value et des pertes et profits sur exercices antérieurs, le bénéfice net est passé de 56 411 000 F en 1981 à 59 838 000 F en 1982.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée *générale ordinaire fixée* au 8 juin 1983 la distribution d'un dividende de 18 F par action contre 16,50 F l'année précédente.



### GROUPE EMPAIN-SCHNEIDER
## CREUSOT-LOIRE

### Résultats 1982

Le conseil d'administration, réuni le 12 avril, a arrêté les comptes et le bilan de la société pour l'exercice 1982.

Le résultat net est une perte de 465 millions de francs. En 1981, l'exercice s'était soldé par un bénéfice de 41 millions de francs.

*Le compte d'exploitation fait apparaître* un bénéfice de 187 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 6,6 millions de francs. Ce chiffre d'affaires est en augmentation de 5,1 % sur celui de 1981, l'activité des divisions mécaniques ayant progressé d'environ 15 % et celle des divisions métallurgiques diminué de 9 %. L'annuité d'amortissements, limitée comme les années précédentes aux amortissements linéaires, est de 156 millions de francs.

Le bénéfice d'exploitation est en diminution sur celui de 1981, qui était de 360 millions de francs. Les résultats des divisions mécaniques ont progressé par rapport à ceux de l'année précédente. En revanche, des pertes ont été enregistrées par les divisions métallurgiques. En outre, le compte d'exploitation est affecté par les charges qui ont encore résulté en 1982 de l'arrêt, à la fin de 1981, des fabrications de produits longs sidérurgiques au Creusot.

Enfin, le bénéfice d'exploitation comprend, comme l'an dernier, la part de 70 % revenant directement à Creusot-Loire, des résultats de Framatome, qui sont en baisse sensible par rapport à ceux de 1981, du fait du report de certaines livraisons de chaudières nucléaires.

Le compte de pertes et profits enregistre, en 1982, des mouvements très importants dont l'incidence négative sur les résultats est de 652 millions de francs.

Il s'agit, pour l'essentiel, de la prise en compte, au niveau de Creusot-Loire société mère, des lourdes pertes subies en 1982 par les filiales sidérurgiques, IMPHY S.A., en France, et PHOENIX STEEL, aux États-Unis, qui ont *rendu nécessaires des dépréciations*, provisions ou abandons de créances pour *410 millions de francs. S'y ajoutent*, notamment, le coût de la réduction des effectifs de Creusot-Loire pour environ 55 millions de francs, ainsi que la constitution de provisions destinées à couvrir les risques financiers relatifs à certaines participations et l'ajustement des provisions pour risques techniques et commerciaux.

Les comptes consolidés du groupe Creusot-Loire pour 1982 ne sont pas encore définitivement arrêtés. Le chiffre d'affaires consolidé est de 17,1 milliards de francs, en diminution de près de 10 %, à structure comparable, sur celui de 1981 ; cette diminution provient de la baisse des chiffres d'affaires du nucléaire et de la métallurgie. Le résultat net consolidé, *pour la part* Creusot-Loire, devrait s'établir à un niveau de pertes *de l'ordre de 600 millions* de francs.

L'assemblée générale se réunira le 15 juin, à 10 heures, au siège social. Avant cette date, le conseil d'administration fera le point sur la situation créée par les pertes de 1982, qui excèdent le montant de l'actif net. Il étudiera les mesures propres à assurer le *redressement de la société*, et les dispositions à proposer aux actionnaires.




## SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 6 avril 1983, sous la présidence de M. Henri Parent, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982 et les résolutions qui lui étaient proposées.

Elle a ainsi décidé la mise en paiement d'un ***dividende net de 38 F, en progression de plus de 15 %*** par rapport à celui distribué l'année précédente.

*Ce* coupon est *mis* en paiement depuis le 8 avril 1983 aux guichets suivants :

– Crédit industriel et commercial ;
– Société générale ;
– Banque nationale de Paris ;
– Crédit commercial de France ;
– Crédit lyonnais ;
– Banque générale du Phénix.

**Les actionnaires auront la possibilité de réinvestir une *somme équivalente* au montant de leurs dividendes bruts pour souscrire des *actions nouvelles* en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 8 juillet 1983.**

## LOCAEXPANSION

Au cours de l'exercice 1982, la société a pris un seul engagement nouveau, de nature patrimoniale, d'un montant de 3 300 000 F, portant sur des boutiques dans le centre commercial de Toulon-La Valette.

*Le résultat de l'exercice s'établit à* 23 900 510,73 F contre 22 312 422,35 F au 31 décembre 1981.

L'assiette *distribuable* à 85 % selon la réglementation propre aux Sicomi *s'élève à 23 847 297,13 F* contre 20 114 484,93 F.

Le conseil, en sa séance du 23 mars, a décidé de proposer à l'assemblée générale la distribution d'un dividende unitaire de 17 F contre *15,73 F, soit une* augmentation de 8,07 %.

# MARCHÉS FINANCIERS

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

| ACTIF | Au 7-4-1983 |
|---|---|
| 1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER | 339 607 |
| dont : | |
| Or | 247 037 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 14 873 |
| ECU | 65 312 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 12 493 |
| 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR | 5 592 |
| dont : | |
| Concours au Trésor public | |
| 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT | 218 866 |
| dont : | |
| Effets escomptés | 85 522 |
| 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM | 69 425 |
| 5) DIVERS | 9 024 |
| Total | 642 415 |

| PASSIF | |
|---|---|
| 1) BILLETS EN CIRCULATION | 178 229 |
| 2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS | 9 421 |
| 3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC | 11 695 |
| 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS | 74 731 |
| dont : | |
| Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves | 15 145 |
| 5) ÉCU A LIVRER AU FECOM | 64 761 |
| 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR | 288 979 |
| 7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE | 2 583 |
| 8) DIVERS | 12 032 |
| Total | 642 415 |

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

| | 8 avril | 15 avril |
|---|---|---|
| Valeurs franç. à revenu variable | 973,7 | 1002,1 |
| Valeurs étrangères | 2827,7 | 3001,5 |
| **Base 100 : 29 décembre 1972** | | |
| Valeurs franç. à revenu variable | 140,5 | 144,6 |
| Valeurs étrangères | 382,5 | 406,1 |
| **Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981) | 121,3 | 124,9 |
| Pétroles-Énergie | 96,3 | 102,7 |
| Métallurgie | 78,7 | 81,4 |
| Chimie | 124 | 123,9 |
| Bâtim., mat. constr., trav. publics | 112,1 | 115,3 |
| Constructions mécaniques | 105 | 109,6 |
| Matériel électrique | 149,5 | 154,7 |
| Automobile et accessoires | 115 | 116,4 |
| Industr. de consom. non alim. | 151,3 | 157,9 |
| Agro-alimentaire | 144,8 | 148,5 |
| Distribution | 91,7 | 94,5 |
| Transports | 124,3 | 127,1 |
| Services | 135,7 | 142 |
| Assurances | 98,7 | 98,4 |
| Banques | 146,4 | 149 |
| Immobilier et foncier | 122,3 | 128,3 |
| Investissement et portefeuille | 127,8 | 131,3 |
| **Base 100 : 26 décembre 1980** | | |
| Valeurs françaises à revenu fixe (*) | 101,8 | 101,8 |
| Emprunts d'État (*) | 103,3 | 102,8 |
| Emprunts garantis et assimilés (*) | 101,5 | 101,6 |
| Sociétés (*) | 101,3 | 101,6 |
| **Base 100 : 31 décembre 1972** | | |
| Emprunts garantis et assimilés (*) | 98,2 | 99,3 |
| Sociétés (*) | 98,3 | 98,6 |
| **COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE** | | |
| **Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 118,8 | 120,2 |
| Produits de base | 98,1 | 102,1 |
| Construction | 108,7 | 111,6 |
| Biens d'équipement | 115,3 | 118,7 |
| Biens de consom. durables | 128,8 | 132,6 |
| Biens de consom. non durables | 148,9 | 152,6 |
| Biens de consom. alimentaires | 142,7 | 144,5 |
| Services | 104,3 | 108 |
| Sociétés financières | 132,1 | 135,4 |
| Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger | 97,7 | 99,4 |
| Valeurs industrielles | 118 | 121,4 |
| **BOURSES RÉGIONALES** | | |
| **Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 104,4 | 106,7 |

(*) Indices provisoires.

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**HACHETTE.** – Les résultats de l'exercice 1982 traduisent le net redressement de l'entreprise. Pour ce qui est du résultat d'exploitation, il a atteint 83,8 millions de francs l'année dernière, tandis que le résultat net s'établissait à 103,5 millions de francs contre une perte de 109,4 millions de francs pour le précédent exercice. Le résultat consolidé (part du groupe) n'est pas encore déterminé de manière définitive, mais il devrait être de l'ordre de 140 millions de francs (contre une perte de 15 millions en 1981), précise la société Hachette. Le résultat consolidé, après plus ou moins-values, sera de l'ordre de 240 millions de francs. Le conseil, présidé par M. Jean-Luc Lagardère, a décidé de proposer aux actionnaires la distribution d'un dividende de 11 F par action contre 2,50 F en 1981.

**NESTLÉ.** – La première multinationale suisse a réalisé, en 1982, un bénéfice net voisin de 1,1 milliard de francs suisses (3,95 milliards de francs français), en hausse de 14 % par rapport à 1981.

Selon le communiqué de la firme, le chiffre d'affaires a, en revanche, quasiment stagné : 27,66 milliards de francs suisses contre 27,73 milliards en 1981.

La rentabilité s'est donc sensiblement accrue, le bénéfice net consolidé représentant 4 % des ventes. Cette évolution est due à plusieurs facteurs, dont notamment la fermeture ou la cession d'usines non rentables (Libby's aux États-Unis) et à la baisse des taux d'intérêt, qui ont diminué les coûts de financement.

La société holding Nestlé S.A. a clos ses comptes avec un bénéfice net de 374,8 millions de francs suisses contre 300 millions en 1981. Le conseil propose de porter le dividende par action à 96 F.S. (85 F.S. en 1981).

### INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

| | 14 avril | 15 avril |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 122,1 | |
| Valeurs étrangères | 123,7 | |

### Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

| | 14 avril | 15 avril |
|---|---|---|
| Indice général | 119,9 | 120,2 |

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 18 avril ........ 12 5/8 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 15 avril | 18 avril |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 237,70 | 237,85 |

# BOURSE DE PARIS — Comptant — 15 AVRIL

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| 3 % | 28 | 1 619 |
| 5 % | 36 80 | 1 014 |
| 3 % amort. 45-54 | 71 | 2 121 |
| 4 1/4 % 1963 | 103 10 | 2 564 |
| Emp. N. Éq. 6 % 67 | 115 | 5 244 |
| Emp. 7 % 1973 | 8380 | .. |
| Emp. 8,80 % 77 | 105 70 | 7 908 |
| 9,80 % 78/93 | 87 90 | 7 484 |
| 8,80 % 78/86 | 86 50 | 3 014 |
| 10,80 % 79/94 | 89 35 | 6 628 |
| 13,25 % 80/90 | 98 65 | 11 508 |
| 13,80 % 80/87 | 100 20 | 6 881 |
| 13,80 % 81/99 | 100 02 | 3 441 |
| 16,75 % 81/87 | 108 30 | 10 004 |
| 16,20 % 82/90 | 106 65 | 4 128 |
| 16 % juin 82 | 106 60 | 13 633 |
| E.D.F. 7,8 % 61 | 135 20 | 3 440 |
| E.D.F. 14,5 % 80-92 | 99 60 | 11 513 |
| Ch. France 3 % | 147 | .. |
| CNB Bques janv. 82 | 98 45 | 4 473 |
| CNB Paribas | 98 45 | 4 473 |
| CNB Suez | 98 46 | 4 473 |
| CNI janv. 82 | 98 45 | 4 473 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Interbail (obl. conv.) | 185 70 | 186 |
| Aciers Peugeot | 49 | 49 |
| A.G.F. (St Cent.) | 335 | 336 |
| A.G.P. Vie | 3335 | 3335 |
| Agr. Inc. Madag. | 58 | 58 |
| Air-Industrie | 15 15 | .... |
| Alfred Herlicq | 64 | 68 50 d |
| Allobroge | 385 | 400 |
| André Roudière | 38 | 39 50 |
| Applic. Hydraul. | 240 | 242 |
| Arbel | 42 50 | 42 90 |
| Artois | 301 | 303 |
| At. Ch. Loire | 26 10 | 26 45 |
| Aussedat-Rey | 13 50 | 13 10 |
| Bain C. Monaco | 83 20 | 84 80 |
| Bazanie | 401 20 | 403 |
| Banque Hypoth. Eur. | 335 | 335 |
| Blanzy-Ouest | 325 | 324 50 |
| B.N.P. Intercontin. | 84 | 87 40 |
| Bénédictine | 1080 | 1080 |
| Bon-Marché | 87 | 86 50 |
| Borie | 323 | 314 |
| Bras. Glac. Int. | 425 | 430 |
| Cambodge | 162 | 162 |
| C.A.M.E. | 107 | 108 |
| Campenon Bern. | 168 | 170 |
| Caout. Padang | 200 | 206 |
| Carbone-Lorraine | 48 | 50 d |
| Carnaud S.A. | 82 | 82 |
| Caves Roquefort | 610 | 611 |
| C.E.G.Frig. | 130 90 | 130 90 |
| Centen. Blanzy | 866 | 900 |
| Centrest (Ny) | 109 | 109 |
| Cerabati | 71 20 | 72 |
| C.F.F. Ferrailles | 115 | 116 |
| C.F.S. | 660 | 660 |
| C.G.I.B. | .... | .... |
| C.G.Maritime | 12 | 11 50 o |
| C.G.V. | 90 10 | 90 10 |
| Chambon (M.) | 310 | 310 |
| Chambourcy (M.) | 1400 | 1344 |
| Champex (Ny) | 114 | 124 |
| Chim. Gde Paroisse | 52 | 52 |
| C.I. Maritime | 316 | 318 |
| Ciments Vicat | 218 | 219 |
| Citram (B) | 132 | 132 |
| Clause | 300 | 300 |
| Cl. MA (Fr.-Bail) | 350 | 350 |
| CMM-Mar Madag. | 15 | 15 60 |
| Cochery | 53 50 | 54 10 |
| Cofradel (Ly) | 400 | 408 30 |
| Cogifi | 184 80 | 186 |
| Comindus | 322 | 320 |
| Comiphos | 155 | 155 10 |
| Comp. Lyon-Alem. | 157 20 | 159 80 |
| Concorde (La) | 254 | 258 |
| C.M.P. | 5 50 | 5 70 |
| Conte S.A. (Li) | 14 05 | 13 50 o |
| Crédit (C.F.B.) | 225 | 227 |
| Créd. Gén. Ind. | 327 60 | 327 60 |
| Crédit Univers. | 385 | 400 |
| Crédinal | 109 | 109 50 |
| C. Sabl. Seine | 115 | .... |
| Darblay S.A. | 101 50 | 108 60 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| De Dietrich | 311 | 310 |
| Degremont | 120 | 122 50 |
| Delalande S.A. | 131 | 135 |
| Delmas-Vieljeux | 510 | 491 |
| Dév. Rég. P.d.C (Li) | 119 80 | 119 70 |
| Didot-Bottin | 272 | 264 |
| Dist. Indochine | 363 | 365 |
| Drag. Trav. Pub. | 203 | 200 |
| Duc-Lamothe | 301 | 299 |
| Dunlop | 4 56 | 4 70 |
| Eaux Bass. Vichy | 995 | .... |
| Eaux Vittel | 685 | 630 c |
| Ecco | 1880 | 1880 |
| Economats Centre | 516 | 516 |
| Electro-Banque | 210 | 208 |
| Electro-Financ. | 410 | 410 |
| Elf-Antargaz | 165 50 | 154 |
| E.L.M. Leblanc | 540 | 540 |
| Entrepôts Paris | 205 | 210 |
| Epargne (B) | 1246 | .... |
| Epargne de France | 215 | 214 50 |
| Epeda-BF | 965 | 952 |
| Escaut-Meuse | 289 | 290 50 |
| Eurocom | 430 | 447 |
| Europ. Accumul. | 34 20 | 34 |
| Eternit | 214 20 | 233 90 d |
| Félix Potin | 930 | 933 |
| Ferm. Vichy (Ly) | 95 50 | .... |
| Files-Fourmies | 3 40 | 3 45 |
| Finalens | 80 | 80 |
| FIPP | 80 | 80 |
| Fnac | 230 | 230 |
| Focep (Chât. eau) | 1525 | .... |
| Foncière (Cie) | 151 | 151 |
| Fonc. Agache-W. | 70 | 68 50 |
| Fonc. Lyonnaise | 1280 | 1280 |
| Foncina | 127 | 127 |
| Forges Gueugnon | 13 | 13 |
| Forges Strasbourg | 132 | 133 50 |
| Fougerolle | 145 | 146 |
| France I.A.R.D. | 112 10 | 115 |
| France (La) | 489 | 490 |
| Frankel | 139 | .... |
| Fromageries Bel | 448 50 | 464 |
| From. P.-Renard | 190 | 189 |
| GAN | 658 | 657 |
| Gaumont | 500 | 501 |
| Gaz et Eaux | 918 | 920 |
| Gerwain | 128 50 | 128 50 |
| Gér. Arm. Hold. | 34 | 35 |
| Gerland (Ly) | 565 | 571 |
| Gévelot | 66 20 | 68 85 |
| Gr. Fin. Constr. | 162 | 152 |
| Gds Moul. Corbeil | 104 | 102 |
| Gds Moul. Paris | 240 | 240 20 |
| Groupe Victoire | 325 | 330 |
| G. Transp. Ind. | 120 | 120 10 |
| Huard-U.C.F. | 43 | 44 |
| Hutchinson | 25 60 | 26 60 d |
| Hydro-Energie | 74 | 74 |
| Hydroc. St-Denis | 58 | .... |
| Immindo S.A. | 165 | 165 |
| Imminvest | 107 90 | 108 |
| Immobail | 239 | 243 |
| Immobanque | 393 | 391 |
| Immob. Marseille | 1255 | 1275 |
| Immofice | 300 | 305 |
| Imp. G.-Lang | 3 | 3 |
| Industrielle Cie | 633 | 633 |
| Interbail (act.) | 270 | 271 |
| Jaeger | 69 95 | 69 50 |
| Kinta S.A. | 610 | 620 |
| Lafitte-Bail | 229 | 230 |
| Lambert Frères | 37 85 | 36 30 o |
| Lampes | 124 80 | 129 80 |
| La Brosse-Dupont | 61 | 63 |
| Lebon Cie | 413 | 420 |
| Lille-Bonnières | 285 | 285 |
| Locabail Immob. | 395 | 394 |
| Loca-Expansion | 145 | 146 |
| Locafinancière | 176 10 | 182 |
| Locatel | 330 | 330 |
| Lordex (Ny) | 107 | 112 d |
| Louvre | 280 | 280 |
| Luchaire S.A. | 124 10 | 129 |
| Magasins Uniprix | 63 | 64 |
| Magnant S.A. | 48 50 | 49 |
| Maritimes Part. | 97 | 98 |
| Marocaine Cie | 26 10 | 26 50 |
| Marseille Créd. | .... | .... |
| Métal Déployé | 323 | 310 o |
| M. H. | 69 20 | 69 90 |
| Mic | 230 | .... |
| Mors | 325 | 325 |
| Nadella S.A. | .... | .... |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Naval Worms | 109 | 109 90 |
| Navig. (Nat. de) | 54 70 | 55 60 |
| Nicolas | 315 | 315 50 |
| Nodet-Gougis | 70 90 | 70 95 |
| OPB Paribas | 100 | 100 |
| Optorg | 88 20 | 85 50 |
| Origny-Desvroise | 142 | 142 |
| Palais Nouveauté | 294 | 283 |
| Paris-Orléans | 100 80 | 100 |
| Part. Fin. Gest. Im. | 219 40 | 225 |
| Pathé-Cinéma | 151 | 153 |
| Pathé-Marconi | 85 | 85 60 |
| Piles Wonder | 89 50 | 90 |
| Piper-Heidsieck | 251 50 | 254 80 |
| Porcher | 187 | 185 |
| Profils Tubes Est | 7 05 | 7 |
| Prouvost ex-Lain.R. | 34 90 | 35 |
| Providence S.A. | 282 | 282 |
| Publicis | 773 | 804 |
| Raff. Souf. R. | 172 | 175 |
| Ressorts Indust. | 97 80 | 98 |
| Ricqlès-Zan | 116 | 120 60 d |
| Ripolin | 45 10 | .... |
| Rale (La) | 10 70 | .... |
| Rochefortaise S.A. | 70 10 | 70 10 |
| Rochette-Cenpa | 17 | 17 |
| Rosario (Fin.) | 93 20 | 89 50 o |
| Rougier et Fils | 48 | 46 50 |
| Rousselot S.A. | 370 | 387 |
| Sacer | 56 50 | .... |
| SAFAA | 80 | .... |
| Safic-Alcan | 167 | 171 20 |
| SAFT | 140 | 145 60 d |
| Sainrapt et Brice | .... | .... |
| Saint-Raphaël | 75 50 | 80 |
| Salins du Midi | 235 20 | 241 50 |
| Santa-Fé | 160 | 163 |
| Satam | 54 90 | 53 |
| Savoisienne (M) | 88 | .... |
| SCAC | 192 10 | 196 50 |
| Sellier-Leblanc | 194 | 200 |
| Senelle Maubeuge | 148 | 148 10 |
| S.E.P. (M) | 80 | 82 |
| Serv. Equip. Véh. | 31 50 | 32 80 |
| Sici | 50 10 | 50 10 |
| Sicotel | 185 | 185 |
| Sintra-Alcatel | 560 | 561 |
| Sinvim | 114 90 | .... |
| Siph (Plant. Hévéas) | 166 | 172 |
| Simnco | 348 | 350 |
| SMAC Acieroïd | 164 | 164 90 |
| Sofal financière | 351 | 351 80 |
| Soffo | 175 | 168 |
| Soficomi | 318 20 | 320 |
| S.O.F.I.P. (M) | 90 50 | 90 |
| Sofragi | 620 | 620 |
| Sogepal | 225 | 226 |
| Soudure Autog. | 119 90 | 118 90 |
| S.P.E.G. | 86 | 85 |
| Speichim | 188 90 | 188 90 |
| S.P.I. | 150 20 | 150 90 |
| Spie Batignolles | 155 20 | 156 |
| Stemi | 261 | 251 |
| Synthelabo | 229 | 230 |
| Taittinger | 450 | 450 |
| Testut-Aequitas | 58 70 | .... |
| Thann et Mulh. | 52 40 | 52 70 |
| Tissmétal | 30 | 30 30 |
| Tour Eiffel | 310 | 310 |
| Trailor S.A. | 200 | 200 |
| Ufiner S.M.D. | 105 | 104 50 |
| Ugimo | 157 50 | .... |
| Unibail | 440 | 423 |
| Unidel | 85 10 | 86 20 |
| U.A.P. | 552 | 564 |
| Union Brasseries | 36 | 38 |
| Union Habit. | 200 | 205 |
| Un. Imm. France | 208 | 207 |
| Un. Ind. Crédit | 331 | 334 |
| Unipol | .... | .... |
| Vincey Bourget (Ny) | 10 65 | .... |
| Virax | 45 | 46 |
| Waterman S.A. | 180 | 180 |
| Brass. du Maroc | 137 | .... |
| Brass. Ouest-Afr. | 26 70 | 26 60 |

### Étrangères

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.E.G. | 190 | .... |
| Akzo | 184 | 185 |
| Alcan Alum. | 274 90 | 274 90 |
| Algemeine Bank | 1201 | 1203 |
| Am. Petrofina | 475 | .... |
| Arbed | 190 | .... |
| Asturienne Mines | 52 | .... |
| Banco Central | 98 | 98 |
| Bco Pop Espanol | 83 | 83 |
| B. N. Mexique | 7 25 | .... |
| B. Régl. Internat. | 39000 | 39000 |
| Barlow Rand | 98 | .... |
| Bell Canada | 178 90 | 178 c |
| Blyvoor | 145 20 | .... |
| Bowater | 25 | 25 20 |
| British Petroleum | 50 30 | 51 |
| Br. Lambert | 300 | 300 10 |
| Caland Holdings | 101 50 | 100 20 |
| Canadian-Pacific | 316 | 330 |
| Cockerill-Ougre | .... | .... |
| Cominco | 324 | .... |
| Commerzbank | 562 | .... |
| Courtaulds | 12 | 12 10 |
| Dart. and Kraft | 670 | 670 |
| De Beers (port.) | 62 90 | .... |
| Dow Chemical | 282 | 281 |
| Dresdner Bank | 630 | 615 |
| Femmes d'Auj. | 79 | .... |
| Finoutremer | 200 | 200 |
| Finsider | 0 38 | 0 38 |
| Fosecc | 19 | .... |
| Gén. Belgique | 284 40 | 283 |
| Gevaert | 380 | 377 |
| Glaxo | 120 | 130 |
| Goodyear | 277 | .... |
| Grace and Co | 380 | 370 |
| Grand Metropolitan | 49 80 | 50 |
| Gulf Oil Canada | 108 | 110 10 |
| Hartebeest | 732 | 750 |
| Honeywell Inc. | 801 | 830 |
| Hoogovens | 87 | .... |
| I. C. Industries | 358 | 371 |
| Int. Min. Chem | 330 | .... |
| Johannesburg | 1050 | 1048 |
| Kubota | 11 50 | 11 45 |
| Latonia | 230 30 | 233 |
| Mannesmann | 802 | .... |
| Marks-Spencer | 31 50 | 31 95 |
| Midland Bank Ltd | 47 50 | 49 50 |
| Minerai-Ressourc. | 100 20 | 110 50 |
| Nat. Nederlanden | 495 | .... |
| Noranda | 165 10 | 174 |
| Olivetti | 15 | 15 |
| Pakhoed Holding | 176 | 183 |
| Petrofina Canada | 950 | .... |
| Pfizer Inc. | 733 | 706 |
| Phoenix Assuranc. | 36 30 | 39 d |
| Pirelli | 9 80 | 9 60 |
| Procter Gamble | 548 | 556 |
| Ricoh Cy Ltd | 28 30 | 28 30 |
| Rolinco | 887 | 899 |
| Robeco | 915 | 923 |
| Shell fr. (port.) | 68 50 | .... |
| S.K.F. Aktiebolag | 182 | 185 |
| Sperry Rand | 320 | 311 |
| Steel Cy of Can. | 174 | .... |
| Stilfontain | 163 | .... |
| Sud. Allumettes | 235 | .... |
| Tenneco | 329 | 335 |
| Thorn EMI | 58 | 61 |
| Thyssen c. 1 000 | 273 | .... |
| Toray indust. inc | 14 35 | 14 50 |
| Vieille Montagne | 700 | 700 |
| Wagons-Lits | 357 | 360 |
| West Rand | 89 | 88 |

### SECOND MARCHÉ

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.G.P.-R.D. | 715 | 720 |
| Far East Hotels | 1 38 | 1 36 |
| Merlin Immobilier | 1670 | 1690 |
| Métallurg. Minière | 148 10 | 146 |
| M.M.B. | 290 | 300 |
| Novotel S.I.E.H. | 1140 | 1150 |
| Sarakreek N.V. | 285 | 286 |
| Sodexho | 2005 | 2010 |
| Sofibus | 221 | 220 |
| Rodamco | 408 | 415 |

### Hors-cote

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Alsar | 175 50 | 172 50 |
| Cellulose du Pin | 14 | 15 |
| Coparex | 320 | 320 |
| F.B.M. (Li) | 70 | 3 50 o |
| Iena Industries | 13 | .... |
| La Mure | 61 | .... |
| Océanic | 9 60 | .... |
| Petrofigaz | 379 | .... |
| Promotia | 136 20 | 146 d |
| Ratier Forest G.S.P. | .... | .... |
| Rorento N.V. | 614 | 618 |
| Sabl. Morillon Corv. | 120 | 120 d |
| S.K.F. (Applic. méc.) | 60 | 60 |
| S.P.R. | 109 | .... |
| Total C.F.N. | 69 30 | .... |
| Ufinex | 225 20 | .... |
| Voyer S.A. | 1 35 | .... |

### SICAV

| 15/4 | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| Actions France | 172 94 | 165 10 |
| Actions-Investiss. | 233 28 | 222 70 |
| Actions sélectives | 256 97 | 244 27 |
| Aedificandi | 287 80 | 274 56 |
| A.G.F. 5000 | 217 44 | 207 58 |
| Agfimo | 322 40 | 307 78 |
| Altafi | 202 48 | 193 30 |
| A.L.T.O. | 169 32 | 161 64 |
| Amérique Gestion | 470 54 | 449 20 |
| Bourse-Investiss. | 228 07 | 217 73 |
| Capital Plus | 1135 16 | 1135 16 |
| C.I.P. | 742 97 | 709 28 |
| Convertimmo | 252 22 | 240 78 |
| Cortexa | 855 45 | 816 66 |
| Credinter | 322 39 | 307 77 |
| Croiss. Immobil. | 294 37 | 281 02 |
| Démêter | 57965 24 | 57781 86 |
| Drouot-France | 229 96 | 219 53 |
| Drouot-Investiss. | 570 09 | 544 21 |
| Drouot-Sécurité | 175 88 | 167 89 |
| Energie | 212 71 | 203 06 |
| Epercourt Sicav | 5562 21 | 5534 54 |
| Epargne Associations | 21447 05 | 21404 24 |
| Epargne-Croiss. | 1192 91 | 1138 82 |
| Epargne-Industr. | 392 27 | 374 48 |
| Epargne-Inter | 556 93 | 531 68 |
| Epargne-Oblig. | 157 69 | 150 54 |
| Epargne-Unie | 728 12 | 695 10 |
| Epargne-Valeur | 288 22 | 275 15 |
| Eurosic | 7409 42 | 7073 43 |
| Euro-Croissance | 314 27 | 300 02 ◆ |
| Financière Privée | 705 71 | 673 71 ◆ |
| Foncier Investiss. | 561 49 | 536 03 |
| France-Garantie | 249 34 | 244 45 |
| France-Investiss. | 352 98 | 336 98 |
| Fr.-Obl. (nouv.) | 356 20 | 340 05 |
| Francic | 208 78 | 199 31 |
| Fructidor | 211 88 | 202 25 |
| Fructifrance | 349 58 | 333 73 |
| Fructivar | 53766 71 | 53622 65 |
| Gestion Mobilière | 491 20 | 468 93 |
| Gest. Rendement | 433 67 | 414 |
| Gest. Sél. France | 303 23 | 289 48 |
| Haussmann Oblig. | 1133 97 | 1082 65 |
| I.M.S.I. | 301 51 | 287 84 |
| Indo-Suez Valeurs | 548 03 | 523 18 |
| Ind. française | 11287 45 | 11287 45 |
| Interoblig. | 9416 59 | 8989 58 |
| Intersélect France | 222 65 | 212 55 |
| Intervaleurs Indust. | 334 89 | 319 70 |
| Invest. Obligataire | 11186 40 | 11164 07 |
| Invest. St-Honoré | 577 30 | 551 12 |
| Laffitte-crt-terme | 108571 60 | 108571 60 |
| Laffitte-Expansion | 546 73 | 521 94 |
| Laffitte-France | 168 80 | 161 13 |
| Laffitte-Oblig. | 143 31 | 136 81 |
| Laffitte-Rend. | 193 89 | 185 10 |
| Laffitte-Tokyo | 663 53 | 633 44 |
| Livret portefeuille | 396 01 | 378 05 |
| Mondial Investiss. | 279 99 | 267 29 |
| Monecic | 57409 73 | 57409 73 |
| Multi-Obligations | 405 84 | 387 44 |
| Natio.-Associations | 20490 19 | 20449 29 |
| Natio.-Epargne | 12189 78 | 12069 07 |
| Natio.-Inter. | 796 59 | 760 47 c |
| Natio.-Placements | 110724 46 | 110724 46 |
| Natio.-Valeurs | 417 73 | 398 79 |
| Oblisem | 143 70 | 137 18 |
| Pacifique St-Honoré | 339 44 | 324 05 |
| Paribas Epargne | 10651 20 | 10618 73 |
| Paribas Gestion | 461 71 | 440 77 |
| Patrimoine-Retraite | ..... | ..... |
| Phénix Placements | 210 94 | 209 89 |
| Pierre Investiss. | 364 92 | 348 09 |
| Province Investiss. | 232 11 | 221 58 |
| Rendem. St-Honoré | 11360 21 | 11303 69 |
| Sécur. Mobilière | 359 33 | 343 09 |
| Sélcourt terme | 10714 92 | 10635 16 |
| Sélec. Mobil. Div. | 279 80 | 267 11 |
| Sélection-Rendem. | 168 08 | 160 47 |
| Sélect. Val. Franç. | 166 36 | 158 81 c |
| S.F.I. fr. et étr. | 368 98 | 352 26 |
| Sicavimmo | 418 14 | 399 18 |
| Sicav 5000 | 168 45 | 160 81 |
| S.I. Est | 774 53 | 739 41 |
| Sivafrance | 282 65 | 269 83 |
| Slivam | 261 18 | 249 32 |
| Slivarente | 191 | 182 34 |
| Slivinter | 300 17 | 286 56 |
| S.I.G. | 669 33 | 638 25 |
| S.N.I. | 901 21 | 860 34 |
| Sofinvest | 365 23 | 348 67 |
| Sogepargne | 305 62 | 291 76 |
| Sogevar | 710 16 | 677 96 |
| Sogister | 900 37 | 859 45 |
| Soleil Investiss. | 395 59 | 377 66 |
| U.A.P. Investiss. | 282 29 | 269 49 |
| Unifrance | 209 62 | 200 11 |
| Unifoncier | 552 02 | 526 98 |
| Unigestion | 538 89 | 514 45 |
| Uni-Japon | 802 94 | 766 53 |
| Univenta | 1678 93 | 1623 72 |
| Univer | 11869 68 | 11869 68 |
| Valorem | 334 47 | 319 30 |
| Valrel | 118796 62 | 118677 94 |
| Worms Investiss. | 640 59 | 611 54 |

◆ : prix précédent

# Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 1935 | 4,5 % 1973 | 1935 | 1929 | 1920 | 1901 |
| 3140 | C.N.E. 3 % | 3265 | 3255 | 3260 | 3280 |
| 500 | Agence Havas | 580 | 580 | 580 | 580 |
| 470 | Air Liquide | 483 | 484 | 484 | 476 |
| 295 | Als. Superm. | 329 50 | 324 | 324 | 324 |
| 68 | A.L.S.P.I. | 68 | 68 | 68 | 67 55 |
| 163 | Alsthom-Atl. | 173 90 | 174 | 174 | 170 50 |
| 700 | Amrep | 712 | 739 | 740 | 743 |
| 280 | Applic. gaz | 275 | 270 | 270 | 265 |
| 178 | Arjom. Prioux | 210 | 218 | 221 | 213 60 |
| 800 | Aux. Entrepr. | 890 | 895 | 894 | 881 |
| 440 | Av. Dass.-Br. | 445 | 445 | 445 | 436 50 |
| 191 | Bail-Equipem. | 207 | 203 | 204 | 207 |
| 435 | Bail-Investiss. | 431 | 425 | 427 | 425 |
| 305 | Cie Bancaire | 355 | 355 | 358 | 355 |
| 106 | Bazar H.-V. | 110 | 112 | 112 | 110 |
| 150 | B.C.T. Midi B. | 169 | 175 | 174 | 175 |
| 240 | Béghin-Say | 250 | 248 | 247 | 244 |
| 470 | Bic | 524 | 525 | 534 | 525 |
| 182 | B.I.S. | 234 | 238 60 | 235 50 | 232 50 |
| 575 | Biscuit (Géné.) | 600 | 570 | 572 | 580 |
| 1240 | Bongrain S.A. | 1340 | 1350 | 1350 | 1350 |
| 555 | Bouygues | 690 | 698 | 693 | 698 |
| 1600 | B.S.N.-G.D. | 1700 | 1690 | 1698 | 1690 |
| 1690 | – (obl.) | 1815 | 1820 | 1820 | 1829 |
| 1290 | Carrefour | 1520 | 1480 | 1440 | 1431 |
| 280 | – (obl.) | 309 90 | 308 | 308 | 306 50 |
| 840 | Casino | 1010 | 1010 | 1010 | 1000 |
| 565 | Cedis | 664 | 649 | 640 | 640 |
| 29 | CEM | 29 05 | 30 10 | 31 90 | 29 60 |
| 260 | Cetelem | 259 90 | 255 50 | 255 50 | 255 50 |
| 480 | C.F.A.O. | 492 | 478 | 478 | 478 |
| 63 | C.F.D.E. | 60 80 | 60 10 | 60 10 | 59 20 |
| 10 | Ch. France Dunk. | 9 30 | 8 30 | 9 30 | 9 35 |
| 182 | Charg. Réunis | 200 | 200 | 200 | 196 |
| 14 | Chiers-Châtill. | 13 80 | 13 70 | 13 70 | 13 45 |
| 180 | Ciments franç. | 200 | 180 | 190 50 | 188 20 |
| 950 | C.I.T. Alcatel | 1031 | 1061 | 1065 | 1061 |
| 570 | Club Méditerr. | 696 | 704 | 702 | 698 |
| 105 | Codetel | 111 | 111 90 | 111 90 | 110 |
| 180 | Cofimeg | 157 | 158 | 158 | 157 |
| 208 | Colas | 213 | 215 10 | 215 10 | 211 |
| 121 | Compt. Entrepr. | 130 80 | 130 | 130 | 130 |
| 270 | Compt. Mod. | 307 | 309 80 | 308 | 309 80 |
| 425 | Créd. Foncier | 452 | 456 | 455 | 450 |
| 206 | Crédit F. Imm. | 216 | 215 60 | 215 60 | 212 10 |
| 365 | Crédit Nat. | 378 | 380 | 380 | 377 |
| 39 | Creusot-Loire | 47 50 | 43 80 | 43 80 | 43 80 |
| 181 | Crouzet | 187 50 | 184 | 181 10 | 180 50 |
| 240 | C.S. Saupiquet | 250 | 252 | 252 | 252 |
| 685 | Damart-Servip | 735 | 736 | 736 | 750 |
| 635 | Darty | 699 | 699 | 697 | 700 |
| 615 | Docks France | 615 | 608 | 606 | 619 |
| 37 | D.M.C. | 43 | 42 30 | 42 | 41 50 |
| 680 | Dumez | 767 | 764 | 766 | 764 |
| 288 | Eaux (Gén.) | 309 | 308 50 | 306 | 308 50 |
| 118 | Elf-Aquitaine | 145 | 144 90 | 145 | 144 50 |
| 136 | – (certific.) | 139 50 | 144 50 | 144 50 | 141 70 |
| 880 | Essilor | 1000 | 1020 | 1020 | 1000 |
| 200 | Esso S.A.F. | 220 | 217 | 217 | 219 90 |
| 386 | Eurafrance | 432 | 427 | 427 | 419 |
| 730 | Euromarché | 810 | 830 | 830 | 829 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 660 | Europe n° 1 | 680 | 670 | 669 | 670 |
| 640 | Facom | 626 | 624 | 624 | 612 |
| 760 | Fichet-bauche | 887 | 900 | 900 | 882 |
| 154 | Finextel | 161 50 | 162 | 162 | 160 30 |
| 170 | Fives-Lille | 176 | 182 | 182 | 180 |
| 18 | Fonderie (Gén.) | 16 | 16 | 16 | 16 |
| 83 | Fraissinet | 83 60 | 83 | 83 | 83 |
| 310 | Francarep | 315 | 310 | 310 | 306 |
| 137 | Gal. Lafayette | 145 | 149 | 149 | 150 |
| 900 | Gén. Géophys. | 934 | 945 | 945 | 940 |
| 365 | GTM-Entrepose | 400 | 401 | 401 | 395 |
| 315 | Guyenne-Gasc. | 350 60 | 348 | 348 | 348 |
| 780 | Hachette | 951 | 961 | 964 | 942 |
| 335 | Hénin (La) | 355 | 355 | 355 | 355 |
| 50 | Imétal | 53 80 | 55 50 | 56 | 54 40 |
| 200 | Imm. Plaine-M. | 224 | 227 | 225 | 225 |
| 250 | Ind. et Particip. | 292 | 300 | 300 | 294 |
| 695 | Inst. Mérieux | 700 | 705 | 700 | 692 |
| 950 | Intertechnique | 1018 | 1019 | 1019 | 1011 |
| 136 | J. Borel Int. | 156 | 147 | 147 | 145 50 |
| 142 | J. Lefebvre | 182 50 | 180 10 | 180 10 | 183 30 |
| 157 | Jeumont Ind. | 168 | 158 | 162 | 156 |
| 295 | Lab. Bellon | 324 | 330 | 335 | 324 |
| 285 | Lafarge-Coppée | 280 | 265 | 262 | 265 |
| 310 | – (obl.) | 308 | 308 | 308 | 308 |
| 1790 | Legrand | 1900 | 1880 | 1880 | 1880 |
| 860 | Lesieur | 939 | 938 | 938 | 939 |
| 230 | Locafrance | 238 | 246 | 240 | 246 |
| 490 | Locindus | 505 | 500 | 500 | 500 |
| 460 | Lyonn. Eaux | 465 | 465 | 464 | 460 |
| 45 | Machines Bull | 42 | 41 50 | 41 80 | 40 70 |
| 415 | Mais. Phénix | 464 | 469 | 468 | 460 |
| 785 | Majorette (Ly) | 775 | 771 | 771 | 769 |
| 215 | Manurhin | 247 | 265 | 265 | 269 |
| 53 | Mar. Wendel | 58 | 56 50 | 56 60 | 55 90 |
| 625 | Martell | 715 | 722 | 725 | 710 |
| 655 | – (obl.) | 698 | 700 | 700 | 700 |
| 685 | Merlin-Gerin | 785 | 800 | 800 | 784 |
| 1250 | Matra | 1415 | 1420 | 1418 | 1401 |
| 830 | Michelin | 815 | 806 | 790 | 806 |
| 600 | – (obl.) | 603 90 | 603 10 | 603 10 | 603 10 |
| 700 | Midi (Cie) | 790 | 795 | 800 | 781 |
| 108 | Mines Kali (Sté) | 122 | 123 | 123 | 121 |
| 41 | M.M. Penarroya | 45 40 | 45 90 | 46 10 | 46 |
| 930 | Moët-Hennessy | 1040 | 1020 | 1011 | 1010 |
| 1130 | – (obl.) | 1230 | 1215 | 1215 | 1215 |
| 550 | Mot. Leroy-S. | 572 | 580 | 580 | 574 |
| 78 | Moulinex | 84 90 | 84 30 | 84 | 84 |
| 320 | Muraux | 366 | 363 | 363 | 358 |
| 145 | Navig. Mixtes | 181 10 | 187 | 189 | 183 30 |
| 11 | Nobel-Bozel | 11 30 | 11 15 | 11 15 | 11 35 |
| 50 | Nord-Est | 49 | 48 30 | 47 90 | 47 60 |
| 245 | Nordon (Ny) | 271 | 270 50 | 270 50 | 270 50 |
| 69 | Nouvelles Gal. | 75 90 | 75 90 | 75 90 | 74 40 |
| 485 | Occident. (Gén.) | 509 | 509 | 509 | 505 |
| 165 | Olida-Caby | 166 | 168 | 166 50 | 163 10 |
| 730 | Omn. F. Paris | 800 | 809 | 809 | 798 |
| 115 | Opfi-Paribas | 118 50 | 120 | 120 | 119 10 |
| 1400 | Oréal (L') | 1484 | 1489 | 1488 | 1489 |
| 50 | Paper. Gascogne | 49 | 48 | 48 | 48 |
| 114 | Paris-France | 139 | 138 | 138 50 | 135 30 |
| 525 | Paris-Réescomp. | 488 | 504 | 503 | 495 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 94 | Pechelbronn | 105 | 105 20 | 107 10 | 103 |
| 370 | Penhoet | 418 | 425 | 425 | 425 |
| 445 | Pernod-Ricard | 485 | 498 | 493 | 490 |
| 158 | Pétroles (Fse) | 163 | 166 | 166 | 165 |
| 181 | – (obl.) | 197 40 | 197 90 | 197 90 | 194 30 |
| 37 | – (certific.) | 39 40 | 40 | 40 | 39 70 |
| 100 | Pétroles B.P. | 93 60 | 93 50 | 94 | 91 70 |
| 178 | Peugeot S.A. | 188 80 | 190 | 189 60 | 188 50 |
| 330 | – (obl.) | 320 80 | 321 | 321 | 321 |
| 128 | P.L.M. | 137 | 138 50 | 138 50 | 139 90 |
| 97 | Poclain | 90 10 | 85 80 | 85 80 | 85 |
| 340 | Poliet | 373 | 372 | 372 | 365 10 |
| 97 | Pompey | 112 | 112 | 112 | 110 10 |
| 240 | P.M. Labinal | 292 | 292 | 291 | 288 |
| 940 | Presses Cité | 1110 | 1135 | 1140 | 1115 |
| 636 | Prétabail Sic. | 705 | 705 | 704 | 691 |
| 240 | Promogaz | 274 80 | 276 | 276 | 279 10 |
| 116 | Printemps | 126 | 123 80 | 123 80 | 125 80 |
| 910 | Promodès | 1050 | 1065 | 1065 | 1065 |
| 385 | Radiotechn. | 366 | 369 80 | 369 80 | 362 80 |
| 127 | Raffin. (Fse) | 117 20 | 121 | 121 | 118 80 |
| 850 | Redoute (La) | 930 | 937 | 937 | 937 |
| 525 | Révillon | 562 | 556 | 563 | 545 |
| 280 | Roussel-Uclaf | 317 | 316 | 316 | 311 |
| 835 | Rue Impériale | 872 | 852 | 865 | 852 |
| 10 | Sacilor | 11 50 | 11 55 | 11 55 | 11 35 |
| 126 | Sade | 141 | 141 | 141 | 141 |
| 1200 | Sagem | 1393 | 1383 | 1393 | 1368 |
| 162 | St-Louis B. | 167 | 167 | 166 | 164 90 |
| 350 | Sanofi | 356 | 345 | 350 | 340 20 |
| 470 | – (obl.) | 468 | 450 | 450 | 450 |
| 320 | S.A.T. | 333 | 338 | 338 | 338 |
| 15 | Saulnes | 15 10 | 14 90 | 15 | 14 65 |
| 29 | Saunier-Duval | 29 90 | 29 | 29 | 28 50 |
| 122 | Schneider | 115 | 108 | 110 | 106 |
| 25 | S.C.O.A. | 30 | 29 90 | 28 90 | 29 90 |
| 111 | S.C.R.E.G. | 128 | 128 | 127 50 | 129 90 |
| 130 | – (obl.) | 138 | 135 | 135 | 135 |
| 275 | Seb | 338 | 345 | 345 | 345 |
| 184 | Sefimeg | 198 10 | 199 | 199 | 197 10 |
| 675 | S.F.I.M. | 678 | 676 | 680 | 676 |
| 125 | S.G.E.-S.B. | 136 50 | 138 | 138 | 138 |
| 650 | Sign. Ent. E. | 725 | 725 | 725 | 730 |
| 315 | Silic | 340 | 332 | 332 | 326 |
| 210 | Simco | 218 60 | 219 50 | 219 50 | 219 60 |
| 105 | Simnor | 107 | 110 | 110 | 109 80 |
| 790 | Skis Rossignol | 809 | 800 | 799 | 785 |
| 265 | Sogerap | 291 50 | 290 20 | 298 90 | 285 |
| 210 | Sommer-Allib. | 258 | 261 | 263 | 266 |
| 260 | Source Perrier | 262 50 | 260 50 | 260 | 264 90 |
| 280 | Talcs Luzenac | 286 | 288 50 | 288 50 | 285 10 |
| 1030 | Tél. Elect. | 1100 | 1100 | 1100 | 1099 |
| 139 | – (obl.) | 138 | 139 | 139 | 138 |
| 187 | Thomson-C.S.F. | 208 | 208 | 208 10 | 205 |
| 225 | – (obl.) | 241 | 241 | 241 | 240 |
| 1510 | T.R.T. | 1700 | 1605 | 1615 | 1573 |
| 166 | U.F.B. | 190 | 192 | 191 | 188 20 |
| 435 | U.I.S. | 438 | 439 | 439 | 440 |
| 166 | U.C.B. | 201 | 200 80 | 200 | 200 |
| 1 52 | Usinor | 1 51 | 1 50 | 1 51 | 1 50 |
| 220 | U.T.A. | 209 | 212 | 212 | 208 |
| 250 | Valéo | 262 | 260 | 259 90 | 255 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 85 | Vallourec | 94 40 | 94 50 | 94 50 | 94 40 |
| 1170 | V. Clicquot-P. | 1310 | 1319 | 1319 | 1298 |
| 620 | Viniprix | 777 | 770 | 770 | 756 |
| 920 | Elf-Gabon | 946 | 947 | 945 | 950 |
| 200 | Amax Inc. | 215 50 | 218 50 | 218 50 | 216 10 |
| 500 | Amer. Express | 589 | 603 | 603 | 600 |
| 580 | Amer. Teleph. | 583 | 586 | 586 | 598 |
| 155 | Anglo Amer. C. | 195 | 198 50 | 197 90 | 198 10 |
| 850 | Amgold | 1120 | 1120 | 1119 | 1110 |
| 940 | B. Ottomane | 950 | 950 | 950 | 950 |
| 495 | BASF (Akt) | 555 | 545 | 544 | 540 |
| 475 | Bayer | 508 | 510 | 510 | 503 |
| 400 | Buffelsfont. | 519 | 534 | 535 | 530 |
| 29 | Charter | 33 80 | 34 95 | 35 30 | 34 50 |
| 445 | Chase Manh. | 535 | 520 | 517 | 518 |
| 200 | Cie Pétr. Imp. | 234 80 | 239 | 244 | 236 |
| 63 | De Beers | 78 | 76 40 | 78 | 76 40 |
| 1100 | Deutsche Bank | 1194 | 1194 | 1194 | 1190 |
| 129 | Dome Mines | 169 | 170 40 | 171 90 | 170 |
| 260 | Driefontein Cpd | 301 | 304 | 302 | 300 80 |
| 345 | Du Pont-Nem. | 390 | 391 | 391 | 390 |
| 750 | Eastman Kodak | 740 | 745 | 750 | 748 |
| 150 | East Rand | 190 | 189 10 | 186 90 | 185 40 |
| 455 | Ericsson | 470 | 480 | 481 | 477 |
| 260 | Exxon Corp. | 294 | 294 | 294 | 294 |
| 350 | Ford Motors | 379 | 403 | 403 | 406 50 |
| 340 | Free State | 432 | 448 50 | 445 | 440 |
| 220 | Gencor | 255 | 261 | 264 | 256 |
| 265 | Gén. Belgique | 290 | 287 50 | 287 50 | 283 |
| 920 | Gén. Electr. | 982 | 993 | 993 | 993 |
| 535 | Gen. Motors | 557 | 573 | 570 | 580 |
| 62 | Goldfields | 72 80 | 76 | 75 40 | 75 50 |
| 180 | Harmony | 205 | 205 50 | 204 | 204 50 |
| 29 | Hitachi | 29 95 | 30 | 30 | 30 |
| 500 | Hoechst Akt. | 540 | 540 | 539 | 534 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | Compt. Premier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| 53 | Imp. Chemical | 59 70 | 58 80 | 58 80 | 60 |
| 113 | Inco. Limited | 117 10 | 118 | 117 80 | 117 20 |
| 880 | IBM | 984 | 1002 | 985 | 998 |
| 40 | Ito-Yokado | 41 80 | 42 20 | 42 20 | 42 20 |
| 320 | ITT | 340 70 | 346 | 346 | 346 |
| 50 | Matsushita | 52 70 | 53 30 | 53 30 | 52 25 |
| 755 | Merck | 748 | 755 | 755 | 743 |
| 700 | Minnesota M. | 699 | 720 | 720 | 725 |
| 225 | Mobil Corp. | 267 | 262 50 | 262 50 | 280 40 |
| 16780 | Nestlé | 17520 | 17650 | 17650 | 17660 |
| 360 | Norsk Hydro | 460 | 458 50 | 459 | 464 |
| 820 | Petrofina | 970 | 990 | 990 | 984 |
| 560 | Philip Morris | 572 | 582 | 581 | 582 |
| 130 | Philips | 154 50 | 155 | 156 | 157 90 |
| 335 | Pres. Brand | 434 | 450 | 448 | 445 |
| 365 | Président Steyn | 473 | 483 | 485 | 475 |
| 1200 | Quilmès | 1210 | 1240 | 1259 | 1216 |
| 1070 | Randfontein | 1380 | 1400 | 1427 | 1395 |
| 330 | Royal Dutch | 375 | 375 70 | 376 | 374 90 |
| 66 | Rio Tinto Zinc | 78 70 | 81 10 | 82 | 80 50 |
| 325 | St Helena Co | 392 | 398 | 405 | 390 20 |
| 336 | Schlumberger | 382 | 388 | 380 c | 383 30 c |
| 56 | Shell transp. | 69 | 69 35 | 69 30 | 69 20 |
| 1140 | Siemens A.G. | 1220 | 1260 | 1260 | 1238 |
| 134 | Sony | 133 | 136 | 136 | 133 40 |
| 168 | T.D.K. | 164 | 164 70 | 164 40 | 166 |
| 700 | Unilever | 725 | 730 | 730 | .... |
| 585 | Unit. Techn. | 636 | 636 | 639 | 629 |
| 830 | Vaal Reefs | 1020 | 1030 | 1010 | 1015 |
| 420 | West Deep | 540 | 547 | 562 | 547 |
| 400 | West Hold. | 477 | 498 | 486 | 485 |
| 350 | Xerox Corp. | 363 | 369 80 | 369 | 369 80 |
| 2 40 | Zambia Corp. | 2 92 | 2 97 | 2 98 | 2 91 |

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

## COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 15/4 | COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| États-Unis ($ 1) | 7 319 | 7 312 | 7 050 | 7 450 |
| Allemagne (100 DM) | 298 850 | 298 870 | 290 | 310 |
| Belgique (100 F) | 15 061 | 15 043 | 14 300 | 15 400 |
| Pays Bas (100 fl.) | 266 150 | 266 170 | 257 | 277 |
| Danemark (100 krd) | 84 490 | 84 480 | 80 | 88 |
| Norvège (100 k) | 102 300 | 102 500 | 97 | 104 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 11 223 | 11 280 | 10 800 | 11 600 |
| Grèce (100 drachmes) | 8 726 | 8 715 | 8 250 | 10 250 |
| Italie (1 000 lires) | 5 036 | 5 037 | 4 800 | 5 305 |
| Suisse (100 fr.) | 356 300 | 357 350 | 345 | 366 |
| Suède (100 krs) | 97 580 | 97 650 | 93 | 100 |
| Autriche (100 sch) | 42 650 | 42 680 | 42 | 44 |
| Espagne (100 pes.) | 5 376 | 5 384 | 5 200 | 5 600 |
| Portugal (100 esc.) | 7 450 | 7 500 | 6 800 | 8 300 |
| Canada ($ can 1) | 5 930 | 5 932 | 5 750 | 6 050 |
| Japon (100 yens) | 3 068 | 3 078 | 2 930 | 3 090 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 15/4 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 103000 | 102600 |
| Or fin (en lingot) | 102200 | 102000 |
| Pièce française (20 fr) | 686 | 685 |
| Pièce française (10 fr) | 385 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 671 | 663 |
| Pièce latine (20 fr) | 645 | 645 |
| Souverain | 791 | 795 |
| Pièce de 20 dollars | 3920 | 3860 |
| Pièce de 10 dollars | 1850 | 1850 |
| Pièce de 5 dollars | 1050 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 4275 | 4295 |
| Pièce de 10 florins | 681 | 680 |

Le Monde

# UN JOUR DANS LE MONDE


## IDÉES

2. LE COMBAT POLITIQUE : « *La gauche à bout de souffle* », par Daniel Amson ; « La vérité du socialisme », par Michel Pinton ; « Ne pas confondre citoyen et consommateur », par Bernard Krief.

## ÉTRANGER

3. EUROPE
– Le quarantième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie.
4. ASIE
5. PROCHE-ORIENT
– M. Reagan estime que la résolution 242 s'applique aussi au Golan.
5. AFRIQUE
6. AMÉRIQUES
6-7. DIPLOMATIE

## POLITIQUE

8. Un colloque du Grand-Orient de France.
– La préparation du comité central du P.C.F.
9. Six élections cantonales partielles.

## SOCIÉTÉ

10. ENVIRONNEMENT : cinq personnes sont jugées pour la catastrophe écologique de Seveso.
11. MÉDECINE : la grève des internes et chefs de clinique se poursuit.

## CULTURE

14. MUSIQUE : *Roméo et Juliette* de Gounod, à Strasbourg ; *la Clémence de Titus* dans onze villes de France.
15. CINÉMA : *Balles perdues*, de Jean-Louis Comolli.
17. COMMUNICATION. – Vu : « T'approche pas de la fenêtre ! ».

## LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

19. Le repli de la sidérurgie européenne.
20. La Hongrie se prépare à l'austérité.
21. Marks and Spencer : des « boutiquiers » britanniques qui réalisent près de 25 milliards de francs de chiffre d'affaires.
22. BIBLIOGRAPHIE : « Reconquérir l'espoir », de Maurice Lauré.

## SPORTS

42. AUTOMOBILISME : Alain Prost (Renault) s'impose au Castellet.

## RÉGIONS

43. Paris pourra-t-il organiser les Jeux olympiques en 1992 ?

## ÉCONOMIE

45. CONJONCTURE : M. Christian Goux au Grand Jury R.T.L.-le Monde.
46. AFFAIRES : arme efficace du commerce international, les normes sont bien mal utilisées par les Français.

RADIO-TÉLÉVISION (16)
INFORMATIONS « SERVICES » (12) :
Troisième âge ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
Annonces classées (23 à 41) ; Carnet (17) ; Programme des spectacles (15 et 16) ; Marchés financiers (47).




A B C D E F G

## En Belgique

# Le gouvernement s'apprête à renforcer sa politique d'austérité

De notre correspondant

Bruxelles. – Le gouvernement chrétien-libéral belge est bien résolu à continuer sur la voie de la rigueur et de l'austérité. A l'issue des vacances de Pâques, il vient de présenter un nouveau programme de *pouvoirs spéciaux encore plus* étendus que ceux dont il a déjà fait usage à partir de février 1982. A tel point que des voix *s'élèvent de tous* les côtés pour dénoncer le recours à l'« autoritarisme ». C'est peut-être pourquoi M. Martens propose de *soumettre les nouveaux arrêtés* royaux à une ratification parlementaire.

Le programme qui va être proposé au Parlement, et *qui a toutes* les chances d'être accepté, contient une véritable « bombe politique ». Le gouvernement demande tout simplement les pouvoirs nécessaires pour régler le problème des aciéries Cockerill Sambre ainsi d'ailleurs que celui de la sidérurgie *flamande*, en imposant lui-même, *s'il* le faut, une nouvelle austérité salariale et même la restructuration indispensable des entreprises.

Le problème des salaires est particulièrement délicat. Il s'agit en effet pour le gouvernement d'utiliser les pouvoirs spéciaux pour passer outre aux conventions collectives et aux dispositions légales, afin d'imposer non seulement une limite aux rémunérations *mais très probablement* aussi une réduction substantielle du personnel.

Quant à la restructuration, ce *n'est pas seulement l'avenir* de Cockerill Sambre qui se trouve en cause. Le gouvernement disposerait des mêmes pouvoirs d'intervention *dans tous les secteurs industriels qui* dépendent encore de la responsabilité nationale, c'est-à-dire les charbonnages, le verre creux, les textiles et les *constructions navales*.

En ce qui concerne la sidérurgie wallone, on attend toujours le rapport d'expertise confié à M. Gandois, *l'ancien P.D.G. de Rhône-*Poulenc. Chacun sait qu'il proposera une réduction sévère des capacités de production de Cockerill Sambre. Dès *maintenant*, le gouvernement de Bruxelles entend disposer des armes nécessaires pour imposer une solution, quelles que soient les *résistances des syndicats ou* les *objections* des autorités wallones. Au total, M. Martens demande tout simplement un blanc-seing pour *rétablir* la *compétitivité des* entreprises nationales.

Les pouvoirs spéciaux demandés à nouveau devraient également permettre à la coalition gouvernementale de limiter la croissance des dépenses publiques et d'équilibrer les régimes de la Sécurité sociale. Pour cela, les régions et les communes se verraient accorder les moyens légaux de modifier les statuts des personnels, c'est-à-dire de réduire autoritairement leurs effectifs et leurs *rémunérations*. Une assistance provisoire est offerte aux communes dont le déficit total en *1982 atteignait 45 milliards* de francs belges, à condition qu'elles présentent un plan capable de rétablir leur équilibre financier d'ici à 1988.

Une question importante reste en suspens. Les Belges, qui ont, de façon plus ou moins irrégulière, placé leurs capitaux à *l'étranger*, se verront-ils offrir une amnistie fiscale ? Au sein de la coalition gouvernementale, le parti libéral plaide en faveur d'une *solution* susceptible, selon lui, de rapatrier des milliards, ce dont l'économie du pays aurait bien besoin. Les chrétiens-sociaux, *en revanche*, hésitent encore à accepter une telle largesse, qui leur paraît « immorale ». Aussi, s'efforcent-t-ils de trouver une issue à ce dilemme en organisant un emprunt exceptionnel dont une tranche pourrait être souscrite sans devoir justifier l'*origine* des fonds. De plus, le fisc fermerait les yeux en faveur de ces mêmes souscripteurs s'ils investissent d'autres capitaux rapatriés *dans* la construction ou dans l'équipement des petites et moyennes entreprises.

Ces dispositions permettraient de « blanchir » des sommes assez considérables. Reste à voir si ces propositions du ministre des finances seront finalement entérinées par le cabinet et surtout si les « fraudeurs » se laisseront tenter par les offres qu'on pourrait leur faire.

JEAN WETZ.

## M. GATTAZ REÇU A L'ÉLYSÉE

# M. Mitterrand a semblé très attentif à mes propositions

## *déclare le président du C.N.P.F.*

M. Yvon Gattaz, président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), a été reçu, lundi 18 avril dans la matinée, par le président de la République. A l'issue de cet entretien, prévu de longue date, le président du C.N.P.F. a déclaré : *« J'ai dit au président de la République que, si l'on donne aux entreprises les moyens de se battre avec efficacité, elles sont prêtes à tout faire pour gagner la bataille de l'exportation et de l'emploi qui sont les priorités qu'il a lui-même fixées récemment.*

*» J'ai indiqué les mesures qu'il nous semble urgent de prendre pour ne pas sacrifier l'avenir de notre économie aux nécessités du présent. Ce sont des mesures simples, d'effet immédiat, et qui bénéficieraient également à toutes les entreprises.*

*» Pour l'exportation, il suffit de mettre les entreprises françaises à égalité de traitement avec les entreprises de l'Allemagne, notre principal partenaire. Les entreprises allemandes ne paient ni taxe professionnelle ni allocations familiales. Il est donc urgent d'aligner la fiscalité de nos entreprises sur celles de tous les pays modernes, car malheureusement la France est le seul pays qui n'a pas adapté la fiscalité de ses entreprises à la crise.*

*» Pour l'emploi, nous sommes persuadés qu'il faut favoriser par tous les moyens le travail à temps partiel, au lieu de le pénaliser. C'est aujourd'hui notre seule chance de créer des emplois. Nous sommes persuadés aussi qu'il faut assouplir les règles d'embauche et de licenciement, et toutes les rigidités de la réglementation du temps de travail pour saisir au vol certaines commandes d'exportation. Dans des circonstances exceptionnelles, il faut des mesures exceptionnelles. Il faut pouvoir automatiquement augmenter les effectifs et les horaires d'une entreprise qui a des commandes importantes et les réduire quand l'activité diminue, comme cela se fait dans tous les pays.*

*» Pour reprendre confiance, il faut que les entreprises puissent travailler en paix, à l'abri de toutes violences. Les séquestrations, en particulier, sont totalement inadmissibles dans un pays de liberté.*

*» J'ai enfin indiqué au président de la République les actions que nous allons mener en 1983 pour mieux faire connaître le rôle des entreprises au service de la nation, actions que nous rendrons publiques demain 19 avril.*

*» Le président de la République a semblé très attentif à mes propositions. L'avenir nous dira si le gouvernement prendra les mesures nécessaires au redressement de notre économie. »*

# Les Dix entament une négociation serrée sur les prix agricoles

*Les ministres de l'agriculture de la C.E.E. entament ce lundi 18 avril, à Luxembourg, une négociation serrée sur les prix agricoles 1983-1984 qui devrait durer deux jours. Mais une prolongation n'est pas exclue. Ce sera le baptême du feu pour M. Michel Rocard, qui participera ainsi à sa première négociation internationale agricole. Il en va de même pour son homologue allemand, M. Ignaz Kiechle, avec lequel la France est condamnée à trouver un compromis, tant sur le niveau de hausse des prix que sur celui de la diminution des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) positifs qui pénalisent les exportations françaises. Les principaux dossiers sont les suivants :*

● PRIX AGRICOLES : La Commission européenne et le commissaire chargé de ce dossier, le Danois Poul Dalsager, proposent une hausse moyenne de 4,4 % en ECU, mais de seulement 2,3 % pour le lait et 3 % pour les céréales. Ces chiffres satisfont la Grande-Bretagne et la R.F.A. Les autres partenaires européens les trouvent insuffisants, tout comme l'Assemblée européenne et le Comité des organisations agricoles européennes, qui réclamaient 7 %.

● M.C.M. : Pour compenser une hausse insuffisante en ECU, les pays qui disposent de M.C.M. négatifs pourront les supprimer en partie ou en totalité. Mais le jeu de la France sera d'obtenir de l'Allemagne fédérale et des Pays-Bas un démantèlement significatif de leurs M.C.M. positifs, qui s'élèvent respectivement à 13,4 % et 8,4 %.

● SEUILS DE PRODUCTION : Pour les céréales, les oléagineux et les produits laitiers, la Commission envisage de fixer des seuils de production au-delà desquels les garanties de prix communautaires ne joueraient plus. M. Rocard s'est déclaré contre ces mesures.

● *RÈGLEMENT FRUITS ET LÉGUMES* : les hausses de prix proposées par la Commission sont relativement *plus élevées que* la moyenne pour les productions méditerranéennes qui intéressent la Grèce, l'Italie et la France. Mme Cresson avait assuré, quand elle était ministre de l'agriculture, que le règlement communautaire sur les fruits et légumes que la France réclame comme *préalable* à l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. serait négocié lors de la fixation des prix de la campagne *1983-1984*. Il reste possible que ce dossier soit dissocié de la négociation de Luxembourg.

En outre, les ministres de l'économie et des finances des Dix *devaient* arrêter, lundi 18 avril, à Luxembourg, leur position de négociation pour le renouvellement de l'arrangement sur les *crédits* à l'exportation au sein de l'O.C.D.E., qui expire au 30 avril prochain.

Les Dix tenteront de se mettre d'accord sur un mandat de négociation pour la *réunion* des 25, 26 et 27 avril, à Paris, des vingt-deux pays de l'O.C.D.E. qui souscrivent à cet arrangement. Les difficultés devraient *porter* sur la *révision* en baisse de la grille des taux minimaux d'intérêt des crédits à l'exportation pour les trois catégories de pays (« riche », « intermédiaire » et « relativement pauvre ») à la suite de la baisse des taux de marché.

Selon les milieux communautaires, la France préconise une baisse sensible des taux afin de stimuler ses exportations, tandis que Pays-Bas, R.F.A. et Grande-Bretagne demanderaient une réduction moins importante, voire le *statu quo*.

## Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs

# KORTCHNOÏ-KASPAROV EN DEMI-FINALE

*Victor Kortchnoï a remporté, le samedi 16 avril, son quart de finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs, en battant, à Bad Kissingen (R.F.A.), le grand maître international hongrois Lajos Portisch par 6 points à 3, à la neuvième partie. Il rencontrera en demi-finale le G.M.I. soviétique, Garry Kasparov.*

Au début de l'année, la Fédération internationale d'échecs (F.I.D.E.) publiait le classement des meilleurs joueurs de 1982 (*le Monde* daté des 9-10 janvier). Kortchnoï se retrouvait à la douzième place, alors qu'il était classé troisième joueur mondial en 1981. Son futur adversaire, Portisch, était septième. Alors, fini le vieux lutteur ? Abattu l'éternel adversaire de Karpov... et l'irréductible opposant à l'État soviétique ? Tout donnait à le croire puisqu'en janvier, le vice-champion du monde terminait mauvais huitième du traditionnel Tournoi des Hauts Fourneaux en Hollande, alors qu'il avait auparavant fait match nul (3-3) contre un Timman en baisse de forme.

## Au Cambodge

# Les soldats vietnamiens ont exécuté une trentaine de civils

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. – *Les soldats de Hanoï* ont-ils commis des atrocités lorsqu'ils ont investi, le 4 avril, le camp sihanoukiste d'O-Smach, situé près de la frontière thaïlandaise, au sud de Surin, à environ trois kilomètres à l'intérieur du territoire cambodgien ? Selon M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) et premier ministre du gouvernement de coalition antivietnamien, environ trois cents civils auraient été poussés dans des tranchées, arrosés de grenades, puis achevés à la baïonnette. *Jusqu'à maintenant*, ni les partisans du prince Sihanouk ni les organisations humanitaires n'ont officiellement confirmé ce massacre.

L'attaque vietnamienne a semé une telle confusion parmi les trente mille civils qui vivaient dans ce camp qu'il est difficile de se faire une idée exacte des conditions dans lesquelles elle a été conduite. Cependant, des témoignages concordants recueillis notamment auprès d'un certain nombre de blessés que le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) soigne dans son antenne chirurgicale de Kap-Cherng, il ressort que des actes de violence délibérés ont été commis par des *soldats de Hanoï* contre des civils. Ceux-ci ont été tués à coup de grenades à l'intérieur de bunkers, soit qu'ils y aient trouvé refuge, soit qu'ils y aient été jetés de force. Plusieurs familles – au total, une trentaine de personnes – ont ainsi été froidement exterminées.



Le numéro du « Monde » daté 17 avril 1983 a été tiré à 480 235 exemplaires